

صكنا من الامم



Supplément « Initiatives »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14408 - 6 F

MERCREDI 22 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'adoption en URSS d'une loi autorisant l'émigration Moscou cherche à améliorer ses relations économiques avec Washington

La fin d'un tabou

MALGRÉ toutes les incertitudes de l'heure, les tentatives de rapprochement entre l'URSS et les États-Unis continuent de progresser. En votant massivement (par 320 voix contre 37 et 32 abstentions), lundi 20 mai, un texte législatif autorisant l'émigration, les députés soviétiques ont mis fin non seulement à une bataille parlementaire de près de deux ans, mais aussi à deux notions profondément ancrées dans l'histoire du pays.

La première, héritée des tsars, consistait à considérer la population comme une sorte de propriété du pouvoir en place, lequel pouvait contrôler, voire imposer, ses déplacements à sa guise. Andreï Sakharov avait été privé de voyage, tout comme Pouchkine autrefois. D'autres généraux, de Herzen à Soljenitsyne, ont été contraints à l'exil. L'autre préjugé, considérablement renforcé par les gouvernements communistes depuis cinquante ans, consistait à considérer l'étranger comme l'ennemi, à la fois espion et corrupteur, dont il fallait préserver les « masses ».

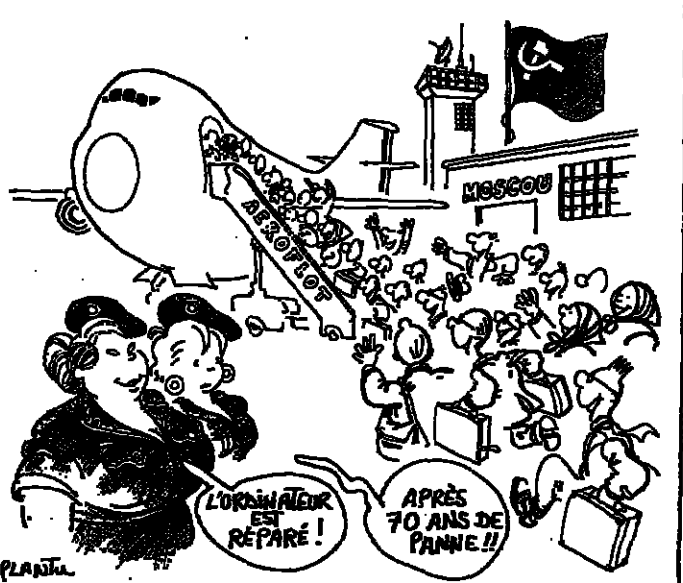
En jugeant par les arguments entendus au cours du débat, et qui avaient conduit à ajourner le vote à trois reprises la semaine dernière encore, ces préjugés n'ont pas complètement disparu. Des opposants ont parlé de fuite des cerveaux, de trahison des « secrets d'État », voire de sida, tandis que d'autres, oubliant que les voyages étaient réservés auparavant à la nomenclature, dénonçaient une loi favorisant une « minorité égoïste ».

Tout cela se traduit par de sérieuses limitations : la nouvelle loi, qui n'a été votée que « dans son ensemble » et peut donc encore être amendée, n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1993 - et non pas en juillet 1992, comme il était initialement prévu. Pendant dix-huit mois encore, les Soviétiques devront donc obtenir, en plus de leur passeport, un visa de sortie accordé au coup par coup sur présentation d'une « invitation » en provenance de l'étranger. Il est vrai que cette procédure a été très allégée : l'an dernier, plus de 4 millions de Soviétiques ont franchi les frontières et plus de 400 000 ont émigré définitivement, surtout en Israël et en Allemagne.

FACE à cette situation, les démocrates sont paradoxalement divisés. D'un côté, la crainte de voir la crise économique pousser hors de leurs frontières des hordes de Soviétiques (les estimations varient de 500 000 à 5 millions) hante les voisins immédiats de l'URSS : la Pologne, notamment, a déjà vu son contingent de « touristes » venus de l'Est presque doubler en un an. De l'autre, l'Amérique, plus lointaine, ne peut oublier que l'amendement Jackson-Vanik des années 70, durci en 1985, faisait de la légalisation de l'émigration soviétique la condition d'une coopération économique durable avec Moscou.

Selon M. Bourlatski, l'un des défenseurs du projet au Parlement soviétique, ce sont les pressions conjuguées de MM. Bush et Mikhaïl Gorbatchev qui ont conduit M. Gorbatchev à mettre tout son poids dans la balance pour arracher ce vote « historique ». Mais il en faudra sans doute d'autres pour faire de l'URSS, comme le veut le président soviétique, un pays tout à fait « normal ».

La Maison Blanche a salué comme un « signe d'espoir » le vote par le Parlement soviétique, lundi 20 mai, d'une loi légalisant l'émigration. Washington fait dépendre de cette loi la normalisation des relations économiques avec Moscou. Par ailleurs, les contrôleurs aériens soviétiques ont annulé leur grève illimitée prévue à partir du mardi 21 mai, un compromis ayant été trouvé avec le ministère de l'aviation.



Lire page 3 l'article de DOMINIQUE DHOEMERES

M. Walesa demande « pardon » aux Israéliens

« Il y a parmi les Polonais des gens qui ont fait du mal ; moi, en Israël, dans le berceau de votre culture et de votre renaissance, je vous demande pardon. » C'est par ces mots, prononcés avec gravité, lundi 20 mai, devant une Knesset arch-comble, que le président Lech Walesa a voulu sceller la réconciliation entre Israël et la Pologne. Rappelant l'extermination de 6 millions de juifs par les nazis, notamment en Pologne, M. Itzhak Shamir - originaire de ce pays - a déclaré que certains des compatriotes de M. Walesa avaient « collaboré » à cette « œuvre de destruction ». Mais le premier ministre n'en a pas moins accepté une invitation à se rendre en visite officielle à Varsovie.

Lire page 5 l'article d'ALAIN FRACHON

Un entretien avec le premier ministre du Cambodge

Alors que les négociations entre factions khmères doivent reprendre le 2 juin à Djakarta, le premier ministre de Phnom-Penh a réaffirmé sa position avec fermeté, dans un entretien au Monde, déclarant : « Je ne rendrai pas un fusil. » S'il est satisfait de constater que la ceasez-le-feu, en vigueur depuis le 1^{er} mai dernier, est respecté, M. Hun Sen demeure farouchement hostile à toute participation des Khmers rouges au pouvoir. C'est pourquoi il a l'intention de présenter de nouvelles propositions sur le regroupement des forces armées sur le terrain.

Lire page 9 l'entretien réalisé par JEAN-CLAUDE POMONTI

Après quatorze années de régime sans partage Le président Mengistu Haïlé Mariam a quitté le pouvoir en Ethiopie

Après quatorze années de règne sans partage à la tête du pays, le président Mengistu a quitté l'Ethiopie, mardi 21 mai, a annoncé la radio nationale, en donnant lecture d'un communiqué du Conseil d'Etat. Celui-ci, sans préciser s'il s'agit d'une fuite ou d'une démission, s'est borné à indiquer que le général Tesfaye

Gabre Kidane, qui occupait jusque-là le poste de vice-président, assurerait les fonctions de chef de l'Etat. Par ailleurs le communiqué souligne l'intention de la nouvelle équipe au pouvoir de poursuivre le dialogue avec les rebelles nordistes. M. Mengistu s'est rendu à Nairobi, d'où il pourrait gagner le Zimbabwe.

C'est d'une manière très officielle, presque tranquille, que le premier ministre éthiopien, M. Tesfaye Dinka, a annoncé, mardi 21 mai, aux diplomates en poste à Addis-Abeba, le départ du président Mengistu Haïlé Mariam.

Celui-ci semble avoir quitté le pays aux premières heures de la journée, pour une destination définitive encore non confirmée. Certaines sources estiment que le chef de l'Etat pourrait tenter de gagner le Zimbabwe, via le Kenya. Selon l'AFP, qui cite des sources diplomatiques, son avion aurait atterri à 12 h 40 heure locale (11 h 40 heure de Paris) sur l'aéroport international de Nairobi.

A Addis-Abeba, la radio nationale, qui a confirmé le départ du président Mengistu en milieu de journée, s'est toutefois bien gardée d'utiliser le terme de

« fuite », et moins encore celui de « démission ».

Le communiqué du conseil d'Etat, diffusé sur les ondes, a néanmoins confirmé implicitement la chute de M. Mengistu. En effet le communiqué indique que c'est le général Tesfaye Gabre Kidane, nommé vice-président fin avril - en même temps que le premier ministre Tesfaye Dinka, - qui assurera désormais, conformément à la Constitution, les fonctions de chef de l'Etat.

Le troisième élément important de ce communiqué concerne les rebelles nordistes, avec lesquels les autorités se disent prêtes à continuer le dialogue.

L'ancien président constituait en effet un obstacle à la poursuite des discussions avec la rébellion armée.

CATHERINE SIMON
Lire la suite page 8

Un vote du Conseil de sécurité

L'Irak devra indemniser les victimes de la guerre du Golfe - notamment les Koweïtiens.

Lire page 6 les articles d'AFSANE BASSIR-POUR et de NICOLE POPE

Le protectionnisme japonais dénoncé par ses partenaires

Le vice-président américain, le premier ministre canadien et le président de la Commission de Bruxelles, attendus à Tokyo mercredi 22 mai, relanceront le débat sur le protectionnisme japonais.

Lire pages 24 et 25 nos informations et l'article de SERGE MARTI

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

Au Bangladesh, les rescapés du quotidien

Sur les polders, la vie a repris ses droits. Les projets se heurtent au féodalisme d'une société menacée en permanence par une catastrophe

GOMATOLI

de notre envoyée spéciale

Il pêche au milieu d'un cimetière, mais cela ne le dérange pas. C'est d'ailleurs lui qui a fait remonter des morceaux de bois plantés dans l'eau à l'emplacement des fosses communes, sinon on n'aurait vu de ce village perdu au large de Cox's-Bazar qu'une mer de couleur grisaille striée de quelques digues. Rien que de la

terre et de l'eau fondues dans un même univers indécis. Le pêcheur a une douzaine de crevettes dans sa hotte de bambou. Et, sous les pieds, une centaine de corps dont celui, peut-être, de son fils, enterrés là parce que déposés là, au pied des digues de terre qui luttent contre pluies et marées. Les remblais ont été diminués de moitié, et personne n'est encore venu les surélever. Il n'y a pas de cailloux au Bangla-

desh. Pour en trouver il faut casser des briques. Et la brique se casse à la pioche et à l'unité.

C'est un pêcheur du golfe du Bengale entre quelques millions. Son corps est étroit et brun. Ses jambes aussi fines que des tiges. Il va pieds nus sur les digues, vêtu d'un long noué à la taille et d'un maillot de corps retroussé sur le torse.

CORINE LESNES
Lire la suite page 14

SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Crues sous contrôle. ■ Des taupes japonaises en France.
- Polémique sur ordonnance.
- Nouveaux antidépresseurs.
- Immigration sauvage.
- Champignons glacés.

page 15 à 17

Cannes 91 Hors Hollywood

Les Etats-Unis ont triomphé à Cannes. Un palmarès qui ne reflète pas la diversité des cinématographies du monde

par Jean-Michel Frodon

Les frères Coen reviennent de Cannes avec une triple palme : leur film, *Barton Fink*, a remporté le grand tiers de la Croisette, écrasant ses concurrents. Une nouvelle récompense pour les Etats-Unis, qui reflète mal l'état réel du cinéma mondial.

Parmi les vingt-trois films de la sélection officielle, cinq étaient réalisés par des Français (Rivette, Pialat, Varda, Bagdad, Bouché). Six autres, dus à des cinéastes russe, polonais, anglais, grec, danois et italien, ont été coproduits en France. Au total une petite moitié des titres. Cette proportion traduit un rôle d'interlocuteur privilégié face aux difficultés que connaissent les professionnels du monde entier, pour des raisons évidemment dif-

férentes selon les pays. Ces professionnels étaient à Cannes, dessinant chacun un élément de la carte du cinéma mondial.

Très en vue depuis quelques années, l'Europe de l'Est laisse apparaître aujourd'hui quelques tendances plus précises, après la confusion qui suivit ses bouleversements politiques : le cas le plus inquiétant paraît celui de la Tchécoslovaquie, où l'industrie cinématographique est en plein désarroi. Mais si la Roumanie et la Bulgarie tâtonnent, la Pologne et la Hongrie ont commencé de prendre des mesures de sauvegarde - urgentes, notamment en Hongrie où, récemment, tous les écrans du pays étaient occupés par des films américains.

Lire la suite page 20



SERGE JULY
La Diagonale du Golfe
L'analyse d'un an et demi de folie planétaire.
Grasset

M0147 - 0522 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,00 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,50 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

L'opposition et l'échéance de 1993

M. Alain Juppé face à M. Pierre Méhaignerie : la nation contre la souveraineté partagée ?

Objectif 93 : la perspective du grand marché est plus que jamais l'axe central de la politique française puisque tel est le but assigné au gouvernement de M. Cresson par le chef de l'Etat. La concordance de l'avènement du grand marché et de l'échéance électorale législative ne pourra pas ne pas retentir sur le débat politique national. Avant même que ne s'engage la bataille pour les élections de 1993, le gouvernement va devoir préparer les deux grandes conférences intergouvernementales avec à sa tête une personnalité certes qualifiée, puisqu'elle a été ministre des affaires européennes, mais dont les options correspondent à une vision plus nationaliste que celle de son prédécesseur.

L'opposition de son côté se prépare avec l'espoir que s'engagera à cette date une nouvelle période de cohabitation. Pour y parvenir, elle cherche à retrouver une posture analogue à celle de 1986 et prépare une plate-forme commune. Parmi les sujets qui soulèvent le plus de difficultés, l'Europe figure en bonne place : entre chiraquiens et centristes, l'approche philosophique et politique est sensiblement différente. Pour l'heure, ils continuent de se séparer sur un point central, à savoir l'idée de souveraineté partagée.

Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Pierre Méhaignerie, président du CDS, tentent sur ce sujet d'accorder leurs points de vue.

J.-M. C.

Pierre Méhaignerie. — J'appartiens à la grande famille politique démocrate-chrétienne qui a posé les fondements de l'unification de l'Europe. Après les bouleversements à l'Est et la guerre du Golfe, deux attitudes se manifestent en France : la première, toute de peur et d'inquiétude, amorce un retour vers l'Etat protecteur, la seconde, courageuse et ambitieuse, veut dans les trois ou quatre ans qui viennent s'appuyer sur ces événements pour accélérer la construction politique d'une communauté européenne.

Partant de là surgit un débat de fond entre les partisans d'une Europe fédérale et les autres. Pour certains, une Europe fédérale, c'est une Europe centralisée et étatique ; autrement dit, certains transposent, au niveau européen, leur conception de l'Etat centralisé.

Devant la complexité croissante et la mondialisation des techniques et des économies, je suis convaincu que les pays qui réussiront le mieux seront ceux qui accepteront un double transfert de pouvoirs ou partage de souveraineté.

— de l'Etat central vers les structures de base et les individus pour développer la responsabilité et la capacité créatrice des hommes ;

— en Europe, des Etats centraux vers la Communauté européenne.

Quant à l'Etat-providence, une autre réflexion s'impose sur ses limites aujourd'hui en France. Désormais, à la question de savoir si les Français préfèrent davantage de prestations et d'assistance ou un salaire direct plus important, ceux-ci se prononcent heureusement en faveur de la priorité à la croissance du salaire direct.

Sortir des vieux schémas

Alain Juppé. — Il faut sortir des vieux schémas : l'opposition n'est pas le lieu d'un conflit entre ceux qui seraient pour et ceux qui seraient contre l'Europe. L'Europe est pour nous un acquis. Quant aux transferts de souveraineté, on en fait comme M. Jourdain, sans le savoir, tous les jours. L'idée de transfert de souveraineté n'est pas du tout étrangère au mouvement au nom duquel je m'exprime. La politique agricole commune en est un des exemples les plus probants.

Reste évidemment le double mouvement, fédéralisme et décentralisation, évoqué par Pierre Méhaignerie. La querelle sur le fédéralisme est, en partie, une querelle de mots. Quand l'UDF parle de fédéralisme, elle veut dire : rehaus d'une Europe qui aboutirait à un super-Etat centralisé. Nous disons sous une autre forme la même chose dans la plate-forme du RPR. Pour nous, il faut distinguer plus nettement les questions d'intérêt communautaire et les questions d'intérêt national. La décentralisation ? Il y a aussi une tradition décentralisatrice au RPR, notamment depuis le référendum de 1969 sur les régions. Vous voyez donc que sur ces deux points il n'y a pas fracture irréductible. Mais ce que nous ne pouvons accepter, c'est la disparition de la notion d'Etat. Sans tomber dans un nationalisme cocardier, nous pensons

qu'il y a une réalité culturelle, sociale, politique plus que jamais vivante, et qui est la nation. La perspective qui évoque Pierre Méhaignerie impose donc que l'on engage une réflexion sur ce que doit être la place des Etats nationaux dans l'Europe de demain.

La première fonction de l'Etat est de préserver l'identité nationale, en termes culturels, sociaux et politiques. Il y a une seconde fonction, qui ne me paraît pas transférable, c'est tout ce qui concerne la sécurité, la justice, l'immigration.

La troisième fonction est celle de la solidarité et de la correction des inégalités. Je prendrai un seul exemple : l'aménagement du territoire. On parle beaucoup de décentralisation universitaire, aujourd'hui ; attention à ne pas aller vers une décentralisation totale avec des universités de haut niveau dans les régions riches, et des universités au rabais ailleurs. Voilà pourquoi, quelle que soit ma volonté d'ouverture — puisque je ne bondis pas lorsqu'on me parle de fédéralisme — je n'accepte pas l'idée d'une Europe des régions. Je suis pour l'Europe des Etats. Je ne veux pas mettre entre parenthèses les réalités nationales.

Pierre Méhaignerie. — Aucun Etat ne peut plus aujourd'hui se prévaloir de la plénitude de sa souveraineté contre d'autres. Nous devons tendre vers une Europe fédérale à haut degré de subsidiarité. Ce principe est la meilleure des garanties contre une Europe centralisée. Je crois, en même temps, à la réalité des régions, à leurs capacités et à l'intérêt des relations directes entre les régions et

la Communauté. Qui a engendré le succès pendant les quarante dernières années ? La démocratie, bien sûr, par rapport aux systèmes totalitaires, mais aussi les systèmes décentralisés par rapport aux systèmes centralisés. Or, aujourd'hui en France, la centralisation est un obstacle à la croissance, à la création d'emplois et surtout à l'adaptation de la France.

Dans dix-huit mois, nous voterons sur les nouveaux traités européens. Nos amis du RPR sont aujourd'hui défavorables à une monnaie unique. Mais une monnaie unique, c'est l'exercice d'une souveraineté partagée sur la monnaie, plus efficace finalement que l'abandon de fait à la Bundesbank de notre politique monétaire. Nous avons sur ce point un différend. Peut-il être surmonté ?

Dotons-nous d'une treizième monnaie

Alain Juppé. — Sur cette affaire de la monnaie, je suis résolument pragmatique. Dans notre plate-forme commune RPR-UDF de 1989, nous avions pris position, les uns et les autres, pour une monnaie commune, et non pour une monnaie unique. Je ne crois pas que ce point puisse faire obstacle, à lui seul, à l'élaboration d'une plate-forme commune pour les élections de 1993. Car je suis convaincu que, dans les cinq ans qui viennent, nous n'arriverons pas à mettre sur pied une monnaie unique qui se substituerait aux douze monnaies existantes. Certains de nos partenaires ne le veulent pas, et, en cinq ans, il est chimérique de penser harmoniser les situations économiques

des Douze. Donc procédons par étapes, et dotons-nous d'une treizième monnaie, qui soit une vraie monnaie commune, gérée en commun, qui deviendra un instrument complémentaire des monnaies nationales.

An fond, il y a entre nous de grandes convergences. Regardez, par exemple, la défense. Il y a aussi des fausses querelles, comme celle du fédéralisme. Puis il y a les différences : la monnaie et les institutions. Nous sommes tous d'accord pour renforcer le Conseil européen et donner plus de pouvoirs au Parlement. Mais nous divergeons sur ce que doit être l'amorce d'un futur gouvernement européen. Pour certains, ce doit être la Commission. Pour nous, celle-ci n'est qu'un organe d'exécution. Le gouvernement européen, c'est le conseil des ministres.

Avec un peu de bonne volonté, nous devons parvenir à nous comprendre et à trouver un terrain d'entente.

Pierre Méhaignerie. — Nous sommes, je crois, d'accord quant aux moyens pour mieux préparer la France à l'échéance du marché unique. D'accord globalement sur la défense ; nous souhaitons mettre en commun, progressivement, nos moyens conventionnels. Quant à la monnaie, onze Etats ont donné leur accord pour une monnaie unique. Elle favoriserait les entreprises européennes dans la concurrence mondiale et la réussite du grand marché. Une attitude pragmatique consisterait, dans une première étape, en une démarche commune de six ou sept pays instaurant une monnaie unique,

les autres s'y ralliant par étapes. Le malentendu sur l'Europe fédérale mérite un débat en France. Comme méritent un débat les caractéristiques du futur gouvernement européen. Quant au contrôle du principe de subsidiarité, pour éviter toute paralysie, nous sommes opposés à un contrôle constitutionnel au niveau national des dispositions européennes découlant de ce principe. Ce contrôle doit être exercé au niveau communautaire.

Un épouvantail qui n'existe pas

Dans la perspective de l'union politique, on doit renforcer les trois institutions à la fois : conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, Commission et Parlement, sur la base des équilibres actuels. La nomination des membres de la Commission devrait être ratifiée par le Parlement, son président étant choisi par le conseil des chefs d'Etat. Le passage à un gouvernement européen peut se faire à partir d'une double légitimité, celle du conseil et celle de la Commission, les deux ayant chacun leur part de l'exécutif. Nous ferions une erreur si nous diminuons le gouvernement du quotidien que doit être la Commission.

An-déjà, si l'on ne veut pas proposer un mirage aux pays d'Europe centrale, on doit d'abord renforcer la Communauté des Douze : progresser sur la voie de l'union politique et monétaire ; ensuite procéder par cercles successifs d'adhésion autour de la Communauté, avec les pays de la zone de libre échange puis avec les pays de l'Europe centrale. Si nous décidons, comme certains le proposent, de nous lancer immédiatement dans la construction d'une grande Europe de 500 millions d'habitants, avec des niveaux de développement aussi différents, nous risquons de revenir aux conflits de la vieille Europe.

Alain Juppé. — Inutile d'agiter un épouvantail qui n'existe pas. Cette position n'est pas la nôtre. Voilà encore le type même d'un faux débat. Pour nous, la Communauté ne pourra indéfiniment refuser l'accession de ceux qui accèdent à la démocratie ; mais il va de soi que cela ne pourra se faire que par étapes. Toutes les étapes sont d'ailleurs envisageables, de l'association classique à l'adhésion pure et simple.

Pierre Méhaignerie. — L'approfondissement d'abord, l'élargissement ensuite. L'union monétaire et politique est possible autour de l'axe Paris-Bonn, toujours aussi vital. Mais l'équilibre de l'Europe exige une France économiquement forte et nécessite de remédier notre économie. Ce que ne fait pas suffisamment le gouvernement.

COURRIER

Il faut désarmer

Mon grand-père a fait la guerre de 1870. Mon père est parti à la guerre au mois d'août 1914 et il en est revenu au printemps 1919, et ce n'est qu'après quatre fils qui, à leur tour, sont partis à la guerre au mois de septembre 1939. Mes frères et moi avons eu une chance extraordinaire, exceptionnelle, aucun de nous n'a été tué ni blessé ni même été prisonnier.

Je suis l'aîné des quatre et j'ai été démobilisé au mois de février 1940, à la naissance de mon quatrième enfant. Trois mois plus tard, tous mes camarades ont été faits prisonniers à Dunkerque. Un de mes fils a fait la guerre d'Algérie. J'ai quatre-vingt-deux ans, vingt-cinq petits-enfants. Je vivrai peut-être assez longtemps pour voir un des mes petits-fils partir à la guerre à son tour. Alors je dis, et je voudrais crier : « Y'en a marre. » Il y a certainement une énorme majorité de gens, en France et dans le monde, pour dire comme moi : « Ça suffit ! Il faut désarmer. »

Il y a un peu plus d'un an, nous avions repris un peu d'espoir. Les Américains ont retiré d'Allemagne une partie de leurs fusées ou bombes atomiques et les Soviétiques ont promis de détruire une partie de leurs arsenaux.

Mais maintenant le climat a changé. Le commerce des armes va reprendre de plus belle. Il a déjà repris. La guerre en Irak a été un banc d'essai pour toutes les armes modernes, une répétition générale pour la prochaine guerre mondiale. Qui prendra la tête d'une croisade internationale pour imposer un désarmement général ?

J. TRICOT

Gignac (Hérault)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Droits de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry ».

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

S. rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. 45-55-04-10. Société mère du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

François Hugues, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

S. rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. 45-55-04-10. Société mère du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapex LEMONDE

ou 36-15 - Tapex LM

Imprimerie du Monde - 12, r. d'Alsace - 92000 Nanterre

N° 1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE,

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.508 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-31-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS AUTRES PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définies ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Pays :

Veuillez nous l'obligance d'envoyer tous les numéros propres en capital d'impression.

EA
EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DES - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant à : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Léna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Coopération par European University of America membre de CASAC, U.S. DEPT. OF STATE, 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes accredits en Europe et en Asie : UK, Hong Kong et aux USA - P&O

صكبات الامم

Néhaignerie partagée?

URSS : la campagne électorale en Russie

Quinze mille partisans de M. Boris Eltsine manifestent à la mémoire d'Andreï Sakharov

Le comité central n'était pas
traine. Peut-être les soviétiques de
toute plus fortes en présence de
toute sonorisation lorsqu'il s'agit de
commencer sans fin. La foule s'est alors
niste de l'URSS". Les Beatles sont bordées
dirigée par les «Ailes roses bordées
d'hôtels parisiens délabrés vers le
boulevard calvaire et la maison de
Sarkis. Certains avaient eu la pré-
sence d'esprit d'apporter un bougie
plastiques pour protéger leur bougie
des courants d'air. Le spectacle de ces
milliers de lucioles qui résistaient
même à une petite pluie fine et tiède
de printemps était particulièrement
époquant.

Il n'a pas été question au cours de ces deux meetings de la grève annoncée des contrôleurs aériens et des pilotes de C.A.E. aurait dû commencer lundi à minuit. Mais les uns et les autres ont décidé de suspendre leur mouvement, ayant reçu satisfaction pour leurs salaires. Les contrôleurs avaient déposé une grève illimitée et les pilotes un mouvement de solidarité et d'avertissement de vingt-quatre heures. La télévision soviétique a affirmé mardi matin que le trafic aérien sur les lignes intérieures et internationales de l'URSS était parfaitement normal.

Interrogé par téléphone, M. Oleg Zouzdine, un dirigeant syndicaliste officiel du personnel de l'aviation civile, nous confirma cette information. Le numéro deux de l'aviation militaire soviétique, le général Piotr Dmitriev, indiquait d'autre part à Tass que les contrôleurs de sa à leurs se substituerait en aucun cas à leurs collègues civils. Le général expliquait que les quatre mille contrôleurs militaires travaillaient sur un équipement différent et ne connaissaient pas les procédures spécifiques employées par les civils.

DOMINIQUE DHOMBRES

BELGIQUE : siège de la Commission européenne

Le Berlaymont, siège de la Commission européenne et symbole - contestable sur le plan architectural - de l'Europe des Douze, va-t-il disparaître ? Rien n'est décidé définitivement, mais il en est question. Le bâtiment vieillissant, son béton prend une vilaine patine et, à mesure que le tout se détériore, l'amiante dont on a usé abusé pour les aménagements intérieurs devient dangereux.

les autres étant dispersées dans pas moins de trente-deux annexes alentour, avec les problèmes d'organisation que cela pose.

[illegible]

Spéculation immobilière en perspective

Le bail qui lie la Commission à une société belge - dans laquelle la région bruxelloise est majoritaire - expire en 1993 et, dès son budget 1992, l'exécutif européen doit prévoir à quelles dépenses nouvelles il faudra faire face et pourquoi. D'où la réflexion actuellement entamée par le commissaire Antonio Carosio à Cunha, en liaison avec les autorités belges, dont dépend en partie la suite de la faire.

La ville qui se veut la capitale de l'Europe saura-t-elle faire des propositions intéressantes malgré les difficultés dues à la multiplicité des centres de décision dans son système fédéral et régional ? De belles spéculations immobilières, sont passées pour la construction du nouveau siège du conseil des ministres européens, bientôt terminé. En tout cas, la Commission prévient : il ne faudra pas profiter de sa « transparence » pour lui proposer n'importe quoi à n'importe quel prix.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

YUGOSLAVIE : passant outre à l'opposition de la Serbie

Au lendemain du vote massif des Croates en faveur de l'indépendance - 94,17 % des 82,9 % de votants - selon les résultats définitifs - le représentant croate à la présidence collégiale yougoslave, M. Stipe Mesic, est passé à l'offensive en annonçant lundi 20 mai qu'il avait décidé d'assumer la direction de la présidence collégiale de la Yougoslavie, malgré le refus de la Serbie de voter en sa faveur, selon le système de rotation annuel automatique à cette fonction.

dence mercredi ou jeudi, la mesure où, selon lui, l'octroi de pouvoirs additionnels au gouvernement Markovic est « totalement inconstitutionnel ».

Suspension de l'aide américaine

Cependant, M. Mesic a souligné que « la sécession est un long processus et dépendra de négociations avec les autres Etats de la Yougoslavie sur la forme future de la communauté ». Le scrutin croate pour l'indépendance - faisant suite à celui de la Sloénie - a cependant été boycotté dans la majorité des communes où les Serbes (13 % de la population) sont majoritaires. En outre, 5,44 % des électeurs se

sont prononcés pour le maintien
la Croatie dans un Etat fédéral
yougoslave unique.

Lundi, les Etats-Unis ont confirmé que leur aide à la Yougoslavie était suspendue depuis le 5 mai qu'ils empêcheraient désormais la Banque mondiale et le FMI d'octroyer des prêts à ce pays (le Monde du 21 mai). « Les problèmes de la Yougoslavie proviennent de l'attitude des responsables de la Serbie, qui exercent une sévère répression dans la province de Kosovo, refusent d'organiser des élections libres et tentent aujourd'hui de stabiliser la présidence d'un dictateur », a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

role du département d'Etat.

M= Margaret Tuffier. - (Reuters)

AFP.)

CHYPRE : les élections législatives

**Forte remontée des communistes
et progrès des conservateurs**

Renforcement des conservateurs, forte remontée des communistes, maintien des socialistes et effondrement du centre, tels sont les enseignements des résultats du scrutin législatif du dimanche 19 mai. Près de 400 000 électeurs chypriotes grecs ont élu leurs 56 députés pour un mandat de cinq ans.

Mais celui-ci s'est effondré, n'obtenant que 2,4 % des suffrages et aucun siège. Non seulement AKEL a retrouvé les cinq sièges des dissidents, mais il en a gagné trois de plus (18 sur 21 total).

Le renforcement du parti conservateur, qui gagne 2,3 % des voix et un siège (20 au total), n'a pas surpris, mais beaucoup, à commencer par le président M. Glafcos Cléridés.

s'était pour l'occasion allié au petit Parti libéral, dont le leader, M. Nicos Rolandis, fait son entrée à la chambre. Barbu de peu par M. Vassiliou en 1988, M. Clérédès est en tout cas remis en selle pour la prochaine présidentielle, en 1993.

En revanche, le leader centriste, M. Spyros Kyprianos, président de la République de 1977 à 1988, semble avoir perdu toutes chances de revenir au pouvoir, son but avoué au début de sa campagne pour les législatives. Son Parti démocratique (DIKO), qui a perdu cinq sièges (11 députés), est tombé au-dessous de la barre des 20 %. — (A.F.P.)

passé devant convoquer une réunion

A TRAVERS LE MONDE

medi prochain. « pris sur... »

COLOMBIE

Deux journalistes assassinés

assassines

Deux journalistes colombiens, Carlos Julio Rodríguez et José Libardo Mendaz, ont été tués par balles lundi matin 20 mai, alors qu'ils se rendaient à leur travail, à Florencia, capitale de la province colombienne de Caqueta (sud-est du pays), par des tireurs qui se sont enfuis. Les deux reporters avaient reçu des menaces de mort à la suite de reportages critiques sur la violence dans le pays. Dans la nuit du 24 au 25 avril dernier, deux journalistes du quotidien *El Espectador* de Bogotá avaient également été assassinés à Segovia (700 km au nord-est de la capitale). — (AFP.)

POLOGNE
Le climat social
se détériore

Le climat social ne cesse de se détériorer en Pologne, où des grèves éclatent un peu partout, à tel point que le premier ministre, M. Jan Krzysztof Gielecki, a menacé, dimanche 19 mai, de démissionner s'il avait à faire face à une grève générale. Le syndicat Solidarnosc a

ROUMANIE
L'opposition
a manifesté
dans tout le pays

« Tenant compte des difficultés du Front de salut national (FSN), au pouvoir, à célébrer le premier anniversaire de sa victoire aux élections », l'Alliance civique (opposition extra-parlementaire) a

■ IRLANDE DU NORD : les

□ **IRLANDE DU NORD** : les négociations sans l'impasse... Le ministre britannique pour l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a poursuivi, lundi 20 mai, à Belfast ses efforts pour tenter de résoudre les querelles de procédure qui menaçaient de faire capoter les premières pourparlers intercommunautaires. Toute la journée, M. Brooke a réassemblé les dirigeants ungués séparément les délégués unionistes protestants et les délégués du Parti socialiste démocrate et travailliste (SDLP, catholique) et l'Alliance (intercommunautaire). Faute d'aboutir très rapidement, cette initiative de dialogue paraît condamnée... (AFP.)

SCHERRER

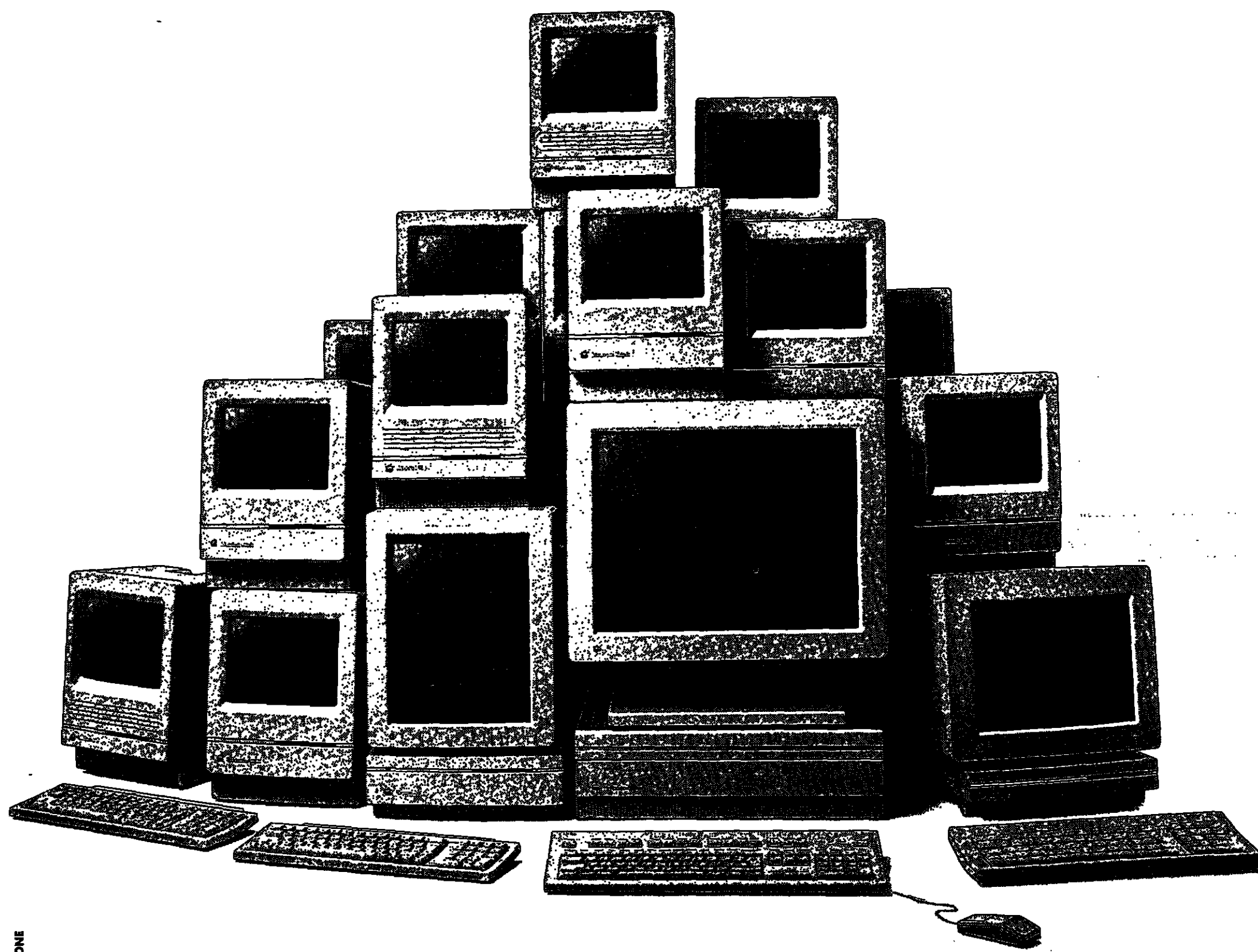
Victor Scherrer
**DANS LA
JUNGLE
DES AFFAIRES**
Pour une morale
de l'entreprise

Par l'auteur de
**La France
paresseuse**

Collection L'Histoire immédiate
dirigée par
Jean-Claude Guillebaud.
120 F

Editions du Seuil

C'est parce que IC vend
des montagnes d'Apple que ses prix
sont aussi petits que des souris.

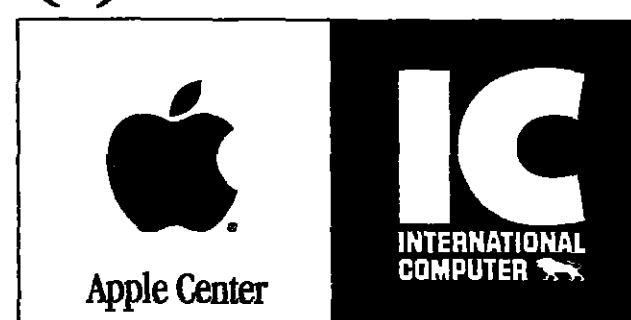


WELLDONE

L'équation est simple: IC possède une puissance d'achat en volume qui lui permet de vous faire bénéficier des meilleures conditions et d'une disponibilité optimale sur l'ensemble de la gamme Apple (et déjà sur les nouvelles imprimantes Personal Laserwriter LS et Stylewriter). IC vous propose également un système de chèques de maintenance très économique et très efficace. 10 ans d'Apple, ça compte. A Paris, comme à Nantes, Toulouse, Marseille ou Lyon, IC met à votre disposition toute son expérience de l'univers Apple. En 10 ans, IC a installé plus

de 20.000 machines dans tous les secteurs d'activité et réussi donc à bien cerner les besoins réels des entreprises comme ceux des professions libérales. Nous avons des prix petits comme des souris soit, mais surtout une compétence de service et de conseil. Voyez-vous, on peut être le premier distributeur Apple d'Europe et continuer de penser que rien ne sert d'être le premier si on n'est pas le meilleur. Venez vite nous rendre visite, nous ne tarderons pas à vous le prouver.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

صكنا من الامل

صكنا من الامل

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la visite de M. Lech Walesa

« Je vous demande pardon »

Premier chef d'Etat polonais à venir en Israël, le président Lech Walesa a demandé solennellement « pardon », lundi 20 mai, devant la Knesset, pour ceux de ses compatriotes qui ont persécuté des juifs. Le premier ministre israélien Itzhak Shamir a accepté une invitation du président Lech Walesa à se rendre en visite officielle en Pologne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce fut, dans les jardins de la Knesset, un face-à-face cérémonieux, tendu, un moment intense, difficile, en dépit du soleil et des fions-fions de la musique militaire. D'un côté de la pelouse, costume sombre et mine plus sévère qu'à l'habitude, Lech Walesa, le cou enfoncé dans les épaules, la démarche saccadée, bref un Walesa passablement ému et qui avait du mal à le cacher.

Il lui faut marcher 200 mètres sous le regard d'un parterre de personnalités, pour aller à la rencontre, de l'autre côté de la pelouse, d'un petit homme à l'air tout aussi grave, timidement planté au bout de la rangée des ministres. L'homme que l'électricien de Gdansk s'apprête à aller saluer s'appelle, il y a longtemps, du temps où il était polonais, Itzhak Yzer-nitzky. Il est né dans une bourgade de Pologne orientale, Ruzik-ov, où sa mère Pearl, ses sœurs Rivka et Miriam, leurs époux Mordechai et Yakov furent déportés puis massacrés par les nazis, cependant que son père, qui s'était échappé du train de la mort, fut assassiné par des villageois polonais, « des gens qui avaient été ses compagnons d'enfance ».

Itzhak Yzer-nitzky s'appelle aujourd'hui Itzhak Shamir, premier ministre de l'Etat d'Israël. Dans un retentissant entretien au *Jerusalem Post*, il déclarait, il y a deux ans, que « les Polonais sucent l'antisémitisme en suçant le sein de leur mère ».

C'est pourtant lui, Itzhak Yzer-nitzky-Shamir, qui a convaincu M. Dov Shilansky, le président de la Knesset, un rescapé de la Shoah où périt aussi toute sa famille, de convier Lech Walesa à venir parler à la tribune de l'Assemblée - honneur que le président polonais partage avec Anwar El Sadat, Jimmy Carter et François Mitterrand. M. Shamir aurait expliqué à son ami Shilansky que « l'avenir est plus important que le passé ».

Le passé, c'est une histoire complexe, « une histoire de plus de mille ans entre le peuple juif et le peuple polonais », dira le président de l'Etat, M. Haim Herzog, dans son allocution de bienvenue. C'est une histoire qui comprend « de grands moments » de la mémoire du peuple juif, mais aussi « les plus noirs et les plus tragiques », poursuit-il, évoquant « la massacre d'un tiers du peuple juif par les nazis ». « C'est sur la sol de la Pologne, conquise par les nazis, que certains des plus épouvantables et impardonnables crimes furent commis », ajoute M. Herzog. S'adressant à son hôte, il dit encore : « Mais l'histoire n'oublie pas non plus le rôle extraordinaire que vous avez joué, vous qui fûtes le premier en Europe de l'Est à lever le drapeau du printemps des peuples ».

« Des Polonais ont collaboré à la destruction des juifs »

Le ton de la presse est à l'unisson. On rappelle l'antisémitisme en Pologne. On ressort certaines des petites phrases du candidat populiste Walesa à l'élection présidentielle, qui se déclarait « cent pour cent polonais », façon de dénoncer la présence d'intellectuels juifs dans l'entourage de son rival, le talentueux Tadeusz Mazowiecki. Mais, dans le même temps, on se reconnaît la stature de l'homme qui donna les premiers grands coups de boutoir au système communiste et le signal d'une révolution qui allait, en fin de compte, permettre à Israël de renouer avec toute l'Europe de l'Est. Le quotidien

Yedioth Aharonot, plus fort tirage du pays, parle de la « dualité » de Walesa : « à la fois l'homme de *Solidarnosc*, pour lequel on n'éprouve que respect, et le président d'un pays qui n'est guère respecté en Israël ».

Venu conclure une réconciliation déjà bien amorcée avec le rétablissement des relations diplomatiques il y a un an, le président Walesa monte à la tribune à la tribune d'une Knesset bondée. « Il y a parmi les Polonais, dit-il d'emblée, des gens qui ont fait du mal ; ici, en Israël, dans le berceau de votre culture et de votre renaissance, je vous demande pardon. » L'Assemblée reste silencieuse, pas un mot, pas un mouvement : les applaudissements sont interdits à la Knesset. L'orateur évoque mille ans d'histoire commune : « Des juifs du monde entier sont venus en Pologne où ils ont trouvé l'hospitalité et une atmosphère de tolérance. » Même si des Polonais ont collaboré avec les nazis, « nous vous avons aidés autant que nous avons pu, de nombreux Polonais ont sauvé des juifs », poursuit-il. Il assure que les périodes d'antisémitisme dans la Pologne furent celles où une influence extérieure étouffait le pays, celle des nazis ou des communistes, par exemple.

M. Shamir, qui l'a écouté sans l'aide de la traduction simultanée, répond que « certains Polonais élevés dans un antisémitisme inhérent ont collaboré à l'œuvre de destruction des juifs », cependant que d'autres sont restés « indifférents ». Le premier ministre, qui ne parle jamais de lui ou de sa famille, évoque son enfance à Ruzik-ov, dans les années 20 : « Je me souviens de la richesse de la culture juive en Pologne et aussi de la terrible pauvreté matérielle ainsi que de l'antisémitisme humiliant. » Mais, à l'instar de nombre d'éditorialistes, M. Shamir salue en Lech Walesa, qui restera jusqu'à jeudi en Israël, « un homme dont la personnalité et la biographie incarnent la Pologne nouvelle, libérée, régénérée ».

ALAIN FRACHON

EGYPTE : remaniement ministériel

Le président Moubarak fait la part belle aux généraux de la guerre du Golfe

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak a procédé, lundi 20 mai, à un remaniement ministériel restreint. Le rais a remplacé le ministre de la défense, le général Yousef Sabri Abou Taleb, par le général Mohammed Hussein Tantaoui, qui s'était illustré durant la crise du Golfe comme chef du département des opérations militaires. C'est lui qui assurait la coordination entre l'armée égyptienne et le commandement de la coalition, et notamment avec le général Norman Schwarzkopf.

Le nouveau ministre de la défense, qui était connu sous le nom de Hitler Tantaoui, a visiblement laissé tomber ce prénom difficile à porter pour ne garder que

celui de Mohammed. Le rais a, par ailleurs, remplacé le chef d'état-major, le général Abou Chnef, par le général Salah Halabi qui commandait les troupes égyptiennes lors de la guerre du Golfe et qui a été décoré de la médaille de la « Tempête du désert » par le général Schwarzkopf.

Le fait que le rais ait nommé les deux généraux clés de la guerre du Golfe à la tête de l'armée reflète l'importance qu'il accorde à ceux que l'on appelle ici « les héros de la guerre de libération du Koweït ». C'est aussi un message indirect à des pays comme le Koweït, qui préfèrent avoir des soldats américains pour garantir leur sécurité.

Le président Moubarak, rappelle-t-on, a annoncé le 8 mai le retrait des quelque trente-cinq mille soldats égyptiens présents au

Koweït et en Arabie saoudite. Ce contingent devait, conformément à l'accord conclu à Damas entre les six pays du Golfe, la Syrie et l'Egypte, constituer la colonne vertébrale d'une force de sécurité arabe.

Le cas de M. Boutros Ghali

Le président Moubarak a également promu M. Boutros Ghali, qui était depuis 1977 ministre d'Etat pour les affaires étrangères, au rang de vice-premier ministre chargé des relations extérieures et ministre d'Etat pour l'émigration et les Égyptiens à l'étranger. Ce dernier portefeuille était jusque-là détenu par un autre copte, M. Fouad Iskandar.

Il est encore difficile de dire si la promotion de M. Ghali au poste de vice-premier ministre est une charge honorifique ou si celui qui était jusque-là le numéro deux des affaires étrangères devient le patron de la diplomatie égyptienne, ou encore s'il partagera cette responsabilité.

Le rais a, en effet, nommé un nouveau ministre des affaires étrangères, un diplomate de cinquante-cinq ans qui a été à plusieurs reprises le représentant de l'Egypte aux Nations unies, M. Amr Moussa, en remplacement de M. Essam Abdel Meguid, qui a démissionné la semaine dernière après son élection au poste de secrétaire général de la Ligue arabe.

Enfin la confirmation de M. Atef Sedki à son poste de premier ministre et le peu de changements apportés à son cabinet depuis 1987 font de lui le détenteur du record de longévité en tant que chef de gouvernement depuis la révolution de juillet 1952.

ALEXANDRE BUCCIANTI

KOWEÏT

Les procès de « collaborateurs » « préoccupent » Washington

Les Etats-Unis ont élevé le ton contre le Koweït, lundi 20 mai, en s'inquiétant de la façon dont six personnes, accusées de collaboration avec l'Irak, avaient été condamnées, la veille, à des peines de prison (le *Monde* du 21 mai). « Nous sommes préoccupés par des allégations selon lesquelles la justice n'a pas vraiment suivi son cours », a fait savoir le département d'Etat dans un communiqué. « Les affirmations d'avocats de la défense selon lesquelles certains prévenus n'avaient pas été autorisés

à rencontrer leur avocat avant le procès (...) et à connaître les charges qui pesaient contre eux posent des questions sur la procédure suivie dans ces procès », poursuit le communiqué.

D'autre part, le département d'Etat ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge ont critiqué lundi l'expulsion par Israël de quatre Palestiniens accusés d'avoir incité la population arabe à la révolte dans la bande de Gaza. (AFP, Reuters.)

COMBIEN? COMBIEN?...



système simple n'a été proposé qui permette de classer tout en conservant la complète disponibilité des documents. Aujourd'hui, CANON apporte la solution :

LE CANOFIL 250.

Vos documents sont disponibles à tout moment. Pour plus de sécurité vous pouvez même emporter votre disque... et retrouver vos documents même les plus confidentiels en un instant en utilisant n'importe quel CANOFIL 250. Et si besoin est, vous les reproduisez à l'aide d'une imprimante laser. Bien que d'un encombrement très réduit, le CANOFIL 250 permet de stocker jusqu'à 13.000 documents A4 par disque amovible, suivant votre classement habituel.

Facilité. L'utilisation du CANOFIL 250 ne change pas votre organisation et ne nécessite aucune connaissance "informatique". De ce fait, il est utilisable par toutes et tous. Combien de temps vous faudra-t-il pour recevoir des informations supplémentaires sur le CANOFIL 250? Remplissez le coupon ci-dessous, et postez-le sans attendre. Nous vous expédierons par retour une documentation complète.

Combien de fois... Combien de fois avez-vous recherché un document "classé"? Combien de fois avez-vous eu besoin d'un document et n'avez pas pu le retrouver à temps?

Combien de temps... Combien de temps prenez-vous pour classer vos documents? Combien de temps prenez-vous pour retrouver vos documents?

Disponibilité. Le classement et la recherche de documents absorbent souvent un temps précieux. Jusqu'à présent, aucun

Canon Canofile 250

Pour recevoir une documentation complète sur le CANOFIL 250:

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____
Société _____
Tel. _____

Coupon-reponse à renvoyer à CANON FRANCE - Département MICROGRAPHIE - 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX - Tél. 48 65 42 23 - Fax: 48 65 22 68.

PROCHE-ORIENT

IRAK : le dilemme des alliés dans le Kurdistan

Comment ne pas étendre la « zone de sécurité » à la ville de Dohouk...

Les forces irakiennes ont fini par évacuer, lundi 20 mai, la ville de Dohouk (dans le nord-ouest de l'Irak). Conduite par un colonel américain et un général irakien, une mission d'experts occidentaux s'est ensuite rendue dans cette cité (environ 350 000 habitants avant la guerre du Golfe) située à la limite de la « zone de sécurité » établie par les forces alliées dans le nord de l'Irak, depuis fin avril. Protégée par une cinquantaine de militaires américains, britanniques et français, cette mission devait notamment « déterminer la manière de restaurer les services fondamentaux tels que l'électricité, le téléphone, les installations sanitaires et l'équipement hospitalier », ont précisé les forces alliées, dans un communiqué. Le départ des forces irakiennes de Dohouk et la venue de cette mission devraient conduire les Kurdes irakiens « à commencer à envisager de rentrer chez eux », conclut le communiqué. En évitant d'occuper effectivement la ville, les militaires alliés cherchent à ne pas étendre davantage le secteur qu'ils contrôlent.

ZAKHO (IRAK)

de notre envoyé spécial

Le corps luisant de sueur, des soldats américains font leur jogging quotidien dans la zone de sécurité qu'avec leurs alliés britanniques et français ils ont créée dans le nord de l'Irak pour les réfugiés kurdes. La beauté du pay-

sage, le chant des oiseaux et le coassement des grenouilles contribuent à donner à la nature en éveil, après un long hiver, un aspect paisible qui ferait presque oublier la tragédie humaine que la présence incongrue de ces soldats et les carcasses de voitures abandonnées au bord du chemin rappellent la gravité de la situation.

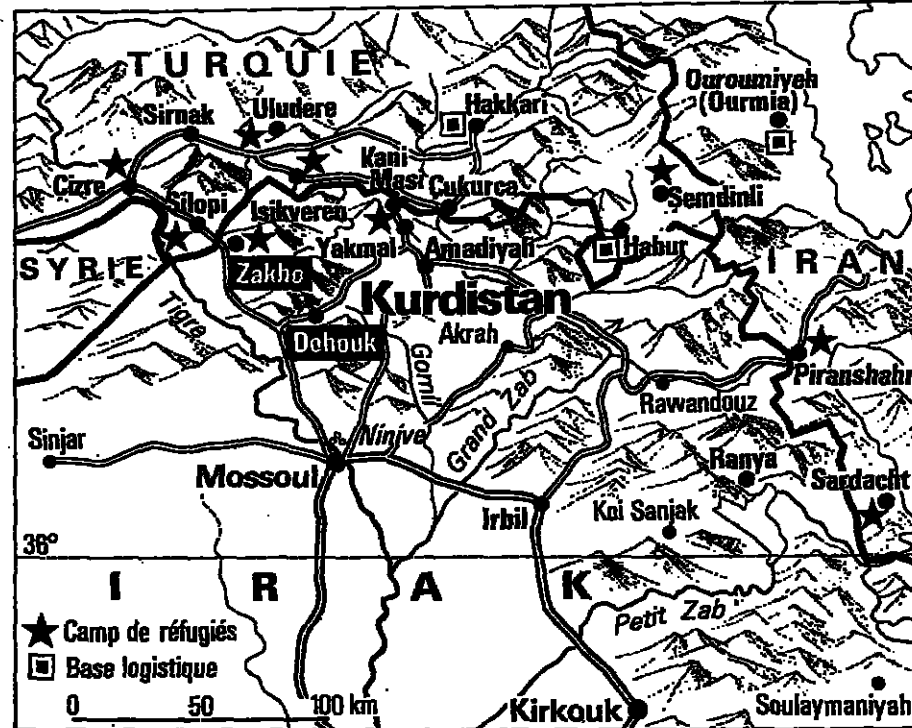
Zakho, qui était une ville fantôme il y a un mois, est aujourd'hui une bourgade active où sont basés les détachements militaires des alliés, les organisations humanitaires non gouvernementales, ainsi que le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui, petit à petit, prend en main la coordination des secours et trois centres communautaires abritant en ce moment 60 000 Kurdes revenus de Turquie. Aux abords de Zakho et au centre de la ville, les routes sont embouteillées par des centaines de véhicules militaires et de camions de secours contrôlés au « check point » des alliés. Le grondement des hélicoptères qui sillonnent la région est constant. Du point de vue strictement humanitaire, l'opération est un succès. Les réfugiés qui souffraient de froid et de dysenterie dans les montagnes de la frontière turco-irakienne sont aujourd'hui souriants et décontractés, et ne présentent pas de marque visible de leurs maux passés. Quelques enfants, encore trop maigres, aux traits tirés, souffrent de déshydratation, mais des repas réguliers et des soins médicaux adéquats devraient rapidement leur rendre la santé.

Le camp d'Isikveren, où 80 000 personnes vivaient dans des conditions particulièrement insalubres, n'abrite plus que un ou deux milliers de réfugiés. Des camions civils turcs et des véhicules militaires escortés par les troupes françaises font la navette quo-

tidienement entre la Turquie et le nord de l'Irak pour rapatrier vers leurs villages les réfugiés du camp de Yekmal, qui pourra être officiellement fermé dans quelques jours. Mais la question des Kurdes d'Irak n'est pas résolue pour autant. Selon les chiffres du HCR, il reste environ 120 000 réfugiés à la frontière, dont 70 000 dans le seul camp de Cukurca, où la plupart des réfugiés sont originaires de Dohouk.

« Camps sauvages » en divers endroits

Cette capitale provinciale est actuellement au cœur du problème. Il y a dix jours, l'entrée des soldats alliés dans la ville semblait imminente. Mais le commandement américain a apparemment changé d'avis : « La zone de sécurité restera telle qu'elle est actuellement », estime le capitaine Bruce Moore, un porte-parole du détachement américain. Ce revirement peut s'expliquer de plusieurs façons. D'une part, le gouvernement américain ne souhaitait pas créer d'incident avec les centaines de soldats irakiens qui, jusqu'au 18 mai, étaient déployés dans la ville ; d'autre part, il commençait probablement à s'inquiéter de l'ampleur que prend l'opération de secours qui, au début, devait être limitée à la protection des camps de réfugiés, mais qui s'est progressivement étendue pour couvrir une zone de 120 kilomètres sur 60. Peut-être espérait-il également accélérer l'aboutissement des négociations entre les dirigeants kurdes et le régime irakien sur l'autonomie de la région kurde. Sur le terrain, ces hésitations sont soldées par un afflux massif de réfugiés vers la zone de Zakho. Contrairement aux premiers camps, où les Kurdes sont logés dans des tentes identiques installées en ran-



gées régulières, les habitants du troisième camp ont planté leurs propres tentes, parfois de simples bâches de plastique qu'ils avaient ramenées de Turquie. 35 000 tentes supplémentaires sont attendues dans les trente jours, mais la catastrophe du Bangladesh à quelque peu monopolisé le marché. Les réserves de nourriture et d'eau sont suffisantes pour couvrir les besoins des nouveaux arrivants qui se plaignent cependant de devoir se

contenter des repas en sachets – parfois incompatibles avec leurs convictions religieuses (grain de pommes de terre et jambon) – avant de recevoir la farine, le riz, et les haricots secs qui constituent leur alimentation de base traditionnelle.

Outre ceux de la région de Zakho, des « camps sauvages » se sont créés à divers endroits, notamment à Kani-Masi, qui devait n'être qu'un simple relais humanitaire sur le chemin qui mène de la frontière turque à Dohouk, mais où, selon le HCR, près de 23 000 réfugiés se sont installés, refusant de descendre vers la vallée tant que leur sécurité n'est pas assurée. 150 tonnes de nourriture ont ainsi dû être acheminées vers ce site au cours des derniers jours.

La « seule solution » ?

Une dizaine de gardes de sécurité des Nations unies sont arrivés à Dohouk dimanche et lundi, conformément au récent accord conclu entre l'ONU et les autorités de Bagdad ; au total 400 à 500 gardes, équipés seulement d'armes très légères, doivent être déployés dans tout le nord de l'Irak. De toute évidence, il s'agit d'une solution de compromis peu satisfaisante. Quelques gardes mal armés ne pourront pas assurer la sécurité dans l'ensemble de la région. Dans la zone de sécurité, les postes militaires (combattants lourds) qui avaient eu quelques accrochages mineurs avec les troupes alliées, sont actuellement moins visibles, mais ils continuent en revanche encore les

montagnes de l'Est. Quant aux troupes irakiennes, elles ne sont maintenues à distance que par la présence massive des troupes étrangères.

Tant que les alliés sont présents, les réfugiés seront satisfaits, mais tous vivent dans la crainte de les voir s'en aller. « Dites-leur que nous ne voulons pas qu'ils partent », s'écrit un directeur d'école de Dohouk, récemment rentré du camp de Cukurca avec ses quatre enfants. Même s'il y a un accord avec nos dirigeants, il ne tiendra pas si les alliés s'en vont.

Il semble d'ores et déjà évident que les alliés, les Américains notamment, ne pourront pas se retirer aussi rapidement qu'ils l'auraient souhaité. Certains responsables d'organisations humanitaires estiment que le départ des troupes pourrait causer un nouvel exode. Mais une présence prolongée des alliés dans la zone, actuellement coupée du pouvoir central irakien, risque de créer, de facto une région kurde indépendante, ce que tout le monde affirme vouloir éviter.

A l'heure actuelle, les militaires occidentaux et les organisations de secours se contentent de parler au plus pressé. La situation évolue rapidement et les réfugiés se déplacent plus vite que prévu. « Cela peut paraître paradoxal pour quelqu'un qui travaille dans l'humanitaire », explique un représentant des Nations unies, mais je crois que pour convaincre les réfugiés de rentrer chez eux, l'entrée des troupes alliées à Dohouk est la seule solution.

NICOLE POPE

AMÉRIQUES

MEXIQUE

La prison de Matamoros cernée par les forces de sécurité

Les forces de sécurité continuent de cerner, lundi 20 mai, la prison de Matamoros (700 kilomètres au nord-est de Mexico) où l'affrontement de deux bandes de trafiquants de drogue avait fait dix-huit morts et une cinquantaine de blessés vendredi. Parmi les morts, a confirmé la police, figurent l'un des chefs de bande, Elias Garcia Garcia « el Profesor », ainsi qu'un grand nombre de ses partisans. Le chef de la bande rivale, Oliverio Chavez Arango, dit « le tueur de la cocaïne », et plusieurs de ses hommes, condamnés pour trafic de drogue, refusent quant à eux d'être transférés dans un autre établissement et de rendre la dizaine d'armes à feu qu'ils possèdent. Chavez Arango, arrêté pour trafic de drogue et divers homicides en 1986, est considéré

par la police comme l'un des principaux contacts mexicains du cartel colombien de Medellín. Il contrôle depuis l'intérieur de la prison plusieurs réseaux de trafiquants entre la Colombie et les États-Unis, selon la police.

Les ministres de l'intérieur et de la justice de l'État de Tamaulipas, où se situe Matamoros, ont jusqu'à présent échoué dans leurs négociations. Un porte-parole de la Croix-Rouge a précisé que les mutins étaient « toujours aussi peu disposés » à dialoguer. Ils ont uniquement laissé entrer les femmes dimanche dans la prison pour qu'elles leur apportent des provisions et de l'eau. Quelque deux cents hommes de la police et de la marine ont été déployés autour de l'établissement où sont détenus près de 1 200 prisonniers. — (AFP)

M. George Bush met M. Fidel Castro « au défi » d'organiser des élections libres

Le président George Bush, à l'occasion du quatre-vingt-neuvième anniversaire de l'indépendance de Cuba, a affirmé sa détermination à voir ce pays être « libre et démocratique » et a « mis au défi » le président Fidel Castro d'organiser des élections libres et de libérer tous les prisonniers politiques. « Liberté et démocratie, Monsieur Castro, pas un jour ou l'autre mais maintenant », a déclaré M. Bush dans un message radio destiné à être diffusé lundi 20 mai vers Cuba par la station gouvernementale américaine Radio-Mari. « Aujourd'hui, nous réitérons notre détermination sans faille à ce que Cuba soit libre et démocratique. Rien ne nous détournera de ce but », a dit M. Bush. — (AFP)

ÉTATS-UNIS : décès du président du Comité juif américain. — M. Shalom D. Comay, président du Comité juif américain, est décédé samedi 19 mai d'une crise cardiaque à Pittsburgh (Pennsylvanie). M. Comay, qui était âgé de cinquante-trois ans et avocat de formation, avait été réélu il y a deux semaines à la présidence du Comité juif américain, un groupe de pression fondé en 1906 pour combattre l'antisémitisme. — (AFP)

HAÏTI : nomination d'un nouveau ministre de la justice. — Le premier ministre haïtien René Prévail, en accord avec le président Jean-Bertrand Aristide, a nommé vendredi soir 17 mai M. Carl Auguste nouveau ministre de la justice en remplacement de M. Bayard Vincent, dont le passé sous le régime Duvalier a fait l'objet d'une controverse. M. Carl Auguste, un ancien membre de l'Assemblée constituante de 1987 et du Conseil d'État, était un des conseillers juridiques du président Aristide. — (AFP)

NATIONS UNIES : le Conseil de sécurité décide l'envoi d'observateurs en Salvador. — Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé, lundi 20 mai, à l'unanimité, la création d'une mission d'observateurs de l'ONU pour le Salvador (ONUSAL). Cette mission, la deuxième dans l'histoire de l'Amérique latine, après la création du Groupe d'observateurs en Amérique centrale (ONUCA), sera tout d'abord chargée de la vérification des premiers accords passés entre le gouvernement de M. Alfredo Cristiani et la guérilla du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN). La résolution 693 des Nations unies stipule que l'ONUSAL, mise en place dans un premier temps pour douze mois, pourrait ensuite participer à une « opération de paix intégrée », chargée de la vérification des accords fondés à conclure entre le gouvernement et la guérilla. — (AFP)

Un fonds de compensation créé par l'ONU Bagdad devra indemniser les victimes de la guerre du Golfe

NEW-YORK (Nations unies) Correspondance

Le Conseil de sécurité des Nations unies a donc adopté une résolution d'origine anglo-américaine créant un Fonds destiné à réparer les dommages de guerre, notamment au Koweït, et qui sera alimenté par l'Irak. Le montant de ces dommages est estimé à plusieurs milliards de dollars. Le « plafond », c'est-à-dire le pourcentage maximum des revenus pétroliers que l'Irak devra y consacrer, n'a pas encore été fixé par le secrétaire général.

La résolution 692 a été adoptée par quatorze voix pour, Cuba s'abstenant. Elle était parrainée par la France, l'URSS, la Belgique, la Roumanie et le Zaïre. Elle menace d'interdire à nouveau l'exportation de produits pétroliers irakiens si Bagdad n'obtempère pas aux décisions du Conseil. Le Fonds, basé à Genève, sera géré par un conseil d'administration composé des représentants des quinze pays membres du Conseil ; ses décisions seront prises à la majorité, sans droit de veto pour les membres permanents.

La première réaction de Bagdad a été exprimée par son ambassadeur à l'ONU, M. Abdulamin Al-Anbari, qui a immédiatement qualifié la nouvelle résolution de « totalement illégale ». « Il n'y a pas un mot ou une phrase dans la Charte permettant ces mesures draconiennes », a-t-il déclaré en sortant du Conseil. M. Al-Anbari, qui semblait particulièrement nerveux, s'est réitéré à l'« atmosphère dictatoriale » au sein du Conseil qui, selon lui, « est quasiment dominé par un seul État, les États-Unis ».

Il a tout de même annoncé que son gouvernement se plierait aux décisions du Conseil « parce que nous n'avons pas le choix ».

La résolution sur le cessez-le-feu entre l'Irak et les alliés avait « prié » le secrétaire général d'établir le plafond d'un pourcentage des revenus de la vente par Bagdad de son pétrole qui devrait être versé au Fonds. Les Américains parlent de 50 % des revenus annuels irakiens, la France et la Grande-Bretagne d'un minimum de 25 % à 30 %, dépendant de la situation économique dans ce pays.

Les Britanniques estiment qu'avant l'invasion du Koweït l'Irak consacrait environ 29 % de son budget annuel à l'achat d'armes. « Tout en développant le pays (...) il peut très bien consacrer ce montant pour indemniser le Koweït car il ne va plus acheter d'armes pour le moment. » Les réserves

monétaires à l'étranger ne seront pas incluses dans le Fonds de compensation. Bagdad a demandé à bénéficier d'un moratoire de cinq ans, citant le coût « exorbitant » de la reconstruction et le montant de sa dette étrangère. Cette exigence a été rejetée par le Conseil.

Par ailleurs, selon M. Perez de Cuellar, le protocole d'accord entre le représentant du secrétaire général et Bagdad, concernant le déploiement de forces de l'ONU dans le nord de l'Irak, devrait être signé dans « les heures à venir ». Selon un diplomate occidental, il s'agit d'un accord préliminaire, mais il est évident que les Kurdes sur le remplacement des soldats américains par des gardes civils de l'ONU. « On ne leur demande pas leur avis, car s'ils avaient le choix, il est évident que les Kurdes préféreraient l'armée américaine. »

D'après le secrétaire général, le déploiement des gardes civils de l'ONU devrait se terminer dans « les deux mois à venir ». Si leur présence incite les Kurdes à rentrer chez eux, les personnels des forces armées des alliés pourront alors quitter le territoire irakien. « L'idée d'une présence internationale et le drapeau de l'ONU serviront sûrement à les rassurer », a estimé le représentant de l'Organisation au nord de l'Irak, M. Staffan de Mistura.

Dans un entretien téléphonique, un représentant des Kurdes irakiens à Washington a expliqué : « Ce n'est pas la présence des soldats américains ou des forces de l'ONU qui rassureront les Kurdes, mais plutôt un accord définitif entre Kurdes et Irakiens. » Les négociations entre les dirigeants kurdes et Bagdad, qui ont débuté il y a quelques semaines, n'ont pas encore abouti.

AFSANÉ BASSIR-POUR

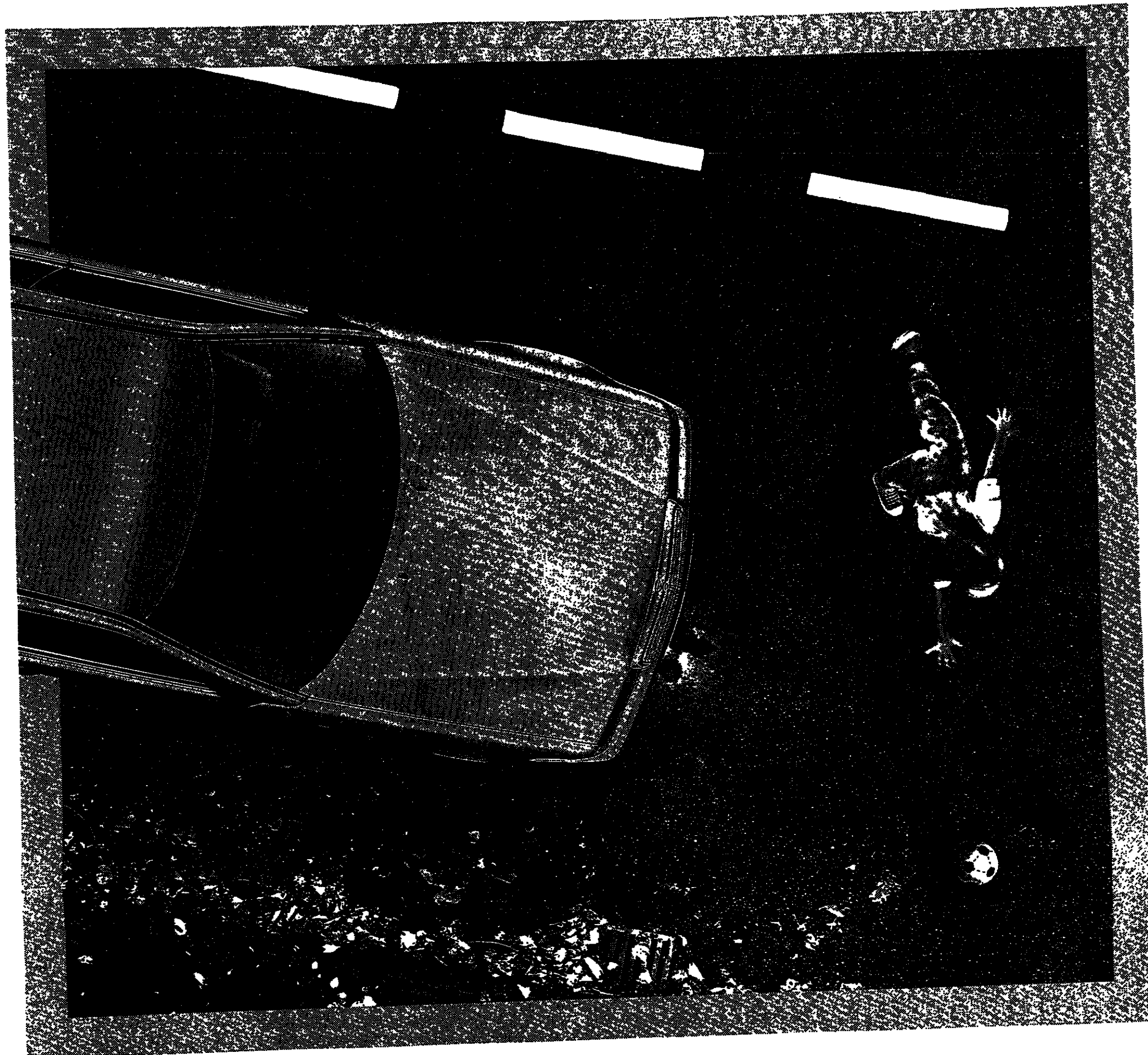
LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.

NEUBAUER

4, rue du Châteaudun 75003 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.90.21

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الاعمال



Notre avance vous permet de stopper net.

Ici, pouvoir freiner à mort signifie préserver la vie. Ce qui implique des freins efficaces. Et c'est là que Du Pont de Nemours intervient. Car, si nous ne sommes pas constructeur automobile, nos produits contribuent à la réalisation des modèles les plus sûrs. Avec notamment l'invention d'une fibre cinq fois plus résistante que l'acier*: le KEVLAR**. Un matériau qui

entre dans la composition des garnitures de freins parmi les plus fiables du marché.

Mais, Du Pont de Nemours participe aussi à l'élaboration des circuits électriques, des réservoirs de liquide de frein, des capteurs ABS, des circuits hydrauliques et des flexibles.

Et il ne s'agit là que du domaine du freinage!

Du Pont et votre voiture

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis notre première collaboration avec Henry Ford sur son fameux modèle T.

Depuis quelques années, avec l'arrivée des matériaux modernes, les petites cylindrées n'ont plus rien à envier aux berlines de luxe. Aujourd'hui, en effet, grâce à l'apport technique des fibres, des

polymères et de l'électronique développés par Du Pont de Nemours, la voiture n'est plus seulement synonyme de liberté mais aussi de confort, de sécurité et de fiabilité.

Et une amélioration en entraînant une autre, la contribution de Du Pont de Nemours au progrès automobile se concrétise de façon multiple: des pare-

chocs à haute résistance, des peintures moins agressives pour l'environnement, un démarrage sans problème chaque matin... et mieux encore: le pouvoir de stopper net.

Pour plus d'informations, contacter Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Pour un poids égal. ** Marque déposée de Du Pont de Nemours.



De meilleurs produits pour une vie meilleure.



la ville de Dohouk

Kurdistan

LES ACTEURS DU
RÉSEAU INDUSTRIEL

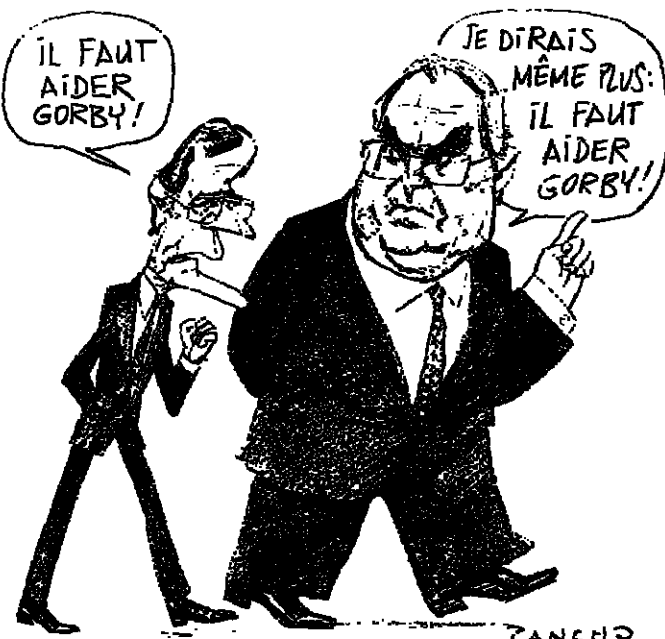
RIX, LE MEILLEUR!

NEUBAU

DIPLOMATIE

La visite du chancelier allemand aux Etats-Unis

MM. Bush et Kohl réaffirment leur soutien de principe à M. Gorbatchev



Le président George Bush et le chancelier Helmut Kohl se sont déclarés d'accord lundi 20 mai pour aider M. Gorbatchev à sortir l'URSS de ses difficultés économiques, mais n'ont pas dit comment le faire.

« Nous sommes tous les deux complètement d'accord pour soutenir Gorbatchev », a déclaré le chancelier à l'issue d'une heure et demie d'entretiens à la Maison Blanche, les premiers avec M. Bush depuis novembre dernier. « Notre but ne peut être de contribuer à la dissolution de l'Union soviétique; une telle politique anéantirait nos espoirs pour un vrai désarmement et une paix durable et jamais je ne l'accepterais », a encore déclaré le chancelier.

Les deux hommes n'ont mentionné aucun moyen spécifique pour aider l'URSS à se sortir des énormes difficultés économiques qu'elle connaît. Un haut responsable américain a précisé qu'ils avaient échangé leurs avis sur les moyens d'encourager les réformes. M. Bush soulignant qu'il était important de faire savoir aux Soviétiques que leur programme de réforme actuel n'est pas efficace.

Le chancelier, qui a généralement des vues plus favorables que M. Bush quant à l'aide à apporter à l'URSS, a estimé que ce pays devait s'aider lui-même en évoluant vers une économie de marché et vers un système fédéral. Alors que l'Allemagne est favorable à une aide financière directe, M. Bush a répété la position américaine selon laquelle une aide technique, destinée par exemple à

améliorer le système de distribution des produits agricoles, serait plus efficace. Une équipe américaine est actuellement en URSS pour étudier les moyens de le faire. M. Bush et Kohl ont indiqué qu'ils n'avaient pas encore pris de décision sur l'opportunité d'inviter M. Gorbatchev au sommet des sept pays les plus industrialisés qui aura lieu du 15 au 17 juillet à Londres. Mais le président américain a fait part à son hôte de ses réserves, compte tenu de l'état de l'économie de l'URSS.

Redresser l'image de l'Allemagne

M. Bush a aussi remercié Bonn pour son aide financière pour la guerre du Golfe (6,6 milliards de dollars) et pour son aide aux réfugiés kurdes irakiens.

M. Kohl est venu à Washington pour essayer de corriger l'impression donnée par le non-engagement militaire de l'Allemagne lors de la crise du Golfe. S'adressant au Conseil atlantique, une organisation privée de soutien à l'OTAN, il a rappelé qu'il se préparait à fixer une base constitutionnelle sans équivoque permettant l'engagement éventuel de forces de la Bundeswehr sous les auspices de l'ONU ou de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il a ajouté que son pays œuvrait pour « l'intégration politique et la création des Etats-Unis d'Europe », tout en réaffirmant l'importance qu'il attachait à l'OTAN pour la sécurité européenne. — (AFP)

A Washington

Le chef d'état-major soviétique tente de résoudre le différend sur le désarmement conventionnel

Le chef d'état-major soviétique, le général Mikhaïl Moïseïev, a entamé lundi 20 mai à Washington des discussions pour tenter de surmonter les divergences d'interprétation du traité sur la réduction des armes conventionnelles en Europe (CFE). Ces divergences font obstacle à la ratification du traité.

L'Union soviétique prétend soustraire à l'application des accords CFE une partie de ses forces terrestres, qu'elle a placées sous commandement de la marine, sous prétexte que les forces navales sont exclues de ces accords.

Les Soviétiques ont déjà accepté de retirer de la zone couverte par le traité de l'Atlantique à l'Oural un nombre d'équipements équivalant à celui des unités de défense côtière, ce qui permettrait de respecter les plafonds fixés par le traité. Washington en a accepté le principe mais attend de l'URSS le même compromis pour quatre régiments d'infanterie de marine, équipés de cent vingt chars de combat, sept cent cinquante-trois véhicules blindés de combat et deux cent trente-quatre pièces d'artillerie.

Le transfert d'équipements à l'est de l'Oural après la signature du traité est une violation technique de l'accord, mais les Etats-Unis ne la considèrent pas comme militairement dangereuse. Un accord entre le général Moïseïev et ses interlocuteurs américains permettrait la reprise des négociations START, pratiquement ache-

vées mais que Washington ne veut pas conclure avant un déblocage sur les CFE. Il ouvrirait aussi la voie à un sommet Bush-Gorbatchev, reporté depuis plusieurs mois. — (AFP)

Centre formation professionnelle avocat.

C.F.P.A.

Préparation intensive
4 semaines, à partir fin août

80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année

CEPES

32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél : 47-45-08-19 ou 47-22-94-84.

Le système monétaire international

REPÈRES

Les relations nord-sud

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DÉCOUVERTE

ASIE

INDE : première journée d'élections

Un million et demi de policiers mobilisés contre la violence

Au cours de la première journée de vote lundi 20 mai, qui s'est déroulée dans un climat de violence (50 morts), 197 millions d'électeurs étaient appelés à choisir leurs représentants. Le scrutin se poursuivra les 23 et 26 mai. L'essentiel des résultats devrait être connu dès le 28 et le nouveau Parlement sera convoqué avant le 5 juin.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Comme chacun le redoutait, la plupart des incidents ont eu lieu dans les quatre Etats qui ont une longue tradition d'affrontements électoraux et de violence religieuse : Uttar-Pradesh, Bihar, Bengale-Occidentale et Andhra-Pradesh. Le vote s'est déroulé sans incident majeur dans la plupart des circonscriptions, avec une participation d'environ

55 %, mais, dans certaines localités, comme à Meerut (Uttar-Pradesh) où vingt personnes ont été tuées, la violence a été extrême. Le bilan de cette première journée est de cinquante morts et de plusieurs centaines de blessés. Les affrontements ont eu pour origine les tentatives de militants de différents partis politiques de faire main basse sur les urnes, ce qui a entraîné de véritables batailles rangées, amenant les forces de sécurité à ouvrir le feu.

Deux Etats où sévit une violence endémique, l'Assam et le Pendjab, voteront plus tard. Ce report est dû à des considérations techniques, la surveillance des opérations — il y a 600 000 bureaux de vote — nécessitant un important système de sécurité : environ 1,5 million de policiers, auxquels s'ajoutent 630 compagnies d'unités paramilitaires, ainsi que plusieurs unités de l'armée, ont été mis en état d'alerte.

Dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire, frontalier avec le Pakistan, le

scrutin se déroulera à une date encore indéterminée. La violence des indépendantistes cachemiris ainsi que l'état de siège virtuel qui règne dans la vallée et à Srinagar, interdisent la tenue d'élections démocratiques. Le cas du Pendjab n'est pas très différent, ce qui explique la décision du Congrès-I de refuser de prendre part au scrutin. En cas de victoire du parti de M. Rajiv Gandhi, il est probable que le scrutin y sera purement et simplement annulé.

Mais c'est au Bihar, le « Far-West de l'Inde », que la violence est la plus « institutionnalisée ». Un millier de fabricants d'armes clandestines y ont été recensés. La multiplication des armées privées (Sensas) favorise ce commerce florissant, dont la tradition est séculaire.

Quelque 500 gangs y offrent leurs services en période électorale. Tous les partis disposent d'hommes de main chargés, avant les élections, d'intimider leurs adversaires, et, dans certains cas, de les éliminer. Le jour

du vote, leur rôle consiste à subtiliser les urnes, enlever les officiers électoraux et les candidats, empêcher les électeurs de s'approcher de certains bureaux de vote, au besoin en ouvrant le feu, enfin à maquiller les résultats. Dans les campagnes du Bihar, les principaux candidats font campagne entourés d'hommes armés. Cette violence est accentuée par les affrontements entre castes.

Alors que, dans le passé, ils étaient le fait exclusif des hautes castes contre les castes inférieures et les intouchables, aujourd'hui, ces derniers ont constitué des groupes d'auto-défense armés et répliquent en utilisant les mêmes méthodes. Le climat s'est nettement détérioré depuis le déclenchement, en août 1990, de la « guerre des castes » (le Monde daté 19-20 mai). D'autre part, la croisade en faveur du renouveau hindou lancée par le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite) a accru la violence religieuse.

LAURENT ZECCHINI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré le refus de l'ANC d'y participer

Le gouvernement maintient son projet de « sommet sur la violence »

La décision du Congrès national africain (ANC) de suspendre ses négociations avec le gouvernement sur une future Constitution et l'organisation d'une conférence multipartite et de ne pas participer au « sommet sur la violence et l'intimidation », convoqué vendredi 24 mai par le président Frederik De Klerk, a sorti la classe politique de sa léthargie.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les menaces qui pèsent sur le processus de réformes engagées depuis le 2 février ont été prises au sérieux. Le gouvernement, sans cacher son mécontentement devant l'attitude de l'ANC, n'en a pas moins maintenu le calendrier des rencontres programmées d'ici à la fin de la semaine. Le but est double : trouver des solutions pour mettre fin à la violence dans les ghettos noirs et remettre les négociations sur les rails.

M. De Klerk s'est rendu, lundi 20 mai, à Uitenhage, la capitale du KwaZulu, le bantoustan autonome dirigé par le chef Mangosuthu Buthe, président du parti Inkatha à dominante zouloue. Le chef de l'Etat s'est entretenu avec Zwelithini Goodwill, le roi des Zoulous, du port d'armes traditionnelles dans les zones de troubles et lors de manifestations politiques. M. De Klerk avait déjà abordé le sujet, la semaine passée, avec M. Buthe. Un accord était intervenu, excluant cependant les sagas et les gourdins.

Ce compromis n'avait pas été jugé satisfaisant par l'ANC, qui réclamait, dans son ultimatum du 5 avril, l'interdiction totale du port d'armes lors de réunions publiques. Les dirigeants zoulous, tout en plaidant en faveur de leur héritage culturel, ont finalement accepté de soutenir le gouvernement dans ses efforts pour contrôler les instruments dangereux dans les zones de troubles. Un bon point pour le président De Klerk.

Le révérend Frank Chikane, secrétaire général du Conseil sud-africain

des Eglises (SACC), devait aussi se rendre à Uitenhage pour tenter de convaincre M. Buthe de l'importance d'une « conférence de paix », organisée sous l'égide des autorités religieuses. Cette initiative pourrait constituer une solution alternative au sommet proposé par le gouvernement et que la plupart des partis non représentés au Parlement, à l'exception de l'Inkatha, ont décidé de boudier. Invité à participer au sommet du gouvernement, comme les autres chefs de bantoustan, M. Mangisi Cephas Zitha, premier ministre du KwaZulu (un bantoustan situé aux confins de l'Afrique du Sud, du Swaziland et du Mozambique), a décliné l'invitation. Très proche de l'ANC, M. Zitha a indiqué qu'il était, en revanche, tout à fait disposé à assister à une conférence organisée par les Eglises.

M. Thatcher, en visite depuis quelques jours en Afrique du Sud à l'invitation de M. De Klerk, n'a pas manqué, lundi, de fustiger « ceux qui introduisent des questions de procédure dans le déroulement des pourparlers de paix ».

Alors qu'elle recevait un diplôme de docteur honoris causa à la Rand Afrikaans University de Johannesburg, l'ancien premier ministre britannique a appelé à « la fin des violences et des intimidations », reprenant mot pour mot les expressions de M. De Klerk, qui admirait beaucoup, il n'y a pas si longtemps, sa fermeté et son habileté politique.

FREDERIC FRITSCHER

Q GABON : incidents à l'ambassade du Cameroun. L'ambassade du Cameroun au Gabon a été occupée, lundi 20 mai, jour de la fête nationale camerounaise, par un groupe de jeunes opposants qui ont tenté d'y mettre le feu. Les bureaux de l'ambassade ont été mis à sac et toutes les voitures garées dans le parking ont été brûlées ou endommagées. Les forces de l'ordre gabonaises ont dû intervenir pour chasser les jeunes pillards. La résidence du chargé d'affaires camerounais a été placée sous la protection de la police. — (AFP)

Ethiopie : le départ du président Mengistu

Suite de la première page

La « nouvelle » équipe au pouvoir a donc maintenant les mains plus libres pour mener à bien les négociations de paix qui doivent s'ouvrir à Londres, le 27 mai, sous l'égide des Etats-Unis.

« La chute de Mengistu, tout le monde l'attendait depuis déjà plusieurs semaines. Plusieurs des proches du président lui avaient conseillé de partir », affirme un diplomate.

L'information n'a pas provoqué de réactions immédiates dans la population. Ni manifestations de liesse ni patrouilles de l'armée n'ont suivi la nouvelle. « Les portraits de Mengistu n'ont même pas été décrochés », a précisé un habitant.

En début d'après-midi, en tout cas, les rues de la capitale étaient calmes. « Si la nouvelle est vraie, alors c'est une bonne chose pour le pays », a soûlement commenté un passant, interrogé par notre envoyé spécial, Jean Hélène. « De toute façon, ça ne va pas suffire à arrêter la guerre. Les rebelles tigréens ne vont pas se satisfaire du départ de Mengistu pour faire taire les armes », a souligné un autre. La guerre civile qui déchire l'Ethiopie

depuis près de trente ans — c'est le plus vieux conflit d'Afrique — a été marquée, depuis deux ans, par d'importantes avancées des maquisards nordistes du Tigré et de l'Erythrée. Les maquisards tigréens, qui stationnent à moins de 100 kilomètres d'Addis-Abeba, avaient infligé, depuis début février, de nouveaux revers à l'armée régulière. De leur côté, les rebelles érythréens ont accentué leurs offensives autour d'Assab, la capitale de la province de l'Erythrée.

Ces deux mouvements, forts de la lutte opiniâtre qu'ils ont menée contre le « Négus rouge » pendant de longues années, ne seront vraisemblablement pas enclins à se laisser « voler la victoire » politique. A Addis-Abeba, les groupes d'opposants, qui se sont tout récemment manifestés en publiant une pétition favorable à la démocratie et en exigeant le départ du président Mengistu, auront bien du mal à faire entendre leur voix. En attendant que cette éventuelle « troisième force » puisse apparaître sur la scène politique, c'est la fin de la guerre qui reste, pour beaucoup, l'objectif prioritaire.

CATHERINE SIMON

Le « Négus rouge »

Fils illégitime d'une aristocrate de l'ancien régime, élevé dans le sérail et, avant tout, nationaliste, il n'en était pas moins surnommé le « Négus rouge » pour sa conversion tardive au marxisme-léninisme après avoir largement contribué au renversement du roi des rois, le « vrai » Négus, Haïlé Sélassié.

Né en 1941, Mengistu Haïlé Mariam, est un militaire de carrière. Il sort en 1968 de l'école des cadets d'Holetta et fait un bref stage aux Etats-Unis. Après avoir participé, dès 1969, à une révolte contre l'empereur, il devient délégué au comité de coordination des forces armées d'Addis-Abeba, quand éclate la révolution en février 1974.

Considéré comme l'homme fort de cette révolution, bien qu'il soit longtemps resté dans l'ombre, et membre dirigeant du conseil militaire d'administration provisoire (DEPR), il contribue largement à mettre un terme, en sept mois, au plus vieil empire du monde. Pour parvenir au pouvoir, il fait preuve d'une redoutable habileté politique et d'une intransigeance brutale envers ses opposants. Il y arrive le 3 février 1977, par un coup d'Etat sanglant qui lui assure le contrôle du pays. Après l'assassinat, quelques jours plus tard, du chef de l'Etat, le général Teferi Bante, Mengistu le remplace avec le titre de président du conseil des ministres et du conseil militaire. Confronté rapidement au problème de la

sécession de l'Erythrée, il signe, après des purges sanglantes, une alliance avec l'URSS en 1978 et crée le parti marxiste-léniniste PTE (Parti des travailleurs d'Ethiopie) en septembre 1984.

Chef de l'Etat, chef des forces armées, et secrétaire général du PTE, le lieutenant-colonel Mengistu a été officiellement confirmé en tant que président de la République démocratique populaire éthiopienne en septembre 1987. En mai 1989, il réprime une tentative de coup d'Etat en faisant exécuter douze généraux. En 1990, il annonce de nouvelles orientations libérales destinées à sortir l'Ethiopie du désastre économique et de la guerre civile. Le repli de l'URSS en Afrique et ailleurs, la détente Est-Ouest, l'y obligent. Il tente un rapprochement avec les pays occidentaux, après avoir renoué les relations diplomatiques avec Israël.

Depuis la fin du mois de février, son régime était de plus en plus sérieusement menacé par une offensive coordonnée des rebelles du Front populaire du Tigré (FPLT) et du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Il avait offert sa démission le 19 avril dernier, faisant valoir que son départ pourrait sauvegarder l'unité du pays.

Marié et père de famille, le président Mengistu a présidé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1983-1984.

Q Arrêt de l'acheminement de l'aide alimentaire à partir du port d'Assab. — L'acheminement de l'aide alimentaire destinée aux populations du Tigré, frappées par

la famine, a été suspendu en raison des combats entre rebelles et forces gouvernementales, a indiqué, lundi 20 mai, un responsable des Nations unies à Addis-Abeba. — (AFP)

صلى الله عليه وسلم

هكذا من الامل

ASIE

Un entretien avec le premier ministre du Cambodge

« Je ne rendrai pas un fusil », nous déclare M. Hun Sen

La négociation sur le Cambodge va reprendre. Les douze membres du Conseil national suprême (CNS) khmer doivent en effet se réunir du 2 au 4 juin à Djakarta, à l'invitation des présidents indonésien et français de la Conférence internationale de Paris et du Secrétaire général des Nations unies. C'est dans ce contexte que le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen, nous a accordé un entretien.

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

Le CNS, instance qui comprend six membres désignés par chaque camp, ne s'est pas réuni depuis décembre. Mais le cessez-le-feu auquel ont appelé la France et l'Indonésie ne semble pas avoir subi de violations majeures depuis son entrée en vigueur, le 1^{er} mai. Les Khmers rouges, alliés du prince Sihanouk et de M. Son Sann, ont cependant indiqué le 18 mai qu'ils reprendraient les combats si Phnom-Penh n'avalisait pas le plan de paix de l'ONU.

Tout en acceptant ce plan comme cadre de règlement, le régime de Phnom-Penh continue d'exiger des garanties supplémentaires contre un éventuel retour des polpotistes, c'est-à-dire des Khmers rouges, au pouvoir. M. Hun Sen révèle notamment, dans son entretien au Monde, la teneur de nouvelles propositions qu'il compte présenter à Djakarta.

« Comment se passe le cessez-le-feu et quelles conclusions en tirez-vous ? »

« A ce jour, en dépit de quelques violations, j'ai deux raisons d'être optimiste : c'est la première fois que toutes les parties acceptent un



cessez-le-feu. Depuis son entrée en vigueur, les actions militaires ont été réduites. Mais nos adversaires avaient subi, avant le 1^{er} mai, de lourdes pertes. L'important, donc, est que Phnom-Penh respecte le cessez-le-feu. Nous avons renoncé à nos plans d'attaque contre Pailin et Thmar-Puok, dans l'Ouest.

« Je juge très positif que le cessez-le-feu tienne, et il faut qu'il continue au-delà de la réunion de Djakarta. Il faudrait en profiter pour proposer l'arrêt des livraisons d'armes aux camps en présence et un mécanisme de contrôle. Je ne suis pas favorable à une solution globale peut-être fin à la guerre. Mais des solutions partielles, comme le cessez-le-feu, peuvent créer un climat de confiance et sauver des vies humaines.

« On dit que vous comptez faire de nouvelles propositions à Djakarta ? »

« C'est exact. Nous allons proposer qu'après l'intervention d'un cessez-le-feu sur place les unités des camps opposés soient regroupées sur des positions qui comprendront au moins cent hommes

et qui seront séparées par une distance supérieure à celle des capacités de l'artillerie. S'il le faut, l'ONU mettra en place des zones-tampons. Il sera interdit de sortir les armes de ces camps, et chaque partie devra remettre à l'ONU la liste de ses armes et de ses effectifs. L'organisation militaire finale du pays sera du ressort d'un futur gouvernement élu.

« Ces propositions répondent à deux exigences : écarter toute possibilité offerte aux polpotistes de susciter des troubles et de s'en servir comme prétexte pour s'emparer du pouvoir. D'autre part, favoriser la tenue d'élections dans une atmosphère neutre et saine.

« Avez-vous adressé ces propositions aux intéressés ? »

« Nous les avons d'abord transmises aux Américains lors des trois rencontres entre notre ambassadeur à Vientiane et leur chargé d'affaires dans la capitale laotienne du 20 au 25 avril. Depuis, sur recommandation américaine, ces propositions ont fait l'objet d'un memorandum adressé aux coprésidents de la Conférence de Paris. Ces derniers ne nous ont pas encore communiqué leur réponse.

« Le prince Sihanouk et M. Son Sann, le leader nationaliste et anticommuniste, ont-ils indiqué qu'ils ne formeraient pas, le cas échéant, une coalition électorale avec les Khmers rouges ? »

« Je n'ai jamais entendu dire qu'ils aient formulé de telles garanties. Au contraire, ils disent que nous soulevons la question de la condamnation du génocide commis par les Khmers rouges pour faciliter une mainmise vietnamienne sur le Cambodge. Nous avons proposé que tous les partis condamnent le génocide perpétré par les Khmers rouges quand ils étaient au pouvoir, justement pour que personne ne puisse s'allier, électoralement, avec les auteurs du génocide.

« Je suis d'ailleurs surpris par l'attitude de beaucoup, y compris

par celle des auteurs du projet de plan de l'ONU, qui ont tous déclaré condamner le régime de Pol Pot alors que leur plan n'y consacre pas une ligne.

« Les Khmers rouges ont échoué »

« Certains disent même qu'il vaut mieux ne pas soulever le sujet, car cela conduirait les négociations dans une impasse ! Nous ne pouvons pas comprendre. Ils ont condamné Saddam Hussein, pourquoi pas Pol Pot ? Nos gens aussi nous demandent des comptes. Dans ces conditions, nous sommes prêts à assumer l'accusation de bloquer le processus de paix.

« Avez-vous néanmoins le

sentiment que les choses ont un peu évolué ces six derniers mois ? »

« Sur ce point, oui. A l'étranger, ceux qui partagent nos appréhensions sont de plus en plus nombreux.

« Et sur le plan intérieur ? »

« Oui, et c'est très net. Pour résumer, notre situation est difficile, mais pas sans espoir. Sur le plan militaire, les Khmers rouges ont échoué. Nous venons de remporter nos plus grands succès, et ils viennent d'encaisser leur plus sérieuse défaite en douze ans. Nous ne sommes plus en 1973 ou en 1974, quand les Khmers rouges tenaient les campagnes et que les villes étaient encerclées. Nous augmentons chaque année les superficies cultivées. Nous contrôlons les

rizières, les plantations d'hévéas, l'exploitation des forêts.

« Les Khmers rouges n'ont plus les moyens de lancer de grandes attaques. Ils ont perdu beaucoup d'armes et manquent d'hommes. Ils sont divisés. Le plus dur est derrière nous. Sur le plan économique, nous avons de grosses difficultés, car l'aide étrangère est maintenant très réduite, mais nous pouvons tenir. Dans les domaines militaire et économique, nous apprenons à vivre seuls. C'est dur, mais nous y parvenons. Comme nous ne sautons pas de très haut, nous ne nous faisons pas trop mal en tombant.

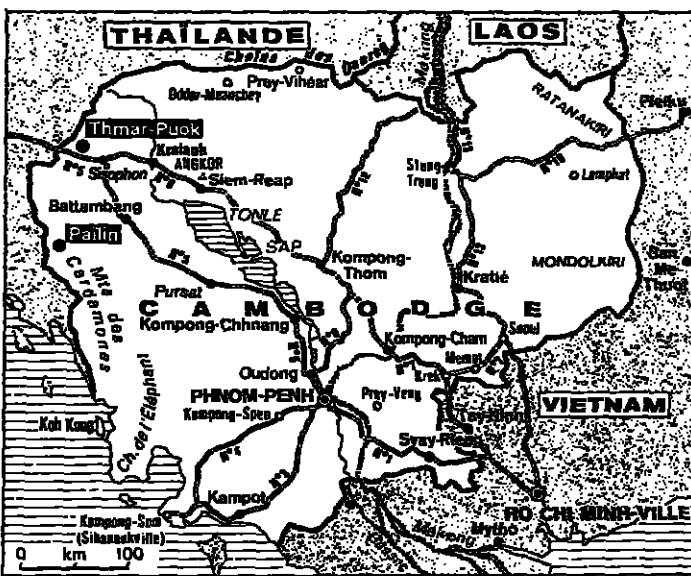
« Voulez-vous dire que les Khmers rouges n'ont plus les moyens de l'emporter militairement et que le plan de l'ONU, sous sa forme actuelle, leur donnerait une chance politique ? »

« La seule possibilité pour les Khmers rouges de reprendre le pouvoir est politique. L'occasion, pour eux, d'une victoire militaire est passée. Or le projet de paix de l'ONU leur donne toute possibilité de participer à une solution politique.

« Alors, pourquoi continuer de négocier ? »

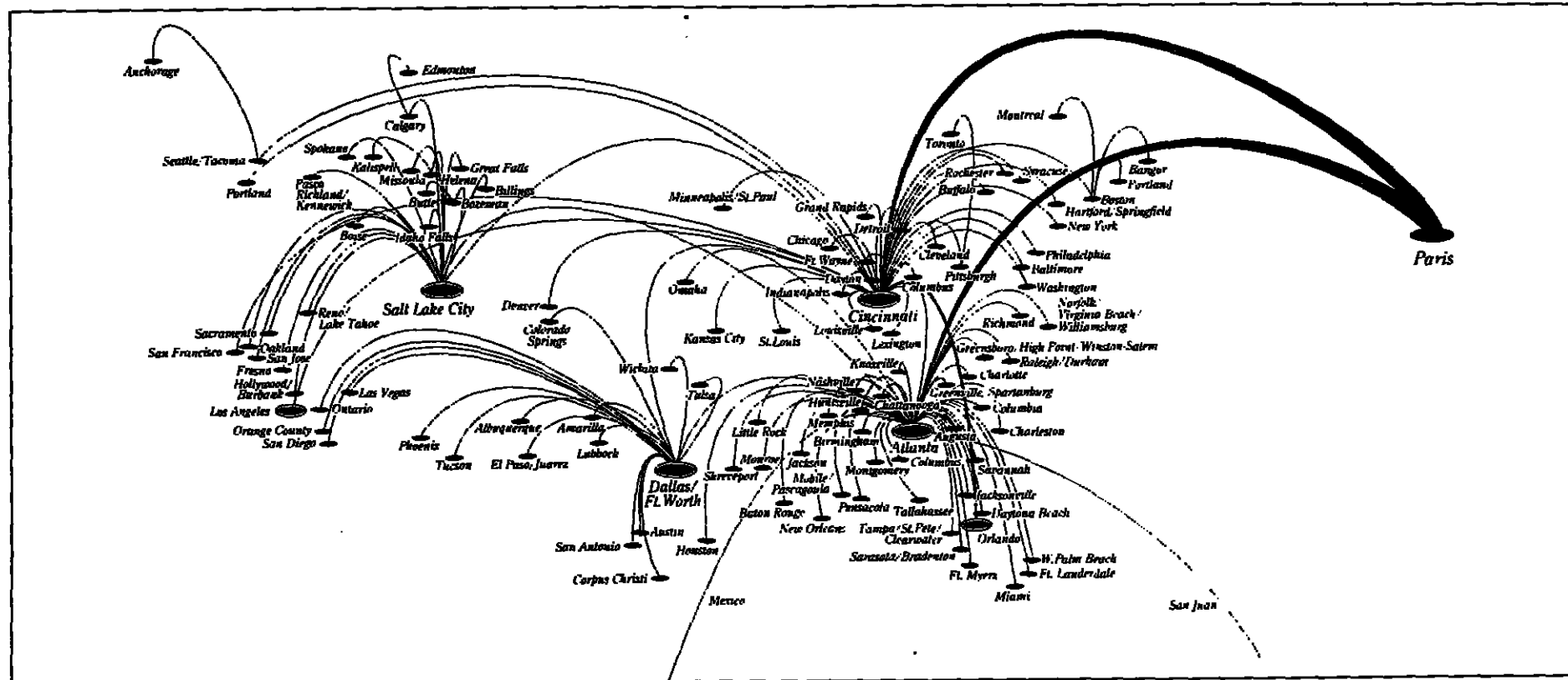
« Nos gens nous posent souvent cette question, surtout lorsqu'ils réalisent l'absence de mesures prises contre le retour au pouvoir des assassins. Je dois leur expliquer qu'on ne met pas fin à une guerre par une autre guerre, qu'on doit trouver une solution pacifique. Mais je dois également leur promettre que nous obtiendrons des garanties contre le retour des Khmers rouges. Quitte à proposer des amendements qui ne font pas plaisir à tout le monde. Et vous pouvez écrire que je ne rendrai pas un fusil. Notre Assemblée nationale a voté contre le retour des assassins. C'est un engagement auprès des Cambodgiens. »

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI



Quatre factions se disputent le pouvoir au Cambodge. celle de Phnom-Penh, dirigée par M. Hun Sen, et les trois composantes de la coalition dirigée par le prince Sihanouk : les sihanoukistes, les partisans nationalistes de M. Son Sann et les Khmers rouges.

Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

*Statistiques du U.S. Department of Transportation.

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis. Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

élue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives. Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (11) 47.68.92.92.

DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

© 1991 Delta Air Lines Inc.

POLITIQUE

Après le changement de premier ministre

Le PCF accorde le bénéfice du doute à M^{me} Cresson

La direction du Parti communiste a décidé de ne pas se montrer « mauvaise fille » avec M^{me} Edith Cresson, selon l'expression employée, mardi 21 mai, par l'éditorialiste de l'Humanité. Elle veut lui accorder le bénéfice du doute, bien que rien ne laisse supposer de la part du nouveau gouvernement une rupture avec la politique conduite par M. Michel Rocard, dont elle disait pas que pendre.

Résumant la position de son parti, M. Alain Bouchet, député communiste du Nord, membre du bureau politique, déclarait, ce week-end, à Evreux, à l'occasion de la fête annuelle de la fédération communiste de l'Eure : « Si l'on avait souhaité mener une véritable politique de gauche, on ne se serait pas privé de l'appui communiste et on n'aurait pas continué de collaborer avec la droite... ». En gros, on a repris les mêmes, il semble que ce soit pour prolonger la même politique... Qu'on nous explique d'ores et déjà qu'il faudra de nouveaux sacrifices, au nom de l'Europe de 1993, c'est faire fi que c'est au nom de ce chal-

lenge européen que l'industrie française a été cassée, que les statuts d'EDF, des PTT, de la SNCF sont menacés et que notre pays s'est affaibli. Cela ne peut que laisser perplexes et nourrir de sérieuses inquiétudes (...). Si François Mitterrand et Edith Cresson l'avaient voulu, il aurait été possible, sans recourir à des élections, de s'appuyer sur une majorité stable qui peut exister à l'Assemblée nationale à tout moment. (...) Forcé est de constater que telle n'est pas la volonté du Parti socialiste (...). Mais nous apprécions ce que sera la politique du nouveau gouvernement à partir de ses décisions et de ses actes. Nous soutiendrons tout ce qui va dans le bon sens et combattons tout ce qui est contraire aux intérêts populaires et nationaux.

Ces propos s'inscrivent dans le droit-fil de ceux du secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, qui avait donné le ton, dès vendredi, en disant : « Nous aurions été prêts à avoir des ministres communistes dans le gouvernement de M^{me} Cresson, à condition bien entendu qu'elle se sépare de la droite et qu'elle engage notre pays dans une politique nouvelle de justice sociale, de progrès, d'indépendance nationale (...). Je ne suis pas partisan du vote d'une

motion de censure avant même que le gouvernement ait commencé à mettre en œuvre sa politique (...). Je ne pense pas que la gauche ait intérêt aujourd'hui à des élections législatives.

Voilà pour les apparences. En vérité, ni du côté socialiste ni du côté communiste, personne n'a vraiment cherché, ces jours-ci, à restaurer l'alliance rompue en 1984.

Réflexe de survie

M^{me} Cresson a fait semblant de s'étonner de n'avoir reçu « aucun signe » du PCF. En réalité, elle n'avait nulle envie de s'aventurer dans cette voie au moment où elle était nommée pour préparer un marché unique européen dont la seule perspective produit un effet repoussoir chez les communistes. M. Marchais a feint d'être surpris que M^{me} Cresson ait pu dire une chose pareille alors qu'il lui avait personnellement fait porter, jeudi, dès sa nomination, le texte de la déclaration dans laquelle il lui avait tendu une perche. En fait, le secrétaire général du PCF ne cherchait, lui aussi, qu'à donner le change.

Il ne faut pas en conclure que la direction du Parti communiste a

définitivement renoncé à gouverner aux côtés des socialistes. Toute sa stratégie consiste, au contraire, à faire pression sur eux pour essayer de créer les conditions d'un changement de politique qui justifierait leur retour dans la majorité.

Mais, dans l'immédiat, il s'agit en priorité pour M. Marchais et ses amis de rester autant que possible dans le jeu politique, c'est-à-dire d'empêcher la marginalisation à laquelle semblent les condamner leurs résultats électoraux. Et de le faire avec le profil bas seyant à un parti qui tente désespérément d'accrocher l'idée qu'il a changé en profondeur depuis son vingt-septième congrès.

En avril dernier, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, recommandait à tous les militants « orthodoxes » de faire preuve de compréhension à l'égard de tous les communistes contestataires : « Il faut, disait-il, se prémunir contre toute attitude sectaire ». La direction du parti s'inspire aujourd'hui de sa propre directive parce qu'elle n'a plus le choix pour nourrir son espérance de survie.

ALAIN ROLLAT

La présidence du groupe centriste

MM. Barrot et Alphanéry envisagent de briguer la succession de M. Méhaignerie

M. Pierre Méhaignerie devrait abandonner la présidence du groupe de l'Union du centre (UDC) de l'Assemblée nationale au mois d'octobre prochain, à l'occasion du prochain congrès du CDS, qui se réunira à Angoulême. Officiellement la succession n'est pas encore ouverte : officiellement, certains candidats, comme MM. Jacques Barrot et Edmond Alphanéry, commencent à prendre leurs marques.

M. Pierre Méhaignerie avait évoqué implicitement, lors de l'université d'été des jeunes centristes, en septembre dernier, la possibilité d'abandonner la présidence du groupe de l'UDC, à l'Assemblée nationale, afin de ne pas cumuler plus longtemps cette fonction avec celle de président du parti centriste, le CDS. Il nous l'a confirmé en nous déclarant : « Si les conditions sont favorables, je souhaite quitter cette fonction, car il n'y a pas, aujourd'hui, de dirigeant de parti qui cumule la présidence d'une formation politique et celle d'un groupe parlementaire ».

Cependant, le député de l'Ille-et-Vilaine, qui, au grand dam de l'UDF, avait porté l'UDC sur les fonts baptismaux, avec ses amis, en juin 1988, entend éviter qu'une guerre de succession ne vienne fragiliser un groupe traversé de sensibilités affirmées et, parfois, opposées. Aussi ne souhaite-t-il pas isoler la question de sa succession à la tête des trente-neuf députés centristes, mais la fonder dans un remaniement plus vaste. Il n'est pas question, pour lui, de désigner officiellement un « dauphin ».

La « synthèse » des générations

Aux premiers rangs des successeurs potentiels figurent M. Barrot, secrétaire général du CDS, et M. Alphanéry, porte-parole du groupe pour les questions économiques et financières. Le nom de M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, circule également, sans plus grande vigueur. « Je n'ai pas de plan particulier dans ce domaine. Je ne bouge pas, je regarde », confie-t-il. M. Jean-Jacques Hystet, marathonien des débats parlementaires, pourrait être un candidat de compromis, estiment certains députés.

Le congrès du CDS, à la mi-o-

tobre, sera donc l'occasion d'une vaste redistribution des cartes au sein du parti. M. Méhaignerie souhaite qu'un mouvement harmonisé permette d'associer aux postes de commandement l'ancienne équipe (MM. Barrot et Stasi, entre autres) et la nouvelle génération montante (notamment les « trois B » : MM. Dominique Baudis, Bernard Bosson, François Bayrou). « Il faut trouver une synthèse », dit le président de l'UDC, en utilisant un vocabulaire d'ordinaire réservé aux congrès du PS. « Je crois nécessaire, dit-il, une bonne alliance entre les deux générations ».

M. Barrot parle, lui aussi, de l'impératif d'une équipe plus soudée autour de M. Méhaignerie. Est-il candidat à la succession de ce dernier à la tête du groupe ? « Je ne suis pas en campagne », se défend-il, en insistant sur le fait que la mi-octobre sera l'occasion d'un « redéploiement » pour parvenir à un bon équilibre des sensibilités pour les deux ans qui les séparent des élections législatives, si elles ne sont pas avancées. « Eventuellement, c'est une responsabilité que je pourrais assumer », affirme, toutefois, l'ancien président de la commission des affaires sociales.

Le député de Maine-et-Loire, M. Alphanéry, pourrait reprendre à son compte la même formule. Certes, il n'est pas, aujourd'hui, formellement candidat. « Les échéances ne sont pas là, explique-t-il, et comme les femmes, il ne faut pas les brusquer » — mais il est intarissable sur les qualités que doit avoir un bon président de groupe : « Un chef d'équipe, un porte-parole et un homme qui connaît bien la technique parlementaire ». « Cela m'intéresse », finit-il par lâcher.

Persone, donc, ne souhaite avoir l'air de se ruer sur le fauteuil de M. Méhaignerie, mais il n'est pas sûr que le processus en douceur qu'il souhaite voir mis en place se déroule sans anicroche. Les députés de l'UDC, depuis leur rupture avec le groupe frère UDF, en 1988, ont la peau chagrinée et l'esprit indépendant, voire frondeur. Accepteront-ils de se voir fortement suggérer le nom d'un président de groupe dont la désignation se justifierait par la configuration générale des pouvoirs au sein du mouvement centriste ?

Certains députés ne semblent pas, non plus, très favorables à un départ de M. Méhaignerie, garant, selon eux, de la cohésion d'un groupe uni, mais fragile.

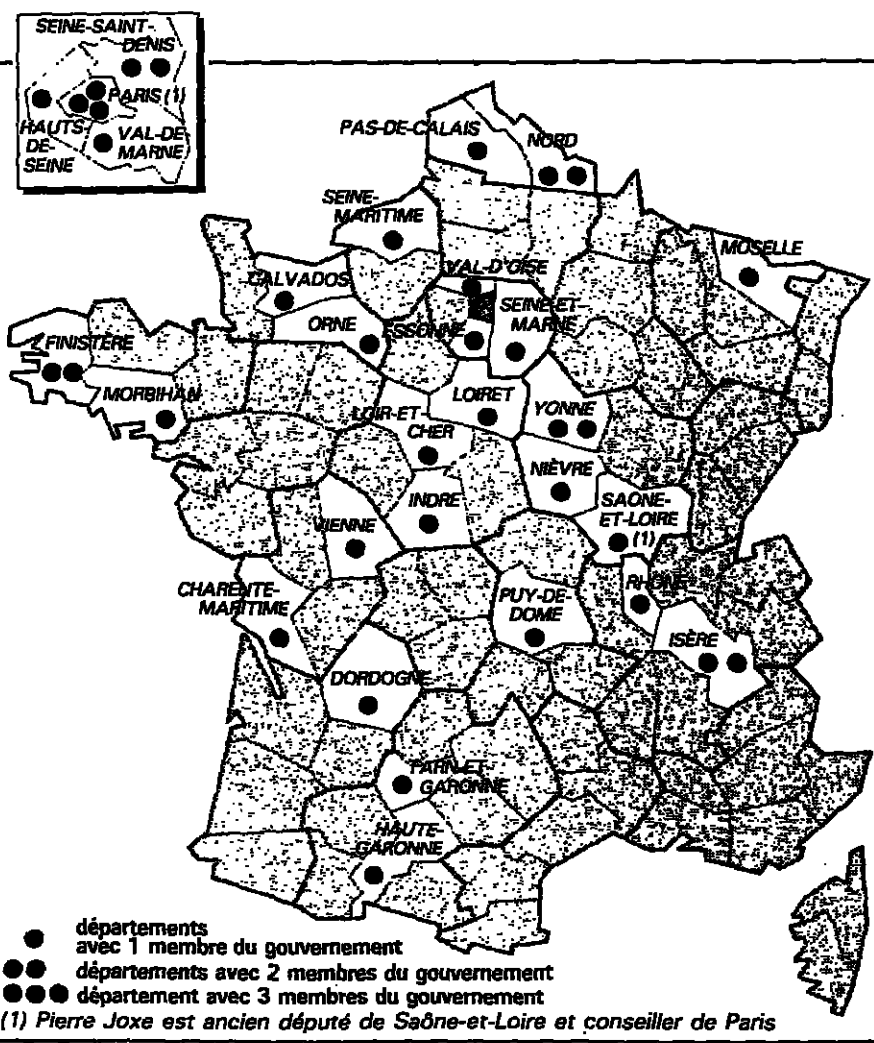
PIERRE SERVANT

L'origine géographique des membres du gouvernement

Parmi les critères retenus pour la composition d'un gouvernement, figurent, certes, les appartenances partisans, mais aussi les origines géographiques. Censé affronter les échéances électorales, le gouvernement de M^{me} Edith Cresson compte trente-cinq membres, y compris elle-même, qui ont une implantation locale (onze n'en ayant pas : M. Jean-Louis Bianco, M^{me} Martine Aubry, MM. Hubert Curien et Brice Lalonde, M^{me} Elisabeth Guigou et Catherine Tasca, MM. Georges Kiejman, Bernard Kouchner, Emile Biassini, Michel Gillibert et Jean-Noël Jeanneney).

Par rapport au gouvernement sortant de M. Michel Rocard, neuf départements ne sont plus représentés : Aisne (M. Jacques Pelletier), Ardèche (M. Robert Chapuis), Ariège (M. Roger Fauroux), Loire (M. Michel Durafour), Loire-Atlantique (M. Claude Evén), Meurthe-et-Moselle (M. Jacques Chérèque), Oise (M. Lionel Stoleru), Savoie (M. Louis Besson) et Yvelines (M. Rocard). Neuf le deviennent : Calvados (M. Louis Mexandeau), Essonne (M. Jacques Guyard), Haute-Saône (M. Michel Sapin), Loiret (M. Jean-Pierre Sueur), Morbihan (M. Jean-Yves Le Drian), Seine-Maritime (M^{me} Frédérique Bredin), Seine-et-Marne (M. Alain Vivien), Val-de-Marne (M. Laurent Cathala), Val-d'Oise (M. Dominique Strauss-Kahn). Trois voient leur représentation abaissée d'une unité : Haute-Garonne, Puy-de-Dôme et Paris. Deux la voient en revanche accrue : Finistère et Seine-Saint-Denis. Quatre se conservent à l'identique : Charente-Maritime (M. Philippe Marchand), Dordogne (M. Roland Dumas), Indre (M. André Laignel), Loir-et-Cher (M. Jack Lang). Moselle (M. Jean-Marie Rausch), Nièvre (M. Pierre Bérégovoy), Orne (M. François Dubin), Pas-de-Calais (M. Jacques Mellick), Saône-et-Loire (M. Pierre Joxe, qui est également conseiller de Paris depuis 1989), Rhône (M. Jean Poporen) et Tarn-et-Garonne (M. Jean-Michel Baylet) avec un membre du gouvernement : Isère (M. Louis Mercadier), Nord (M. Michel Delbarre et Bruno Durieux) et Yonne (M. Jean-Pierre Soisson et Henri Nallet) avec deux membres du gouvernement.

L'Île-de-France compte désormais dix représentants (MM. Cathala, Debarge, Guyard, Joxe, M^{me} Véronique Neiertz, MM. Quilès, Sapin, Sarre, Strauss-Kahn et Vivien), contre six dans le gouvernement sortant (MM. Tony Dreyfus, Joxe, M^{me} Neiertz, MM. Quilès, Rocard et Sarre). C'est ce réajustement au profit de la région parisienne (le Monde daté 19-20 mai) qui est le plus significatif.



Les forces en présence à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale compte cinq cent soixante-dix-sept membres en temps normal. Depuis la démission, le 23 avril, de la suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement, M^{me} Gilberte Marin-Moskovitz — qui ne sera remplacée qu'à l'occasion de l'élection législative partielle de Belfort, prévue pour les 2 et 9 juin prochain — l'effectif s'établissait à cinq cent soixante-seize membres. Compte tenu de la nomination dans le gouvernement Cresson de neuf députés, l'effectif réel de l'As-

semblée sera, pendant un mois, de cinq cent soixante-sept.

La composition des groupes est actuellement la suivante :

— PS : 243 et 21 apparentés. Outre la démission de M^{me} Marin-Moskovitz et le passage chez les non-inscrits, le 11 avril, de M. Marcel Wacheux, député du Pas-de-Calais, le groupe est en effet privé des neuf députés qui viennent d'entrer au gouvernement : M^{me} Frédérique Bredin, MM. Laurent Cathala, Jacques Guyard, Jean-Yves Le Drian, Louis Mexandeau, Michel Sapin, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Pierre Sueur, Alain Vivien. Leurs suppléants ne pourront pas les remplacer avant un délai constitutionnel d'un mois.

— RPR : 125 et 2 apparentés.
— UDF : 79 et 11 apparentés.
— UDC : 34 et 5 apparentés.
— PC : 25 et un apparenté.
— Non-inscrits : 21.

Dans le meilleur des cas, sous le gouvernement de M. Michel Rocard, quatorze d'entre eux étaient susceptibles de voter avec la majorité. La majorité absolue reste fixée, quel que soit le nombre de sièges pourvus, à 289 voix. Elle est requise pour un vote de censure, mais pas pour un vote de confiance, dont M^{me} Cresson n'a d'ailleurs pas demandé qu'il soit organisé au terme de sa déclaration de politique générale du mercredi 22 mai.

EN BREF

□ M. Durieux ne croit pas à une dissolution de l'Assemblée nationale. — M. Bruno Durieux a déclaré mardi 21 mai sur RTL qu'il n'avait pas le sentiment que le président de la République souhaite opérer une dissolution de l'Assemblée nationale. « La majorité parlementaire du gouvernement se présente dans les mêmes conditions qu'avec Michel Rocard, a ajouté le ministre délégué à la santé. (...) Tout dépend des centristes. S'ils sont décidés à ne pas se faire dicter des positions par leurs partenaires de l'opposition, je ne vois pas ce qui devrait changer à l'Assemblée nationale ».

□ M. Gollnisch (Front national) et les compétences de M. Yamgnane. — Interrogé dans Libération du mardi 21 mai sur les propos de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, qui se déclarait prêt à débattre avec le Front national (le Monde du 21 mai), M. Bruno Gollnisch, député européen, membre du bureau politique du parti d'extrême droite, indique qu'il lui poserait les questions suivantes : « Sa réussite personnelle et celle de M. Bianco (ministre des affaires sociales et de l'intégration) ne sont-elles pas la preuve que leur ministère est inutile et que les étrangers qui le souhaitent et le méritent parviennent à s'intégrer ? Ne pense-t-il pas, cependant, que ses compétences auraient été encore plus utiles dans son pays natal ? Que prévoit-il pour l'intégration de ces Français, chaque jour plus étrangers dans leur propre pays ? »

□ Revendication d'un attentat en Corse. — L'attentat qui a détruit à 80 % le bâtiment abritant les services de l'inspection académique de la Haute-Corse, à Bastia, dans la nuit du 18 au 19 mai (le Monde du 21 mai), a été revendiqué par le FLNC « canal historique », la tendance « dure » des clandestins.

□ Le quarante-huitième congrès de la Fédération anarchiste. — A l'occasion de son quarante-huitième congrès, réuni samedi 18 et dimanche 19 mai à Angoulême (Charente), la Fédération anarchiste a réaffirmé « la nécessité de changer radicalement la société ». Quelques deux cents délégués ont participé à ce congrès, dont le slogan principal était : « Nous ne sommes pas à l'extérieur de la société mais ancrés à l'intérieur ».

MEDECINE PHARMACIE

stages de pré-rentree encadrement scientifique annuel

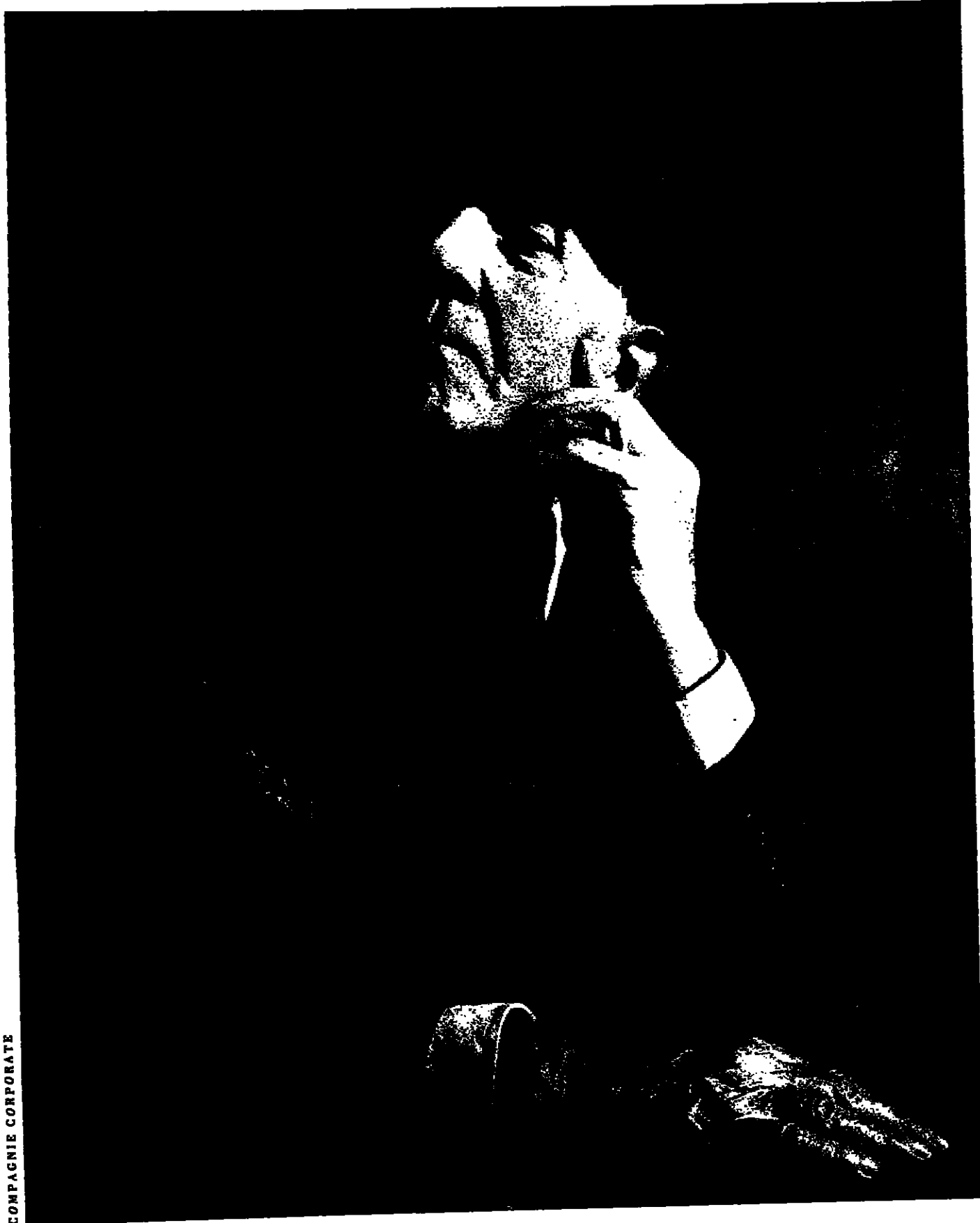
IPESUP
16-18 rue du Chaire Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

SCIENCES-PO
ADMISSION EN A.P.
- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP
16-18 rue du Chaire Notre-Dame 75004 Paris
(1) 43 25 63 30

صلى الله عليه وسلم

صحنه من العمل



**-Et vous voudriez
me faire croire qu'il y a
un quelconque rapport
entre Bach,
Rostropovitch et le
nucléaire ?**

Pourtant, le nucléaire est là.
Là, sous la lumière qu'on tamise.
Là, entre chaque note de musique.
Dans le ronronnement familier
de la machine à laver. Derrière la T.V.
Même là, dans nos petits plats.
Dans chacun de nos gestes quotidiens,
le nucléaire est là. Car, aujourd'hui,
c'est le nucléaire qui couvre
plus des 3/4 de nos besoins en électricité.
C'est le nucléaire qui nous met à l'abri
des caprices et des marchés et
de l'actualité. C'est le nucléaire enfin,
qui nous permet de ne pas manquer
de cette électricité dont on ne saurait plus
se passer. Et ce bien-être,
cette autonomie et cette sérénité-là
c'est à EDF qu'on les doit.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.

EDF
Electricité
de France

COMPAGNIE GÉNÉRALISTE

SOCIÉTÉ

La feria de Nîmes

TAUROMACHIE

La grâce contestée de Peleón

La traditionnelle feria de la Pentecôte à Nîmes a eu lieu du 12 au 20 mai. Au cours de cette semaine, treize corridos ont été organisés dans la cité ardennaise, qui a connu une affluence record.

NÎMES

de notre envoyé spécial

En ce lundi de Pentecôte, à 13 h 30, le destin de Peleón, un taureau de trois ans de l'élevage de Guardiola Dominguez, combattit par Manuel Montoya, a brusquement basculé quand le président de la course a sorti son mouchoir bleu. Le fauve était gracié.

Une partie du public ne cache pas sa colère en protestant violemment contre cette décision qu'il estimait imméritée. Si Peleón se montra d'une grande noblesse, il était cependant peu armé, faible de pattes, mais avec allant il chargea à deux reprises le picador. A-t-on voulu ainsi sauver une feria sans grande consistance et perturbée par un vent froid qui se glissait entre les vieilles pierres de l'amphithéâtre romain pour soulever de violentes bourrasques de sable et de poussière ?

La grâce d'un taureau (*indulto* en espagnol) est rarissime. Le fauve doit posséder une bravoure, une noblesse et une élégance exceptionnelles. Bref, un de ces cornus de légende venus de Salamanque, d'Andalousie et de Castille dont on parle encore les soirs d'hiver quand les arènes sont closes et silencieuses. Tel a été notamment le cas de Llauro, de l'élevage aversais Carriquiri - aujourd'hui disparu et dont les bêtes ensanguinant les tableaux de Goya - qui eut, le 14 octobre 1860 à Saragossa, la vie sauve et de Caramelo, du marquis de Sallido, combattit le 17 juin 1867 à Cadix.

Plus récemment, Patricio, de Pablo Romero, a échappé à la mort le 23 mai 1968 à Barcelone, et Peleón, le frère du même, le 16 juillet 1988 à Ronda (Andalousie). A ce propos, le plus maladeur de tous les taureaux s'appelle Civilon, de Juan Cobaleda. Gracié en mai 1936 à Barcelone, il regagna le corral de la plaza pour être soigné avant de regagner ses prairies. Mais en juillet 1936 la guerre civile enflema l'Espagne. Civilon est bloqué en Catalogne. Il sera abattu quelques

semaines plus tard par des miliciens affamés.

Peleón de Nîmes était-il de la race des Patricio, Caramelo ou des Llauro qui subirent un nombre impressionnant de piques et se battirent avec vaillance sous le fer, rêvant ainsi leur bravoure ? Sans doute pas. Une fois la grâce accordée, le matador simula la mort de la bête avec une bannière ou la pousse de la main qui remplace alors l'épée. Le taureau regagna son élevage, deviendra sémental et vivra parmi une quarantaine de vaches.

La fête graciée

Cette affaire Peleón a gâché la fête. Nîmes, en effet, avait présenté tout au long de cette semaine, des taureaux intéressants qui, une fois n'est pas coutume, ne tombaient pas. On se souviendra des durs Guardiola, des dangereux Miura, mais aussi des vifs Torrestrella, des rageurs Manolo Gonzalez et des insaisissables Atanasio Fernandez qui en firent voir de toutes les couleurs aux toreros voulant les approcher.

Enveloppés jusqu'aux épaules dans ces robes de soie sorties d'or,

El Fundi, Sanchez-Mejias, Manili, Carro Vasquez, Manuel Caballero, Joselito et Emilio Munoz ont accouché de beaux ex-voto au souvenir de cette feria 1991. Après son pathétique combat pascal à Arles, El Fundi a confirmé sur le sable nîmois qu'il était prêt à devenir un des chefs de file des toreros de l'ultima decenia de ce siècle. Joselito, souverain et chaleureux, dessina, face à Jandilla, accrocheur, de bien belles passes que n'aurait pas reniées sa Madrid natale.

Après avoir été un grand matador, Emilio Munoz, de Séville, sombre. Une vie personnelle agitée l'a éloigné des arènes. Il revient aujourd'hui avec force et détermination. Il n'a pas encore retrouvé son poignet magique mais, puissant et dominateur, il entraîne un vif Manolo Gonzalez dans un duel rageur qui fera le respect. Et quand Emilio, du Quelqu'un, s'empara de l'épée et qu'il s'avance vers le fauve avec sa démarche chaloupée et sûre, comme un marin de Colomb s'embarquant vers les Amériques sur un grand volier accoté au pied de la Tour de l'or, on sut qu'il coudrait les deux oreilles.

Avec Marcos Sanchez-Mejias, l'art du torero prend ses lettres de

noblesse. Il s'avance au paseo, grave et sombre, avec ce respect silencieux qui accompagne la Marche des rois. Cape fleurie, muleta lente et majestueuse, l'héritier d'une illustre famille de matadors andalous a donné le leçon. Son style honore ces petits poèmes chantés dans les tavernes sévillanes : « Sa main merveilleuse change la mort en jeu ».

Et Paco Ojeda ? Le retour dans les arènes nîmoises de la grande vedette des années 80 a été précédé d'un invraisemblable tintamarre médiatique. Sa prestation n'a pas été à la hauteur de l'événement annoncé. Peu importe. Car le torero de Sanlúcar-de-Barameda n'a plus rien à prouver, sinon pour les trésoriers des pizzas. On gardera donc le souvenir du formidable matador qu'il a été au cours de ces dernières saisons où, prince des arènes des deux côtés des Pyrénées, il n'avait à ses côtés que des pages habillées aux aussi en habits de lumière. Un torero d'époque qui se révéla, le 24 septembre 1982, dans la cité des Antonins. Sous la pluie et devant une poignée d'aficionados, Paco Ojeda, sans presse ni télévision, montra avec élégance comment on domine un taureau vicieux et dangereux du comte de la Maza.

JEAN PERRIN

Un éleveur français de taureaux de combat à l'Exposition universelle de Séville. - L'éleveur français de taureaux de combat, Hubert Yonnet, vient d'être invité à participer aux corridos organisés en 1992 à l'occasion de l'Exposition universelle de Séville. Responsable des arènes d'Arles, Hubert Yonnet, héritier d'une des plus vieilles dynasties camarguaises, possède aujourd'hui près de deux cents taureaux et de nombreux chevaux répartis sur environ deux mille hectares autour de son mas, « La Belugo », où il pratique une sélection rigoureuse de ses fauves d'origine ibérique. Hubert Yonnet avait déjà été le premier éleveur français à présenter ses bêtes au-delà des Pyrénées. C'était en 1979 à Barcelone. Il est aujourd'hui le chef de file d'une quinzaine d'éleveurs dont François André, Lucien Tardien, Henri Laurent et Aimé Gallon qui, avec plus ou moins de bonheur, tentent d'animer les arènes du pays de Mistral.

La machine à musiques

Devant la scène, une dizaine de musiciens du jeune steel-band de Trinidad dansent, hilares et incrédules. Sur scène, une douzaine de Japonais en complet saumon jouent un ska que l'on croirait réécrit par Nino Rota ; ils se sont baptisés Tokyo Ska Paradise (1). C'est le vendredi d'avant la Pentecôte, la feria de musique de rue a entamé son mouvement, qui s'apparente à celui du shaker et qui ne s'arrêtera qu'au bout de la nuit du lundi. Les ingrédients, choisis dans la sphère hispano-tropicale des musiques du monde, se mélangent, se rejettent, désignent les uns sur les autres et surtout sur le public.

Chaque année depuis 1985, la feria de musique de rue de Nîmes fournit la bande sonore de la feria tauro-machique. Née du refus des dérivés éthyliques qui gâchent nombre de ferias du Sud-Ouest, ce festival gratuit est aussi une opération d'urbanisme musical éphémère à l'intention des centaines de milliers de passants, Nîmois et touristes, qui passent par la ville à chaque Pentecôte.

Carnaval sauvage

La feria et la musique de rue font de toute façon bon ménage, les cuivres des bandes, le flamenco n'ont jamais été loin. Dans les bodegas, on a toujours écouté de la musique, ne serait-ce que sur un magnétophone à cassette (et cette année, les Doors avaient supplanté les Gipsy Kings). La nécessité de donner à la musique une importance proportionnelle à la taille de la foule est donc apparue à l'équipe d'animateurs emmenée par Bernard Souroque.

Les jardins de la Fontaine, dessinés par Le Nôtre, ont été investis, avec une grande scène et un club en plein air baptisé Tropiques, en hommage au cabaret de la Havane. Chaque année défilent une quinzaine d'artistes et de groupes, habitués de ce genre de programmation, (cette année, le blues-

man Otis Grand, vieux routier des scènes européennes, ou José Boacó, musiciens rares (Arrow, qui a laissé deux nuits de suite le public à genoux en lui apprenant le vrai sens du mot soca) ou inédits, comme le Tokyo Ska Paradise.

Pendant ce temps, dans les rues circulent des troupes de carnaval ou de théâtre de rue, des fanfares. La Royal de Luxe a joué ici en 1985. Cette année, Akyo a exploré les boulevards. La troupe de Pointe-à-Pitre, gardienne de l'idée d'un carnaval sauvage, féroce et gai, se déguise avec des lambeaux de tissus ou des feuilles de bananiers échoués, fait claquer de gros fous à bœufs dans les pieds des badauds et ne craint pas de venir piquer le public d'un concert si l'envie lui en vient.

Comme le festival est gratuit, ses programmeurs peuvent prendre des risques. Dans tous les sens, de l'audace au conformisme, jusqu'à offrir cette année à Kaoma l'occasion de se refaire une virginité dans un des hauts lieux de la world music en France. Mais les créateurs de la lambada ne sont pas seulement affligés du péché originel qui entoure la naissance de l'art : ils ont aussi à leur charge les mérites individuels de musiciens qui composent le groupe, la rigueur de la mise en scène et la faiblesse des compositions empêchent toujours Kaoma d'être mieux qu'une attraction de muséo-hall. C'était le côté ombre. Côté soleil, il y eut le triomphe d'Arrow, celui des sculptures animées de Peter Minshall, dansant dans la foule des jardins de la Fontaine comme sur la Savane de Port-of-Spain. Et l'étonnement toujours renouvelé de voir des milliers de personnes danser sur des musiques dont elles ignorent l'existence avant que les musiciens ne montent sur scène.

THOMAS SOTINEL

(1) Le Tokyo Ska Paradise sera joué 23 mai, à 21 heures, au New-Morning, 10, rue des Petites-Ecuries, Paris 10.

Le phénomène Chamaco

Chamaco n'est pas encore matador de toros en titre qu'un livre, déjà, lui est consacré. Phénomène symptomatique de la rupture, relativement récente, de la tauromachie dans le monde moderne de la sur-médiatisation ; mais symptomatique aussi du choc qu'a causé dans une partie du monde l'arrivée de celui qui est, précisément, parfois qualifié de « phénomène » pour son courage, son opiniâtreté, son « métier » précoce. Même si le novillero andalou ne fait pas l'unanimité, même si ses prestations sont inégales, l'auteur n'hésite pas à écrire que « Chamaco semble destiné à une gloire hors du commun ».

Il est vrai qu'il s'agit moins d'un livre que d'une célébration

de Chamaco et des siens - son père a aussi été torero, sous le même surnom, et a eu son heure de gloire - avec photos de famille à l'appui, sans l'esquisse du moindre recul critique par rapport à un univers marqué par l'odeur forte du toro, mais aussi par celle, non moins forte, de l'argent. Si Chamaco devient le torero génial que pressentent certains, ce livre aura été un coup d'anticipation bien senti. Si le garçon ne tient pas ses promesses, ce ne sera rien qu'un opportun coup de « pub ».

J.-L. A.

Chamaco. Au nom du père et du fils. Texte Christophe Cachera, photographies Robert Ricci. Editions Plume, 1991, 199 F.

ÉDUCATION

Réunis en congrès à Bourges

Les parents d'élèves de la FCPE envisagent un plan de redressement financier

Pour résoudre la situation financière catastrophique (le Monde du 21 mai) qui place au bord de la faillite la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), dont le congrès national s'est achevé lundi 21 mai à Bourges, les délégués ont décidé de lancer « dans les plus brefs délais » un audit financier afin d'établir un plan de redressement.

BOURGES

de notre envoyé spécial

Le débat d'idées n'aura finalement duré que l'espace d'un matin. Le temps d'une mise en garde lancée par le président de la FCPE, M. Jean-Pierre Mailles, contre les premières prises de position de M^{me} Edith Cresson en faveur de l'apprentissage. « La voie de l'apprentissage, a-t-il lancé, n'est pas une solution novatrice ni progressiste ».

Décidés à « se battre pour les 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac », les parents d'élèves ont avant tout été mis en demeure de surmonter leurs contradictions internes : votes contre le quitus financier et absence de majorité absolue pour le rapport d'activité d'une part et élection au conseil d'administration de membres favorables à l'actuelle direction d'autre part.

Car le « congrès du trou », comme le qualifiaient déjà certains parents, n'a pas seulement fait apparaître les 9 millions de francs de pertes de l'association FCPE-

Solidarité, organisme collecteur de l'assurance scolaire « dissidente » de la MAE, et jaugé l'endettement total de la FCPE à 16 millions de francs. Il a clairement concrétisé le malaise qui règne sur les bancs parentaux et ceux de l'équipe dirigeante, taraudée par les enjeux de pouvoir, faisant exploser, devant l'urgence financière, les olivages politiques traditionnels (PS, PC).

Retour de bâton

Congrès de l'absurde, Bourges aura refusé une augmentation de la cotisation nationale... déjà imprimée sur les bulletins d'inscription, et poussé la fédération à grever un peu plus son budget en l'obligeant statutairement à tenir un congrès extraordinaire (coût : 300 000 F) pour voter un emprunt de plusieurs millions. Pour la majorité des délégués, peu habitués à mesurer le prix de la démocratie et des échecs, c'est un tournant dans l'histoire de la FCPE. Il a surtout concrétisé l'échec de la tentative de la principale organisation de parents d'élèves de sortir du giron enseignant, en se rapprochant de la Ligue de l'enseignement.

A l'issue du congrès, la peur du « retour de bâton sur le terrain » grandissait. Avec cinq cent mille adhérents, la FCPE a déjà vu depuis dix ans diminuer de moitié le nombre de ses membres. Logiquement, le nouveau conseil d'administration qui se réunira le 1^{er} juin prochain devrait tirer les conclusions d'une activité jugée, par de nombreux militants, trop suiviste à l'égard du gouvernement.

JEAN-MICHEL DUMAY

POINT DE VUE

Il est temps de réconcilier les Français avec leur justice

par Jacques Chirac

Les états-généraux de l'opposition consacrés à la justice se tiendront mercredi matin 22 mai sous un chapiteau installé quasi Branly près de la Tour Eiffel à Paris. M. Chirac, président du RPR, expose ci-dessous sa conception d'une réforme de l'organisation judiciaire, qui pourrait faire l'objet d'un référendum.

L'absence de la justice n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, l'Etat a laissé se déliter cette institution essentielle. La magistrature n'a pas la place qu'elle mérite. Mais cette crise s'est aggravée dans la période récente. Une pénurie criante de moyens conduit l'institution à la paralysie.

Les justiciables réagissent par l'exaspération ou le scepticisme. Les Français s'inquiètent du décalage entre les proclamations officielles sur « l'indépendance du juge » et une réalité partielle évidente. Que dire de l'effet déstabilisateur d'amnisties en série, de poursuites pénales sélectives, de dessaisissements brutaux de magistrats ?

Une telle dégradation est profondément malsaine. Il est temps de réconcilier les Français avec leur justice. Pour y parvenir nous devons réaffirmer le rôle du juge et rétablir la confiance des Français dans leur justice. Dans toute démocratie, le juge a une fonction éminente. Sa mission est de trancher les conflits quand les solutions de conciliation ont échoué. Il n'est surtout pas le médiateur social que les doctrinaires socialistes cherchent à imposer. La justice ne s'assimile pas à un simple service social. C'est

une institution irréductible. Ne la banalisons pas.

Dans une société de liberté, le recul de l'étatisme ne doit pas engendrer un vide mais un progrès du droit. La fonction de « dire le droit », la fonction de juger, doit être le mode normal de résolution des conflits. Arbitre, le juge garantit aussi notre protection. La « sûreté » selon la déclaration de 1789, la sécurité des personnes et des biens est le premier des droits de l'homme. C'est sur le juge que repose la justice pénale, condition essentielle de la sécurité. Aidons-le à assumer cette mission.

Egalité, efficacité, indépendance

Le juge est enfin le garant des valeurs républicaines. Le respect de ces valeurs se confond certes avec celui dû à la loi. Il importe donc que les lois cessent de connaître l'érosion, la dévalorisation à laquelle on assiste. C'est particulièrement vrai pour la loi pénale. Loi de liberté par excellence, elle devrait avoir un statut exigeant, sur le modèle, par exemple, des lois organiques, ce qui la dégageait de l'avis des majorités politiques du moment. Elle exprimerait alors une norme juridique haute, générale et incontestable.

A ce juge le citoyen ne redonnera sa confiance que si la justice est égale pour tous, facilement accessible, efficace, indépendante.

La justice doit être égale pour tous. Dans une démocratie digne de ce nom, le respect des valeurs civiques s'impose à tous. Les Français ont été très choqués par certaines différences de traitement récentes

face à la justice. Je le dis avec force : nul ne doit plus bénéficier d'immunités ou de protections politiques particulières. L'idée de justice « à deux vitesses » est détestable.

La justice doit être facilement accessible. N'oublions pas que le recours au juge est souvent la dernière chance offerte aux plus faibles, aux plus démunis, de faire reconnaître leur dignité d'homme et leurs droits. C'est dire que la justice doit tendre à plus de transparence, plus de clarté dans son langage et ses procédures. Il importe surtout que son coût n'interdisse jamais à personne l'accès au droit et, quand c'est nécessaire, au prétoire.

La justice doit être efficace. La nation doit consentir un effort budgétaire pour la moderniser et lui fournir les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

La justice enfin doit être indépendante. C'est une exigence qui ne pourra être réalisée que par de profonds changements dans les mentalités et dans les textes et qui pourraient être sanctionnés par un référendum. Je songe aux modifications à introduire dans la désignation, la composition et les attributions du Conseil supérieur de la magistrature. Je songe au rôle du ministère public et à ses rapports avec le ministre de la justice. Ministre de la loi et de la politique judiciaire, le garde des sceaux ne devrait plus disposer d'un pouvoir sans limite sur les poursuites pénales.

Voilà quelques orientations pour que la justice, rendue « au nom du peuple français », lui soit enfin restituée. Nos concitoyens n'entendent pas s'accommoder plus longtemps de la situation actuelle. La France a

besoin d'une justice libérée, sereine, digne d'une grande démocratie. Dans ce domaine plus que dans tout autre, le peuple doit pouvoir faire entendre sa voix. On ne respecte pas la souveraineté populaire sans respect absolu de l'Etat de droit. En définitive, c'est bien du respect de la République qu'il s'agit.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant

directeur de la publication

Bruno Finet

directeur de la rédaction

Jacques Guiz

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaric

Jean-Marie Colombani

Robert Sol

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Feraud

Philippe Herremans

Jacques Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUET

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-55-25-26

Télécopieur : 40-55-25-28

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY

94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-26

Télécopieur : 40-85-30-10

سكس من الفصل

صدا من الامل

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Un forum des communautés chrétiennes à Strasbourg

« Katholikentag » à la française

A l'initiative de l'Union des œuvres catholiques de France (UOCF), plus de deux mille personnes ont participé, du samedi 18 au lundi 20 mai à Strasbourg, au Forum des communautés chrétiennes, sur le thème « Dire Dieu demain ».

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Les catholiques français rêvent des *Katholikentag* allemands, à la fois meetings de masse et lieux de célébration et de libre expression. Ils reprochent à la hiérarchie de monopoliser la parole, et les plus âgés ont la nostalgie des rassemblements d'antan — conférences des intellectuels catholiques, Semaines sociales, congrès de l'Union des œuvres — où s'élaborent des prises de position collectives sur l'Eglise et sur la société.

Sans atteindre, loin s'en faut, l'ampleur des *Kirchenversammlungen* ou du meeting annuel de Communion et Libération, à Rimini (Italie), des lieux de débat renaissent dans le catholicisme français. Le coup de fouet est venu des synodes diocésains, qui ont inauguré de nouvelles pratiques délibératives, associant le clergé et le laïc. A ce progrès de la démocratie, qui introduit une nouvelle manière de légiférer dans l'Eglise, s'ajoute la relance de rassemblements comme les Semaines sociales ou le Forum des communautés chrétiennes, dont la troisième édition, qui a eu lieu à Strasbourg, après celles de Lyon (1984) et de Montpellier (1988), a été la plus nombreuse et la plus convaincante.

Par la diversité des deux mille participants, d'abord, évêques

(notamment Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale), théologiens, militants et paroissiens de base qui se sont exprimés d'égal à égal. De telles plates-formes où se rencontrent des mouvements d'action catholique et des communautés charismatiques, des animateurs de liturgie et des militants du quart-monde, des ONG caritatives (comme le CCFD et le Secours catholique) et des groupuscules contestataires comme Golias ou David et Jonathan (pour les chrétiens homosexuels) sont encore exceptionnelles.

Paroles de femmes

Des femmes notamment, comme France Quéré, théologienne protestante et membre du Comité national d'éthique, Hanna-Renate Laurien, présidente de la Chambre des députés de Berlin, Jeanne Machereel, secrétaire générale du synode de Grenoble, ont exprimé leur difficulté à se frayer un chemin de responsables dans les Eglises — « une situation objective parfaitement normale », dit Jeanne Machereel, — regrettant les « distances négatives » entre prêtres, évêques, laïcs et la situation d'exclusion des divorcés-remariés.

Les critiques ont fusé dans les débats sur la morale, qui divisent aussi la conscience catholique. Le Père Valadier a souligné « le risque d'une appropriation sectaire de la vérité » par le magistère officiel de l'Eglise. « En matière de morale, il n'y a pas un, mais des magistères », a souligné l'ancien responsable jésuite des *Etudes*.

« Dire Dieu » : le thème choisi par

ce forum strasbourgeois correspondait bien à la réaffirmation du fait religieux dans le monde et à la société française. Il se déclinait à travers une pédagogie de débat, originale mais équilibrée et complexe, dans les domaines les plus divers : Dieu est-il compatible avec le progrès des sciences ? Faut-il l'« innocenter » de la souffrance humaine ou des différentes situations d'exclusion ? Quelle est sa place dans l'entreprise, dans les médias ?

Dans la tradition juive « on ne dit pas Dieu. Dieu se dit », a rectifié pour sa part le Père Jean Dujardin, délégué de l'épiscopat français pour les relations avec le judaïsme. Malgré sa présence et celle de responsables des Eglises protestantes d'Alsace, comme les pasteurs Hoefel pour les luthériens et Pfeiffer pour les réformés, on regrettera que cette dimension interconfessionnelle du thème « Dire Dieu » n'ait pas été davantage explorée. Et, comme si la meilleure façon de gérer la diversité dans l'Eglise catholique était de rester dans les généralités, on sera aussi déçu par la relative platitude des propositions finales de ce forum de Strasbourg.

La sous-représentation des jeunes générations, notamment de la « classe creuse » des vingt-cinq-quarante ans, a pesé sur son déroulement. L'Eglise de France sort peu à peu de sa crise intellectuelle et de sa crise institutionnelle, puisque ses divers courants acceptent de se rencontrer. Mais de telles rencontres ressemblent encore à de méritoires tentatives de réanimation plus qu'à un traitement de choc dont on voit mal d'où il pourrait venir.

HENRI TINCO

Deux pèlerinages concurrents

Le cardinal Mayer accueille des traditionalistes à la cathédrale de Chartres

Les traditionalistes orphelins de Mgr Lefebvre, décédé le 25 mars dernier, ont accompli, une fois de plus dans la division, leurs pèlerinages de Pentecôte. Comme en 1990, un chapelet-croisé a eu lieu sur la route de Chartres à Paris. Du samedi 18 au lundi 20 mai, environ six mille intégristes, ceux qui ont suivi Mgr Lefebvre dans le schisme de 1988, ont marché de Chartres à la basilique du Sacré-Cœur, à Paris, devant laquelle ils ont assisté à une messe en latin. Les organisateurs de ce pèlerinage de la tradition ont dénoncé « la pornographie, la littérature pour enfants remplie à 80 % de sexe, la drogue, l'avortement, la contraception et l'homosexualité glorieuse avec son corollaire, le sida ».

Quant au pèlerinage concurrent, dit « de chrétienté », à l'initiative du Centre Henri-et-André-Charrier, groupement de personnalités d'extrême droite comme M. Bernard Antony, député européen du Front national, il a conduit en sens inverse, de Notre-Dame de Paris à la cathédrale de Chartres, environ huit mille fidèles traditionalistes, parmi ceux qui ont rompu avec Mgr Lefebvre.

Pour la première fois cette année, l'évêque de Chartres les a accueillis dans sa cathédrale. « Il n'est de catholiques qu'unis autour de leur évêque et d'évêques catholiques qu'unis autour du pape », a pris soin de souligner Mgr Jacques Perrier. De même, et aussi pour la première fois, un cardinal de la curie romaine, Mgr Augustin Mayer, a célébré dans la cathédrale de Chartres une messe en latin — selon le rite de saint Pie V — qui, lundi de Pentecôte, a conclu ce pèlerinage. Le cardinal Mayer préside à Rome la commission *Ecclesia Dei*, créée par



Jean-Paul II le 9 juillet 1988, au lendemain du schisme, dans un but de réconciliation. Aux partisans de Mgr Lefebvre, l'invitation d'une haute personnalité du Vatican à ce pèlerinage de Chartres apparaît comme une nouvelle preuve de trahison des fidèles anciennement hostiles à Rome. Pour les catholiques conciliaires, elle représente un nouveau compromis avec un public qui, depuis Vatican II (1962-1965), n'a cessé de harceler l'Eglise de critiques quant à son modernisme et son ouverture au monde. Dans son homélie, le représentant du Vatican a évoqué « le danger pour les petits groupes de se replier et de préférer la petite chapelle à la grande Eglise ». Et il a invité son auditoire à « la communion fraternelle autour du successeur de Pierre et des pasteurs de [son] Eglise ».

FAITS DIVERS

Un toxicomane de Périgueux dénoncé par son père

« Je ne voulais pas aller à son enterrement »

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

A la fin du mois d'avril, cinq jeunes gens étaient écroués et placés sous mandat de dépôt par M. Michel Dutrus, juge d'instruction à Périgueux. On leur reproche d'être les principaux responsables d'un réseau qui alimentait le milieu toxicomane périgourdin en drogue dure. Pour ce faire, ils effectuaient de fréquents voyages en train à Amsterdam où ils achetaient notamment de l'héroïne. Au retour, ils trompaient la vigilance des douanes en ingurgitant les stupéfiants qu'ils avaient préalablement conditionnés dans des préservatifs.

Cette filière locale a pu être démantelée grâce au témoignage du père d'un des toxicomanes actuellement incarcéré. Voyant son fils se détruire sous ses yeux, il s'est résolu à dire ce qu'il savait au substitut du procureur de Périgueux, M^{re} Véronique Bérardi. Les premiers éléments qu'il a pu fournir ont permis l'ouverture d'une information judiciaire et donner le fil directeur aux gendarmes de la brigade des recherches. L'homme

qui a « dénoncé » son enfant explique sa décision par ces quelques mots : « Je ne voulais pas aller à son enterrement ! » Plutôt que de courir le risque de le voir décéder d'une overdose, il a préféré le faire anéantir.

En état de manque, le jeune homme avait été hospitalisé à la suite d'une crise plus violente que les précédentes. Mais, quelques heures plus tard, après qu'on lui eut administré des calmants, il avait quitté sa chambre en signant une décharge à l'internat de service.

« En agissant de la sorte, affirme le père de famille, je voudrais sensibiliser l'opinion. A l'heure actuelle, il n'existe aucun texte de loi autorisant l'hospitalisation d'office des toxicomanes. Imaginez le désarroi de parents confrontés à la déchéance de leurs enfants. Je crois aussi que dans chaque département il faudrait créer un lieu d'accueil pour ceux qui ne savent pas à qui s'adresser, même si, au bout du compte, on retombe toujours sur la question : est-ce que je balance mon fils, ou ma fille ? »

DOMINIQUE RICHARD

Cinq morts dans les Alpes

Cinq personnes ont fait des chutes mortelles au cours du week-end de Pentecôte dans les Alpes, où le beau temps et la neige encore abondante attirent de nombreux randonneurs en haute montagne.

Le principal accident, lundi 20 mai, a coûté la vie à deux hommes et une femme qui venaient d'accomplir l'ascension du mont Blanc (Haute-Savoie). Lors de la descente par le versant italien, les trois alpinistes ont dévié et fait une chute d'environ 1 000 mètres. Les secouristes ont retrouvé leur corps à 3 700 mètres d'altitude, avant de les ramener à Courmayeur (Italie) en hélicoptère.

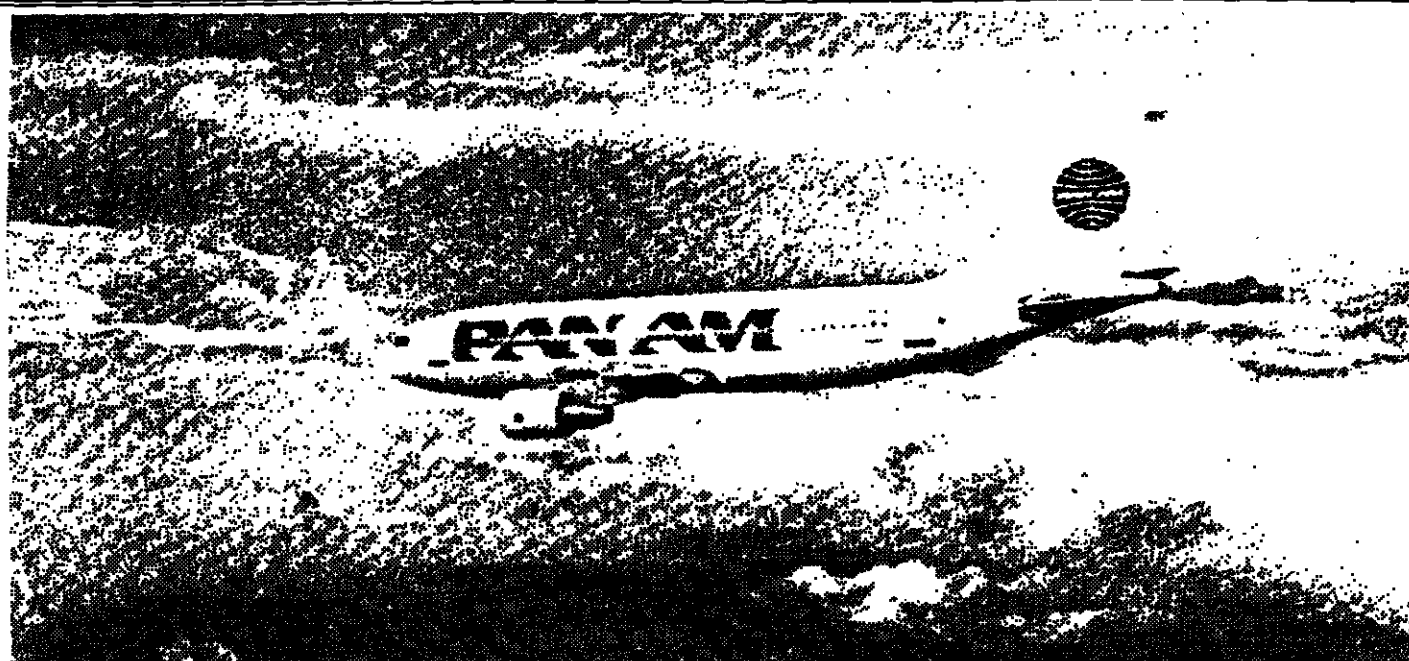
Le même jour, au-dessus de Saint-Gervais (Haute-Savoie), un randonneur est mort, entraîné dans une pente par la rupture d'une corniche. La chute a provoqué une avalanche, et son corps a été retrouvé au fond d'une crevasse.

Dimanche 19 mai, un skieur parisien avait fait une chute mortelle de plus de 50 mètres dans le massif du Queyras (Haute-Alpes).

Une seconde manifestation de policiers le 22 mai à Paris. — Cinq syndicats policiers ont appelé, mercredi 15 mai, à un défilé le 22 mai à Paris, mais sans se joindre à la manifestation déjà annoncée à cette date par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue (*Le Monde* du 16 mai). L'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % des voix aux élections dans la police en tenue), FO-police (5 %), ainsi que la CGT, la CFTC et la CGC-police, défilèrent jusqu'au Palais des congrès de la porte Maillot où se tiendra une réunion. Les cinq syndicats réclament une augmentation du pouvoir d'achat des policiers et attendent une réforme générale de la police « qui ne vient pas et pour laquelle il n'y a pas de moyens financiers ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les Etats-Unis que PAN AM, et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 6 plaques tournantes américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les Etats-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux Etats-Unis.

De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les Etats-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10 quotidien	J.F.K. New-York 15h05
11h00 Lu-Me-Ve-Sa-Di	13h20
Paris* 12h05 Ve-Sa-Di	Miami 15h40
Nice* 12h15 Lu-Ma-Je-Sa	J.F.K. New-York 15h10

* fréquence accrue à partir du 1^{er} Juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class* : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais « coincé » au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils Sleeperette : des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45 45 ou votre agent de voyage.

PAN AM
Mieux que Jamais

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie, Palais de Justice PARIS, le JEUDI 30 MAI 1991, à 14 h 30.
LOGEMENT à PARIS (18^e)
 4, cité de la Chapelle, 10^e étage de l'escalier A, 1 pièce, cuisine, salle de bain, W.C., loggia, au 1^{er} étage du plan. MISE A PRIX : 15 000 F. S'adresser : M^{re} R. MERMET, avocat à PARIS (8^e), 18, rue de Lisbonne, tél. : 49-80-01-85 ; M^{re} TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or, tél. : 49-80-01-85.

Vente sur saisie, Pal. Just. CRÉTEIL (94), JEUDI 30 MAI 1991, à 9 h 30.
APPARTEMENT au PLESSIS-TRÉVISE (94420)
 94-96 et 98, av. de la Maréchale, et 13-14-15-16, av. G. Fournier, Type F 4, au 3^e étage droite, 4 pièces principales, cave au sous-sol, et box.
M. à P. : 100 000 F S'adr. à M^{re} TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or, tél. : 49-80-01-85.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 6 JUIN 1991, à 14 h 30.
APPARTEMENT 3 P.P. - 3, RUE GANNERON à PARIS (18^e), au 2^e étage, et une CAVE
M. à P. : 250 000 F S'adr. à M^{re} Patrick VIDAL DE VERNEUX, Guy BOUDRIOT, avocats à PARIS (8^e), 55, bd. Malesherbes, tél. : 45-23-04-36. S. place pr. vis., le 4 JUIN 1991, de 12 h à 13 h.

Vente sur saisie au Palais de Just. de CRÉTEIL, le JEUDI 30 MAI 1991, à 9 h 30.
APPARTEMENT DE 2 PIÈCES
 principales au 1^{er} étage, 2 réserves au rez-de-chaussée, 2 caves.
IVRY-SUR-SEINE (94)
 64, rue Marceau
MISE A PRIX : 731 500 F
 S'adr. à la S.C.P. Albert COHEN, Shmouel HERSKOVICH et Marie-Dominique HYEST, avocats, 1, place Charles-Stéphen, 91160 LONGJumeau, tél. : 64-48-28-28, et 32, rue des Mèches, 94000 CRÉTEIL, tél. : 48-99-65-00.

SERVICE DES DOMAINES
 ADJUDICATION le MERCREDI 5 JUIN 1991, 14 h 30, à CAHORS, Préfecture du LOT, ci-dessous.
MAISONS - TERRAINS
 Situés dans diverses communes du département du LOT, en 16 lots.
MISE A PRIX : 800 F à 200 000 F
 RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES : Direction des Services fiscaux du Lot, 83, rue Victor-Hugo, 46000 CAHORS CEDEX, tél. : 65-22-66-66, poste 524.
 DÉTAIL DES VENTES DES DOMAINES : 100 à Abomeu 130 F par an. Entrée : S.C.P. 17, rue Schœ, 75436 PARIS CEDEX 09 ou tél. : 42-66-93-46, poste 204. MINITEL 3615 code IVP.

Cab. de M^{re} Jean-Marie GAZEL, avocat à la Cour, ancien avocat, 7, rue Manuel, 13100 AIX-EN-PROVENCE, tél. : 42-38-20-21.
 Vente aux enchères publiques au Tribunal de grande instance d'AIX-EN-PROVENCE, 40, boulevard Carnot, le LUNDI 3 JUIN 1991, à 9 heures.
CENTRE DE VACANCES au cœur du QUEYRAS
 compr. vaste bât. de 3 étages sur r. de ch. et sous-sol avec annexes (réfectoire et remise), cad. sect. AD n° 402 lot n° 1, 100 m², pour un cont. de 72 m² en 5 lots au hameau de VILLE-VIEILLE.
Cne de CHATEAU VILLE-VIEILLE (Hautes-Alpes)
LIBRE DE TOUTE OCCUPATION - M. à P. : 700 000 F
 avec faculté de baisse de mise à prix d'un quart puis du tiers.
 Frais de poursuites de vente payables en sus. - Signé : Jean-Marie GAZEL.

Vente sur licitation, au Palais de Justice d'EVRY (91) le MERCREDI 5 JUIN 1991, à 14 heures
 EN DEUX LOTS :
1^{er} LOT LOGEMENT à MONTROUGE (92)
 au 5^e étage, porte face : entrée, une pièce, cuisine, W.C., douches.
MISE A PRIX : 150 000 F
2^e LOT VILLA à SAINT-GERVASY (GARD)
 2, quartier Saint-André
 Rez-de-chaussée : porche sous terrasse, hall, cuisine, chambre, salle de jeux, cave, garage - 1^{er} étage : hall, cuisine, séjour, 4 chambres, buanderie, W.C., salle de bains, balcon, terrasse couverte - escalier extérieur sur terrain de 2 929 m² et UNE PARCELLE DE TERRAIN de 731 m², quartier Saint-André avec un hangar et un atelier.
MISE A PRIX : 700 000 F
 S'adresser à Maître Jean-Michel PRADALLE, avocat à MENECY (Essonnes), 2, rue de Milly - Tél. : 64-57-02-44

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 3 JUIN 1991, à 14 h.
 EN UN SEUL LOT :
APPARTEMENT DE 4 PIÈCES
 principales, entrée, cuisine, salle de bains avec W.C., loggia, au 8^e étage du bâtiment A, à droite en arrivant par l'escalier 1 en face.
CAVE - PARKING AU SOUS-SOL
 dans un ensemble immobilier sis à
PARIS (11^e), 55 à 59, boulevard de Charonne
MISE A PRIX : 850 000 F
 S'adresser à M^{re} SAULNIER-ARRIGHI, avocat à PARIS (8^e), 92, rue de Miromesnil, tél. : 45-62-17-67 ; M^{re} Roger J. CEVEAER, avocat à PARIS (7^e), 13, boul. Raspail ; la S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU, BOTTILLER-COUSSEAU, avocats à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon. Sur les lieux pour visiter, le JEUDI 30 MAI 1991, de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 JUIN 1991, à 14 h 30
 EN DEUX LOTS :
1^{er} LOT UN APPARTEMENT de 2 PIÈCES
 entrée, kitchenette, salle de bains avec W.C., (lot n° 10 du plan)
2^e LOT UN APPARTEMENT de 2 PIÈCES
 entrée, kitchenette, salle de bains avec W.C., (lot n° 2 du plan)
MISE A PRIX : 148 500 F
 dans un ensemble immobilier dénommé « LES FRUITS D'OR »
NICE (Alpes-Maritimes)
 8 à 12, rue Dominique-Paoli
 S'adresser à Maître Gisèle ALALOF, avocat à PARIS (6^e), 97, rue de Rennes, Tél. : 42-22-66-20 - Maître Yves TOURAILLÉ, ancien avocat, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Clichy - Tél. : 48-74-43-81 - Maître Lella BELHASSEN, mandataire liquidateur à PARIS, 144, rue de Rivoli.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
 Mai 1991
SPÉCIAL EXAMENS
LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE
 Indispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

Au Bangladesh, les rescapés du quotidien

Suite de la première page

Il pêche sans état d'âme en cet endroit boueux. Au Bangladesh, il n'y a pas beaucoup de place. Et surtout pas pour la sensibilité.

Le cyclone du 30 avril a fait deux cents morts dans ce village de Gomtoli, 138 000 pour l'ensemble du pays et il est né presque autant d'enfants qu'il y a eu de victimes, et on peut ajouter celles qui font encore tous les jours les inondations dans le nord du pays (1). Tout est relatif au Bangladesh. Un homme est riche lorsqu'il porte une chemise sans estafilade et un parapluie qui le protège du soleil et de la pluie. Il est « très, très riche » s'il possède l'une des 30 000 voitures que se partagent - on devine comment - les 110 millions d'habitants du pays. Vus de Gomtoli, les hommes d'affaires qui garantissent les après-midi leurs Mercedes décapotables devant le golfe de Dacca sont hors catégorie.

Les autres, l'immense majorité des autres, les sans-terre, ni chemise, ni rien, ont reconstruit leurs toits de paille tressée, mais la pluie passe à travers et les enfants grelottent. Les plus jeunes n'ont rien sur le dos. Seulement un lacet noué autour de la taille et censé les protéger contre les mauvais esprits qui donnent la dysenterie. La petite carcasse ridée qui dort là, dans un berceau démesuré, est un bébé. Un garçon de 2 kilos, né la nuit du cyclone quand la Lune était pleine. Ceux-là sont, une fois de plus, les survivants d'une catastrophe chronique. Des rescapés du quotidien. Des intouchables, même si le système des castes, de ce côté-ci de la frontière indienne, n'a plus cours.

Éternels affamés

La loi des grands nombres au Bangladesh oblige à un certain cynisme. Hier, le cyclone rejetait pêle-mêle les corps émaciés noircis des hommes et des bêtes. Aujourd'hui, les enfants et les adultes se baignent dans la même eau. Mais les premiers ont un jouet, un morceau de bambou dont ils font une bouée. Dans un an ou deux, on les croiera sur le bord des routes, englués sous d'énormes fagots, ou sur les trottoirs des villes, endormis sur un rebord de caniveau ; on les verra se jeter sur les bas-côtés au passage des voitures car, tout petits qu'ils soient, ils ont déjà appris à ne rien attendre de personne, et surtout pas de cadeaux.

On les verra, ces enfants, pédaler sur un *rickshaw* enluminé, comme celui-ci qui tire trois messieurs en longue chemise blanche, riches mais pas encore assez pour s'offrir un cyclo-poussette particulier. Le gamin est épuisé, il s'est arrêté au milieu d'une côte. Il se fait rester plus qu'à mettre pied sur terre à pousser le chargement jusqu'au sommet. Les clients ne descendront pas. Les clients ont payé 10 takas (2). Ainsi va le code de la route au Bangladesh. Qui possède 10 takas écarte qui n'en a que 3, et cela ne le dérange pas.

Qu'est-ce qu'un cyclone quand le saute-qui-peut est à tout moment généralisé ? Au Bangladesh, c'est simple, la population augmente plus vite que la production alimentaire. Il faut donc gratter chaque jour quelques takas, quelques gouttes d'essence, quelques médicaments qui finiront bien par constituer une boîte ou un bidon. Un travail de fourmi. Mais avoir du cœur est déjà un grand luxe. Hier, les Chemins de fer bangladais ont lancé un appel pour tenter d'« éradiquer l'épidémie du transport sans ticket ». Même les mots

disparaissent de l'anglais que parlent à toute allure les Bangladais, éternels affamés. Deux cents morts, donc, à Gomtoli, sur 400 habitants. La plupart des cases de bambou ont été balayées. Il reste une maison de bois d'un étage, propriété d'un cultivateur plus aisé et surtout plus avisé que les autres. Et aussi un cube de béton, laissé par une fondation qui a plié bagage après avoir désespéré du développement sur ce polder compliqué. L'endroit aurait fait un abri parfait si y avait subsisté l'escalier.

Les soldats de l'unité d'élite des Bangladesh Rifles dorment sous une tente saoudienne. Les femmes rient et montrent le palmier qui a sauvé leur vie. Il y avait bien un abri anticyclonique sur ce polder appelé 66/3, où vivent 10 000 personnes. Un « sous-abri » d'un étage construit après la catastrophe de 1970. Mais il aurait fallu traverser la rivière ou faire 10 kilomètres pour la contourner. Abdur Sukur, trente-sept ans, est mort dans sa maison. Il n'aurait pu en sortir un peu anglais. Il travaillait pour Caritas, une organisation qui a financé la construction de douze abris en 1988, mais Abdur Sukur, son père et son frère avaient peur que la tempête ne profite à quelques voleurs. Les opportunistes n'ont pas manqué, il est vrai, à Cox's-Bazar. Des appartements ont été dévalisés et, le matin, on n'a retrouvé qu'un bébé dauphin au rez-de-chaussée. Abdur Sukur laisse une femme de vingt ans et deux enfants. Mais, comme dit l'un de ses collègues, « Allah s'en occupe ».

Le village se parcourt au milieu des eaux, en marchant sur les digues. Sur chaque arpent tant soit peu surélevé, on a reconstruit les toits de bambou, et quelques terrains forment encore des îles. On a commencé à vider les mares salées sans attendre les huit pompes d'un débit de 50 mètres cubes par heure que le gouvernement français a été heureux d'offrir aux habitants du Bangladesh, pays où l'on en utilise de quatre fois plus performantes, d'ailleurs disponibles sur le marché. C'est ainsi, il y a toujours un décalage. Le Bangladesh est un pays de démesure. La géographie

Une espérance de vie de cinquante-six ans

Le Bangladesh comptait 102 millions d'habitants en 1986, 110 millions trois ans plus tard. 84 % d'entre eux sont des ruraux. L'espérance de vie à la naissance est de cinquante-six ans. La moitié de la population consomme moins de 2 122 calories par jour. Avec un revenu annuel par tête de 170 dollars (chiffre de 1988), le Bangladesh est l'avant-dernier pays dans le tableau de la pauvreté mondiale, devant l'Éthiopie.

Près de la moitié des quatre millions d'enfants qui naissent chaque année pèsent moins de 2,5 kilos ; huit cent mille d'entre eux ne dépassent pas cinq ans. En soixante-quinze ans, le taux de mortalité infantile n'a que très légèrement diminué, 3,6 % des habitants ont l'eau courante, 7 % l'électricité, 90 % n'ont pas de toilettes. 70 % sont illettrés et seulement 941 livres ont été publiés en 1988.

(Source : Bureau of Statistics.)

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
 ■ Une pédagogie adaptée à chacun
 ■ Des professeurs britanniques
 ■ Un enseignement dans nos propres écoles
 ■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
 ■ Hébergement en familles sélectionnées
 ■ Voyages accompagnés

OISE
 21 rue Théophraste
 Renaudin
 75015 PARIS
 Téléphone 01 45 33 12 02
 (1) 45 33 12 02
 Anglaise, Rimini, Leipzig
 OXFORD
 Tél. (0865) 749215

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

elle-même est atteinte par la précarité. Une secousse dans l'Himalaya, et une rivière bangladaise saute. Pour aller parfois se reposer à 15 kilomètres de son lit. Un polder est un endroit insaisissable, toujours en train de se noyer. Les bateaux-bus qui s'y rendent en attendant les vagues au ras des eaux sont chargés de pyramides humaines, elles-mêmes surchargées de pyramides de ballots. La boue à l'horizon est parfois réveillée d'un drapeau rouge. Une ferme signale qu'elle manque d'ale. Les crevettes et qu'elle est prête à en acheter. L'une de ces fermes est coopérative, dont on ne distingue à première vue même pas le contour.

Bakchich en béton

A Gomtoli, l'administration pakistanaise - elle aussi devait juger l'endroit un peu difficile - a rélogé, dans les années 50, les réfugiés musulmans chassés de Birmanie dix ans auparavant. Il se trouve encore quelques vieux du village pour raconter l'épopée : le camp de réfugiés à Rangpur, dans le nord du pays, au temps de l'empire des Indes. Puis le transfert sur cette terre, sans toutefois se voir attribuer d'officiels titres de propriété. Et la création, enfin, de quelque deux cents polders par le gouvernement bangladais, toujours à la poursuite d'une hypothétique autosuffisance alimentaire. Il y a eu alors une quasi-rue vers ces terres, submergées souvent, mais terres au moins le reste du temps alors que 60 % des Bangladais n'en possèdent pas. Aujourd'hui, un polder, fût-il un confetti de 1 400 hectares, comme le 66/3, est un objet de convoitise.

Il s'y livre même de très sombres bagarres qui empruntent à la féodalité et se règlent parfois au fusil. L'hiver, chacun récolte du sel sur son propre lopin. L'été, c'est plus compliqué. La culture de la crevette nécessite des terres plus vastes. Il faut se rassembler. Les regroupements s'effectuent aux enchères, selon un système qui favorise les gros propriétaires qui n'ont que très peu de parcelles à racheter. Ceux-là ont mis une ou deux générations pour en acquérir une dizaine. Ils ont accaparé les terres périphériques et, donc, le contrôle de lots. Gomtoli possède ainsi sa coopérative. Et, juste à côté, ses dissidents regroupés autour d'un seigneur, propriétaire de plusieurs élevages et d'un hôtel. Un héritier des Zamindars hindous dont le bureau est surplombé d'une carte du monde islamique. C'est un pieux musulman et un bon chef de clan.

Lorsqu'ils ont élaboré leur projet de développement de la culture de la crevette dans les régions de Cox's-Bazar et de Khulna, les experts de la Banque mondiale n'ont sans doute pas eu le temps de plonger dans la saga des polders. L'idée directrice du projet, quoi qu'il en soit, était intéressante. La crevette est le troisième produit d'exportation du pays après la coque et le jute. Or la productivité est l'une des plus faibles du monde. Il suffirait d'aider à rationaliser la production. De creuser des canaux, ce qui, accessoirement, démocratiserait l'accès à la culture des crevettes. Les fermiers obtiendraient des crédits pour monter leur propre élevage. Et, pour le volet social, on s'associerait à une organisation non gouvernementale

- Caritas - qui essaierait de limiter les inégalités.

Le programme a été lancé en 1986. La Banque mondiale a accordé un prêt de 36 millions de dollars au gouvernement bangladais. Cinq ans plus tard, le bilan est plutôt mitigé. Le cyclone, il est vrai, a gravement endommagé les digues. Et il a soufflé ce qui devait être l'unique écloserie des *tiger shrimps* - les crevettes préférées des Japonais - du Bangladesh réalisée par la société française d'ingénierie Aquaserve. Mais le cyclone malheureusement n'est pas responsable de tout.

Les canaux prévus n'ont pas été réalisés, ou seulement un ou deux. Sur le polder 66/4, les digues sont religieux, armés de bambous, se sont opposés au débarrasement des ouvriers. Ils préfèrent le sel et le riz de leurs ancêtres aux crevettes de la Banque mondiale. Pour creuser des canaux, il aurait fallu réunir quelques expropriations. Et un seul canal peut en nécessiter quatre cents. Surtout ne serait-ce que 1 mètre carré de terrain à un Bangladais est pratiquement impossible. Surtout quand celui-ci n'a qu'un faux titre de propriété ou un titre usurpé. Et qu'on lui fait miroiter une culture compliquée alors que le sel, lui, est accessible à tout le monde. Les canaux ne se sont pas faits mais, à Gomtoli, le fonds d'indemnisation des expropriés a tout de même été en partie dépensé. Les Indiens sont venus de Calcutta toucher leur part. Le fonctionnement qui les a prévus, alors que les communications marchent si mal, a dû récupérer un beau cadeau. Mais il serait diffamatoire d'avancer que ceci fut la cause de cela. Les tracés de canaux, pour clore ce chapitre, avaient été effectués à Dacca. Sans tenir compte donc des susceptibilités claniques sur les polders.

Les canaux manquent à l'appel, mais pas les portes. Les régulateurs d'eau, eux, ont été réalisés avec enthousiasme. Il est vrai qu'ils coûtent beaucoup plus cher et qu'ils sont en béton : deux espoirs de bakchich nettement plus rémunérateur pour les fonctionnaires et les entrepreneurs. Aucun crédit enfin n'a été débotté en cinq ans, bien que Caritas soit intervenue en faveur des petits fermiers et que les banquiers de la région aient suivi un séminaire motivant à Bangkok. Les « petites » continuent donc d'emprunter à quelques fâcheux au taux de 10 % à 15 % par mois. Quant à la productivité, qui devait être quintuplée, elle a augmenté surtout la première année.

Au bout du compte, le résultat le plus éloquent du développement à Gomtoli tient en un bel édifice de brique rouge. Il n'est pas encore achevé, mais il domine déjà les huttes, les bambous et les palmiers. Le cyclone l'a épargné. Ni une école, ni un abri, c'est une mosquée.

CORINE LESNES

(1) Environ 4 millions d'enfants naissent chaque année au Bangladesh, dont 500 000 ne survivent pas au-delà de la première année.

(2) 1 taka = 0,16 F.

INFORMATIQUE

La synthèse de l'info !

Collection Rapido des explications claires et concises pour éviter toute erreur, toute hésitation.

EXCEL 5.0 • QUATTRO PRO 3.0
 WORD 5.0 • PC TOOLS 6
 • WORKS 2 • MS-DOS 5.0...

AU TOTAL PLUS DE 20 OUVRAGES.

MICRO APPLICATION

EN VENTE À LA FNAC ET LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES TEL. (1) 47 70 32 44

سكنا من الامل

SCIENCES • MEDECINE

Crues sous contrôle

Victime de cyclones et d'inondations à répétition, le Bangladesh pourrait échapper à la logique des catastrophes grâce à la construction de digues le long du lit des fleuves. Un travail pour deux générations...

ENTRE cyclones et inondations, le Bangladesh n'a vraiment pas de chance. Les premiers, qui ont affecté le pays avec une fréquence de 1,5 par an entre 1977 et 1979, ont été particulièrement meurtriers en 1970 (des estimations varient de 300 000 à 800 000 morts) et les 29 et 30 avril derniers (des victimes sont probablement aussi nombreuses qu'en 1970). Les secondes ont aussi une ampleur quasi inégale : en 1988, par exemple, 90 000 kilomètres carrés de ce pays (qui en compte 144 000, soit un peu plus du quart des 550 000 du territoire français) ont été pendant plusieurs jours sous les eaux venant du Gange, du Brahmapoutre et de la Meghna.

Ces catastrophes récurrentes qui frappent un des pays les plus pauvres du monde sont amplifiées par diverses conditions naturelles au Bangladesh : régimes des pluies et des moussons, fleuves titaniques, pays « au ras de l'eau » surpluie, tectonique régionale, etc.

La mousson est le trait dominant du climat du Bangladesh. L'hiver, les vents soufflent du nord-est et n'apportent pas de pluie. L'été (de mai ou juin à octobre ou novembre), les vents viennent du sud-ouest et font tomber des pluies très abondantes sur le pays. Mais cette régularité n'est que théorique. La variabilité annuelle des précipitations est énorme. Il peut y avoir des pluies d'hiver et en été des périodes très sèches.

Le Bangladesh est très plat, littéralement au ras de la mer. Lorsque le Gange et le Brahmapoutre franchissent la frontière avec l'Inde, ils sont à l'altitude de 22,5 mètres et ils ont encore 400 ou 500 kilomètres à parcourir avant de se jeter dans le golfe du Bengale. Les hauts bassins des deux fleuves sont situés en grande partie dans l'Himalaya et, comme toujours, les reliefs qui reçoivent directement les vents chargés d'humidité sont beaucoup plus arrosés que leur avant-plaine. Cela explique les débits fantastiques de l'un et l'autre fleuves qui peuvent atteindre et même dépasser les 70 000 mètres cubes par seconde quand ils sont en crue. Par comparaison, le débit de la Seine en crue est de 2 500 mètres cubes par seconde.

En outre, le système himalayen « monte » de plusieurs millimètres par an. L'érosion est donc extraordinairement intense. Sans qu'il faille incriminer la déforestation de l'Himalaya (qui est beaucoup moins dramatique qu'on le pensait encore récemment),

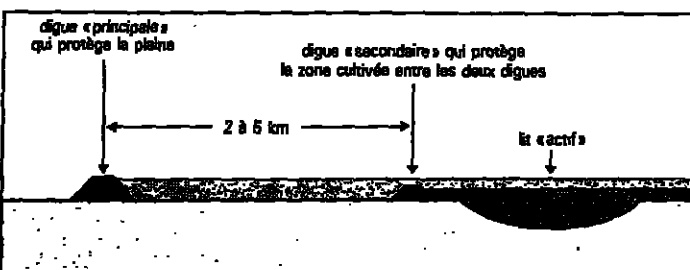
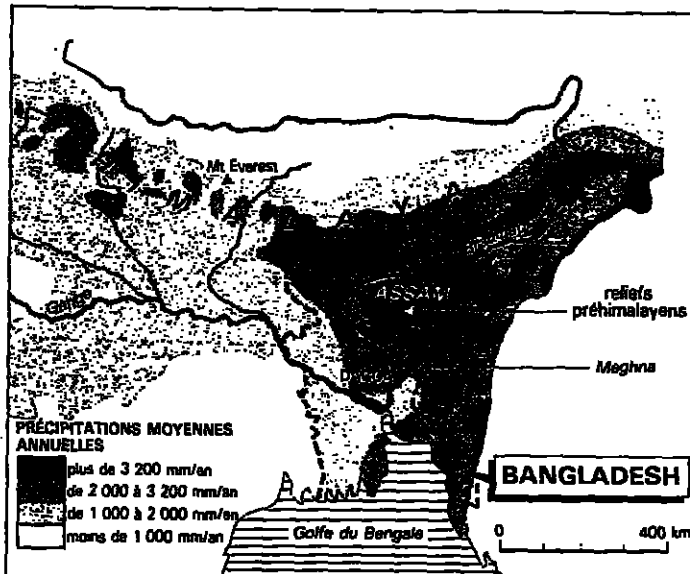
le Gange et le Brahmapoutre charrient donc d'énormes quantités de sédiments fins, sables, argiles ou silts (1) qui, au fil des temps, se sont accumulés sur des milliers de mètres d'épaisseur. C'est ce qu'expose clairement un article publié dans l'hédomadaire britannique *New Scientist* du 13 avril. Depuis quelques milliers d'années, les sédiments ont même été, au sens littéral du terme, le Bangladesh, c'est-à-dire le delta aujourd'hui commun aux deux fleuves. Ceux-ci, il n'y a pas si longtemps, se jetaient séparément (et beaucoup plus au nord que les côtes actuelles) dans le golfe du Bengale. On a calculé que 600 millions de mètres cubes de sédiments traversaient chaque année le Bangladesh.

Le rôle vital de l'eau

A la « montée » de l'Himalaya correspond une « descente » de la vallée indo-gangétique qui est très probable, même si on est encore incapable de la mesurer. De plus, le delta « descend » sûrement encore plus car il est voisin, tout à la fois, de l'Himalaya et de la plongée de la plaque de l'océan Indien qui se fait le long de la côte occidentale de la Birmanie et de la côte du sud-est du Bangladesh. Ces deux voisinages font que le Bangladesh est aussi un pays sismique.

Outre le Gange et le Brahmapoutre, il y a aussi la Meghna qui apporte ses eaux au delta. Son cours n'a que quelques centaines de kilomètres de long. Mais ses débits de crue peuvent atteindre les 13 000 mètres cubes par seconde. Et surtout, la Meghna est alimentée par les pluies fortement très abondantes qui tombent sur le versant sud de reliefs pré-himalayens dont l'altitude dépasse les 2 000 mètres. Ces reliefs sont situés dans l'Etat indien de l'Assam mais tout près de la frontière bangladaise. Ils ont le record mondial des précipitations (plus de 12 000 millimètres par an à Cherrapunji, alors que les pluies moyennes annuelles à Paris ne sont que de 600 millimètres).

Cette topographie régionale explique que les crues du Gange et du Brahmapoutre durent quelques semaines alors que celles de la Meghna, toujours très brutales, passent en quelques jours. Mais les crues des trois fleuves peuvent coïncider. Elles provoquent alors des inondations énormes au Bangladesh et ces phénomènes sont fréquents comme le montre une plaquette conçue par la société française Coyne et Bellier



pour illustrer une étude de préféabilité sur le contrôle des inondations au Bangladesh. Depuis 1954, les inondations ont affecté dix-huit fois 20 % à 30 % du territoire bangladaise, trois fois (en 1955, 1974 et 1987) 40 % et une fois (en 1988) un peu plus de 60 %.

A ces inondations dues aux pluies et aux fleuves s'ajoutent celles engendrées par les cyclones tropicaux apportant du golfe du Bengale des pluies diluviennes (1 000 ou 2 000 millimètres d'eau en quelques jours), la submersion des côtes par onde de tempête ainsi que des vents pouvant dépasser les 250 kilomètres à l'heure.

L'eau constitue ainsi une menace permanente pour le Bangladesh. Paradoxalement, les énormes et multiples bras du Gange, du Brahmapoutre et

de la Meghna sont pourtant essentiels à la vie du Bangladesh. Les Bangladais tirent des produits de la pêche 80 % des protéines qu'ils consomment. Et leurs cultures prospèrent grâce à l'eau qui est toujours disponible et à tout ce que déposent dans les champs les eaux des inondations : selon le *New Scientist* du 13 avril, les énormes inondations de 1987 et 1988 furent salvatrices, non pas des famines prédictes, mais de récoltes records dues à l'humidité persistante des terres, au sol fertile et aux algues. Et chaque année ou presque, les zones voisines des fleuves, ainsi fertilisées par les crues « normales », sont transformées, pendant une bonne partie de l'année, en bonnes terres cultivables. Tout projet se proposant de maîtriser les fleuves doit donc impérativement

éviter de nuire à la pêche et à la fertilisation naturelle des terres agricoles sans lesquelles ce pays déjà si pauvre le deviendrait encore plus.

Les projets doivent aussi obligatoirement tenir compte des particularités de ces fleuves énormes dont on n'a pas idée dans les pays tempérés. Nous avons dit plus haut que l'« altitude » du Bangladesh est quasiment nulle et que les fleuves charrient des quantités fantastiques d'eau et de sédiments. Tous les fleuves, ou bras de fleuve, ont donc des lits mobiles. Tous se tordent et se bouclent en méandres divagants qui, à chaque crue, se déplacent de plusieurs centaines de mètres ou même de quelques kilomètres, en se creusant très vite des chenaux qui peuvent être profonds de trente ou quarante mètres.

L'impuissance des techniques traditionnelles

Comme dans tous les méandres du monde, les fleuves rongent leurs rives concaves. Mais au Bangladesh, ils rongent non seulement la partie émergée de ces rives concaves mais aussi la partie immergée et ce, sur une hauteur de plusieurs dizaines de mètres. Comme ils rongent aussi toutes les digues et levées, dont des milliers de kilomètres ont été construits – et emportés – depuis des siècles. Comme ils rongeraient, bien sûr, tout ouvrage, aussi « pharaonique » soit-il, qui prétendrait canaliser une fois pour toutes les fleuves.

Le sol du Bangladesh est seulement constitué de sédiments fins. On n'y trouve pas les galets ou blocs qui sont indispensables à la solidité des ouvrages hydrauliques, même de taille raisonnable. La seule « mine » bangladaise de galets et blocs se trouve sur les cours inférieurs des torrents qui dévalent les pentes des reliefs pré-himalayens situés en Assam. Il est certain que les techniques traditionnelles (houes, sables et petits papiers) sont totalement hors de proportion avec la puissance des fleuves du Bangladesh. Il est non moins certain que de grands travaux doivent perturber le moins possible les modes de vie et l'économie locaux, et que la société bangladaise doit participer à l'effort dans la mesure de ses moyens et de ses capacités.

Présentée par M. François Mitterrand lors du sommet de l'Arche le 14 juillet 1989, une étude de préféabilité pour le contrôle des inondations au Bangladesh, élaborée par des sociétés françaises (Coyne et Bellier,

EDF, SOGREAH, BCEOM et Compagnie nationale du Rhône), a été acceptée comme base de recherches coordonnées, depuis décembre 1989 par la Banque mondiale et par le Bangladesh. Une quarantaine de sociétés des différents « donateurs potentiels » y participent. La première tranche quinquennale (1990-1995) prévoit, pour un coût de 146 millions de dollars, cinq années d'études portant aussi bien sur les techniques possibles que sur l'agriculture, la pêche, l'hydrologie actuelles constituant la réalité socio-économique du Bangladesh. Selon les résultats de ces études, les participants pourraient décider vers 1993 ou 1994 la suite à donner (500 millions de dollars pour une deuxième tranche quinquennale).

Bien entendu, il est encore beaucoup trop tôt pour savoir avec précision ce qui est faisable. Mais dès maintenant on peut penser à un système de 3 000 ou 4 000 kilomètres de digues en doubles rangées n'ayant que 4,5 mètres de haut de façon à créer des sortes de lits majeurs à l'intérieur desquels les divagations des fleuves seraient canalisées. L'idée peut sembler modeste. Mais la réalisation de ces digues supposerait 400 millions de mètres cubes de terrassements. Par comparaison, la construction des 280 kilomètres du TGV Atlantique Paris-Le Mans et Paris-Tours a nécessité 44 millions de mètres cubes de terrassements. Pour assurer la solidité des digues, on songe à remplacer les enrochements inexistantes au Bangladesh par des morceaux de géotextiles (des feutres peu onéreux de PVC à très longues fibres couramment utilisés dans les apaisements d'autoroutes et de voies ferrées) et à utiliser des rouleaux à dents pour compacter solidement les digues.

De toute façon, des travaux d'une telle complexité et d'une telle ampleur sont toujours très longs. Il ne faut ni se presser, ni baisser les bras. Les Néerlandais ont mis plusieurs siècles à mettre leur pays hors d'eau : les inondations de 1953 ont encore tué plusieurs milliers de personnes et ont décidé la construction des dernières digues fermant à volonté le delta de la Meuse. Il n'est donc pas étonnant de penser qu'il faudra une ou deux générations au moins pour maîtriser les fleuves du Bangladesh.

YVONNE REBEYROL

(1) Les argiles sont les sédiments les plus fins et les sables les plus gros. Les silts (ou siltos) sont entre les deux.

Des taupes japonaises en France

Eventrer les rues, percer des canalisations, poser des lignes électriques souterraines est devenu presque impossible en milieu urbain. Seule solution : les robots micro-tunneliers

LES Français, en visitant l'usine de la firme japonaise Iseki dans la banlieue de Tokyo, n'en sont pas revenus. « On peut choisir ici son robot tunnelier sur étager. L'usine dispose en stock d'une centaine de machines », remarque Daniel Crosnier, directeur de l'assainissement du Val-de-Marne. Après leurs succès dans le domaine des mini-pelles et autres engins de « poche » pour chantiers, les Japonais démontrent une nouvelle fois leur savoir-faire. Ils creusent de petites canalisations sans ouvrir de tranchées avec des machines extraordinaires : les robots micro-tunneliers !

Forts de leur maîtrise en mécanique, en électronique, poussés par une urbanisation intense – la mégapole Osaka-Tokyo s'étend sur des centaines de kilomètres – et des prix de construction très supérieurs aux nôtres qui rentabilisent rapidement leurs matériels, ils généralisent cette technique. Avantage principal : elle perturbe peu l'environnement urbain. Ces robots permettent la mise en place sous terre de petites canalisations (de 250 millimètres à 1 mètre de diamètre) sans ouvrir de tranchées. Descendez au fond d'un puits d'attaque, la machine est orientée sur son biseau dans l'axe de la future canalisation. Sa tête de forage, poussée par des vérins, broie le terrain. Une fois les premiers mètres creusés, un élément de tuyau est descendu sur le biseau. On renouvelle alors l'opération en poussant cette fois sur le tuyau. Et ainsi de suite, jusqu'à parcourir une distance d'environ 150 mètres. Au-delà, la puissance des vérins ne suffit plus en raison du frot-

tement des tuyaux sur le sol. Il suffit donc d'ouvrir un nouveau puits pour poursuivre les travaux.

La particularité de cette machine vis-à-vis des tunneliers géants qui percent les grosses canalisations, les métros et les tunnels tient à son mode de pilotage. Le micro-tunnelier ressemble à un vaisseau fantôme. Personne à bord ! Sa course est commandée depuis la surface. Au moyen d'un laser, le pilote guide la machine à plusieurs mètres sous terre avec une précision extrême, de l'ordre du millimètre.

Les industriels japonais, dont la réputation en mécanique n'est plus à faire, sont à la pointe de ces techniques. Une trentaine de constructeurs – Iseki, Okumura, Komatsu, Sanwa – sont les plus connus – ont déjà produit un millier de robots qui percent un millier de kilomètres de canalisations par an au Japon. Viennent ensuite les Allemands, dont les sociétés Herrenknecht et Soltan (une centaine de machines) sont très actives dans le sous-sol sablonneux de Berlin. Puis suivent les sociétés anglaises Decon, James Howden, Markham du groupe Trafalgar – toutes licenciées des Japonais et des Allemands – et les belges Denys et Vanco.

Quant aux Français, singulièrement absents, ils commencent seulement à s'intéresser à cette technique, si l'on en croit M. André Nicollier, le directeur commercial de FCB à Lille, société qui produit depuis 1984 de gros tunneliers sous licence Kawasaki. Raison de ce retard : « Le micro-tunnelier se heurte comme toute nouvelle technologie à l'inertie des administrations, les industriels en absence de véritable marché hésitent à inves-

tir », constate M. Gilbert Le Ny, directeur général adjoint de Valenid, filiale de Valfrance et spécialiste de l'assainissement. Le vent serait-il pourtant en train de tourner ?

Depuis peu, les maîtres d'ouvrage testent cette nouvelle technique. A leur tête, le conseil général du Val-de-Marne et la direction de l'assainissement, engagés dans des travaux colossaux d'infrastructure. Plus de 1 milliard de francs sont en effet dépensés pour la construction des collecteurs d'eau du programme « Seine propre ». Mais la RATP, EDF, la SNCF, Gaz de France et la Compagnie générale des eaux sont aussi de la partie.

Les premiers frémissements

Dix kilomètres devraient être percés cette année en France par les micro-tunneliers, soit quatre fois plus que l'année dernière et vingt fois plus qu'il y a deux ans. Un signe qui ne trompe pas : les entreprises Montecol, Léon Baillet et Union Travaux – pionnières de cette technique – achètent maintenant des robots allemands (qui ont la réputation d'être moins chers mais aussi moins perfectionnés que ceux des Japonais).

Autrefois, elles les louaient. Les grands du BTP s'y intéressent. SCREG crée une filiale : la Francienne des travaux spéciaux. Bouygues vient d'obtenir par sa société lyonnaise GFC sept cents mètres de drainage sous la ligne du TGV Sud-Est. Campenon Bernard, GTM Entrepose et une centaine d'autres du secteur adhérent à la FSTT (French Society for Trench Technology).

Principale raison de cet engouement : le micro-tunnelier améliore la protection de l'environnement urbain. Les bruits, les vibrations, la poussière engendrés par les pelles mécaniques et les marteaux piqueurs sont réduits, voire supprimés, bien que subsiste le roulement du groupe électrogène. Les risques d'accidents liés à l'entassement des trottoirs, les ralentissements résultant du détournement des voies de circulation sont écartés.

La RATP a ainsi naturellement préféré l'emploi d'un robot pour passer une canalisation sous une gare routière plutôt que de modifier son trafic. Le robot apporte aussi des progrès de productivité. Dans le premier chantier expérimental, celui de Bois-Saint-Léger, l'appareil utilisé a divisé par trois la durée des opérations. Ce résultat a été confirmé dans le second chantier, celui de Vitry-sur-Seine.

Les performances les plus remarquables sont obtenues dans les chantiers difficiles, en milieu urbain, et à partir d'une profondeur de trois mètres, lorsqu'il faut franchir une nationale, et dans les terrains inondés car ces machines sont totalement étanches. C'est pourquoi, affirme M. Daniel Crosnier, « il faut que les entreprises maîtrisent mieux la mise en œuvre de ces machines ». Sont en effet en jeu des centaines de kilomètres de canalisations qu'il faut percer chaque année uniquement pour transporter l'eau. D'autres perspectives existent pour le transport du gaz et pour l'installation de lignes électriques et de câbles de télécommunications.

La formation des pilotes n'est pas le moindre des défis à l'essor du micro-tunnelier. Il faut près d'un an pour être au point, le temps de percer un kilomètre. En outre, le ticket d'en-

trée à payer par les industriels (de 3 à 5 millions de francs par machine) est élevé. Les progrès en cours devraient cependant diminuer le prix des interventions (de 5 000 à 10 000 F par mètre linéaire).

Une récente exposition qui se tenait à Osaka l'a montré avec un robot capable de percer quatre cents mètres d'un seul tenant, preuve évi-

dente que les Japonais continuent efficacement leur travail de taupe... Mais la riposte ne devrait pas tarder puisque le premier colloque en France entièrement consacré à ces robots sera organisé... en octobre 1992 par la FSTT à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

DIDIER GOUT

HORS-SÉRIE N° 1

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LE RÉFLEXE SANTÉ

MÉDECINES ALTERNATIVES

CHARLATANS OU THÉRAPEUTES ?

EXCLUSIF

première enquête sur la formation aux médecines alternatives.

Tout ce qu'il faut savoir de la formation des thérapeutes aux succès croissants.

Enfin, après la formation, les diplômes, les cartes de professionnels, les remboursements.

Lequel fait pour la première fois le bilan afin de guider les professionnels et les patients dans le choix d'une spécialité.

BON DE COMMANDE

☐ Je désire recevoir le hors-série n° 1 de l'Impatient pour 48 F (port inclus)

Nom Prénom

Adresse

BULLETIN ET VERSEMENT À RETOURNER À L'IMPATIENT, 9, RUE SAULNIER 75009 PARIS

SCIENCES • MÉDECINE

Polémique sur ordonnance

Une nouvelle spécialité anti-cholestérol coûte près de 1 milliard de francs par an aux assurés sociaux. Selon une enquête officielle, elle ne serait presque jamais prescrite dans les règles

LE Zocor est un nouveau, puissant et très coûteux médicament «anti-cholestérol». En toute rigueur, plus que de Zocor, il faudrait parler de simvastatine. Cette molécule est la première représentante en France d'une nouvelle catégorie de substances destinées à faire descendre les taux sanguins de cholestérol (substances hypocholestérolémiantes).

Schématiquement, l'action de la simvastatine consiste à réduire, en agissant par voie enzymatique, la synthèse du cholestérol par le foie. Ce phénomène a notamment pour effet de participer dans l'organisme à l'épuration «d'un type particulier de cholestérol, dit LDL», connu pour ses effets pathogènes sur le système cardio-vasculaire lorsque ses concentrations sont supérieures à la normale.

Objective et prudente, la revue spécialisée *Prescrire* soulignait, en janvier 1990, que «la tolérance à long terme et l'effet clinique sur la morbidité et la mortalité cardio-vasculaire de la simvastatine n'ont pas été étudiés. Il n'est donc pas possible, actuellement, de préciser son rapport bénéfices-risques cliniques. Compte tenu de cette incertitude capitale et compte tenu du prix élevé de ses spécialités, il est déraisonnable de prescrire largement Zocor et Lodalis en pratique quotidienne».

Trois millions et demi de boîtes

En dépit de son coût (336 francs la boîte de 28 comprimés, pris en charge par la Sécurité sociale), la simvastatine devait pourtant connaître un impressionnant succès commercial. A tel point que les indications officielles de cette molécule furent rapidement précises. Tout en gardant le cadre préalable défini (hypercholestérolémie résistante à un régime adapté et assidu), on indiqua aux médecins qu'en pratique la simvastatine devait être prescrite d'emblée (traitement de première intention) seulement chez les personnes continuant, après trois mois de régime strict, à avoir un taux de cholestérol total supérieur à 3 grammes par litre. En deuxième intention, ce médicament ne devait être utilisé que sous certaines conditions (2,5 grammes de cholestérol par litre), la poursuite du régime étant, dans tous les cas, jugée indispensable.

«Cette nouvelle formulation

orientée vers une prescription plus réfléchie, moins large, de la simvastatine. Elle est conforme au contenu du dossier d'autorisation de mise sur le marché, expliquait, en avril 1990, la revue *Prescrire*. Le changement de libellé reflète, par ailleurs, les difficultés relatives au positionnement de ce nouveau médicament. En clair, les autorités de tutelle étaient inquiètes du niveau atteint par les ventes de cette molécule, ainsi que par les conséquences financières qui en découlaient — près de 1 milliard de francs à la charge de la Sécurité sociale. C'est pour cette raison que le prix de ce médicament a été baissé de 20 % en janvier dernier.

Selon de récentes indications du ministère des affaires sociales et de la solidarité, les ventes annuelles de Zocor approchaient, en 1990, les 3,5 millions de boîtes alors même qu'un accord avait été signé au moment de la fixation des prix prévoyant que ces ventes ne devaient pas dépasser 2,75 millions de boîtes lors de la deuxième année de commercialisation. Pour le cabinet de M. Claude Evvin, il fallait voir dans cette situation la conséquence d'une politique intensive de promotion du médicament.

Analyse que réfutait M. Alain Bouysset, président des laboratoires Merck-Sharp et Dohme-Chibret, en arguant de la grande fréquence de l'hypercholestérolémie dans notre pays. On estime généralement que 2 millions de Français ont des taux de cholestérol total supérieur à 3 grammes par litre (dont 1,3 million ont entre quinze et cinquante-neuf ans), et que près de 10 millions (dont 6,5 millions dans la population active) ont des taux supérieurs à 2,5 grammes. A partir de quarante ans, la fréquence moyenne de l'hypercholestérolémie supérieure à 2,5 grammes varierait ainsi selon les régions entre 20 % et plus de 50 % de la population, tandis que 5 à 10 % des sujets auraient plus de 3 grammes de cholestérol par litre.

Non-respect des indications officielles

Toujours selon le laboratoire Merck, différentes études consacrées aux habitudes de prescription des médecins généralistes montrent que l'on assiste à une augmentation de la proportion des personnes traitées pour des hypercholestérolémies inférieures à 3 grammes, près de 80 % des sujets

étant traités par un médicament en plus du régime qu'ils doivent observer.

Il serait dès lors logique de penser qu'un médicament nouveau et efficace sera, sans problème, très largement prescrit. Or une enquête menée par le service médical de la Caisse nationale d'assurance maladie, à la demande de la direction de la Sécurité sociale, vient brutalement relancer la polémique. Selon les résultats de ce travail, les prescriptions de Zocor et de Lodalis ne respectent jamais ou presque (97,9 %) les indications officielles de l'autorisation de mise sur le marché (1).

Cette enquête a porté sur un échantillon de 925 ordonnances médicales prescrivant du Zocor ou du Lodalis. L'échantillon a été constitué à partir de 1,15 million d'ordonnances de médicaments proposées aux caisses de Sécurité sociale un jour donné. Faute d'un codage informatisé des médicaments et des actes de biologie, le tri a été effectué manuellement par les agents des caisses et par les services médicaux.

Conclusion de cette enquête : il apparaît que seules 19 prescriptions ont respecté rigoureusement les indications de l'autorisation de mise sur le marché, et ce, que les malades soient traités en première ou en seconde intention. «*Farmi les causes de non-respect, expliquent les auteurs de l'étude, on retient surtout l'absence de prescription (9 % des cas) ou de régime diététique (au moins 33 % des cas), le non-respect des taux-seuils de cholestérol indiqués dans l'autorisation de mise sur le marché (au moins 50 % des cas) et la non-prise en compte de l'hypertriglycéridémie permanente (au moins 20 % des cas).*»

Comment comprendre ? On peut critiquer tel ou tel aspect de la méthodologie mise en œuvre (tri manuel, rétention des informations fournies par les médecins prescripteurs, absence des ordonnances prises en charge par certaines mutuelles). Reste que la conclusion chiffrée témoigne de l'évidence de la dérive.

Les auteurs de l'enquête ont cherché à analyser les raisons d'un tel phénomène. Ils se sont notamment livrés à différentes lectures pouvant être faites des indications actuelles. C'est ainsi, par exemple, qu'ils soulignent qu'aucune précision n'est donnée sur l'«adaptation» du régime diététique ou sur les méthodes permettant de

s'assurer de l'assiduité du patient vis-à-vis de ce régime. De la même façon, les «facteurs de risque» évoqués dans l'autorisation de mise sur le marché ne sont nullement définis, ce qui autorise toutes les interprétations et, partant, permet de légitimer a posteriori toutes les dérives.

Les responsables du laboratoire Merck sont excessivement critiques à l'égard de cette enquête. «*Nous prenons ce travail pour une farce, nous a déclaré M. Bouysset. Si l'on acceptait tels quels ces résultats, cela voudrait dire que tous les médecins français sont des ânes passant leur vie à prescrire des médicaments en dehors de leurs indications.*»

Vers un codage des médicaments ?

En fait, ce travail mené avec une méthodologie très critiquable embarrasse tout le monde, à commencer par les différents ministères concernés. Les responsables de la commercialisation du Zocor (qui reconnaissent environ 15 % de prescriptions médicales effectuées en dehors des indications, ce taux ayant, à une période, été, selon eux, de 25 %) rejoignent toutefois les auteurs des études de la Sécurité sociale pour regretter le «flou» des indications de ce médicament et la difficulté pour certains praticiens de s'y retrouver.

Une réunion entre les deux parties devrait être prochainement organisée, à l'occasion de laquelle on doit être prêt à aborder cette question. Cette réunion permettra-t-elle de cerner avec précision où, entre 15 % et 97,9 %, se situe la réalité, les raisons exactes d'une telle dérive et les moyens de la prévenir ?

La CNAM propose, afin d'apporter un peu de cohérence dans un domaine qui, à l'évidence, en réclame d'urgence, d'inclure dans l'autorisation de mise sur le marché un «référéntiel de prescription» de la simvastatine et une «diffusion large et adaptée» des indications de cette molécule. Plus généralement, pour contrôler effectivement le respect des indications et pour disposer, dans ce domaine, des moyens d'une évaluation, le service médical de la CNAM souhaite, à l'avenir, pouvoir identifier les prescriptions de la simvastatine grâce, par exemple, à un codage des médicaments et des actes de biologie. Cette proposition, tout à fait logique, pourrait, dans les faits, déclencher une violente opposition chez ceux qui craignent par-dessus tout que l'introduction de plus de cohérence dans ce domaine ne conduise rapidement à réduire le champ de la liberté de prescription.

Il s'agit en tout cas d'une affaire exorbitante révélant les nombreux problèmes que soulèvent, outre cet exercice de la liberté de prescription, les lacunes de la formation médicale continue et la puissance de l'industrie pharmaceutique confrontées à la volonté des pouvoirs publics de réduire coûte que coûte les dépenses de santé.

JEAN-YVES NAU

(1) Recherche d'informations médicales Zocor-Lodalis, enquête de novembre 1990 sur le respect des indications de l'autorisation de mise sur le marché (CNAM), ENSM, mission statistiques médicales.

Nourritures antigéniques

Les premiers essais de «vaccination immunosuppressive» par voie orale ont débuté chez des malades atteints de sclérose en plaques ou de polyarthrite rhumatoïde

LE diabète de type I, la sclérose en plaques, la maladie d'Addison, la cirrhose biliaire, les purpuras thrombopéniques, la polyarthrite rhumatoïde, les urvètes, le psoriasis, etc. Toutes ces maladies ont en commun de s'accompagner d'un dysfonctionnement dans la reconnaissance de soi, autrement dit de survenir chez des personnes possédant des anticorps dirigés contre certaines structures de leur propre organisme. Ou, si l'on préfère, d'apparaître chez des malades ayant le triste privilège de s'immuniser contre eux-mêmes.

Les maladies auto-immunes — c'est sous ce terme générique qu'on les regroupe — représentent une entité pathologique d'une importance considérable. Ne serait-ce qu'en termes de coût, on peut estimer qu'elles sont après le cancer et les maladies cardio-vasculaires la troisième grande pathologie de l'espèce humaine.

Bien que de nombreux mystères subsistent quant à la nature exacte des phénomènes physiopathologiques qui provoquent ces maladies, les médecins tentent actuellement de mettre au point des thérapeutiques réellement spécifiques, agissant directement sur les cellules du système immunitaire qui fonctionnent de manière anormale.

Schématiquement, sans entrer dans le détail de pathologies extrêmement différentes, les médecins n'avaient recours, jusqu'à un passé très récent, qu'à des thérapeutiques palliatives (chirurgie, hormones substitutives comme par exemple l'insuline ou la thyroxine) ou plus «physiopathologiques» (corticostéroïdes) mais exposant parfois à de redoutables effets secondaires.

Parce que certaines cellules immunitaires, en particulier les lymphocytes T, semblent jouer un rôle important dans de nombreuses maladies auto-immunes, les médecins ont eu l'idée d'utiliser des produits immunosuppresseurs dans le traitement de ces maladies. C'est ainsi, par exemple, que de nombreux protocoles avec des médicaments comme l'azathioprine, le cyclophosphamide et le chlorambucil, furent expérimentés. Plus récemment, la ciclosporine, elle aussi utilisée, donnant parfois des résultats encourageants, dans le psoriasis et le syndrome néphrotique en particulier (1).

Des protéines basiques de myéline pour rats

Certains chercheurs sont allés encore plus loin en tentant de mettre au point de véritables «vaccins anti-T». L'idée est de prélever certaines cellules T présumées pathogènes, par exemple des lymphocytes T prélevés dans le liquide céphalo-rachidien de patients atteints de sclérose en plaques, de les cultiver *in vitro* et de s'en servir ensuite comme d'un vaccin. Des essais ont même été tentés sur des malades atteints de sclérose en plaques ou de polyarthrite rhumatoïde, mais les premiers résultats ne sont, pour l'instant, guère intéressants. En revanche, sur des souris atteintes d'encéphalomyélite auto-immune expérimentale ou d'arthrite rhumatoïde, des expérimentations similaires ont produit des effets thérapeutiques non négligeables.

Très récemment, des chercheurs américains ont grandement simplifié ces protocoles. Leur idée s'inspire des travaux de Gideon Wells, datant de 1911, selon lesquels il était possible de rendre des cobayes résistants aux phénomènes d'anaphylaxie si les animaux

étaient au préalable gavés de certaines protéines spécifiques. D'autres expérimentations ayant, par la suite, montré chez l'animal qu'il était possible de supprimer certaines réactions auto-immunes en les nourrissant avec des protéines antigéniques particulières, des essais sur l'homme ont été mis en route dans le traitement de trois maladies : la polyarthrite rhumatoïde, la sclérose en plaques et l'uvéite.

Le cas de la sclérose en plaques est particulièrement intéressant. Il s'agit d'une maladie neurologique extrêmement grave, fréquente (cinquante mille personnes en seraient atteintes en France) et pour laquelle il n'existe aucun traitement vraiment efficace. Elle se caractérise par l'apparition de plaques au niveau du système nerveux central correspondant à des zones où la myéline (une gaine lipidique engainant les fibres nerveuses) est détruite. C'est à proprement parler le mécanisme de cette démyélinisation qui est un phénomène auto-immun. L'étude de la physiopathologie de cette maladie a bénéficié d'un modèle animal quasi parfait, l'encéphalomyélite allergique expérimentale. Grâce à quoi, on a pu montrer, d'une part, que lors des poussées de la maladie, il se produit une diminution de l'activité des lymphocytes T suppressives et que, d'autre part, les lymphocytes T des malades réagissent contre la protéine basique de la myéline.

Le miracle d'une thérapeutique simple ?

Cette dernière constatation a fourni aux chercheurs une piste intéressante. Dans un premier temps, ils ont provoqué une encéphalomyélite allergique expérimentale chez des rats en leur injectant des protéines basiques de la myéline. Dans un deuxième temps, les docteurs Howard Weiner, de la Harvard Medical School, et Paul Higgins, du Brigham and Women's Hospital de Boston, ont réussi à démontrer qu'il était possible d'inhiber le développement des lésions auto-immunes au niveau des gaines de myéline ainsi que l'apparition des symptômes cliniques d'encéphalomyélite, à condition d'avoir nourri au préalable les rats avec des protéines basiques de myéline.

Un autre chercheur, le docteur Robert Nussenblatt, du National Eye Institute de Bethesda (Maryland), a observé les mêmes phénomènes dans le traitement de l'uvéite. «*A condition de nourrir les rats avec de l'antigène-S*, expliquait-il récemment dans l'hebdomadaire scientifique américain *Science*, *il est possible de prévenir l'apparition d'une uvéite expérimentale et ce, malgré l'injection d'antigènes-S*», une protéine isolée à partir de la rétine de l'œil.

Un autre groupe de chercheurs, dirigé par David Trenchard, du Boston's Beth Israel Hospital de Boston, a montré la même chose, mais cette fois à propos de la polyarthrite rhumatoïde, en nourrissant au préalable les animaux de laboratoire avec du collagène. Dans toutes ces pathologies, les animaux deviennent tolérants spécifiquement aux antigènes qu'ils ont ingérés par voie orale. «*Un petit peu, explique Howard Weiner, comme dans le cas d'un vaccin. Sauf que dans ce cas on vaccine non pas pour obtenir une immunostimulation, mais pour provoquer au contraire une immunosuppression.*»

Mais il y a encore mieux : non seulement ces protocoles semblent capables de prévenir l'apparition de ces pathologies, mais encore ils pourraient également traiter les symptômes une fois qu'ils sont apparus. Ces constatations faites, on ne comprend pas le mécanisme d'action de cette bien curieuse méthode d'immunosuppression. Selon certains chercheurs, ces «nourritures antigéniques» provoqueraient une activation des cellules CD8, mais cela n'est qu'une hypothèse.

Quoi qu'il en soit, les médecins américains ont été tellement impressionnés par ces résultats qu'ils ont débuté des essais sur l'homme. Il faudra patienter environ six mois pour en connaître les premiers résultats. Comme aime à répéter le docteur Nussenblatt, «*ce serait thérapeutique qu'un procédé thérapeutique aussi simple puisse effectivement s'avérer efficace.*»

FRANCK NOUCHI

(1) Dans ce domaine, des résultats encourageants ont été rendus publics lors du 2^e congrès sur l'immuno-intervention dans les maladies auto-immunes (CIA D'91) qui a eu lieu à Paris du 13 au 16 mai.

Plus de 400 000 personnes concernées en France

La simvastatine est commercialisée sous les noms de Zocor (laboratoires Merck-Sharp and Dohme-Chibret) et de Lodalis, commercialisée par les laboratoires Cin-Midy, le marché étant détenu à 80 % par le premier (330 000 personnes selon le fabricant) et à 20 % par le second.

Auparavant, l'efficacité de cette molécule avait été évaluée lors d'une série d'essais comparatifs contre des placebos ou contre d'autres hypocholestérolémiants. Il ressortait de ces essais que la simvastatine entraînait, lorsque la cholestérolémie était anormalement élevée, une diminution du cholestérol-LDL (de 30 à 40 %) nettement supérieure à celle induite par les autres médicaments hypocholestérolémiants présents sur le marché.

Il apparaissait aussi que, mis à part quelques effets indésirables (troubles digestifs, céphalées), ce produit était, à court terme du moins, bien toléré. Pour autant, la simvastatine ne pouvait être considérée comme «l'anti-cholestérol miracle» dans la mesure où elle ne concernait que certains types d'hypercholestérolémie, excluant en particulier toutes les hypertriglycéridémies. C'est ce que voulaient signifier les premières indications officielles, qui précisaient par ailleurs que le Zocor et le Lodalis ne devaient être prescrits par les médecins que «lorsqu'un régime adapté et assidu s'était avéré insuffisant».

Dérivés médicamenteux

Exemplaire, l'affaire du Zocor est loin d'être unique. Il faut d'ailleurs noter qu'il n'y aurait ici aucune polémique si le prix du Zocor n'avait, au départ — sans doute parce qu'il s'agit d'une véritable innovation pharmaceutique — été fixé à un niveau aussi élevé. Mais, au-delà des sommes mises en jeu, cette affaire est avant tout révélatrice des ambiguïtés inhérentes à la liberté de prescription des médicaments.

Les principales données du problème du médicament sont aujourd'hui bien connues. Acteurs importants de la politique industrielle, les laboratoires pharmaceutiques occupent une place à part dans la mesure où le médicament fait l'objet d'une stricte réglementation des prix. Objet de négociations complexes, souvent proches du marchandage, entre fabricants et pouvoirs publics, la fixation de ces prix devient une source de vives tensions dès lors que l'on entend, comme c'est le cas, tout mettre en œuvre pour réduire les dépenses de santé et, donc, celles induites par la prescription des médicaments. Les tensions sont d'autant plus vives lorsque, comme dans le cas du Zocor, le gouvernement, inquiet des modalités de prescription, demande à la Sécurité sociale d'enquêter précieusement sur le sujet.

C'est ainsi qu'un conflit oppose ouvertement aujourd'hui les laboratoires Merck-Sharp and Dohme-Chibret (filiale française du leader mondial du médicament) au gouvernement. Cette société a menacé de quitter

la France si rien n'est fait pour mettre un terme aux discriminations dont elle s'estime être victime. A tel point que M. Valéry Giscard d'Estaing, en tant que président du conseil régional d'Auvergne (région où sont implantés les laboratoires Merck), a récemment protesté auprès du gouvernement contre la politique actuelle de fixation des prix.

«*Sous le gouvernement précédent, j'étais déjà intervenu auprès de M. Balladur pour m'étonner de la manière dont était conduite la politique française du médicament a-t-il précisé au Quotidien du médecin. C'est un secteur qui fait l'objet d'une hyper-réglementation. On a l'impression que toutes les capacités réglementaires qui ont été chassées du reste de l'économie se sont concentrées dans ce secteur d'activité. Cela place l'industrie pharmaceutique, au plan des formalités qui lui sont imposées, dans une situation inextricable.*»

Dans ce contexte, le médecin libre de prescrire devient plus que jamais la cible de tous les efforts de l'industrie pharmaceutique, la promotion de ses produits auprès du prescripteur constituant un élément essentiel de son développement. Ainsi, en dépit des nombreux efforts accomplis depuis une dizaine d'années pour améliorer le fonctionnement, le secteur du médicament demeure, largement entaché d'irrationalité et sujet à de nombreuses dérives.

J.-Y. N.

Table ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les «questions vives» que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 28 mai à 17h

«Des villes, pour quoi faire ?»

avec Ignacy Sachs, directeur à l'Ecole pratique des hautes études, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs...

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Liégeois 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

صلى الله عليه وسلم

صكا من الامل

Nourritures antigéniques

SCIENCES • MEDECINE

Immigration sauvage

Comme le lynx, le mouflon et le gypaète, l'ours brun pourrait être réimplanté en France à partir d'espèces étrangères.

MIRA, jeune femelle yougoslave dont les 80 kilos s'enveloppent d'une superbe fourrure brune, séduira-t-elle Ursus, un vieux célibataire autrichien, piller de ruches à ses heures? Auront-ils une descendance et parviendront-ils à repêcher les montagnes de Styrie? Telles sont les questions qui passionnent actuellement les spécialistes de théologie (1), cette branche de la biologie étudiant les animaux sauvages.

Une expérience de réintroduction des ours en basse Autriche est en cours depuis un an. Capturée en Yougoslavie, une femelle d'ours brun âgée de quatre ans a été lâchée 500 kilomètres plus au nord dans un canton forestier peu peuplé où vit depuis quinze ans un mâle que son isolement condamne à l'abstinence. Grâce au collier émetteur dont on a équipé Mira, on peut suivre les déplacements de la jeune immigrée. Pour l'instant tout se passe bien.

Si, dans leurs bureaux de Vienne, quelques fonctionnaires de l'agriculture ronchonnent, sur place, les paysans observent la tentative avec sympathie et demandent des nouvelles de Mira. Les théologues, eux, sont optimistes: l'acceptation sociale est la première condition pour qu'une restauration de population ursine réussisse.

L'affaire est également suivie avec grand intérêt par les Français, aussi bien chez les collaborateurs de Brice Lalonde, le ministre de l'environnement, que dans les Pyrénées. Car tous les observateurs sont parvenus à la même conclusion: la dizaine de plantigrades subsistant dans nos montagnes sont irrémédiablement condamnés. Trop peu nombreux, trop dispersés, trop dérangés, ils ne se reproduisent plus. Le sauvetage des ours pyrénéens ne peut plus être espéré sans un apport de sang neuf. Autrement dit par l'importation de nouveaux individus de même race, capturés ailleurs en Europe.

Heureusement les plantigrades sont encore quelques milliers dans notre subcontinent. On en trouve quelques groupes isolés chez nos voisins d'Espagne et d'Italie. Des populations plus étoffées vivent aussi en Albanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Norvège, en Suède, et en Finlande. Sans compter les 30 000 plantigrades qui hantent les forêts soviétiques et sont le symbole du peuple russe. Les candidats au voyage ne manquent donc pas.

La situation des ours bruns d'Europe est meilleure que celle de leur

cousin le grizzly américain. Là-bas, la population est tombée en deux siècles de 100 000 individus à un millier confinés dans les montagnes du nord-ouest des Etats-Unis et du Canada. Au point que - autre expérience suivie avec curiosité par nos spécialistes - l'administration américaine essaye, elle aussi, de redonner du tonus à un groupe de solitaires du Montana en lâchant parmi eux quelques jeunes femelles apprivoisées. La tentative, qui en est à sa deuxième année, est menée par Christopher Serheen (2), un expert que le ministère français de l'environnement a fait venir l'an dernier dans les Pyrénées pour consultation.

En Europe et aux Etats-Unis

Les réintroductions d'animaux sauvages sont devenues monnaie courante en de nombreux points du monde. En France même dix-sept espèces différentes allant des écrevisses au lynx en passant par le mouflon et le gypaète barbu ont été, au cours de ces dernières décennies, réintroduites avec succès sur des territoires dont elles avaient disparu (3). Dans le passé, des tentatives similaires ont été menées avec les ours en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Italie et aux Etats-Unis. Leurs résultats ont toujours été décevants. Les animaux transplantés disparaissaient, revenaient à leur point de départ ou ne se reproduisaient pas. Parfois déportés parce qu'ils avaient un sale caractère, ils conservaient leurs mauvaises manières et créaient de tels problèmes dans leur nouvel habitat qu'il faut les éliminer.

Secrets, méfiants, infiniment plus difficiles à observer scientifiquement que de paisibles cervidés, les plantigrades, en dépit de leur immense popularité, étaient fort mal connus. De multiples travaux, dus notamment à des chercheurs américains, ont comblé cette lacune depuis vingt ans. La liste des publications compte aujourd'hui près de 10 000 titres (4).

L'ours brun devrait être un animal plutôt facile à transplanter. L'étendue des territoires qu'il fréquente, de l'Espagne à la Finlande, prouve qu'il est capable de s'adapter à des latitudes, à des altitudes et à des climats fort divers. Il est de santé robuste, ne connaît aucune des épidémies qui déciment d'autres espèces et sa longévité est remarquable (vingt-cinq ans en liberté, cinquante en zoo). Sa fourrure le protège des intempéries. Un trou quelconque et des aptitudes physiologiques spéciales lui permettent de passer les hivers les plus rigoureux.

L'animal se met en boule, le rythme cardiaque, la respiration et la circulation sanguine périphérique ralentissent, l'urée est recyclée mais la température ne chute que faiblement. Ainsi, brûlant ses réserves de graisse, peut-il passer plusieurs semaines sans mettre le museau dehors. C'est l'hivernage.

Côté nourriture, Martin n'est pas exigeant. On le désigne savamment comme « un omnivore opportuniste à tendance végétarienne ». En fait, il se gave de baies, de tubercules, de fruits, d'insectes et même d'herbe tendre. A l'occasion une charogne... ou une brebis quand on la lui offre sur un bel alpage d'estive. Car l'animal, pesant jusqu'à 230 kg pour un mâle, court sur pattes et plutôt myope, est un piètre chasseur. Sa pointe de vitesse est de courte durée et ses longues griffes sont davantage des bèches à fouir que des poignards. Bref, une espèce en apparence facile à gérer.

Malheureusement, l'ours a aussi un tempérament d'ermite voyageur. Il aime sa tranquillité par-dessus tout et pratique la grande randonnée. Comme il farfouille et grappille beaucoup plus souvent qu'il ne s'attable devant un tas de viande, il lui faut pour se nourrir de vastes territoires à la végétation variée. Il a aussi besoin d'espaces pour ses vagabondages de printemps et un secteur à tanières (il en change chaque année) pour l'hiver, le tout relié par des couloirs de circulation libres de toute présence importune. Naturellement il déteste les coups de fusil, l'aboiement des chiens, le tapage des troupesuses et le ferraillement des véhicules. L'homme ne l'intéresse que s'il apporte, par ses troupeaux ou ses poubelles, un supplément au menu. Conséquence: chaque ours exige un espace vital de 5 000 à 10 000 hectares étant entendu que deux territoires peuvent se chevaucher.

Les Pyrénées et le Vercors

En affectant un indice à chacun des éléments indispensables à la vie d'un plantigrade (qualité de l'habitat, ressources alimentaires, site d'hivernage, discrétion des activités humaines, etc.), les chercheurs américains affirment qu'ils sont capables d'évaluer la capacité d'accueil d'un territoire donné. C'est la méthode des effets cumulés.

Mais en admettant qu'on ait déniché ce paradis, reste à déterminer quel est le nombre d'ours qu'il faudrait y installer pour que leur tribu s'y maintienne durant plusieurs générations. Les nécessités de la variété génétique (garantie des capa-

cités d'adaptation), le faible taux de reproduction de l'espèce (deux ours-sons tous les trois ans), la mortalité naturelle et même l'éventualité du braconnage fournis à un ordinateur permettent de calculer par simulation ce que les naturalistes dénomment la « population minimum viable » (PMV).

Pour les Pyrénées, il faudrait lâcher sur environ 250 000 hectares une cinquantaine d'individus parmi lesquels 15 ours, 12 adolescents et 22 adultes, dont la moitié de femelles. Par introductions successives l'opération pourrait s'étendre sur plusieurs années. La surveillance des animaux se ferait grâce à des émetteurs radio relayés par le satellite Argos. Une expérience menée en août 1988 dans les zones à ours des Pyrénées-Atlantiques montre que l'on pourrait suivre un plantigrade à quelques centaines de mètres près et en temps réel. Le nourrissage des immigrés (également testé récemment dans la même région) permettrait de réduire considérablement leur espace vital et d'augmenter leur taux de reproduction.

Deux terroirs se prêteraient à la réintroduction de l'ours en France. Le plateau du Vercors et les Pyrénées centrales. L'un et l'autre sont à l'étude (5). Le problème numéro un reste, chez nous comme ailleurs, l'attitude des populations locales. On connaît le refus obstiné des Béarnais. En Haute-Garonne, au contraire, le maire de Melles offre les 5 000 hectares de sa commune. L'exemple du parc national italien des Abruzzes, où les villages font fortune grâce au million de touristes romains et napolitains attirés par les ours, lui montre tout le parti qu'une collectivité locale peut tirer aujourd'hui de son patrimoine naturel. Le retour des plantigrades dans nos montagnes serait une aventure scientifique passionnante et délicate. Il représenterait aussi un apport culturel (l'ours fait partie de notre histoire) et même un facteur de développement économique.

MARC AMBROISE-RENDU

- (1) Du grec *théion*: animal sauvage.
- (2) *Augmentation of Grizzly Bear Population*, by Lynn Maguire and C. Serheen, 1990.
- (3) « Réintroduction et renforcement des populations animales en France », colloque de Saint-Jean-de-Gard, décembre 1983.
- (4) *Bulletin de l'Office national de la chasse*, spécial ours bruns des Pyrénées, janvier 1990.
- (5) *L'Ours brun dans les Alpes françaises: faisabilité de sa réintroduction*, par Georges Enne et Jean-Louis Michelot, 1990. *Restauration de l'ours dans les Pyrénées centrales*, par Philippe Rapoport, 1990.

Champignons glacés

L'impact climatique d'une guerre nucléaire provoquerait un cataclysme écologique à l'échelle de la planète

E LLE nous revient périodiquement en mémoire, au rythme incertain des guerres et des catastrophes volcaniques. Puis le calme revient, et on l'oublie à nouveau. Mais la menace d'un hiver nucléaire est toujours présente, suspendue au-dessus de notre globe par un stock mondial estimé à près de 60 000 armes nucléaires. Une menace dont la science commence à pouvoir sérieusement estimer l'impact climatique, comme en témoigne le dernier ouvrage de deux spécialistes américains de renom international, Carl Sagan et Richard Turco, respectivement directeur du laboratoire de planétologie à l'université américaine Cornell (New-York) et professeur de sciences de l'atmosphère à l'université de Californie de Los Angeles (UCLA).

« De tous les périls que court l'espèce humaine, la guerre nucléaire et l'hiver nucléaire sont les plus graves et de très loin », affirment les auteurs de *L'hiver nucléaire*. « Les accidents de la navette Challenger et de la centrale de Tchernobyl sont là pour nous rappeler que des systèmes de haute technologie, d'une importance capitale au niveau du prestige national, peuvent connaître des échecs désastreux ». A fortiori lorsque ces « systèmes » participent à la course aux armements, et plus encore lorsque leurs conséquences, médicales et écologiques, restent pour l'essentiel incalculables.

35 degrés de moins

« Incalculables, mais estimables », poursuivent Carl Sagan et Richard Turco. Depuis près de dix ans, ces deux instigateurs travaillent d'arrache-pied pour donner à la théorie de l'hiver nucléaire sa validité scientifique. Soutenus par plusieurs équipes internationales, ils ont mobilisé les centres de calcul, élaboré des modèles mathématiques, établi sur ordinateur des programmes de simulation à long terme de la circulation atmosphérique. Publié en 1983 sous le sigle TAPS (1), leur premier rapport sur les « Conséquences atmosphériques d'une guerre nucléaire » fit sensation. Chimistes, biologistes, physiciens, des scientifiques de toutes disciplines se mirent à leur tour à la tâche. S'ils divergent encore sur de multiples points de détail, tous s'accordent aujourd'hui à affirmer qu'une guerre nucléaire aurait sur la planète des conséquences climatiques catastrophiques, entraînant à moyen terme la mort de millions, voire de milliards d'individus.

Longuement et clairement exposées dans *L'hiver nucléaire*, ces conséquences résulteraient en premier lieu de l'abaissement de la température globale. « Si elle dépendait uniquement de la quantité de lumière solaire absorbée par la Terre, la température

du globe serait de quelque 35 degrés plus basse », rappellent les spécialistes. Seuls les gaz responsables de l'effet de serre nous sauvent de cette glaciation, en formant au-dessus de la planète une sorte de manteau. Que cet effet de serre soit perturbé dans un sens ou dans l'autre, c'est la catastrophe.

Brouet diabolique

« Vu la quantité de matières inflammables accumulées dans les centres urbains et les installations pétrolières, il ne faudrait pas un bien grand nombre d'explosions nucléaires, ciblées sur ces objectifs, pour obscurcir tout l'hémisphère nord et davantage. Si ces nuages de suie noire, pratiquement opaques, venaient à couvrir une vaste superficie, l'effet de serre serait presque entièrement supprimé. Dans le cas le plus probable où une partie de la lumière solaire parviendrait tout de même à s'infiltrer, les températures n'en diminueraient pas moins de 10, 20 degrés ou plus, selon la saison et le site géographique », précisent Sagan et Turco. La transformation drastique de l'environnement qui en résulterait pourrait durer « des mois, voire des années », et aurait alors sur l'agriculture mondiale et les écosystèmes des conséquences irréversibles.

A ce scénario - que vient de confirmer, toutes proportions gardées, la guerre du Golfe, au sortir de laquelle l'épaisse fumée provenant de l'incendie des puits de pétrole koweïtiens a provoqué, plusieurs semaines durant, une chute de température d'une quinzaine de degrés - s'ajouteraient d'autres catastrophes postnucléaires. Sagan et Turco en dénombrent au moins trois: la production de gaz toxiques entraînée par la destruction des villes modernes; la diffusion à travers le monde entier de retombées radioactives; l'attaque de la couche d'ozone protectrice qui, en temps normal, empêche le rayonnement solaire ultra-violet d'atteindre la surface de la Terre. « Un brouet diabolique où se mêlent diverses agressions mortelles contre la vie sur Terre », que le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov estimait déjà, en 1983, susceptible d'entraîner la mort « de milliards de personnes et, selon toute probabilité, la destruction de l'humanité en tant qu'espèce biologique » (2).

CATHERINE VINCENT

- (1) Ce sigle reprenait les initiales des cinq auteurs du rapport: Carl Sagan, Richard Turco et trois chercheurs de la NASA, Owen Toon, Thomas Ackerman et James Pollack.
- (2) *The Dangers of Thermonuclear War*, d'Andreï Sakharov, Foreign Affairs, été 1983.

« L'hiver nucléaire », de Carl Sagan et Richard Turco, Seuil, 450 p., 145 F.

A Rennes,
les entreprises comptent
sur les universitaires
et réciproquement.

Et c'est ça,
vivre en intelligence.

Ecoutez les chefs d'entreprise de Rennes. Ils vous parleront système expert, process, certification. Maintenant, écoutez les universitaires. Ils vous parleront imagerie médicale, ultrafiltration, domotique.

La réussite de Rennes n'est-elle pas là ? Précisément dans le fait que tous peuvent aujourd'hui parler transfert de technologie, innovation, avec passion, avec la même ambition. C'est ça, vivre en intelligence.

RENNES

VIVRE EN INTELLIGENCE



Mise au point d'un robot autonome à caméra intégrée (INSA)

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Un programme de 188 milliards de francs

Le prototype du Rafale a fait son premier vol

Le premier prototype de l'avion de combat français Rafale a fait, dimanche 19 mai, son premier vol à Istres (Bouches-du-Rhône). Ce vol a duré une heure. Le Rafale a atteint l'altitude de 12 000 mètres et la vitesse de 1,2 Mach (près de 1 300 kilomètres à l'heure). Cette vitesse a été obtenue sans la post-combustion (poussée supplémentaire) des réacteurs, ce qui donne une idée de la relative discrétion (ou « furtivité ») de la propulsion, qui, dans ces conditions, dégage moins d'émissions infrarouges pour une éventuelle détection.

Avec ce premier vol du premier prototype du Rafale, la France se lance dans un investissement qui, selon un récent rapport sénatorial (*le Monde* du 27 avril), est évalué à 188,5 milliards de francs étalés sur une vingtaine d'années, si l'on additionne les dépenses de mise au point (étude, recherche et développement), l'industrialisation et les coûts de production en série de quelque 335 avions destinés à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale. Autant dire que ce premier vol est une péripétie, parmi d'autres à venir, dans l'existence d'un programme majeur pour les armées françaises, qui risque d'obérer leur budget prévisible pour l'an 2000.

Jusqu'à présent, on connaissait le « démonstrateur » Rafale, un avion propulsé par deux réacteurs américains et destiné à concevoir la configuration des prototypes, puis de l'appareil définitif, qui sera en service opérationnel à partir de 1997. Le premier vol de ce « démonstrateur » remonte à juillet 1986.

En avril 1988, l'Etat a passé commande à Dassault de son premier prototype, le Rafale C 01, qui vient d'effectuer son premier vol et qui

intéresse l'armée de l'air. Trois autres prototypes ont été ultérieurement commandés : un Rafale M 01, la version promise à la marine ; puis le Rafale B 01, qui est un biplace (les autres prototypes sont monoplaces), et enfin le Rafale M 02 qui complète la première version « marine ». Dans le même temps, l'Etat a prévu de passer commande à la SNECMA de vingt-quatre réacteurs M 88, destinés à développer le moteur définitif de conception française qui propulsera le Rafale. De leur côté, Thomson-CSF et Dassault Electronique (pour le radar RBE 2 et les contre-mesures) et Matra (pour le missile air-air MICA et le missile air-sol de croisière Apache) reçoivent de l'Etat les contrats de développement de ces divers matériels.

Une nouvelle génération

A ce jour, le développement (études, recherche, essais, avec l'industrialisation et les frais d'outillage compris) mobilise quelque 40 milliards de francs, dont pas moins de 10 milliards pour la SNECMA. Les industriels concernés participent à la dépense pour un quart de la somme.

Car, par rapport à des programmes aéronautiques antérieurs des armées françaises, le Rafale marque une rupture avec la tradition. C'est un avion totalement nouveau : il n'est ni extrapolé ni dérivé de modèles existants qui, ayant précédé dans la carrière, évoluent par étapes pour intégrer les dernières découvertes. Le Rafale est un avion de nouvelle génération, à l'image de ce que fut le Mirage III à l'époque.

Sur le plan de la cellule, d'abord. Avec sa voilure delta et son empennage canard pour les fortes manœuvres, sa structure en matériaux légers composites, ses commandes de vol électriques régies par un ordinateur et complètes à l'ensemble des systèmes d'armes, un poste de pilotage à deux écrans de visualisation en cou-

leur face à un siège incliné vers l'arrière pour pouvoir endurer des accélérations ou des décélérations brutales, et avec ses quatre points d'accroche 8 tonnes d'armements, le Rafale décolle à 19 tonnes de masse maximum et dépasse deux fois la vitesse du son. Sur le plan du moteur, ensuite. Le M 88 de base se veut un réacteur compact de 7,5 tonnes de poussée - le Rafale est bi-réacteur - susceptible d'être porté à 10,5 tonnes pour les versions qui suivront. Sur le plan du radar, encore. Le RBE 2 a une antenne à balayage électronique pour permettre au radar de traiter plusieurs cibles simultanément en combat aérien ou, en navigation à très basse altitude, de suivre automatiquement la trajectoire qui épouse au plus près le relief du terrain tout en surveillant le ciel. Sur le plan des missiles, enfin. Le MICA est, comme l'AMRAAM américain, un missile air-air multibandes dont la particularité, toutefois, est de pouvoir être équipé d'autodirecteurs interchangeables, actif (électromagnétique) ou passif (infrarouge). Quant à l'Apache, il s'agit du premier missile de croisière français tiré à distance de sécurité et conçu pour larguer, de jour comme de nuit, des sous-munitions contre des cibles « durcies ».

Pour la première fois, avec le Rafale, l'armée de l'air et la marine devraient disposer d'un avion comparable, même si la version embarquée pèse 750 kilogrammes de plus, en raison de son train d'atterrissage plus lourd et de la croûte d'appontage. C'est un tour de force pour un constructeur aéronautique qui de parvenir à réaliser un avion « polyvalent » aussi proche que possible de l'avion « terrestre ». Des échecs précédents en France, comme celui du Jaguar du même Dassault, ou l'incapacité des Etats-Unis à produire un appareil commun aux aviateurs et aux marins incitent à la prudence.

Livrable à partir de 1997, le Rafale se présente comme un avion polyva-

lent qui remplacera les Mirage III, Mirage 5, Mirage F1 et autres Jaguar de l'armée de l'air, comme il devra succéder aux Crusader, Etendard IVP et autres Super-Étendard de la marine. Ses missions sont tout autant des missions air-air (interception, police du ciel, combat aérien) que air-sol (assaut, pénétration à basse altitude, frappe nucléaire et reconnaissance) ou air-mer (anti-navires).

Un défi majeur

Armé de l'actuel missile nucléaire ASMP, qui transporte une charge de 300 kilogrammes (plus de quinze fois la puissance explosive de la bombe larguée sur Hiroshima) à 300 kilomètres de distance, ou de son successeur, le missile ASMP, à portée intercontinentale, le Rafale devrait prendre, d'autre part, la relève du bombardier stratégique Mirage IV à la fin du siècle.

L'armée de l'air française a estimé ses besoins à hauteur de 250 exemplaires, quand la marine nationale les a évalués à 85. Le constructeur Dassault prévoit, dans ces conditions, une exportation de 1 000 avions.

C'est un défi majeur pour l'industrie française. Au prix où il risque d'être, les adversaires du Rafale font

valoir que c'est le dernier avion dont la France peut assumer, seule, la production, s'il ne la met pas - avant - sur la paille.

Les Américains continueront de produire les leurs, qui seront les rivaux de demain, comme le nouveau YF-22, dont le programme est estimé à 100 milliards de dollars. Les Européens ont choisi de s'organiser autour d'un projet à quatre, sans les Français : l'European Fighter Aircraft (EFA), auquel collaborent tant bien que mal les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Le coût du programme EFA est estimé au double de celui du Rafale. C'est en 1985, à Turin, que le divorce est intervenu entre le Rafale et l'EFA. Depuis, Dassault a tenté - en vain - de séduire la Belgique, en y associant son industrie. Bruxelles a fait la sourde oreille.

Voici donc les Français lancés dans un projet qui scellera à terme leur aptitude à demeurer, ou non, dans le concert des grandes nations aéronautiques, celles qui sauront conserver la maîtrise, en toute indépendance, d'une technologie de pointe.

JACQUES ISNARD

Wellington ne protestera plus contre chaque essai nucléaire français dans le Pacifique. - La Nouvelle-Zélande ne protestera plus chaque fois que la France procédera à un essai nucléaire dans le Pacifique, mais seulement au début de chaque campagne, a indiqué mardi 21 mai le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il s'agit d'un changement de procédure et non d'un changement de politique, a-t-il expliqué. L'opposition travailliste y voit au contraire « un important et sérieux revirement de politique », car ce silence à la suite de chaque essai sera considéré comme un consentement tacite. - (AFP.)

EN BREF

Arrivage de Soyuz TM-12 à la station Mir. - Le vaisseau spatial Soyuz TM-12 qui transportait Helen Sharman, la première cosmonaute britannique de l'histoire, s'est amarré, lundi 20 mai à 16 h 31, à la station orbitale soviétique Mir. Helen Sharman, est la quinzisième femme à aller dans l'espace. Elle devrait passer six jours à bord de la station en compagnie des deux cosmonautes qui l'ont amenée à pied d'œuvre, Anatoli Artsebarski et Sergueï Krikalev, et des deux « locataires » de Mir, Moussa Manarov et Viktor Afanasiev qui la ramèneront sur Terre le 26 mai. - (Tass.)

Jefune de l'abbé Pierre en solidarité avec des déboutés du droit d'asile. - L'abbé Pierre a entamé, lundi 20 mai dans la salle paroissiale de l'église Saint-Joseph, rue Saint-Maur à Paris (11^e), un jeûne de solidarité avec cinquante-quatre déboutés du droit d'asile qui en sont à leur vingt-cinquième jour de grève de la faim (*le Monde* du 14 mai). « J'aimerais mourir plutôt que de voir mourir un seul de ces malheureux, dont le sort est entre nos mains de Français », écrit l'abbé Pierre, soixante-dix-neuf ans, dans une lettre au premier ministre.

Inculpation dans le dossier du blanchiment d'argent de la drogue et de l'ETA. - Joseph-Xavier Guimon, employé de l'office de change La Basco-Landaise de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), a été inculpé, lundi 20 mai, de « blanchiment de capitaux provenant de trafic de stupéfiants et de recel » par M. Jean-Luc Delahaye, juge d'instruction à Paris. Considéré comme le principal intermédiaire dans le réseau hispano-franco-suisse de blanchiment d'argent du trafic de drogue et de l'ETA, démantelé la semaine dernière (*le Monde* du 18 mai), M. Guimon a été placé sous ordre d'arrestation provisoire.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

VOICI LE DIESEL DE CEUX QUI PRATIQUENT LA ROUTE AU QUOTIDIEN.

1,54 F DU KM,
ENTRETIEN COMPRIS*

* CITROËN XM diesel séduction. Désormais, compter les kilomètres est un vrai plaisir. Avec la location longue durée Crédipar, roulez pour 1,54 F du km pendant 36 mois et 75000 km entretien inclus. LLD Crédipar 3200,05 F par mois : loyer 2892,93 F TTC plus option d'entretien 307,12 F TTC. Cette offre est valable sur les CITROËN XM année modèle 91 immatriculées

avant le 30 juin 91 sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Les locations longue durée Crédipar sont également possibles sur toute la gamme de la CITROËN XM 2 litres à la CITROËN XM V6 24 soupapes. CITROËN XM, découvrez une nouvelle façon de pratiquer la route. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN.

CITROËN

CITROËN XM. LA ROUTE MAÎTRISÉE.

مكتبة القرآن

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

Un palmarès « impérialiste » qui ne reflète guère la richesse et surtout la diversité de ce 44^e Festival de Cannes. Une diversité à laquelle la France n'est pas étrangère : les coproductions dont elle est le partenaire se multiplient. *Thelma et Louise*, de Ridley Scott, a fermé le bal avec bonheur.

SÉLECTION OFFICIELLE

Trois fois un, trop

En attribuant la Palme d'or et deux autres prix à « Barton Fink », des frères Coen, le jury laisse entendre – à tort – qu'il n'y avait pas d'autre production de qualité cette année

Palmarès déséquilibré, bancal, impérialiste, annoncé lundi soir au 44^e Festival de Cannes par Roman Polanski, enchanté d'avoir mis au pas son jury (1). *Barton Fink*, de Joel et Ethan Coen, répondait certes aux déclarations liminaires du président : « A la fin, je demanderai aux jurés de se poser la seule question importante : quel est le film qui m'a fait passer les deux meilleures heures » (le Monde du 9 mai). Mais de là à étouffer ce polar sombre et réjouissant, racontant la panne d'inspiration d'un jeune dramaturge new-yorkais happé par Hollywood, sous une avalanche de prix, il y avait un pas à ne pas franchir.

Prix de la mise en scène, prix d'interprétation masculine à John Turturro, Palme d'or à l'unanimité... Et pourquoi pas en plus le prix de camaraderie, et tous les autres prix ? Ce n'est plus de l'enthousiasme, c'est de la provocation, une façon incompréhensible, injustifiée, dictatoriale, de laisser entendre que le 44^e Festival de Cannes ne comportait qu'un seul film planant au-dessus des autres comme un aigle royal, et que ce film-là était *Barton Fink*.

Dès lors, tous les autres films

étaient dévalorisés, toutes les autres récompenses dévaluées, mise à part l'indiscutable prix d'interprétation féminine à Irène Jacob, la lumineuse double Véronique de Klesowski. Accessits partagés avec les prix du Jury ex aequo de *Hors la vie*, de Maroun Bagdadi, et *Europa* de Lars Von Trier (on sait que les ex aequo ne font jamais plaisir à personne), accessit curieusement baptisé « Prix de Cannes 91 » à la grandiose *Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette, et amoncelé par l'orgueilleux Spike Lee, crédité d'un inédit « Prix du meilleur second rôle » pour le junkie de son *Jungle Fever*, Samuel L. Jackson... Terminé.

Outre que l'attribution de trois prix majeurs au seul film des frères Coen ne sert à rien (qui se souvient que la Palme d'or 1989, *Sexe, mensonges et vidéo*, était assortie du prix d'interprétation masculine à James Spader ?), elle ne rend rien justice à la richesse de la sélection 1991. Vingt-deux films en compétition, aucun n'était indifférent. Beaucoup abordaient des thèmes voisins semblables (le double, la frontière, la création, le racisme en toile de fond), mais, avec une formidable diversité

d'inspiration. On a vu se réveiller le cinéma italien (pourquoi avoir oublié le *Porteur de serviettes* de Luchetti au palmarès ?), on a vu émerger le cinéma européen (pourquoi alors surdimensionner un film américain ?), on a vu, bouleversant, Jacques Dutronc, le Van Gogh de *Plaisir*, s'avancer légitimement vers le prix d'interprétation. On ne voyait pas mal. Mieux, en tout cas, qu'avait les lunettes de Roman Polanski.

Au souper de clôture, à peine avait-on servi le « millefeuille de céleri au foie gras » que Pierre Viot, le Président du Festival de Cannes, et Dominique Wallon, le directeur général du CNC, se mettaient d'accord pour saisir le conseil d'administration du Festival. Il y a de l'interdiction de cumul des récompenses principales dans l'air...

DANIEL HEYMANN

(1) Le jury était composé des comédiennes Whoopi Goldberg et Natalia Negoda, des réalisateurs Alan Parker, Ferid Boughedir et Jean-Paul Rappeneau, de la productrice Margaret Menegoz, du journaliste Hans Dieter Seidel, du musicien Vangelis et du chef opérateur Vittorio Storaro.



Irène Jacob, prix d'interprétation féminine pour « La Double Vie de Véronique »

Le palmarès

— Palme d'or : *Barton Fink*, de Joel et Ethan Coen (Etats-Unis).

— Meilleure interprétation masculine : l'Américain John Turturro pour *Barton Fink*.

— Meilleure interprétation féminine : la Française Irène Jacob pour *La Double Vie de Véronique*, de Krzysztof Kieslowski (France-Pologne).

— Grand Prix de Cannes 1991 (ancien Prix spécial du jury) : *La Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette (France).

— Meilleure mise en scène : Joel et Ethan Coen pour *Barton Fink*.

— Prix du jury : *Europa*, de Lars von Trier (Danemark) et *Hors la vie*, de Maroun Bagdadi (France).

— Meilleur second rôle : Samuel Jackson dans *Jungle Fever*, de Spike Lee (Etats-Unis).

— Caméra d'or (meilleur premier film) : *Toto le héros*, de Jaco Van Dormael (Belgique).

— Prix de la commission supérieure technique : Lars von Trier pour *Europa*.

— Palme d'or du court-métrage : les *Mains en l'air*, film polonais du Yougoslave Mitko Panov.

— Prix du jury du court-métrage : *Push Comes to Shove*, de Bill Plympton (Etats-Unis).

— Prix de la critique internationale : *La Double Vie de Véronique*.

— Prix Perspectives du cinéma français Cannes 91. Long-métrage : *Chab*, de Rachid Bouchareb ; court-métrage : *Cau-chemar blanc*, de Mathieu Kassovitz ; Prix spécial du jury : *Le Coup suprême*, de Jean-Pierre Sentier.

— Prix du public : *Toto le héros*.

QUINZAINE/SEMAINE DE LA CRITIQUE

Sacrée solitude

Plus de films personnels que de voies nouvelles dans les compétitions parallèles

Un jeune Indien rejoint au Canada son oncle, et devient l'homme de compagnie d'un vieux juif un peu fou, hébergé par un fils abusif. On pourrait craindre un avatar de *Miss Daisy et son chauffeur*, mais le film de Deepa Mehta, *Sun et moi*, présenté à la Semaine de la critique, est plus modeste dans son budget et sa réalisation, plus complexe dans les relations familiales, dans les « interdifférences » — différences entre religions, cultures, générations...

La Semaine de la critique s'attache aux marginalités dans tous les domaines, en particulier celui de la forme. La forme choisie par Adrian Velicescu pour raconter la

dérive intérieure d'un musicien (*Trompette n° 7*) est celle d'un enchaînement d'images — superbes — travaillées, trafiquées, intimement unies à la bande sonore. Une belle réussite dans un genre qui semble revenir en force : le récit éclaté, dont le fil s'enroule dans le désordre de la mémoire — *Toto le héros*, de Jaco Van Dormael, à la Quinzaine des réalisateurs, — dans le refus de la parole explicative — *Le Cabinet du docteur Ramirez*, de Peter Sellers, toujours à la Quinzaine, où l'on a par ailleurs opéré un tour du monde des problèmes nationaux. Les Yougoslaves isolés de tout (*Un supplément d'âme*, de Kenovic), les Tunisiens essayant de sauvegarder leur âme (*Poussière de diamant*, de Ben Mahmoud et Jalbil), les états d'âme d'un Hongrois soudain conscient de ses compromissions passées, parce qu'en butte à une chasse aux sorcières communistes (*Et pourtant*, de Kozdri Kovacs), les Soviétiques et le poids des années — où se trouve jeté un Britannique pour cause de coproduction (*Perdu en Sibérie*, d'Alexandre Mita) — Et Ken Loach, qui, avec l'humour le plus anglais, poursuit sa défense du prolétariat dans un petit film similitudinaire, *Riff-Raff*, merveilleusement joué, merveilleusement signifié. Et encore un Russe de toujours, Kravtchouk, qui dans la *Côte d'Adam* retrouve sans effort ce charme intimiste entre attendrissement et moquerie amère.

La tradition du Festival dans son

ensemble veut que les films présentés ne l'aient été nulle part ailleurs, sauf à la rigueur dans leur pays d'origine. Il y a donc eu à la Quinzaine onze premières mondiales. C'est beaucoup, d'autant que Pierre-Henri Deleau a connu les mêmes problèmes que Gilles Jacob en sélection officielle : à cause de la guerre du Golfe, il a fallu visionner un maximum de films entre mars et avril, dont la plupart n'étaient pas terminés. De plus, le désarroi, économique pour l'Amérique latine, ainsi que politique dans les pays de l'Est, a gravement atteint la production dans ces parties du monde.

On a vu des films personnels (*Proof*, de Jocelyne Moorehouse, *Une histoire inventée*, du Québécois André Fortier, dont on reparlera) mais rien qui, à première vue, annonce des voies nouvelles. On attendait la première réalisation de Sean Penn (fils d'Arthur), *The Indian Runner*, en espérant que l'atavisme jouerait. Sean Penn construit une histoire classique qui rassemble musiques et mythes typiques américains. Il semble avoir une prédilection pour les ralentis et les détails significatifs en gros plan, mais sait diriger les comédiens. Il sait parler, sinon du racisme (la grande affaire du Festival), du moins de l'exclusion, de ce que l'on appelait il y a peu « incommunicabilité » et, de tout temps, solitude.

COLETTE GODARD

La cavale fantastique

Deux femmes plus fortes que le monde des hommes.

Deux comédiennes épatantes dans un film parfait pour la clôture

THELMA ET LOUISE de Ridley Scott

S'il nous fallait répondre à la question préalable du président du jury, Roman Polanski : « Quel est le film qui m'a fait passer les deux meilleures heures ? », nous pourrions dire *Thelma et Louise*, en précisant toutefois : les deux meilleures heures de détente.

Le cinéma-spectacle ne perd jamais ses droits, surtout chez les cinéastes anglo-saxons. *Thelma et Louise*, c'était parfait pour la soirée de clôture. Le coup de cœur qu'avait eu Ridley Scott pour le scénario de Callie Khouri lui a inspiré un film qui tient à la fois du road-movie et de la comédie. Mais ce sont les femmes qui mènent le jeu. Deux femmes un peu cinglées embarquées dans un voyage sans retour, deux femmes vulnérables et énergiques, pathétiques et très drôles, différentes et complémentaires.

Quelque part en Arkansas, Louise, serveuse de restaurant, (Susan Sarandon), qui traverse une crise sentimentale, décide son amie Thelma (Geena Davis), femme au foyer douffée par un mucho de la plus belle espèce, à venir passer le week-end avec elle dans un bungalow de montagne. Thelma file sans demander la permission. Le soir, elles font escale dans une boîte de nuit, où elles s'éclatent. Imprudente, Thelma a trop dansé avec un dragueur du coin. Il l'entraîne

dans le parking et cherche à la violer. Louise arrive pour défendre sa copine, menace l'afreux avec un revolver et, accidentellement, le tue.

Commence alors une cavale fantastique dans la Ford Thunderbird modifiée 1966 de Louise. Fuite en avant que, le premier moment de panique passé, Louise — cœur chaud et tête froide qui cache un secret — organise sur un projet destiné à changer leurs vies. Thelma, la tête folle, pas vraiment décidée, devient un risqué-tout et ce n'est pas parce que la police, finalement, est sur leurs traces qu'elles ne pourront pas revenir en arrière. C'est parce qu'elles auront su échapper au monde des hommes, dont les divers représentants, croisés en cours de route, sans être forcément des ennemis farouches, ne peuvent être — même bien intentionnés comme Jimmy, le boyfriend de Louise, ou Hal Slocumbe, le policier — que des adversaires.

La Ford verte vedette de la cavale

Ridley Scott a filmé les décors naturels des autoroutes, des stations-services, des motels, des régions industrielles et des étendues sauvages et désertiques (Nouveau-Mexique, Arizona, Colorado) comme les grands décors imaginés de ses films de science-fiction, *Alien* et *Blade runner*. On reconnaît ses éclairages sophistiqués, sa façon nerveuse de conduire un récit, sur l'accélération des temps forts. Il a filmé la Ford verte comme une vedette de la cavale. Et trouvé un ton d'humour qu'on ne lui connaissait pas pour exalter Thelma et Louise, que les deux comédiennes épatantes font exister, humainement, psychologiquement, avec une chaleur intense. Quoi qu'elles fassent, on est de leur côté, on les comprend, on les aime. Les films sur l'amitié virile ne se comptent plus. Pour l'amitié féminine, ce film-là est une grande première.

JACQUES SICLIER

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

"Un mythe américain revisité par un aficionado Italien."



UN FILM DE PUPPI AVATI

LE 22 MAI

Tous en ligne

d'après l'emblème de Macha Stranger adaptation Ged Marlon, Nathalie Krabe, Dominique Raymond

mise en scène Ged Marlon

Avec Marie Mazy, Michel Digne, Dominique Raymond, Nathalie Krabe, Dominique Raymond, Dominique Raymond

42 02 02 68

THEATRE PARIS-VILLETTE

JEUNES-ETUDIANTS SEJOURS EN FAMILLE

UN MOIS AUX U.S.A. : 4900 FRANCS

TRANSPORT FACULTATIF - TARIF DE GROUPE - CALIFORNIE OU VIRGINIE

STAGES ANALOGUES EN CAMPUS AUX U.S.A. OU A OXFORD EN ANGLETERRE.

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :

BRITISH EUROPEAN CENTRE

5, RUE RICHPANSE - 75008 PARIS

TEL: (1) 42.60.35.57

du 17 mai au 8 juin

Location 42742050

41 bd du Temple

M^e République

TLP DEJAZET

Herman van Veen



CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

MARK MORRIS
Philippe
HERREWEGHE
L'ALLEGRO
Il penseroso ed il moderato
HABDEL
LA CHAPELLE ROYALE
FREIBURGER
BAROCKORCHESTER

Orchestre
Symphonique
Francis
Dir. : Laurent
PETITGIRARD
Sol. : René
BENEDETTI
Violoncelle
DVORAK, BIZET

RÉCITAL
D'ORGUE
Philippe
DUBEAU
J.-S. BACH

LES MIDIS MUSICAUX
le 27 : Pierre
REACH
Piano
ALKAN
le 29 : Lynne
DAWSON
Soprano
JEFF COHEN
Piano
SCHUMANN
DUPARC, STRAUSS
WALTON
le 31 : AL-LAN ZHU
Soprano
JEFF COHEN
Piano
PUCCEC
BOUNOS, SATIE

LE ROI ARTHUR
Henry Percell
THE ENGLISH
CONCERT
PINNOCK
avec soutien de
COGECOM et de la
FONDATION
FRANCE TELECOM

RÉCITAL DE CHANT
Christine
Schäfer
Soprano
AXEL BAUNI
Piano
MOZART, BERG
REIMANN, BRAHMS

ENSEMBLE
ORCHESTRAL
DE PARIS
Dir. : Armin
JORDAN
Anne-Sophie
Von Otter
Mézec-Soprano
BIZET, BERLIOZ

J.M. Fournier Prod.
Kazuko
NAGATOMI, piano
Quatuor de
BERLIN
MOZART, SCHUMANN

THE ENGLISH
BAROQUE
SOLOISTS
Dir. : John Eliot
GARDINER
MOZART

MUSÉE
D'ORSAY
Auditorium
Jeudi
30 mai
20 h 30
Tél. loc.
40-48-48-27
(p.a. Valenciennes)
O. et C.
Werner

OPÉRA
DE PARIS
BASTILLE
Vendredi 31
mai, 20 h 30
Places 50 F
à 220 F
Tél. loc.
40-01-18-18
(p.a. Valenciennes)
O. et C.

THÉÂTRE
CHAMPS-
ÉLYSÉES
Vendredi
31 mai
20 h 30
Tél. Rem.
47-23-47-77
(p.a. Valenciennes)

Hors
Hollywood

Suite de la première page

A Budapest s'est donc créée, en avril dernier, une Fondation pour l'art cinématographique hongrois, constituée de professionnels mais subventionnée par l'Etat. Elle doit reprendre en main la production et la distribution et se préoccupe de participer à l'essor de la haute définition européenne, en vue de l'exposition universelle 1995 à laquelle la Hongrie est candidate. En Pologne, les studios ayant toujours été plus décentralisés, leur indépendance envers le pouvoir politique se renforce tandis que la privatisation partielle de la télévision leur offre de nouveaux interlocuteurs.

En Union soviétique, la situation est dominée par l'affrontement entre les structures sclérosées issues de la période brejnevienne et le nouveau mogul Ismail Tagi-Zade, qui contrôle déjà plus des

deux tiers des salles. L'ancien organisme d'Etat Goskino est appelé à disparaître, remplacé par un organisme mixte mêlant professionnels et membres du Parlement. Il aura fort à faire pour maintenir son emprise, face à l'activisme et aux considérables moyens financiers de Tagi-Zade.

Pris en tenaille par ces deux géants, les « indépendants » et les créateurs réunis au sein de l'Union des cinéastes pourraient trouver chez des interlocuteurs français qui ont commencé à s'implanter en URSS (UGC, MK2) des alliés pour résister au double logisme du centralisme et du libéralisme intégral, aussi peu préoccupés l'un que l'autre d'enjeux culturels.

En Europe de l'Ouest également, quelques pays, par la voix de leurs pouvoirs publics ou, plus souvent, par celle des représentants des professionnels, se décident enfin à s'émanciper de la ruine qui menace

CANNES 91

leurs cinémas nationaux, face à la double pression des télévisions et de Hollywood. C'est le cas des Anglais - qui comptent sur un changement politique, annonçant sans ambages : « Si les travaillistes n'arrivent pas au gouvernement lors des prochaines élections, notre cinéma est mort » - des Italiens, des Portugais ou des Suisses.

En Espagne, le récent changement politique laisse dans l'expectative, après les remèdes de cheval administrés par le précédent ministre de la culture, M. Jorge Semprun, mais mal acceptés par la profession. L'Etat allemand, en revanche, paraît ne prêter guère d'attention à son cinéma, laissant faire des Lander préoccupés de seuls objectifs régionaux, sans grand souci du contenu des œuvres ni de la défense d'une cinématographie nationale ou européenne.

L'Afrique noire a fait, à Cannes, l'objet d'une intense activité, avec la venue d'une quinzaine de cinéastes. A partir de l'an prochain, le Festival cannois offrira une assistance technique au Festival de Ouagadougou, ce qui devrait améliorer sensiblement l'organisation du grand rendez-vous des cinéastes africains. Le projet, désormais arrêté, d'une cinémathèque à Ouagadougou confirme le rôle leader joué par le

Burkina. Mais le Sénégal, le Mali, le Niger et le Cameroun montent à leur tour au créneau.

Tous les témoignages confirment la situation catastrophique des cinématographies d'Amérique latine. Les professionnels japonais rencontrés sur la Croisette décrivent, eux, une situation paradoxale : une exploitation assez florissante pour représenter aujourd'hui le deuxième marché mondial derrière les USA, et un interventionnisme financier croissant, mais un affaiblissement chronique, en quantité comme en qualité, de leur production nationale.

Résistance
au nivellement

Guère plus d'optimisme en Inde, premier producteur mondial de films, où le système des studios provinciaux et l'esthétique traditionnelle du cinéma indien sont tous deux en crise, sans qu'on sache bien ce qui pourrait s'y substituer. Quant à la Chine, qui alimente bien des espoirs au milieu des années 80, elle subit aujourd'hui une censure féroce, encore aggravée par le flou des critères de décision et l'absence d'interlocuteurs constants.

Des représentants de toutes ces contrées sont venus à Cannes pren-

dre langue avec les professionnels et les institutions françaises. Jusqu'aux indépendants américains, pas mécontents de trouver chez Bouygues, chez Canal Plus, à la Générale des eaux ou à la Compagnie française cinématographique, du groupe de Rouvre, de puissants partenaires financiers. Ailleurs, ce sont plutôt des modèles d'organisation que l'on vient observer, curieux de ce pays qui, seul, a maintenu une cinématographie en relative bonne santé.

« Nous sommes dans une situation exceptionnelle, une période de mutation de grande envergure dans la plupart des zones géographiques, où la France a un rôle de partenaire à jouer », souligne M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma, qui a reçu une quarantaine de délégations étrangères durant le Festival. Qu'il s'agisse de la mise sur pied de réglementations, de systèmes d'aide, de définition de règles du jeu avec la télévision, de droit d'auteur ou de formation, le CNC est sollicité de Namur à Singapour, de l'Afrique noire aux pays de l'Est (il sera même invité à qualité au prochain congrès de l'Union des cinéastes soviétiques à la fin du mois).

Partout les accords de coproduction sont élargis, et de nouveaux sont créés (avec la Turquie aujourd'hui). Le GIE France cinéma diffusion, chargé de la diffusion des œuvres françaises dans les pays en voie de développement, malgré un premier bilan en demi-teinte, poursuit ses actions au Brésil, en Inde et en Afrique du Nord, entreprend d'exporter des films issus de l'Europe entière et prépare des opérations conséquentes en direction des pays de l'Est et du Japon.

« L'objectif est de contribuer au maintien ou au développement des cinémas nationaux, d'une part, des cinémas français et européens, d'autre part, partout dans le monde », résume M. Wallon. Dans de nombreux pays, des projets de salles construites ou gérées avec la participation des grands circuits français (Gaumont, UGC, Pathé) et réservées à ces différents types de film sont à l'étude ou fonctionnent déjà. Autant de points de résistance au nivellement en passe d'être opérés sur les écrans de la planète par le rouleau compresseur hollywoodien.

JEAN-MICHEL FRODON

OPERA
DE PARIS
BASTILLE
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHEN CHUNG

SAISON
1991 1992

LES NOCES DE FIGARO
Mozart
IDOMENEE
Mozart
L'ANGE DE FEU
Prokofiev
LA FLUTE ENCHANTEE
Mozart
BORIS GODOUNOV
Moussorgsky
LADY MACBETH DE MTSENSK
Chostakovitch
ELEKTRA
Strauss
UN BAL MASQUE
Verdi
LES CONTES D'HOFFMANN
Offenbach
OTELLO
Verdi
LE LAC DES CYGNES
Tchaïkovski

GRANDE SALLE AMPHITHEATRE
STUDIO

RENSEIGNEMENTS
ABONNEMENTS
(1) 43 43 96 96

ENVOI GRATUIT DE LA
BROCHURE-PROGRAMME SUR DEMANDE

Concerts Radio France

91
92

ABONNEMENTS
150 concerts
en 25 séries
Brochure sur demande
42 30 16 16
Radio France

Opéras contemporains
Concerts créations,
Atelier IRCAM
Répertoire
du XXe siècle
Musique de chambre

au Châtelet
et à l'Auditorium
de la Sorbonne
et au Centre Georges Pompidou
et au Musée d'Art Moderne

ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

PIANO
Mardi 28 Mai 1991
MURRAY PERAHIA
MOZART • BRAHMS • CHOPIN • BEETHOVEN
6 et 14 Juin 1991
2 récitals
MAURIZIO POLLINI
BEETHOVEN • CHOPIN • BERG • STRAVINSKY
PLEYEL 45 61 06 30

2e FESTIVAL
D'ORGUE
à
Saint-Eustache
JEUDI 25 MAI
JEAN-PAUL IMBERT
FRANCK • REGER • WAGNER • LISZT
RENSEIGNEMENTS et LOCATION
45 22 28 74
FNAC • AGENCES

Maison
des
Cultures
du
Monde

ROUTES
DE LA SOIE
Musiques - Danses
Théâtre masqué
du 23 au 26 Mai
INDE
30 et 31 Mai
AZERBAÏDJAN
du 1er au 25 Juin
MONGOLIE - SIBÉRIE
VOLGA - OUZBEKISTAN
CHINE - AFGHANISTAN
JAPON
Envoi programme sur simple app.
45.44.72.30

صندوق البريد 1000

CULTURE

ARTS
L'orchestration des images

A l'asile de la Waldau, près de Berne,
Adolf Wölfl dessinait, écrivait, composait

ADOLF WÖFLI
ou Centre culturel suisse

Né dans les environs de Berne de parents misérables, orphelin à huit ans, placé comme domestique dans des fermes, où la brutalité était monnaie courante, Adolf Wölfl (1864-1930) dérapa : délit (attentat à la pudeur sur des fillettes), prison, nouveau délit, et c'est l'enfermement dans un asile psychiatrique, la Waldau, en 1895. Classé schizophrène, il y resta jusqu'à sa mort. Il y développa une production stupéfiante en quantité et en qualité. Celle-ci, connue des chercheurs en matière d'art et de folie, depuis les années 20 - le docteur W. Morgenthau, médecin-chef de la Waldau, lui consacra une monographie - est devenue célèbre en grande partie grâce à Dubuffet, qui, en 1943, fit des dessins de Wölfl le fer de lance de la collection de l'art brut (aujourd'hui conservée à Lausanne, Paris n'ayant pas eu, à temps, dans les années 60, en estimant la valeur).

Le grand œuvre de Wölfl, une ronde de dessins, d'écrits et de compositions musicales englobant le vaste monde et son au-delà, une autobiographie plurielle et mythique, somptueusement enluminée, pouvant évoquer de par sa construction même les grands cycles iconographiques des églises et les mandalas ou ne rappeler que l'extraordinaire liberté de l'orchestration des images, des mots, des sons tenus dans l'espace de grandes feuilles de papier, ce grand œuvre n'avait jamais été présenté aussi largement en France qu'avec cette exposition du Centre culturel suisse. Y sont réunis des dessins en noir et blanc des années 1904-1905, les premiers qui aient été enregistrés, bien que Wölfl ait commencé son œuvre artistique en 1899, des illustrations pour son livre *Du berceau à la tombe* (1908-1912), pour les *Cahiers géographiques et géométriques* (1912-1916), pour les *Cahiers de chansons et danses* (1917-1922), pour l'*Album-Ohlers* comportant des danses et des marches (1924-1928), pour la *Marche funèbre* (1928-1930), ainsi que des dessins qui n'étaient pas destinés à illustrer l'œuvre narrative, mais que Wölfl voulait vendre.

Ce regroupement met l'accent sur une constante : l'omniprésence de la musique dans l'œuvre dessinée de Wölfl, de portées musicales à six lignes, vides ou chargées de

notes, de clefs, de mesures et de barres de mesures, que des musiciens ont essayé de déchiffrer. A quoi ressemble la musique de Wölfl, qui se qualifiait constamment, entre autres, de compositeur et « directeur musical », et que plusieurs photographies montrent jouant de l'instrument qu'il s'était fabriqué : une trompette en carton, des marches et des mazurkas ? Peut-on lire ses partitions, peut-on les interpréter ? Un livre, *Wölfl dessinateur-compositeur* (1), accompagne l'exposition, qui traite diversément de ces questions.

Musique mon ill !, le titre de l'essai de Michel Thévoz, le conservateur du musée de l'art brut, en dit long. Long sur la dérive figurative d'un essai évident d'écriture de la musique. Où Wölfl fait penser à l'enfant qui ne comprend rien à l'algèbre, mais aligne les formules fantaisistes en espérant que la magie des signes en partie calqués sur les codes savants suffira à briser. Mais où Wölfl, à la différence de l'enfant et de son algèbre, réussit à ne rien perdre de la musicalité de ses compositions. Une musicalité signalée par les notes et les portées, faussement narrative, qui passe à travers le dessin au crayon de ce qui ressemble aussi à des routes, des autoroutes, des échangeurs grouillant de vie, de monde. Qui passe à travers les dégradés de gris, dans les premiers dessins silencieux, sans notes. Et à travers la couleur et les rythmes toujours renouvelés des épisodes de la vie du saint patron et martyr, Adolf Wölfl, seul maître avant Dieu d'un univers plastique riche, qui ne cesse d'étonner l'amateur d'art brut ou pas. Pensez donc que notre homme, qui usait aussi du collage d'images, s'est permis en 1929 d'intégrer dans une œuvre une publicité pour les boîtes de soupe Campbell's !

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Publié par L'Age d'homme (Lausanne), la Fondation Adolf Wölfl (Berne) et la Collection de l'art brut (Lausanne). Textes de Elka Speer, Peter Streiff et Kjell Keller, Allen S. Weiss, Michel Thévoz, Jörg Strzeli. 38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Jusqu'au 26 mai.

MUSIQUES

Les nuits enchantées de Mozart

Flamboyantes imprécations sous les vertigineuses envolées d'un trapéziste

ÉVIAN

de notre envoyé spécial

Les Rencontres musicales d'Evian se sont terminées par la création mondiale d'un spectacle délicieux, qui a dû consoler Mozart de bien des hommages faussés dans cette année du bicentenaire. Dans le ravissant petit théâtre à l'italienne Antoine-Riboud, sous les trapèzes volants, un vrai cirque s'est installé, avec son orchestre en habits rouges au-dessus de la piste.

Et pendant une heure et demie, au cours d'une intrigue fantaisiste, l'univers de Mozart et le monde du

cirque en sa fraîcheur se sont mutuellement fait la courte échelle, ont joué la farce et l'émotion, la jonglerie de mots et de gestes, le mystère de l'enfant et de l'homme. Les clowns ont reconnu leurs amis Paganini, Osmin et Monstrous. La Reine de la Nuit a jailli de terre et poussé de flamboyantes imprécations sous les vertigineuses envolées d'un trapéziste, par-dessus la tête des spectateurs (et de M. Jacques Delors...), et les airs les plus suaves ont trouvé des parallèles dans les gracieuses évolutions des gymnastes, à la corde lisse ou à travers des cerceaux alignés, comme les plus ébérées des danseuses, tandis que fil-de-fé-

riste et cracheur de feu accompagnaient les anathèmes comiques du Gardien du sérail.

Ces *Nuits enchantées de Mozart*, dues à Mireille Larroche (la fée de la Péniche-Opéra), Pierre Danais, Jean-Paul Roth (pour l'ingénieuse découpe musicale), Gérard Fasoli, avec le Centre national des arts du cirque de Rosny-sous-Bois et le CREA-Théâtre Musical Studio, il faudra aller les voir à l'Espace Jacques-Prévert d'Aulnay (1) ; mais on souhaiterait qu'elles durent bien plus longtemps et tournent à travers la France, tant elles rejoignent l'âme de la musique. Dans ces Rencontres d'Evian, centrées sur le Japon (le

Monde du 16 mai), l'exhibition des petits compositeurs prodiges de la Fondation Yamaha a emballé le public, mais guère convaincu les professionnels, qui ont mis en doute les possibilités d'épanouissement de ces adolescents précocement gavés. Quant à l'orchestre de la Toho Gakuen Music School, il faut saluer le courage et le talent avec lesquels il a assumé un labeur de stakhanoviste : cinq concerts aux programmes différents et fort difficiles en dix jours !

Mais Evian reste avant tout le paradis des chambristes : Uto Ughi, l'étréchant violoniste venu tout droit du dix-huitième siècle vénitien ou padouan ; Tabea Zimmerman, l'altiste au lyrisme épanoui de jeune bacchante, comme une rose fraîchement éclosée, avec les maîtres de maison Alain Meunier et Slava Rostropovich ; le quatuor Keller (lauréat de l'an passé) et le sublime quatuor Talich avec Brigitte Engerer et Olivier Charrier dans une superbe *Concerti de Chausson* ; la jeune Akiko Suwanai, au beau violon contemplatif, créant le très subtil *Concerto* de Miyoshi ; Tetsuyoshi Tsutsumi, ruisselant de bonheur à son violoncelle, manquant à chaque pointe d'émotion de trébucher avec son instrument, sans oublier le fracassant Shura Cherkassky, dont le toucher, le phrasé, le lyrisme nous ramenaient à la Russie impériale d'avant Horowitz. Malgré quelques bizarreries de programmes, une belle année encore à Evian.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Les 11, 13, 14 juin (à 21 heures) et le 16 juin (à 16 heures).

Le « Così » sans concessions de Krivine

COSI FAN TUTTE

à Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Così fan tutte, chef-d'œuvre mozartien incontesté, est aujourd'hui un cadeau empoisonné dont il semble que la magie se soit envolée avec les grands enregistrements et les grandes voix des années 50 (Della Casa, Ludwig, Dermota, Kunz avec Böhm, Stich-Randall, Berganza, Alva, Panerai avec Rosebaud à Aix, Schwarzkopf, Simionescu, Panerai avec Karpjan). Ou elles réunissent des jokers que quelques peu égarées, ou qu'elles fassent appel à de très jeunes talents - très verts, forcément - les distributions récentes laissent l'auditeur insatisfait. Il semble que les seuls *Così* intéressants soient désormais des *Così* de chefs : Harnoncourt, l'an dernier, à Amsterdam (l'enregistrement va paraître chez Teldec) ; Krivine, en ce moment, à Bordeaux, qui, bicentenaire obligé, ouvre sur Mozart son festival de printemps.

Pour cet opéra de l'intimité, Harnoncourt n'a pas renoncé à l'éclatant Concertgebouw et même au fouet environnant vingt musiciens. Plus royaliste que le roi, Krivine se contente de huit premiers violons - le reste à l'éventail - qu'il mène au fouet également. Ainsi le « baro-

queux », dans l'affaire, c'est lui, car c'est lui l'intransigeant.

Il est vrai que cette production, donnée six fois dans le cadre du Mai bordelais et reprise à la même période l'an prochain (sous la direction d'Alain Lombard à la tête d'un Orchestre de Bordeaux-Aquitaine probablement étoffé), a été conçue aux dimensions du Théâtre du Port de la Lune : quelques centaines de places en gradins ; une acoustique impitoyable de sécheresse ; une diffusion du son monophonique. L'orchestre joue donc de bout en bout sur la brèche. On entend tout. On mesure des périls insurmontables - l'attention des cordes essentiellement : il y faudrait l'orchestre du Mozarteum, - les tempos infaux tenus à grande-peine. Mais tant de difficultés vaincues - les vents, impeccables, - tant d'intentions utopiques finalement menées à bien pour serrer la partition au plus près, donner toute leur fougue aux récitatifs accompagnés, toute leur vigueur passionnée aux ensembles chantés, pour faire battre douloureusement le cœur syncope de Mozart. Pour respirer au risque d'y perdre le souffle, et rappeler que Mozart, c'est forcément risqué.

Emmanuel Krivine a dû beaucoup batailler, et suer pas mal, pour mener ainsi ses troupes au feu, dans un *Così* qui il dirait pour la première fois dans la fosse. Le jeune chef de l'Orchestre national lyonnais n'a pas, comme on sait, la fibre

opératique. A moins que, rêvant d'un opéra idéal où tout serait musicalement à réinventer, il y mette trop d'acharnement pour être « intégrable », comme l'on dit dans le nouveau gouvernement français.

Directeur à l'année du Théâtre du Port de la Lune, Jean-Louis Thamin recevait, et s'était allié, un décorateur autrichien (Hans Schavermoch) pour habiller *Così* de frais. Quelques miroirs pivots, et voici que les reflets se multiplient à l'infini, généralisant à l'humanité le chassé-croisé amoureux imaginé par Da Ponte.

Américaine langoureuse à la voix fière, aux vocalises assurées, Ann Panagulis sera doublée pour deux représentations par Charlotte Margiono, la Fioridigli de Harnoncourt. Martine Mahé, Dorabella à confirmer, sera remplacée à l'occasion par Magali Chalmieu-Damonte. Yougoslave, Giorgio Surian (Alfonso) a chanté avec Abbado et Muti : cela s'entend. Nimios, Marc Barrad est un Guglielmo très convaincant et Jeanette Fischer une Despina piquante, quoique suisse. Le ténor polonais Marek Torzewski (Ferrando) a rejoint en extrême distribution où l'on ne compte pas les prises de rôle et qui rate de très près le sans-faute.

ANNE REY

Prochaines représentations : les 22, 23, 24, 25 et 26 mai, à 21 heures. Tél. : (16) 56-44-70-71.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

DIAGONALES

Et si le roman d'âme n'avait duré qu'un siècle, le temps d'un accès de rigueur dans l'éducation catholique ? José Cabanis pose lumineusement la question, en tant que dernier représentant vivant, avec Julien Green, de la sainte famille (Mauriac, le Roman et Dieu, Gallimard, 122 p., 82 F).

Les moins de cinquante ans n'ont pas idée des contentions, contorsions et contritions auxquelles l'Eglise a condamné ses jeunes ouailles, en gros de 1850 à 1950. A en croire les innombrables directeurs de conscience qui les encadraient, la nature était irrémédiablement corrompue ; la chair : une invention du diable, une occasion de péché mortel, de rupture avec le Ciel et, en cas de mort brusque, un risque d'aller droit en enfer. Les enfants grandissaient dans l'effroi de la souillure, la honte de leurs désirs, les odeurs de soutane et de réfectoire. Ainsi muselés et décriés, le plaisir n'en avait, pour certains, que plus d'attrait. D'autres tiraient importance de se sentir scrutés jour et nuit par un Dieu personnel, attentif à leurs moindres émois et trébuchements.

Ce droit de regard au fond des consciences et de décision sur la damnation ou le salut de chacun, le romancier qui y croyait rêvait évidemment de la partager avec la divinité, plus souverainement encore que les confesseurs d'alors. Les trois grands du roman dit catholique ont exercé ce pouvoir sur leurs personnages, entre les deux guerres, en mettant l'accent, selon leur tempérament, sur l'enfer (Bernanos), les démons (Green), ou le rachat par le Christ (Mauriac).

La répression religieuse des sens présentait un autre avantage littéraire, par-delà ses effets rudoyants pour les individus : le pécheur artiste se posait, à chaque incartade, la question globale de son maintien, ou non, dans le giron de l'Eglise. La question de l'orthodoxie et de l'appartenance a occupé quatre générations de créateurs croyants, comme elle allait en ténailleur deux ou trois autres, à propos du Parti communiste. Aller ou non communier chez les Maritain, quitter ou non le comité central : c'était une même alternative, aussi floue que l'ego que torturait.

Roman et péché

L'ennui naquit un jour de la permissivité. « Si Dieu n'existe pas, tout est possible », disait Dostoevski. Et le roman, l'est-il encore, possible ? Se conçoit-il sans péché ?

Dernier en date des écrivains mystiques, Maurice Clavel croyait reconnaître l'Esprit-Saint dans les révoltes étudiantes, et dans les tranquillisants ou la psychanalyse, une dérobade devant les épreuves de la Grâce. Cela ne donnait plus une œuvre romanesque. Ses devanciers ont été plus judicieux. Julien Green a peu à peu abandonné le terrain de la laïcité sensuelle inextinguible, où il excellait avant guerre (Mont-Cinère, Adrienne Mesurat), pour retrouver récemment les innocences de sa jeunesse américaine.

Mauriac, lui, avait anticipé les progrès de l'incroyance. Non par embarras après l'intimidation de Sartre dans la N.R.F. de 1939 (« Dieu n'est pas un artiste, Mauriac non plus ») ; après tout, Sartre lui-même ne se privait pas de percer le secret de ses personnages et de forcer leur liberté. L'auteur du *Nouveau vièpère* savait, de science provinciale et rustique, que son art romanesque postulait une curiosité et une hypocrisie villageoises en voie d'extinction.

Après avoir deviné qu'il n'était bon roman catholique que sentant le fagot, il n'a cessé de gommer la prédication de ses débuts. Plus Dieu s'effaçait de ses livres, meilleurs ils étaient. Déjà, dans *Les Chemins de la mer*, la présence du surmaturel était avantageusement suggérée par un goût de sel sur les lèvres, comme la présence du désir l'était par les odeurs de foin ou de résine des vacances. Dans les derniers romans, l'Agneau et le Sagouin, les créatures n'ont pas rendez-vous avec leur Sauveur, mais avec un certain salut flou, une paix indistincte. La littérature gagne

à ces allusions, cependant que le public concerné s'élargit aux incroyants.

José Cabanis se demande si le roman lié au sens du péché n'aura pas été qu'un moment dans l'histoire de la fiction en général. Le genre tout entier aura-t-il tenu dans cette parenthèse néo-janséniste, de Bovy (1856) à la naissance, vers 1950, du nouveau roman, exempt de pécheurs puisque vierge, en principe, de toute conscience déblatrant.

La plupart des interdits dont Mauriac se plaçait avec délices ont sauté. On ne s'épie plus dans de grandes demeures pleines de celliers et de servantes ; on ne se confesse plus, ou alors aux radios nocturnes et aux astrologues. L'examen de conscience continue pourtant d'appartenir aux ressources du roman et à la culture ambiante. Les actes du colloque Mauriac tenu à l'automne 1990 (*Cahiers Mauriac* n° 18, Grasset) montrent que le roman d'âme survit au relâchement de l'éducation catholique. Des inquiétudes moins intérieures, plus objectives et collectives, ont pris le relais des douces culpabilités d'autrefois. Reste une attitude réflexive de l'être, une sensation de singularité, de richesse unique, fût-ce sous un ciel vide.

La pièce de Montherlant, la *Ville dont le prince est un enfant*, qui paraît incompréhensible hors du contexte des internats confessionnels des années 30, ne cesse de « parler » aux publics d'aujourd'hui, les plus éloignés de Sainte-Croix de Neuilly. L'an dernier, un écrivain et philosophe apparemment affranchi des chaînes de l'enfant Mauriac a reconnu sa dette (la Traversée du désert de Mauriac, de François George, Calligrammes). A Tokyo, on a beaucoup joué au théâtre la partie de cartes de Pagnol, comme si la belote sur le Vieux-Port faisait partie du patrimoine nippon, au même titre que les samouraïs. Le roman du péché de chair et de la pureté, sous l'œil des bons pères, est entré dans les mémoires des plus mécréants et libertins.

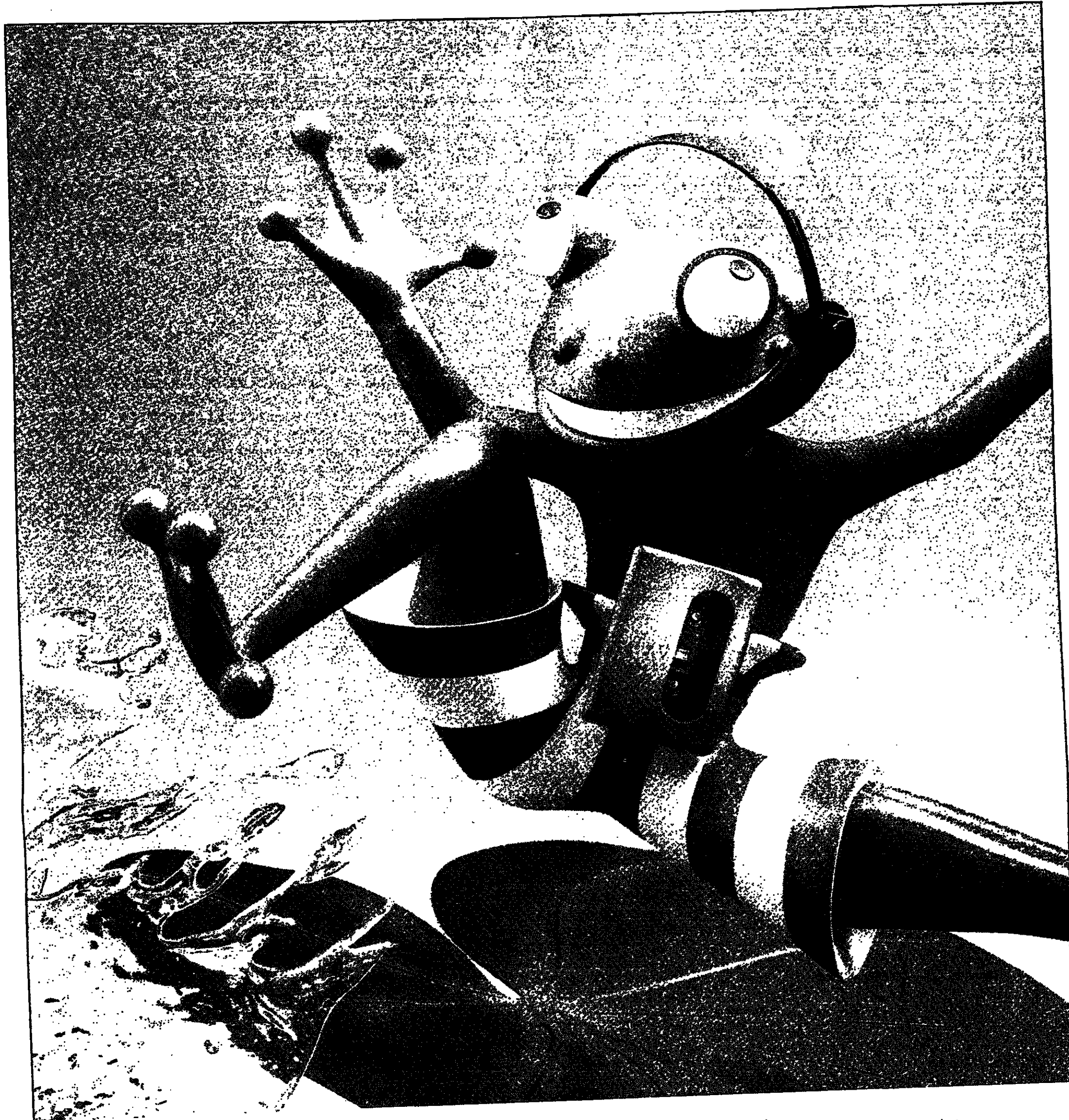
On reconnaît les chefs-d'œuvre à ce qu'ils sont métaphoriques d'une autre réalité que celle qui les a inspirés. Et des voies de l'universel sont impénétrables.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Hors Série
le nouvel
Observateur
VOYAGES D'OUTRE-FRANCE
VINGT ET UN ÉCRIVAINS
NOUS LIVRENT
LEURS CARNETS DE ROUTE
AUTOUR DU MONDE.
POUR SUIVRE LEURS TRACES
NOUS AVONS ÉTABLI
AVEC UN GRAND SOUCI DU
DÉTAIL UN GUIDE PRATIQUE.
30F chez votre Marchand de Journaux

صحنه من الراحل



Baladeurs : nous les avons testés partout*
pour qu'ils puissent vous suivre n'importe où.



Bondir, sauter, courir, danser... soleil, pluie, neige, humidité, sable, vent... la vie des baladeurs n'est pas de tout repos. C'est pourquoi la Fnac les a testés dans les conditions extrêmes de leur existence future. Et elle n'a gardé que ceux qui résistaient. Cette sélection se trouve dans le dossier Fnac Baladeurs. Si vous voulez que votre baladeur puisse vous suivre partout, vous avez tout intérêt à suivre les conseils de la Fnac.

*Conditions simulées en laboratoire.

fnac

ÉCONOMIE

Les rencontres à Tokyo et l'enlisement des négociations

Les Etats-Unis contre Airbus

Les Etats-Unis cherchent-ils à faire respecter une saine concurrence dans la construction aéronautique ou bien veulent-ils évincer l'Europe du marché des avions civils? Jusqu'à présent, ils avaient ciblé leurs attaques contre le financement « déloyal » des Airbus, en dénonçant devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) la curieuse garantie de change que les Allemands accordent à leur avionneur Deutsche Aerospace (DASA) et qui lui a permis d'emporter 1,3 milliard de francs en 1990.

Ils poursuivaient avec les Européens une négociation rude, mais qui semblait progresser, sur les « avances remboursables » accordées à Airbus. Ils faisaient valoir que Boeing et McDonnell Douglas se tournaient vers des prêts bancaires pour lancer des avions nouveaux alors que le gouvernement français, par exemple, avance gratuitement jusqu'à 65 % des fonds à Adrospatiale. Ils demandaient que cette pratique soit plafonnée à 25 %. Les Européens proposaient 45 %, en sachant pertinemment qu'il leur faudrait, un jour, supprimer ces avances remboursables. Après tout, l'Airbus A-321 est en cours de développement sans le moindre financement public.

Mais McDonnell Douglas est dans un piège et fait pour cause de pertes de marchés militaires et de mauvaise gestion; Boeing redoute le lancement d'un Airbus A-350 de six cents places qui concurrencerait son gros porteur 747. Alors, Washington veut déposer, cette semaine, une plainte devant le GATT contre Airbus Industrie tout entier, contre les 27 milliards de dollars de subventions qui auraient été perçus en vingt ans et contre l'attribution de crédits publics à l'exportation.

Les Européens se réunissent, le 23 mai à Bruxelles, pour mettre au point une riposte à cette gesticulation. Ils ne manquent pas de faire valoir, comme par le passé, que les aides publiques dont ils ont profité ne dépassent pas les 10 milliards de dollars et que les constructeurs américains ont été subventionnés indirectement pour 23 milliards de dollars. Dialogue de sourds ou négociation de marchands de tapis?

ALAIN FAUJAS

□ Le PDG d'Adrospatiale critique les « mécanismes européens ». — M. Henri Martre, PDG d'Adrospatiale, s'en prend aux « mécanismes européens » qu'il trouve « trop lourds », dans une interview publiée le 20 mai par les Dernières Nouvelles d'Alsace. « Je trouve surtout que la CEE n'a pas de politique industrielle et commerciale suffisamment offensive face à nos concurrents », poursuit M. Martre, soulignant toutefois que « pour nous, le Japon est davantage un client et un partenaire potentiel qu'un envahisseur ».

Le protectionnisme du Japon dénoncé par ses partenaires

Le Japon se retrouve cette semaine au centre des négociations économiques et commerciales internationales. Pour la première fois depuis 1986, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, était attendu, mercredi 22 mai à Tokyo, à la tête d'une importante délégation pour discuter des contentieux en cours, notamment dans le secteur de l'automobile, avec les dirigeants nippons.

Mardi, le vice-président américain, M. Dan Quayle, quittait Tokyo après une visite de deux jours et alors que se tenait dans la capitale de l'archipel une réunion de bilan, un an après l'accord commercial de juin 1990 entre le Japon et les Etats-

Unis. Le vice-président américain, qui a rencontré le premier ministre japonais et d'autres responsables gouvernementaux, a demandé au Japon de payer l'intégralité de la contribution promise de 9 milliards de dollars pour l'effort de guerre dans le Golfe. M. Quayle a plaidé en faveur de la nécessité de conclure les discussions multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs et les échanges). Il a appelé tous les pays « à mettre sur la table tous les problèmes agricoles sensibles ». A son tour, il a demandé aux Japonais une libéralisation de leur marché intérieur automobile. Les négociateurs commerciaux américains ont fait part, publiquement, de leur « déception » quant à la

mise en œuvre de l'accord bilatéral de libéralisation des échanges de juin 1990.

De son côté, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney est venu au secours du Japon. Interrogé dans l'avion qui le menait, mardi 21 mai, en Asie (à Hongkong d'abord, au Japon ensuite), le dirigeant canadien a expliqué que « le seul moyen de traiter d'obstacles et de faiblesses structurels est de les reconnaître et de faire appel à la volonté collective pour les résoudre, non de blâmer les autres pour ses propres problèmes » et de « taper sur le Japon », faisant ainsi référence aux déclarations récentes du nouveau premier ministre français, M. Edith Cresson.

Pour l'instant, le Japon continue à investir activement à l'étranger. D'après les statistiques rendues publiques mardi 21 mai par le ministère des finances à Tokyo, les actifs nets possédés par le Japon ont encore augmenté en 1990 de 11,9 % pour atteindre un record de 328 milliards de dollars. Le Japon se situe ainsi au premier rang mondial pour la sixième année consécutive. A la fin de 1990, le total des actifs détenus par les Japonais à l'étranger s'élevait à 1857,8 milliards de dollars. Ce dynamisme des investisseurs japonais inquiète les Européens, mais aussi les Américains. Certains parlementaires souhaitent renforcer la protection des sociétés américaines.

Les Américains veulent défendre leurs entreprises

NEW-YORK

de notre correspondant

Généralement écartées par l'administration, les velléités protectionnistes du Congrès — visant souvent le Japon — ont toujours été de mise aux Etats-Unis. Car bien vues par les électeurs. Cette fois, c'est M. Mel Levine, un parlementaire démocrate de la Chambre des représentants, qui a déposé une proposition de loi visant à bloquer toute acquisition susceptible de menacer non seulement la sécurité nationale mais aussi les intérêts économiques du pays (le Monde du 15 mai). Une notion nouvelle. Dans le même temps, de nouvelles dispositions fiscales devraient bientôt pénaliser les filiales américaines de firmes étrangères.

« L'Amérique s'est rapidement déplacée dans le Golfe pour défendre les intérêts de notre sécurité nationale? Pourquoi ne devrions-nous pas les défendre, aussi, à l'intérieur de nos frontières? Si nous continuons à vendre un nombre trop important de nos entreprises de semi-conducteurs, d'informatique, d'engins aéronautiques et de machines-outils, nous risquons fort de nous transformer en otages technologiques d'autres nations en temps de guerre. C'est là un risque que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre ». En tenant ces termes proposés le 13 mai à l'occasion de la présentation d'une proposition de loi visant à mieux contrôler — et à freiner — les investissements étrangers aux Etats-Unis (voir encadré), M. Mel Levine, élu démocrate de Californie, a renoué avec le Japon-Bushing, cette façon de tomber régulièrement à bras raccourcis sur l'influence économique japonaise aux Etats-Unis pour en dénoncer les excès. Quand il ne s'agit pas, comme dans un récent ouvrage, d'entrevoir déjà le prochain conflit militaire entre une Amérique plus puissante et un Japon réarmé (1).

L'ennemi public numéro un est clairement identifié dans les commentaires de M. Levine lorsqu'il s'insurge contre la politique laxiste de l'administration à l'égard de l'investissement étranger. « A tel point que nous avons perdu plus de 150 firmes électroniques au profit des Japonais et ce depuis 1986 seulement ». Mais, en réalité, c'est toute la présence étrangère qui est visée par le parlementaire américain. Ce dernier s'appuie à la fois sur les travaux du Conseil scientifique de la défense — un organisme public

composé de brillants experts et dont les conclusions sont enterrées depuis plus d'un an dans un tiroir du département de la défense — et sur les études de l'Institut stratégique économique pour affirmer que les dispositions dites Exon-Florio, visant à contrôler certaines formes d'investissement étranger, sont insuffisantes. Et pour demander que le Comité on Foreign Investment in the United States (CFIUS), créé pour vérifier qu'une prise de

les dossiers. Depuis août 1988, c'est-à-dire depuis la mise en application du Trade Act, ce comité de contrôle des investissements étrangers a examiné 550 dossiers. Seuls 12 d'entre eux ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie et un seul projet d'acquisition a été bloqué en février 1990, celui de la firme Mamco Manufacturing, un fournisseur de Boeing à qui elle vend des éléments de météorologie, installée à Seattle, et que convoitait la China National

TOW's et Mavericks — tous utilisés dans le Golfe — doit beaucoup aux pures étrangères dont ils ont été équipés », assure-t-il à l'appui de son texte de loi, que ses détracteurs considèrent comme une nouvelle menace protectionniste à peine voilée.

En effet, font-ils valoir, s'il est vrai que l'investissement direct étranger aux Etats-Unis (excluant les investissements de portefeuille) a fortement progressé en dix ans, passant de 85 milliards de dollars en 1980 à près de 420 milliards en 1990, le CFIUS a examiné un nombre croissant de ces opérations. A tel point que, selon le Trésor qui préside ce comité, il surveille à présent environ 50 % de toutes les acquisitions d'entreprises américaines opérées par des intérêts étrangers, dès lors qu'elles dépassent le million de dollars. Ce qui n'a pas empêché nombre de parlementaires d'avoir déposé en l'espace de deux ans au moins une dizaine de projets visant, d'une façon ou d'une autre, à contrôler l'investissement étranger aux Etats-Unis. Sans avoir eu, pour l'instant, force de loi.

Un nouveau dispositif fiscal

En revanche, un certain nombre de dispositions nouvelles à caractère fiscal, beaucoup moins médiatiques, pourraient entrer bientôt en vigueur. Ainsi devraient être publiés au cours des prochaines semaines les décrets d'application (regulations) de l'Omibus Budget Reconciliation Act (OBRA) de 1989, dont deux dispositions intéressent les sociétés françaises opérant aux Etats-Unis. La première mesure obligerait les filiales américaines de groupes étrangers (détenues à plus de 25 % par ces derniers) à déclarer et à conserver, sous peine d'une amende de 10 000 dollars par infraction (sans plafond), l'ensemble des transferts effectués avec cet « actionnaire significatif ». Un projet de décret d'application en ce sens a été déposé en décembre 1990 et les inévitables auditions (hearings) se sont déroulées en février dernier.

A côté de cette disposition qui, selon un spécialiste de la fiscalité européenne à Washington, « est contraire à l'article 418 du code de la communication de ce type de document à une administration étrangère », la seconde mesure prévoit que la déductibilité des intérêts pour les

filiales américaines de sociétés étrangères ne sera admise qu'en fonction du bénéfice réalisé. Elle concernera surtout les sociétés américaines dont le ratio d'endettement (dettes/capitaux propres) est supérieur à 1,5. « Depuis la réforme fiscale américaine de 1986, plusieurs propositions de lois fiscales visant indirectement à faire payer les sociétés étrangères », outre des projets antitrust destinés à freiner l'investissement étranger, ont été déposées sur le bureau du Congrès. La plupart d'entre elles n'ont pas eu de traduction législative en raison de l'opposition de l'administration. « Cette fois, il pourrait en aller autrement », estime ce spécialiste fiscal.

A plusieurs reprises, les parlementaires américains se sont émus du traitement de faveur appliqué aux filiales de firmes étrangères. Ainsi, M. Dan Rostenkowski, un représentant démocrate — et influent — à la Chambre où il préside la commission des voies et moyens et qui est l'un des artisans de ce barrage fiscal anti-étranger, a-t-il affirmé que plus de la moitié des 37 000 entreprises étrangères présentes aux Etats-Unis ne payaient pas d'impôt, entraînant pour le Trésor un manque à gagner d'environ 30 milliards de dollars par an. C'est d'ailleurs pour répondre au même souci que la récente réforme bancaire a inclus une disposition qui obligerait les filiales de banques étrangères à se constituer en société-holding, à l'instar de leurs homologues américains, d'où des contraintes accrues, dictées autant par un souci de « justice fiscale » que par l'ampleur croissante de l'emprise étrangère. A l'heure actuelle, plus de 4 % de l'ensemble de l'économie américaine n'est plus sous bannière étolée. Dont 10 % dans l'industrie et 20 % dans le secteur bancaire, un domaine où la présence japonaise est particulièrement marquée puisqu'elle représente à elle seule la moitié (50 %) de l'ensemble des actifs bancaires détenus par des étrangers aux Etats-Unis.

SERGE MARTI

(1) The Coming War with Japan. Par George Friedman et Meredith Lebar. Editions St. Martin's Press.

(2) Prédé par le secrétaire au Trésor (actuellement M. Nicholas Brady), le Comité on Foreign Investment in the United States comprend huit représentants du département d'Etat, du Trésor, de la défense, du commerce, de la justice, des relations internationales, du budget et des conseillers économiques du président.



contrôle d'une entreprise américaine par une firme étrangère ne menace pas la sécurité nationale, étende ses prérogatives.

La croisade avait commencé en 1987, au lendemain de la bataille qui avait embrasé le Capitole Hill à propos du projet de rachat de Fairchild Semiconductor par la firme japonaise Fujitsu, lequel avait d'ailleurs été repoussé. Le sénateur démocrate James Exon (Nebraska) et le représentant, également démocrate, James Florio, aujourd'hui gouverneur de l'Etat du New-Jersey, avaient déposé un amendement à l'Omibus Trade Act de 1988, autorisant l'exécutif à bloquer toute acquisition étrangère pour peu qu'elle constitue un danger pour la sécurité nationale. C'est en fonction de cet amendement, devenu une section du Defense Production Act de 1950 que le CFIUS, un organisme créé en 1975, a été chargé de filtrer

Aero-Technology Import & Export Corp. Mais à l'époque, il était difficile de faire la part entre le simple désir de préserver un secteur jugé vital, au regard d'impératifs de défense, et la volonté politique de signifier à Pékin que la Chine était toujours en quarantaine après les sanglants événements de la place Tiananmen, en juin 1989.

« C'est là pour l'instant le seul exemple de refus », indique à Washington l'un des responsables du CFIUS, rappelant que « l'administration américaine s'est toujours opposée à des contraintes pénalisant les investissements étrangers ». Ce que lui reproche justement le représentant Levine. En l'espace de deux ans et demi, plus de 400 acquisitions de sociétés américaines à caractère « critique » ont été réalisées par des investisseurs étrangers sans que les représentants des huit départements et agences constituant ce comité (2) aient trouvé à redire, regrette-t-il. Et de citer le cas de 94 firmes d'informatique, de 35 sociétés de semi-conducteurs, de 30 entreprises de fourniture de matériel pour semi-conducteurs et de 15 compagnies liées au domaine aéronautique, passées sous contrôle étranger.

Les acheteurs japonais ne sont pas seuls en cause. M. Mel Levine condamne aussi le fait que le CFIUS ait approuvé la vente de Monsanto Electronics Material à la firme allemande Heule, ce qui a eu pour effet de faire tomber de 45 % à 8 % la part de marché des Etats-Unis dans ce secteur. Idem pour Semi-Gas Systems, rachetée par Nippon Sanso, alors que la société américaine Sematech, fournisseur du Pentagone et qui lui avait confié un contrat de 3,5 millions de dollars, voit sa part de marché chuter de 46 % à 20 % après cette acquisition. « A présent, nos industries de défense ne peuvent plus se passer des Japonais », poursuit le parlementaire américain. « Au cours de la guerre du Golfe, sans pièces de rechange japonaises, nos pilotes de chasseur F-16 n'auraient pas atteint leurs objectifs. Seule l'importation de machines-outils nippones a permis de construire le char Abrams M-1. Enfin, l'efficacité des missiles Sparrow, Sidewinder,

La proposition de loi de M. Levine

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour l'essentiel, la proposition de loi du démocrate M. Levine vise à élargir le contrôle des investissements étrangers en sortant du seul critère de la sécurité nationale pour englober celui, beaucoup plus large, de l'intérêt économique. C'est ainsi que le CFIUS, dont la tutelle serait transférée au département du commerce, devrait prendre en compte plusieurs critères.

Il s'agit de la concentration des investissements directs étrangers dans l'industrie ou le secteur concerné; de l'impact qu'aurait ces nouveaux investissements; de la position commerciale détenue aux Etats-Unis — et globalement — tant par le

groupe acquéreur que par la société convoitée; des effets attendus sur des technologies dites « critiques » recensées par les départements de la défense et du commerce; enfin, de savoir si la société américaine destinée à être rachetée a reçu des fonds publics.

Par ailleurs, la proposition de loi de M. Levine prévoit de demander au CFIUS de transmettre au Congrès, à propos de chaque dossier qui lui est soumis, « un bref rapport confidentiel » justifiant la décision prise, et de créer, au sein du département du commerce, « une équipe spécifique chargée de recenser et éventuellement d'enquêter sur les rachats étrangers dans des industries critiques ».

S. M.

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

2^{ème} CYCLE

de Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

10 mois d'enseignement
8 mois de mission en entreprise
Admission : Bac + 214 h : Conférence
1er emploi : des « métiers passion » dans la fonction publique.GROUPE IGS
Institut de Gestion SocialeJournée
Portes Ouvertes
23 mai
de 10 h à 16 h3^{ème} CYCLE
de ManagementOptions
■ Ressources Humaines et Communication.
■ Finance et Contrôle de Gestion.
■ Qualité et Gestion de projet.
10 mois d'enseignement
7 mois de mission en entreprise
Admission : Bac + 4
16 h : Conférence
Gérer sa carrière après un 3ème cycle.Pour tout renseignement : Téléphonez au 47 57 31 41
Groupe IGS - 120, rue Danton - 92300 Levallois

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

سكنات الامم

ÉCONOMIE

commerciales internationales

M. Agnelli (Fiat) plaide pour une restriction des importations de voitures japonaises en Europe

M^{me} Edith Cresson pourra compter sur M. Giovanni Agnelli, président du constructeur d'automobiles italien Fiat, pour défendre ses positions quant à l'entrée des constructeurs japonais en Europe. Il a exprimé lundi 20 mai son accord avec le nouveau premier ministre français pour limiter à 15 % la part du marché européen que pourront avoir les producteurs japonais en 1998-1999.

France et Italiens continuent de faire bloc pour défendre leurs positions visant à limiter les importations de voitures japonaises en Europe. Le lundi 20 mai, M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, réaffirmait que ce dossier devait être discuté avec fermeté. La semaine dernière, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre chargée des affaires européennes, en avait fait autant à Bruxelles en affirmant que la France devait négocier avec fermeté l'ouverture du marché européen aux automobiles nippones. Autant de propos qui ne seront sûrement pas contredits pas le nou-

veau premier ministre. Quelques heures après sa nomination, M^{me} Edith Cresson déclarait en effet que « les propositions européennes (en matière d'importation de voitures japonaises) sont un peu laxistes ».

Reste à savoir si ces prises de position ne seront pas purement incantatoires. La « position de négociation » jusqu'à présent proposée par la Commission de Bruxelles prévoit que les constructeurs japonais devront autolimiter leurs ventes d'automobiles en Europe de 1993 à 1998 pour n'atteindre que 17 % du marché à cette date, contre 11 % actuellement.

Un seuil jugé trop élevé par les constructeurs européens, qui s'étaient mis d'accord, il y a un an, sur un seuil de 15 % à atteindre dans un délai de sept ans. Les pays européens étant divisés sur ce point, le conseil des ministres de la CEE, qui devait prendre position sur ce dossier en début de semaine, s'est donné un temps supplémentaire de réflexion, afin de ne pas mettre en évidence ses divergences. Actuellement, les négociations se poursuivent avec Tokyo. Le com-

missaire européen à la concurrence, M. Leon Brittan, multiplie les déclarations visant à clarifier ses positions libérales sur deux points : la réciprocité en matière d'ouverture des frontières par les Japonais et la prise en compte des « transplants », véhicules produits par les usines japonaises implantées en Europe, dans l'évaluation des quotas.

Les « transplants n'entrent pas officiellement » dans le système de limitation temporaire des ventes japonaises à la CEE actuellement négocié avec Tokyo, a tenu à rappeler M. Leon Brittan, jeudi 16 mai. Mais il a ajouté qu'une « évaluation réaliste » du nombre des transplants « pourra être prise en considération dans l'élaboration » du futur arrangement avec le Japon, qui « s'appliquera aux importations ».

Il n'est pas question non plus d'exiger du Japon des mesures de réciprocité en matière d'ouverture de frontières. Bruxelles « redoublera d'efforts pour obtenir une plus grande ouverture de l'économie japonaise, mais il s'agit là d'un autre problème », a-t-il précisé.

A. K.

SOCIAL

La réaction de la FFSA au Livre blanc

Les assureurs proposent de stabiliser la part des retraites par répartition

La « contribution aux réflexions en cours sur la retraite », rendue publique mardi 21 mai par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), constitue une véritable offre de services. Les assureurs, qui ont rédigé ce document « dans le souci d'éviter toute polémique », n'en restent pas moins fermes sur le fond et affirment que l'on ne pourra assurer l'avenir qu'en développant en priorité l'épargne-retraite.

La FFSA avance le même constat que les pouvoirs publics en reprenant notamment les travaux de la direction de la prévision (dans le pire des cas, il faudrait doubler le taux de cotisation d'ici à 2040), mais s'écarte du Livre blanc publié par le gouvernement de M. Michel Rocard sur plusieurs points importants. En effet, les mesures d'adaptation évoquées (allongement de la durée de cotisation, calcul des droits sur les vingt-cinq meilleures années et non plus des dix) ou même, à plus court terme, la hausse inévitable des prélèvements, ne suffiront pas,

affirme la FFSA. Celle-ci propose de stabiliser le taux de cotisation et les taux d'appel des régimes par répartition « aux pourcentages atteints aujourd'hui » afin que les prélèvements correspondants se développent « proportionnellement à l'évolution des rémunérations ».

De même, la FFSA conteste l'opportunité de constituer des réserves au sein des régimes complémentaires et condamne par avance l'éventualité, actuellement discutée au sein du CNPF, d'amener les entreprises à cotiser au taux maximum de l'ARRCO (8 % contre 5,04 % en moyenne aujourd'hui) et à celui de l'AGIRC (16 % contre 13,90 % en moyenne).

Bien qu'ils ne cherchent pas à remettre en cause la prédominance des régimes par répartition, les assureurs jugent d'autant plus indispensable de privilégier la capitalisation que « les conditions d'une réelle stabilité de taux positifs sont remplies » en France. L'objectif pourrait alors consister à porter, à terme, la part de la capitalisation dans les retraites de

0,5 % du produit intérieur brut actuellement à 3 %, celle de la répartition restant stable à 12 %.

Outre l'encouragement à l'épargne individuelle — qui nécessite des déductions fiscales pour les cotisations —, les assureurs contentent leurs propositions sur la création de « fonds de pension à la française ». Il s'agit de « fonds collectifs s'adressant à un ensemble d'un même secteur professionnel, d'une entreprise ou à des non-salariés d'une même profession » mis en place à la suite d'un accord contractuel entre les partenaires sociaux. Leur développement nécessite là encore des avantages fiscaux, comme c'est le cas à l'étranger, ainsi qu'une « surveillance partenariale » sur leur gestion financière. La constitution de fonds de pension par capitalisation, qui figure déjà dans le Livre blanc, risque de se heurter à l'hostilité de la plupart des syndicats et aux résistances d'une partie du patronat.

JEAN-MICHEL NORMAND
(Lire également l'article d'Alain Lebaube page 26.)

ÉTRANGER

Un banquier d'affaires américain est élu administrateur de la BERD

Le conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) vient d'élire un administrateur représentant les États-Unis. Il s'agit de M. William Curran, banquier venant du secteur privé. M. Curran a été de 1970 à 1988 président d'une filiale américaine de la First National Bank of Chicago, spécialisée dans la banque d'affaires, notamment avec les pays de l'ancien bloc de l'Est. Cette nomination souligne la détermination des Américains à privilégier dans les activités de la banque le développement du secteur privé sur les grands projets d'infrastructure.

An premier trimestre

Le Mexique a enregistré un déficit commercial de 639 millions de dollars

La balance commerciale du Mexique a accusé un déficit de 639 millions de dollars (3,7 milliards de francs) au premier trimestre 1991, a annoncé le ministère du Plan et du budget. Un chiffre qui inclut l'activité des maquiladoras, ces firmes étrangères implantées le long de la frontière mexicaine et spécialisées dans l'assemblage de pièces pour la réexportation, vers les États-Unis principalement.

Sans la prise en compte de leur activité, le déficit trimestriel aurait porté sur 1,6 milliard de dollars (9,2 milliards de francs). Les

importations se sont élevées à 8,144 milliards de dollars (46,4 milliards de francs), enregistrant une hausse de 37,1 % par rapport au premier trimestre 1990. En revanche, les exportations, tout en progressant de 14,3 %, n'ont représenté que 7,505 milliards de dollars (43,5 milliards de francs).

Cette contre-performance s'explique en bonne partie par la forte croissance que connaît actuellement le Mexique. Elle se traduit par une relance de la consommation de biens importés comme le sucre, la viande et les produits pétroliers en particulier.

Si les exportations mexicaines d'automobiles ont dans le même temps progressé, la récession aux États-Unis a empêché Mexico de trouver chez son puissant voisin du Nord des débouchés suffisants. Selon certains économistes mexicains, le déficit commercial devrait continuer à se creuser au troisième et au quatrième trimestres, pour atteindre sur l'année 1991 3 milliards, voire 4 milliards de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CÉGEP

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 30 avril 1991, sous la présidence de M. Pierre Buchaillard, pour délibérer sur les comptes de l'exercice 1990.

Ceux-ci se traduisent :
- par une forte progression du résultat d'exploitation : + 43 % pour les comptes sociaux, + 31 % pour les comptes consolidés ;
- par un résultat financier en retrait, les importantes plus-values sur cessions de titres de placement dégagées en 1989 n'ayant pas été reproduites en 1990, et la charge de frais financiers s'étant accrue ;
- par des résultats exceptionnels sur cessions d'actifs inférieurs, en 1990, au niveau consolidé (12,841 millions de francs) à ceux de 1989 (98,590 millions de francs).

La société a réparti en 1990, outre le dividende net de 6,50 F par action, une prime de 47 F par action qui porte à 497 millions de francs la répartition de primes effectuée au cours des deux dernières années.

Si l'on prend en compte :
- le rôle plus faible joué par les résultats exceptionnels de cessions en 1990
- et la répartition de primes intervenue en faveur des actionnaires,
le résultat de l'exercice tant social que consolidé marque une nouvelle amélioration importante de la rentabilité des fonds propres investis.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira le 19 juin prochain de fixer le dividende au titre de l'exercice 1990 à 6,50 F (augmentés d'un avoir fiscal de 3,25 F), payable dès le 24 juin 1991.

(en millions de francs)

	MAISON MÈRE		GROUPE CONSOLIDÉ	
	1989	1990	1989	1990
Résultat d'exploitation	41 646	59 732	76 896	101 205
Résultat financier	28 476	- 8 209	12 655	- 37 562
Résultat exceptionnel	20 276	23 184	98 590	12 841
Résultat net de l'exercice	66 497	52 514	118 502	40 035
Résultat de l'ensemble consolidé	-	-	118 573	38 602
Résultat revenant à CÉGEP	-	-	-	-

* Après amortissement d'une surveillance de 17,188 millions de francs.

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

"Ché du pays ! FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues ses monuments, ses boutiques, la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous entendrez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau fougueux et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous reposer un corps neuf : marche, canoë sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables !

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75009 PARIS
Tél : (01) 42 06 40 13
Métro : 3015 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Finlande
naturellement votre

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DE L'UAP

L'UAP gère près de 200 milliards d'actifs dont une partie par l'intermédiaire des 8 SICAV. Sa gestion est marquée par trois principes majeurs : Sécurité, Rentabilité, Liquidité.

Ces 8 SICAV à vocation différente, permettent d'offrir aux souscripteurs, soit par le biais de contrats d'assurance vie, soit en direct, une gamme de produits adaptés à leurs objectifs de placement. Nous appliquons pour les SICAV les mêmes principes de gestion que ceux de l'UAP : sécurité, rentabilité, liquidité. Globalement, sur les cinq dernières années, les performances de nos SICAV les situent parmi les meilleures de leur catégorie.

SITUATION AU 31 / 03 / 91				SUR 3 MOIS		SUR 5 ANS AU 31 / 12 / 90	
				Indice SBF : + 16,15 % (dividende inclus) Inflation : + 0,7 %		en rythme annuel Indice SBF : + 12,1 % (dividende inclus) Inflation : + 3,1 %	
Catégorie et orientation des placements (1) Valeur liquidative (en F) Actif total (en MF)				Perf %	Classement par catégorie	Perf %	Classement par catégorie
SICAV ACTIONS							
UAP-ACTIONS FRANCE	MONOYRI - CEA 60 % minimum en actions françaises	537,22	1792	+ 13,2	15/32	+ 12,0	3/23
UAP-AMERICA	IMMOBILIERES actions de sociétés immobilières	575,15	3402	+ 6,2	28/30	+ 7,4	3/11
UAP-INVESTISSEMENTS	DIVERSIFIÉES 50 % maximum en actions étrangères	425,22	1488	+ 15,1	28/116	+ 6,5	16/54
UAP-ACTIONS SELECTIONNEES	DIVERSIFIÉES 30 % maximum en actions étrangères	588,95	1173	+ 14,9	30/116	+ 7,7	9/51
SICAV OBLIGATIONS							
UAP-ALTO	OBLIGATIONS long terme	148,64	2387	+ 3,7	63/113	+ 9,4	17/111
UAP-ALTO	INTERNATIONALES 50 % maximum d'obligations	188,84	1124	+ 3,9	41/67	+ 8,0	8/25
UAP-MOYEN TERME	OBLIGATIONS moyen terme	120,45	644	+ 3,3	79/113	-	-
UAP-1 ^{re} CATEGORIE	1 ^{re} CATEGORIE obligations long terme	10048,89	551	+ 4,0	32/71	+ 8,1	16/30

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
Tour Voltaire, 1, Place des Degrés, Cedex 58 92059 Paris La Défense
(Tél. 49 07 30 50) et dans les diverses agences.

(1) Calculé selon FIDUCIA

ÉCONOMIE

Le nouveau gouvernement va poursuivre les travaux engagés avec le Livre blanc

L'avenir des préretraites dépendra de celui des retraites

M. Edith Cresson a confirmé, à plusieurs reprises depuis sa nomination à Matignon, son intention de poursuivre la réflexion engagée par M. Michel Rocard sur l'avenir du financement des retraites. Après la publication du Livre blanc, les pouvoirs publics vont devoir s'interroger sur l'avenir du dispositif le plus populaire et en même temps le plus décrié de la politique de traitement social du chômage, la préretraite. Peut-on la maintenir à cinquante-six ans et quelques mois, voire à cinquante-cinq ans, quand on parle de porter la durée de cotisation à quarante ou à quarante-deux ans ?

Déjà épineux à régler, le dossier se complique du fait de la place involontairement prise par le régime d'assurance-chômage dans le financement de ladite préretraite, en concurrence avec le Fonds national de l'emploi (FNE).

Que va-t-il advenir du dispositif des préretraites si, dans les prochaines années, il devenait nécessaire de cotiser plus longtemps pour avoir droit à une retraite à taux plein ? Les quarante ou les quarante-deux années de cotisation qui sont évoquées dans le

Livre blanc seront encore plus difficiles à atteindre à l'âge de soixante ans que les trente-sept années et demie qui sont actuellement réclamées. L'ASF (Association pour la structure financière), qui avait été mise en place en 1982 pour assurer la jointure, moyennant contribution salariale spécifique, risque de ne pas pouvoir faire face aux besoins.

D'autant que, entre-temps, la vocation de cette institution transitoire a été partiellement modifiée. Conçue à l'origine pour répondre aux besoins de financement des droits à la retraite, née d'un recours massif, que l'on imaginait temporaire, aux « cessations anticipées d'activités » à cinquante-cinq ans et six mois ou à cinquante-cinq ans, elle a ensuite été utilisée pour alléger une partie du coût du passage de soixante-cinq à soixante ans de l'âge officiel de la retraite. En l'état, elle n'aurait pas les moyens de supporter le poids de l'un et de l'autre...

700 000 francs à la charge de l'Etat

Or, en raison de l'allongement des études et d'une entrée plus tardive dans la vie active, de moins en moins nombreux seront ceux qui, à l'âge légal, auront additionné suffisamment de points pour bénéficier de leur retraite. Si les mêmes devaient être précocement privés d'emploi à la suite de difficultés de leur entreprise, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, cela reviendrait à dire que la collectivité serait amenée à prendre en charge leurs cotisations de retraite

pendant une période plus longue.

Pour résoudre cette difficulté à venir, les pouvoirs publics pensent bien à une technique. Il suffirait de limiter le recours à la préretraite quand les entreprises sont conduites à annoncer des plans sociaux. La dérogation à l'emploi et le Fonds national de l'emploi, qui dépendent du ministère du travail, agissent fréquemment dans ce sens et voudraient donner à leurs autorisations un caractère exceptionnel. A terme, le volume des préretraites pourrait s'en trouver considérablement réduit et le poids budgétaire limité.

Ce n'est pas tout à fait par hasard si l'on souligne maintenant qu'une préretraite FNE, outre la contribution de l'entreprise et la participation éventuelle du salarié, coûte à l'Etat 700 000 francs en moyenne, sur toute la période de prise en charge. Le ministère du travail n'a pas manqué de faire observer que, actuellement en discussion, la seule demande du groupe Michelin qui prévoit 2 800 départs FNE, se traduirait par une dépense de 1,4 milliard de francs.

Financièrement convaincant, le dossier est également défendable socialement. Après les grandes vagues de suppressions d'emplois des années 80 et les utilisations parfois abusives, les employeurs et les syndicats de salariés ont pris conscience des dégâts causés par la préretraite, premier des dispositifs de traitement social du chômage. A la suite du départ précipité des plus anciens, les entreprises ont découvert la perte de savoir-faire,

l'absence de transmission de compétences et les ravages provoqués par le déséquilibre de la pyramide des âges. Sur le plan humain, les conséquences néfastes sont désormais reconnues. Le désœuvrement et l'ennui de certains préretraités, mais aussi le sentiment d'échec ou de trahison, ont rendu durablement méfiantes des générations de salariés, qu'ils exercent une activité ou qu'ils ne travaillent plus. Leurs représentants sont maintenant plus prudents et, s'ils préfèrent toujours la préretraite comme un moindre mal, ils ne faut trancher dans le vif, ils manifestent une préférence pour la gestion prévisionnelle des emplois ou la modernisation négociée, quand tout va à peu près bien.

91 000 nouveaux bénéficiaires en 1990

Seulement, voilà, populaire ou décriée, la préretraite est encore beaucoup utilisée parce qu'elle représente une solution de facilité et qu'il est manifestement difficile de se défaire des habitudes du traitement social. Ainsi, le nombre des nouveaux bénéficiaires a tout de même été de 91 000 en 1990, contre 130 000 en 1989, alors que la situation économique a bien changé. Surcote - et c'est ce qui est le plus préoccupant - il apparaît que le contrôle de ce dispositif échappe à la politique de l'emploi puisque, par une perversité toute technique, la majorité des préretraités est fournie par le régime d'assurance-chômage (voir encadré). En dépit des

verrous qui ont été placés en 1987 puis en 1989, les entreprises et les salariés eux-mêmes continuent en effet de préférer l'indemnisation par l'UNEDIC à celle du FNE. A tel point que, l'an passé, 65,9 % des nouveaux préretraités dépendaient du régime d'assurance-chômage, et seulement 34,1 % du Fonds national de l'emploi.

Outre que le financement des préretraites pèse sur les comptes de l'UNEDIC pour une somme estimée en 1990 à 16,8 milliards de francs, à comparer aux 14,1 milliards supportés par le FNE, dont c'est théoriquement le rôle, et qui sont à leur tour financés par l'Etat (11,4 milliards), l'UNEDIC (1,6 milliard) et les entreprises (1,1 milliard), cette situation rend délicat tout règlement de fond. Que vaudrait une restriction de la voie des préretraites, par le gouvernement, si la barrière demeure ouverte par le biais de l'assurance-chômage ? La maîtrise du dispositif officiel pourrait, par contre, entraîner un détournement encore plus fréquent par l'UNEDIC, alors que l'usage actuel en est déjà parfaitement anormal.

Pour mettre fin à cette anomalie, ou prévenir des abus futurs, il faudrait bien sûr que les partenaires

sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, prennent des dispositions restrictives. Mais cela peut se révéler difficile. Le patronat et les syndicats - principalement FO - n'aiment pas prendre des mesures qui paraissent cautionner la politique d'un gouvernement et donc s'apparenter à une forme de cession. Dans le cas présent, cela reviendrait aussi, à la faveur d'un accord portant sur un point de règlement intérieur, à prendre position de façon déterminante sur la question des retraites. Un sujet trop dangereux pour être ainsi traité.

Enfin, on principe serait remis en question, qui avait été établi en 1984 pour de bonnes raisons. A l'époque, on avait considéré que tout chômeur, sous certaines conditions, devait continuer de bénéficier jusqu'à cinquante-sept ans et demi. On y voyait une mesure de simple justice, la victime d'un licenciement économique ne devant pas être pénalisée par rapport à un préretraité de même âge. Malgré les effets pervers auxquels une telle mesure a donné lieu, et pour des raisons différentes, les syndicats et le patronat n'y renonceraient pas aisément.

ALAIN LEBEAUX

La prise en charge par l'UNEDIC

Des restrictions inefficaces

A partir de la fin de l'autorisation administrative pour les licenciements économiques, en 1986, les entreprises et les salariés âgés ont compris tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir à profiter des dispositions prévues par le régime d'assurance-chômage depuis 1984. Pour une indemnisation de préretraite sensiblement égale (59,4 % du salaire brut, en moyenne, à l'UNEDIC ; 63,2 %, avec l'allocation spéciale du FNE), garantie jusqu'à l'âge de soixante ans, l'économie était évidente. L'employeur n'avait pas à participer au financement de la préretraite du Fonds national de l'emploi, ni à négocier les départs avec les pouvoirs publics, et le candidat à la préretraite, lui, conservait l'intégralité de sa prime de départ.

Il y eut des arrangements à l'amiable, les plus de cinquante-six ans et six mois acceptant d'être licenciés économiques. Alors que, en 1985, les 130 000 entrées en préretraite se partageaient à égalité entre le régime d'assurance-chômage et le FNE, le rapport se modifiait ensuite. L'année suivante, 55,7 % des nouveaux préretraités étaient pris en charge par l'UNEDIC. En 1987, ils étaient 65,8 % et même 70,6 % pour le seul mois d'avril.

Avec l'aide de l'amendement déposé en juillet 1987 par M. Jean-Pierre Delalande (député RPR), le gouvernement tenta d'enrayer le phénomène. En cas de licenciement économique d'un salarié âgé, l'employeur devait verser l'équivalent de trois mois de salaire à l'UNEDIC, pour compenser la charge. Ce qui eut un peu d'effet : en 1988, le rapport revenait à 56,8 % indemnisés par l'UNEDIC.

Mais cela n'était pas suffisant, et le mouvement reprit en 1989, avec 61,7 % des entrées à la

préretraite par le régime d'assurance-chômage. Pour se soustraire à leurs obligations, les employeurs multipliaient les licenciements pour une « autre cause » qu'économique... Une nouvelle fois, il fallut intervenir en juillet et définir que la contribution de trois mois de salaire s'appliquerait à toutes les arrivées au chômage de salariés âgés. En contrepartie des sommes qu'elle était supposée ainsi recevoir, l'UNEDIC participerait au financement de la retraite FNE.

Si le nombre de préretraites nouvelles a heureusement diminué (91 000 en 1990), la situation ne s'est pas réellement améliorée. L'année dernière, 65,9 % des entrées en préretraite se sont encore effectuées par le biais de l'assurance-chômage. La contribution n'a rapporté que 309 millions de francs en 1989, 700 millions en 1990, et a atteint son plein rendement en mars, mais le coût reste encore largement en défaveur du régime d'assurance-chômage, le total de ses dépenses annuelles s'élevant à 19,9 milliards de francs, contre 14,1 pour le FNE.

La raison en est simple. En cumulé, cette déviation du système s'additionne avec le temps. On compte actuellement 227 000 préretraités qui touchent l'allocation de base de l'UNEDIC, et qui représentent 23,5 % des bénéficiaires de cette indemnité. Il faut y ajouter également les 38 700 qui perçoivent l'allocation de fin de droits et qui, à leur tour, figurent pour 15 % parmi ces chômeurs indemnisés. Or, à la même date, il y avait 178 000 personnes dont le revenu de substitution dépendait de l'allocation versée par le FNE. Ce qui revient à dire que les restrictions ont été relativement inefficaces.

A. L.

ASSEMBLEE GENERALE
DES ANCIENS E.S.C.P.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

En présence
de Monsieur Jacques Chirac,
Maire de ParisL'Assemblée Générale des Anciens Elèves de l'ESCP se tiendra le Mardi 28 Mai 1991 à 18h30 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - 27 avenue de Friedland 75008 Paris 8^e.

Le Maire de Paris abordera notamment au cours de son intervention la place de l'enseignement supérieur français dans le monde d'aujourd'hui et les défis posés par l'internationalisation rapide des activités.



Renseignements : Françoise FLAUTEZ - Association des Anciens ESCP - 79 avenue de la République - 75543 PARIS Cedex 11 - Tél. : (1) 43.57.24.03.

Asie: vous allez loin, allez-y vite.

Vous aimez gagner du temps ? Vous aimez voler vers l'Asie en EuroClass SAS. Toutes les semaines, depuis Copenhague notre plaque tournante, SAS vous propose deux vols vers Pékin, cinq vers Tokyo, et des vols quotidiens vers Singapour et Bangkok.

Pour limiter au maximum la durée de votre voyage, tous les vols vous assurent des correspondances rapides. En fait, vous constaterez très vite que les deux vols Paris-Pékin, non-stop au départ de Copenhague, figurent parmi les meilleures liaisons express avec la Chine.

Pour connaître les horaires et effectuer les réservations, appelez nos agences à Paris, au (1) 47 42 06 14, Lyon (16) 78 63 64 56, Nice (16) 93 21 34 55.


SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

صلى الله عليه وسلم

صحة الام

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La crise mondiale de l'informatique

Le constructeur américain Apple annonce la suppression de 1 500 emplois

Le fabricant américain d'ordinateurs Apple Computer Inc. a annoncé lundi 20 mai une réduction de 10 % de ses effectifs dans le cadre d'un plan de restructuration et de compression de ses coûts de production. Ce programme devrait être étalé sur douze mois. Ces suppressions d'emploi devraient concerner environ 1 500 personnes sur un effectif total de 15 600 salariés et être réalisées dès le trimestre en cours, ainsi que l'a précisé la direction de la firme de Cupertino (Californie) dans un communiqué.

Apple fait encore bonne figure parmi les pionniers de la mini et de la micro-informatique au vu de ses résultats. La firme est béné-

ciaire. Les analystes prévoient une progression de son résultat net pour l'année fiscale en cours. Pour autant, l'avenir n'est pas aussi dégagé devant la firme de Cupertino. Elle ne peut plus compter sur une progression rapide de ses ventes et se heurte aux réactions de plus en plus rapides de concurrents qui viennent désormais l'attaquer sur son propre créneau : celui de l'informatique conviviale. La firme californienne, qui lançait la semaine dernière un système augmentant les possibilités graphiques de ses célèbres Macintosh, a perdu de sa créativité. Elle doit surtout évoluer dans un secteur où la guerre des prix fait rage. IBM vient d'en donner l'exemple, puisque le

numéro un mondial de l'informatique annonçait son intention de réduire plus tôt que prévu le prix de ses micro-ordinateurs les plus vendus.

Le président d'Apple, M. John Sculley, entend riposter par un effort sur les ventes et par une restructuration des activités pour faire face aux « réalités économiques ». Reste à savoir si son plan sera accepté au sein d'une entreprise qui a aussi fait de la convivialité une orientation dans la gestion de ses relations sociales et où le personnel a été assez ébranlé par les multiples réorganisations engagées par M. Sculley depuis son arrivée à la tête de la société.

Placé sous la protection de la loi sur les faillites

LTV Corp. veut se délester de ses activités militaires

Placé sous la protection de la loi sur les faillites depuis près de quatre ans, le conglomérat américain LTV Corp. (36 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990) va procéder à un grand délestage. Principales cibles de l'opération : les activités militaires du groupe, qui représentent environ 33 % de son chiffre d'affaires total et en font l'un des fournisseurs majeurs du Pentagone. Les dirigeants de LTV Corp. ont annoncé, lundi 20 mai à Dallas (Texas), leur intention de se séparer de leurs activités dans l'aérospatiale et la défense, à savoir la fabrication de missiles, de pièces pour les bombardiers furtifs B-2 et les appareils Boeing, la production de véhicules de transport terrestre Hummer (les successeurs de la Jeep).

Cette vente « constituera le moyen le plus rapide pour sortir du chapitre 11 [loi sur les faillites] et assurera une base très solide pour aller de l'avant », a expliqué dans un communiqué le président du conglomérat de Dallas, M. David Hoag. Redimensionné, LTV Corp. s'apparenterait avant tout à un groupe sidérurgique. Il assure actuellement 60 % de ses revenus grâce à la production d'acier et un outil industriel restructuré, qui

a intéressé l'an passé le sidérurgiste français Usinor-Sacilor.

Reste à trouver un ou plusieurs acheteurs et à déterminer le prix. En dépit de la guerre du Golfe, le secteur de la défense n'attire guère les investisseurs aux États-Unis. Et LTV Corp. a besoin de cash pour régler les arriérés dus par sa filiale sidérurgique à des fonds de retraite (environ 18 milliards de francs d'impayés), contentieux qui obère actuellement tout règlement de sa faillite.

□ Démission du patron de British Steel. - M. Martin Llowarch, numéro un de British Steel, a décidé de démissionner à la fin de la semaine dernière. Cet ancien financier de cinquante-cinq ans a expliqué sa décision par des raisons personnelles et a visiblement créé la surprise dans les sphères dirigeantes du groupe sidérurgique britannique privatisé en 1988. M. Llowarch compte se retirer à la fin du mois de juin. M. Brian Moffat, cinquante-deux ans, l'actuel directeur financier de British Steel, a été immédiatement nommé à son poste.

AGRICULTURE

Après la baisse des cours et le gel

Des viticulteurs languedociens manifestent violemment

Plutôt discrets ces dernières années, les viticulteurs de l'Aude et de l'Hérault ont renoué avec des méthodes musclées. Un « comité d'action viticole », qui avait déjà revendiqué le 2 avril dernier deux incendies contre les directions départementales de l'agriculture de Carcassonne et de Montpellier, a signé samedi 18 mai plusieurs attentats contre des perceptions de ces deux départements, et contre une antenne du conseil général à Béziers. Une forme d'avertissement avant la venue à Montpellier, jeudi 23 mai, du ministre de l'agriculture, M. Louis Memez.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les actions, ce week-end, du mystérieux « comité d'action viticole » surviennent au moment où les producteurs de vin de table et de vin de pays de Languedoc-Roussillon sont confrontés à la baisse sensible de leurs revenus, et alors même que l'on annonce une hausse globale du revenu agricole en France (Le Monde du 17 mai). Les cours du marché, qui tournaient en 1990 autour de 290 francs l'hectolitre, ont en effet récemment chuté à 210 francs. Un accord avait été conclu en avril dernier entre des représentants des viticulteurs languedociens et des « metteurs en marché » (négoceurs et gros groupements de producteurs) pour fixer la barre à 280 francs.

Mais ce prix, d'abord jugé acceptable, apparaît aujourd'hui insuffisant à la profession. Le gel survenu début mai a en effet frappé bon nombre d'exploitations. Certaines ont été touchées à 80 %. La grigne est d'autant plus grande que les pertes ne pourront pas être chiffrées réellement avant le mois de septembre, ce qui laisse augurer des difficultés de trésorerie, même si la pré-

ture espère obtenir le classement en zone sinistrée des communes touchées.

Les viticulteurs dénoncent aussi la suppression cette année des contrats de stockage à court terme, qui permettaient aux caves coopératives de bénéficier de primes lorsqu'elles gardaient le vin en cave. Ce mécanisme avait pour fonction d'équilibrer le marché en évitant sa saturation, donc la chute des cours. Avec une production sans doute plus importante, renforcée par l'arrivée de vins d'appellation contrôlée déclassés, la profession redoute le spectre de la baisse des prix, mais aussi de voir la Commission de Bruxelles modifier le seuil de distillation obligatoire.

JACQUES MONIN

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1991 : 6, 9, 10 septembre 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

ÉNERGIE

Les livraisons de pétrole soviétique ont baissé d'un tiers en Europe de l'Est en 1990

Les livraisons de pétrole soviétique aux pays de l'Est ont chuté de 30 % l'an dernier et devraient encore baisser de moitié d'ici à 1995, estime une étude de l'Institut de Vienne pour les comparaisons économiques internationales (WIIW). Cette diminution spectaculaire des livraisons soviétiques, longtemps consenties à des prix privilégiés, a contraint les pays de l'Est à se tourner vers le marché international et entraîné une envolée des prix de l'énergie à l'Est, qui dans certains cas ont dépassé, notent les experts viennois.

L'Union soviétique n'a livré l'an dernier que 39 millions de tonnes de pétrole et de produits pétroliers à ses anciens satellites, contre 56,4 millions de tonnes en 1989, et devrait réduire ses livraisons à 20 millions de tonnes d'ici à 1995. Cette baisse s'explique par la diminution de la production soviétique de brut, passée de 600 millions de tonnes en 1989 à 570 millions de tonnes l'an dernier.

La perte du pétrole soviétique ne pourra pas être compensée par la production de charbon, qui, selon l'étude, devrait elle aussi diminuer dans les pays de l'Est, passant de 190 millions de tonnes en 1989 à 140 millions d'ici à 1995. L'envoie des prix devrait toutefois réduire la consommation d'énergie de 10 % à 15 % dans l'ensemble des anciens pays du Comecon. - (AFP)

TRANSPORTS

□ La SNCF modifie ses tarifs. - Parce que ses tarifs réduits pour les jeunes (Carré jeune et Carte jeune) perdaient de l'audience, la SNCF propose depuis le 1^{er} mai à sa clientèle ayant entre douze et vingt-cinq ans un nouveau titre de transport - Carrissimo - valable en première classe en seconde classe et sur l'ensemble des trains, à l'exception des TGV à réservation de niveau 4. Ce titre, valable un an est personnel. Il permet d'obtenir une réduction de 30 % en période « bleue » et de 20 % en période « blanche ». Pour quatre trajets, son prix s'élève à 190 francs et, pour huit trajets, à 350 francs. La grande nouveauté de Carrissimo est que son titulaire peut faire bénéficier des mêmes réductions trois autres jeunes qui l'accompagnent.

SYSELOG INFI ARM IDEA Concept RANK XEROX
ALCATEL digital Prosoft
STERIA INTEL SYS gan THOMSON-CSF
SYSECA TOTAL BC ARTHUR ANDERSEN
RENAULT BOSSARD SYSTEMES
CONSORTIUM aérospatiale TRILOGIE Microsoft
CITROËN CFPA ADV TECHNOLOGIES QUALIPLUS
SAGEM AGF Bull lecsi ECCOM
TRANSICIEL Dassault systèmes ALCATEL SILICOM GFI
COFRAMI M BOUTON CEGELEC TITN ANSWARE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRISME S.A.

INFORMATIENS

venez rencontrer les constructeurs, les SSII, et les grands utilisateurs qui recrutent dans Le Monde au 17^e salon Pro/Search informatique

les 24-25 MAI 1991

CNIT - PARIS LA DEFENSE

vendredi 24 mai : 10h - 19h30 - samedi 25 mai : 10h - 17h

Entrée libre

PRO SEARCH
Le salon du recrutement

Information ☎ 3615 VLE ou ☎ (1) 46 40 17 00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



EXERCICE 1990

116,8	milliards de Frs (+18,6 %)	2 220,6	millions de Frs (+21,2 %)	9,45	milliards de Frs (+21,3 %)
Chiffre d'affaires		Résultat consolidé		Autofinancement	

Le conseil d'Administration de la Compagnie, dans sa séance du 14 mai 1991, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 116,8 milliards de francs en 1990, contre 98,5 milliards en 1989, en augmentation de 18,6 %. A l'étranger, le volume d'activité a atteint près de 30 milliards de francs, contre 22 milliards l'exercice précédent. L'essentiel de cette forte croissance provient du développement en Europe, dont le chiffre d'affaires a atteint 18,7 milliards en 1990, contre 11,6 milliards l'année précédente, dont 9,7 milliards en Grande-Bretagne, 3,7 milliards en Allemagne, 1,7 milliard dans les pays du Benelux et 1,4 milliard en Espagne.

En 1990, à travers 1600 sociétés, le Groupe Générale des Eaux rassemblait 173.000 personnes (contre 154.000), dont plus de 54.000 hors de France.

Le résultat d'exploitation est, comme les années précédentes, en forte progression, à 4,45 milliards de francs. La croissance des principaux secteurs d'activité du Groupe a été soutenue, plus particulièrement encore dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la propriété. Le résultat courant s'est élevé à 3,1 milliards de francs, en hausse de 18,3 %.

Le résultat net, part du Groupe, s'établit à 2.220,6 millions de francs, en progression de 21,2 %. Ce résultat net consolidé est d'un montant près de 3 fois supérieur à celui de 1986. La marge brute d'autofinancement a été de 9,45 milliards de francs en 1990, contre 7,8 milliards en 1989 (+ 21,3 %).

Les investissements industriels ont été de 10,1 milliards de francs en 1990, après 9,2 milliards en 1989 : près de 3 milliards de francs dans le domaine de l'eau (contre 1,8 milliard en 1989), 1,9 milliard dans le secteur de l'énergie, 900 millions dans celui de la propriété, 1,7 milliard dans le bâtiment et les travaux publics, plus de 900 millions dans la communication, enfin 1,7 milliard dans les divers autres champs d'activité du Groupe (notamment, l'aménagement urbain, la santé, le stationnement).

Les investissements financiers ont atteint 11,3 milliards, après 7,4 milliards l'exercice précédent. Pour un montant voisin de 5 milliards, ils ont été consacrés à la poursuite du développement international du Groupe, principalement en Grande-Bretagne, dans les domaines de l'eau, de la santé et du BTP, mais aussi dans d'autres pays européens comme l'Espagne, le Benelux, l'Italie, le Danemark et l'Allemagne, dans des métiers de services et des activités de travaux. Aux États-Unis, une participation très significative a été prise dans un grand groupe spécialisé dans la protection de l'eau et de l'air.

D'une façon générale, la plupart des secteurs d'activité du Groupe ont poursuivi une politique active de développement, notamment dans les domaines de l'aménagement urbain et de l'immobilier, du BTP, de la communication, ainsi que de la propriété et des transports urbains. Enfin, la Compagnie a également continué de renforcer certaines de ses participations dans le capital de ses principaux partenaires industriels et financiers.

Informations - Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

MARCHÉS FINANCIERS

Afin de lutter contre la concurrence de Londres et de Tokyo

La Bourse de New-York va prolonger ses horaires

NEW-YORK

de notre correspondant

A partir du 13 juin prochain, la New York Stock Exchange, la première Bourse américaine, va prolonger ses heures de séance, traditionnellement fixées de 9 h 30 à 16 heures depuis septembre 1985, afin de développer son activité et de concurrencer les places britanniques et japonaises sur lesquelles se reportaient les opérateurs pour profiter du décalage horaire.

Dans un premier temps, et à titre expérimental pendant deux ans, la Bourse de New-York - créée en 1792 - va inaugurer une séance supplémentaire d'une heure (de 16 heures à 17 heures) pendant laquelle pourront être exécutés des ordres d'achat et de vente qui n'avaient pas pu l'être pendant la séance officielle, mais au prix coté durant cette dernière, ce qui exclut toute variation de cours. Cette séance de prolongation devrait permettre notamment aux grands investisseurs institutionnels d'ajuster leurs positions après la fin des transactions officielles. Parallèlement, une autre séance se déroulera de 16 heures à 17 h 15, réservée aux programmes par ordinateur, et traitera des paniers d'actions (chaque d'un quinzaine de titres au moins et par un million de dollars ou plus). Enfin, les autorités de la

Bourse new-yorkaise envisagent de procéder à de courtes séances, de quinze minutes chacune, tout au long de la nuit : une nouvelle étape vers la cotation en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ainsi que le New York Stock Exchange en avait manifesté l'intention l'année dernière lorsqu'il avait annoncé un plan de modernisation en cinq points, prévoyant notamment cette disposition nouvelle à l'horizon de l'an 2000. En donnant son aval à cette triple prolongation de séance, M. Richard Bredin, président de la commission boursière américaine (Securities and Exchange Commission), laquelle examine un projet identique soumis par la Bourse de Philadelphie, a effectivement indiqué qu'il ne s'agit pas d'une « modeste étape » vers la cotation non-stop. De son côté, le président du New York Stock Exchange, M. William Donaldson, a espéré que la liquidité du marché allait s'en trouver accrue.

En 1990, cette place a vu son activité fortement baisser en raison de la concurrence que lui livrent non seulement les Bourses japonaises et britanniques mais aussi les marchés intérieurs, tel celui de San Francisco, beaucoup plus petit, mais qui prend le relais du « Big Board » à sa fermeture, jusqu'ici fixée à 16 heures depuis 1974.

S. M.

L'augmentation de capital des Generali provoque un tollé à Milan

La fièvre née la semaine dernière à la Bourse de Milan autour de l'augmentation de capital des Generali, première compagnie d'assurance de la péninsule, reste forte. Le marché et les organismes de contrôle n'ont pas apprécié le rôle massif joué par les warrants (bons de souscription d'actions) dans cet accroissement de capital de 8 milliards de francs.

Il avait donc suspendu la cotation dans l'attente de plus amples explications. Celles-ci sont venues, mais leur technicité n'a pas éclairci davantage les investisseurs sur le but de l'opération. De plus, la loi italienne n'oblige pas les détenteurs de

warrants à décliner leur identité, et la situation fiscale de ces bons reste incertaine.

Selon certains analystes financiers, le montage complexe mis au point par Mediobanca et Lazard avait pour but de favoriser la constitution d'un nouveau dur. D'autres affirment de leur côté que le géant de l'assurance italienne est à l'abri d'une opération hostile et que l'effort demandé aux investisseurs italiens a surtout pour but de financer une opération de croissance externe. La complexité de l'opération et l'obscurité entretenue sur ses buts ont fait chuter l'action des Generali de 4,4 %.

□ La première banque privée algérienne fonctionnera selon la charta. - La première banque privée algérienne, El Baraka Algérie, a été créée lundi 20 mai entre la Banque algérienne du développement rural (BADR) et le groupe El Baraka International. Dotée d'un capital de 500 millions de dinars (150 millions de francs) détenus à égalité par les deux parties, ce nouvel établissement financier fonctionnera selon la charta (loi coranique). Elle ne prendra pas d'intérêt sur les crédits qu'elle octroiera - l'intérêt bancaire est prohibé par certains exégètes orthodoxes du Coran qui l'assimilent à l'usure - mais exigera de ses clients qu'ils « participent à l'effort de développement de la banque ». Autrement dit, les clients paieront des frais pour services rendus. Les dépôts ne seront pas productifs d'intérêt. - (AFP.)

□ L'Empire State Building de New-York est à vendre. - L'Empire State Building de New-York vient d'être mis en vente pour 45 à 50 millions de dollars environ 300 millions de francs par son propriétaire Prudential Life Insurance Company of America, a révélé, lundi 20 mai, le *New York Times*. Mais l'acheteur du plus célèbre gratte-ciel du monde ne pourra pas en profiter avant l'an 2076, date à laquelle prendra fin le contrat liant la compagnie d'assurances, qui possède le building et le terrain sur lequel il est construit, à un groupe d'investisseurs immobiliers. Ces promoteurs, parmi lesquels la firme Helmsley, versent chaque année quelque 3,4 millions de dollars à Prudential et assurent en échange le contrôle de l'immeuble, dont ils conservent tous les revenus, précise le journal. Longtemps plus haut gratte-ciel du monde avec ses 102 étages, l'Empire State Building vient de fêter ses soixante ans. - (AFP.)

orientations
SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____ Niveau d'études 90-91 : _____
Niveau d'études 90-91 : _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> Cycles de Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po <input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electronique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation en Alternance <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Paramédical <input type="checkbox"/> Prédiagnostic Dentaire <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Industrielles <input type="checkbox"/> Relations Interculturelles <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil
---	--

Adresser ce bon à Orientations Service, 28, rue de la Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composer sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

NEW-YORK, 20 mai ↑

Stable

Début de semaine atone à Wall Street. Reprie par l'effritement à la veille du dernier week-end, la grande Bourse new-yorkaise s'est bornée à grignoter les quelques points qu'elle avait perdus. A la clôture d'une séance surtout marquée par le manque d'affaires, avec 109,61 millions de titres échangés (contre 174,23 millions vendredi), l'indice Dow Jones des industriels a établi à 2 892,11, soit en gain insignifiant de 5,58 points (+ 0,19 %).

Le bilan général de la séance n'a même pas été comparable à ce résultat puisque sur 2 043 valeurs traitées, 835 ont baissé alors que seulement 698 ont monté et que 512 reproduisaient leurs cours de la veille.

Selon les spécialistes, les investisseurs sont à l'écoute des taux d'intérêt. C'est cette semaine que le Trésor américain doit procéder à l'adjudication de bons pour un montant global de près de 57 milliards de dollars. Le monde de la Bourse va donc suivre avec attention l'évolution du taux de l'argent en fonction de ce placement. Rien d'étonnant dans ces conditions que les opérateurs aient résolu d'adopter une attitude de « wait and see ».

VALEURS	Cours de 17 mai	Cours de 20 mai
Alcoa	86 7/8	86 1/2
ATT	38 1/4	38
Chem. Manhattan East	18	18 1/8
Du Pont de Nemours	42 1/8	42 1/2
Exxon	58 1/2	58 1/4
Ford	32 1/2	31 7/8
General Electric	38 3/8	38 1/4
General Motors	38 3/8	38 1/4
Goldman Sachs	22 1/8	22 3/4
IBM	104 1/2	104 1/8
ITT	57 7/8	58 3/8
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/8
Merck	62 1/4	62 1/8
Schleicher	62 1/4	62 1/8
Union Carbide	147 1/2	147 1/4
USX	18	17 3/4
Westinghouse	27 5/8	27 1/4
Xerox Corp.	54 3/4	53 7/8

LONDRES, 20 mai ↑

Progression dans le calme

La Bourse de Londres a progressé lundi sur un marché très calme en raison de la fermeture de nombreux marchés européens pour les fêtes de la Pentecôte. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 12,7 points, soit 0,5 % à 2 486,6. Le volume des échanges s'est élevé à 32,2 millions de titres contre 490,4 millions vendredi.

Des espoirs de baisse des taux d'intérêt - après la baisse de 3,5 % de la semaine dernière en avril - ont poussé les analystes à anticiper une hausse de 3,2 %, - des achats à bon compte après les pertes de la semaine dernière et l'ouverture en hausse de Wall Street ont permis au marché de se dénouer à la hausse. Les banques, les pétroliers, les groupes de distribution et les assurances ont été les plus réguliers, tandis que les assurances, les compagnies d'eau et les magasins ont légèrement progressé.

FAITS ET RESULTATS

□ Continental prévoit un recul important de son bénéfice pour 1991. - Le groupe allemand Continental, numéro 4 mondial du pneumatique, devrait enregistrer une nouvelle baisse de ses bénéfices en 1991, ce qui pourrait le conduire à réduire encore le montant de son dividende. C'est ce que vient de déclarer le nouveau président du directoire, M. Wilhelm Winterstein. Celui-ci a cependant assuré que le résultat restera « encore positif » cette année. Il a attribué ces difficultés à la guerre des prix à laquelle se livrent les manufacturiers et en particulier aux lourdes pertes de la filiale américaine General Tire. Pour le premier trimestre, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 9,4 %, à 2,2 milliards de dollars, mais M. Winterstein a souligné que cette avance avait surtout été due aux acquisitions survenues au cours des derniers mois. En revanche, les ventes exprimées en dollars de General Tire ont baissé de 6,5 %. Le groupe n'a pas communiqué son résultat pour les trois premiers mois de l'exercice 1991. Pour l'exercice 1990, Continental avait enregistré une chute de 59 % de son bénéfice net consolidé, tombé à 93,4 millions de DM. La direction a indiqué qu'elle proposerait à l'assemblée générale des actionnaires un dividende réduit de moitié à 4 DM par action.

□ JVC : première baisse de résultats depuis quatre ans. - Le fabricant japonais de matériels électroniques grand public JVC (groupe Matsushita) a enregistré pour l'exercice 1990-1991, clos le 31 mars dernier, une baisse de 27 % de son bénéfice consolidé avant impôts, le montant revenant ainsi à 26,3 milliards de yens. C'est la première fois depuis quatre ans que le géant de l'électronique japonaise voit ses profits chuter. Sa direction impute le phénomène à la très vive concurrence et à l'accroissement rapide des dépenses de recherche et de publicité.

□ Montedison : 13 % de profits en plus. - La Montedison, affaire ita-

PARIS, 21 mai ↑

Légère reprise

La Bourse de Paris n'a pas affiché, mardi, d'effet d'annonce particulier à l'issue des déclarations de M. Edith Cresson, que ce soit en matière de Bourse ou de politique économique générale. En retrait symbolique de 0,02 % des premières transactions, les valeurs françaises n'ont pas adopté de tendance particulière au cours de la matinée. A l'issue de celle-ci, elles s'inscrivaient en très légère hausse de 0,10 %. En début d'après-midi, un mouvement haussier semblait se dessiner, l'indice CAC 40 progressait de 0,24 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indicateur de la place parisienne ramenait ses gains aux alentours de 0,14 %.

Les opérateurs ont attendu, en vain, un geste de la Banque de France lors de son appel d'offres régulier de ce jour, l'institut d'émission ayant laissé ses taux directeurs inchangés. Cette détermination des investisseurs à attendre les opérateurs, entraînant une reprise plus nette. D'autres objectifs, que ceux de la Banque de France, est d'ores et déjà inscrit dans les cours. Cela étant, les intervenants parisiens attendent beaucoup de la déclaration de politique générale que doit faire M. Cresson devant l'Assemblée, mercredi 22 mai. En dehors de la petite phrase du week-end, qui n'a pas été prise au sérieux, l'augmentation des prélèvements fiscaux, et notamment des impôts directs, a plutôt indisposé les milieux boursiers.

□ Du côté des valeurs, Elf-Aquitaine était très recherché, Elf va procéder à une augmentation de capital portant sur environ 7,5 millions d'actions nouvelles. La prix et les modalités de l'opération seront connus à l'issue du conseil d'administration qui doit se tenir le 10 juin. L'intérêt porté à Fives Lille, en fin de semaine, se poursuivait, celui-ci gagnant plus de 4 %, pour un volume de 34 000 actions. En revanche, Cap Gemini a continué de baisser, après avoir perdu 7,7 % au cours de la dernière séance pour 92 000 titres, il abandonnait à la mi-journée 3,4 % pour 104 000 pièces.

TOKYO, 21 mai ↓

Réduction des pertes

La Bourse de Tokyo a regagné, mardi 21 mai après une partie du terrain perdu en matinée. En clôture, l'indice Nikkei a finalement abandonné que 41,82 points, à 25 481,21, soit un recul de 0,16 %. Le volume des transactions, environ 260 millions de titres, s'est sensiblement effondré par rapport à la séance de la veille (170 millions de titres).

Quelques dénouements de positions d'arbitrage et des ventes en petites quantités ont pesé sur la cote toute la journée. Mais le marché a pu remonter la pente grâce à des achats à bon compte et à des achats liés à l'indice.

VALEURS	Cours de 20 mai	Cours de 21 mai
Alia	1 020	1 110
Banque	1 020	1 060
Chem. Japon	1 020	1 060
Fujitsu	2 780	2 770
Hitachi	1 340	1 320
Mitsubishi	1 340	1 320
Nissan	748	742
Sony Corp.	8 880	8 880
Toshiba	1 880	1 780

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3720	3678	L.C.C.	248	247
Amstel Associates	280	288	IBM	341	340
B.A.C.	155	155	Idem	140	140
Benetton	578	577	Innov. Houten	832	840
Boussac	380	385	U.P.B.M.	100	100
Boisat Lyon	210	210	Loca invest.	280	282
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1089	1110	Locam	90	90
Calsonic	380	382	Mars Comm.	125	125
Cardif	680	641	Molier	140	140
C.E.G.E.P.	170	170	Presbourg	85	85
C.F.P.I.	288	285	Publ. Filippini	335	335
C.N.I.M.	920	920	Razal	680	642
Codisur	257	255	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	301	289
Conforama	885	870	Sh-H. Mangon	183	178
Covis	244	240	Select Invest (Ly.)	99	99
Dauphin	381	400	Serbo	452	452
Dalme	953	960	S.M.T. Goupil	130	115
Demachy Worms Ca	402	402	Sopra	287	285
Desqueres et Grel	1188	1188	TF1	280	285
Dowling	404	404	Thomson H. (Ly.)	221	225
Dolcos	144	140	Unilog	99	99
Edison Salford	240	240	V. St-Laurent Group	780	780
Europ. Population	331	331			
Finacor	128	128			
Frankoparc	130	129			
GFF (group. I.)	283	282			
Grand Lève	420	420			
Graphovision	218	218			
Groupe Origny	740	738			
Gurtec	1000	980			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mai 1991

Nombre de contrats : 69 844

COURS	Sept. 91	Sept. 91	Sept. 91
Dernier	106,60	106,60	106,60
Précédent	106,56	106,56	106,56

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 91	Sept. 91
107	0,21	0,63

CAC 40 A TERME (MATF)

Volume : 7 108

COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 827	1 828	1 828
Précédent	1 826,58	1 833	1 823

CHANGES

Dollar : 5,8250 ↑

A Paris, mardi 21 mai, le dollar était en hausse au fixing à 5,8250 F contre 5,8335 F à la clôture des échanges interbancaires de vendredi 17, et 5,7800 F au fixing du même jour. Les marchés financiers étaient fermés lundi 20, pour la fête de Pentecôte. A Tokyo, la devise américaine était en baisse de 0,65 yen mardi 21, où elle a clôturé à 138,15 yens contre 138,80 yens lundi.

FRANCFORT	17 mai	21 mai
Dollar (en DM)	1,708	1,7157
TOKYO	20 mai	21 mai
Dollar (en yen)	138,80	138,15

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (21 mai)	8 151/4 - 9 1/4
New-York (20 mai)	5 11/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 119,10 118,90
Valeurs étrangères : 112,30 112,10

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 483,39 487,56
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 836,31 1 836,96

NEW-YORK (indice Dow Jones)

17 mai 20 mai

Industrielles : 2 886,63 2 892,22

LONDRES (indice Financial Times)

17 mai 20 mai

100 valeurs : 2 453,58 2 466,60

30 valeurs : 1 926,20 1 927,30

Mines d'or : 155,80 156,40

Fonds d'Etat : 84,84 84,18

FRANCFORT

16 mai 17 mai

Dax : 1 598,08 1 598,87

TOKYO

20 mai 21 mai

Nikkei Dow Jones : 25 523,83 25 481,21

Indice général : 1 538,92 1 536,14

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ou -	Rep. + ou dépr. -	Rep. + ou dépr. -	Rep. + ou dépr. -
\$ E.-U.	5,8675 5,8785	+ 160 + 170 + 310 + 880	
\$ can.	5,1044 5,1092	- 6 - 19 - 7 - 16 - 19 - 41	
Yen (100)	4,2340 4,2392	+ 39 + 55 + 79 + 97 + 277 + 319	
DM	3,3863 3,3900	+ 92 + 98 + 167 + 179 + 462 + 491	
Florin	3,0867 3,0905	- 3 - 5 - 11 - 18 - 19 - 19	
£ (100)	16,4680 16,4788	+ 30 + 70 + 108 + 120 + 180 + 190	
PS	4,8120 4,8168	+ 24 + 39 + 50 + 69 + 134 + 179	
L. (1 000)	4,5644 4,5682	- 102 - 84 - 183 - 161 - 537 - 490	
£	16,0728 16,0830	- 270 - 240 - 450 - 408 - 1110 - 990	

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
Yen	7 7/8	8 3/4	7 15/16	7 7/8	7 15/16	7 5/8	7 5/8	7 13/16
DM	8 5/8	8 3/4	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9	9 1/8
Flora	8 3/4	9 1/4	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 1/4
£ (100)	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9 1/16	9 1/16	9 3/16
PS	7 7/8	8 1/8	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/4	8 1/4	8 1/4
L. (1 000)	18 1/2	11 1/2	10 7/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 1/2	11 1/2
£	13 3/8	12 1/2	11 7/8	12	11 11/16	11 5/16	11 5/16	11 7/16
Time	9	9 1/8	9	9 1/8	9	9 1/16	9 1/16	9 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RN

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 21 mai
Pierre-Louis Remy
directeur de l'ANACT
« Le Monde Initiative »
publie un dossier
sur les métiers de la nuit

Mercredi 22 mai :
Michel Venturini
PDG des magasins Unit

مكتبة الامم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 MAI

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% coupon	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours
Obligations					Etrangères														
Emp.État 8,97% 77	121 90	8 75			C.I.M.	910	912	Magnat	750	...	A.E.G.	670	...						
Emp.État 9,26% 78	101 40	8 40			C.I.T.R.A.M. (R)	2425	...	Mété Display	570	...	Alcan W. Can.	380	...						
10,90% 79/84	102 30	7 60			Colmag	266	...	136	135	...	Alcan Alumin.	110	...						
Emp.État 12,24% 83	110 05	5 54			Cogit	375	372 90	103	220	214	América Br.	112	...						
Emp.État 11% 86	110 95	...			Comptech	586	...	136	208	201	América Br.	210	...						
10,26% 86/88	106 32	1 96			Coindex	440	440	103	282	...	Adcof	672	...						
GAT 10% 5/20/83	105 15	...			Coindex	890	...	1180	1100	1100	América Br.	158	...						
GAT 8,9% 1/1/1987	105 25	4 31			Couche	38	38	1100	596	...	América Br.	680	...						
CFB 8,9% 1/1/1986	105 65	2 96			Couche	315	...	1100	1100	1100	América Br.	24400	...						
OTT 10,30% 1986	1790 30	...			Couche	715	714	1100	1100	1100	América Br.	92 10	...						
PTT 11,2% 85	105 70	4 88			Couche	126 10	127	1100	1100	1100	América Br.	11 50	...						
CF 10,30% 86	102 30	3 07			Couche	700	...	1100	1100	1100	América Br.	331	...						
CF 10,25% nov 80	105 01	1 87			Couche	1781	1780	1100	1100	1100	América Br.	137	...						
CNA 10% 1/879	100 30	2 24			Couche	1004	...	1100	1100	1100	América Br.	285	...						
CHB Suez 5000F.	97 77	3 52			Couche	3964	3964	1100	1100	1100	América Br.	24	23 80						
CHB Paribas 5000F.	96 60	...			Couche	1001	1001	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
CHB Suez 9000F.	102 30	9 98			Couche	2650	2650	1100	1100	1100	América Br.	172	173						
CHB 11,5% 85	98 75	3 92			Couche	1015	1015	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
CHT 9 1/8 85	...	0 97			Couche	285	285	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
CHB 10,80% déc 85	107 20	3 81			Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
CHAB 8% 3/1/86	146	...			Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
CNA	986	...			Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
Onca	582	...			Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
Al. Eau et Gaz 6,5% 89	560	...			Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
Thom. et 9,2% 88	881	...			Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	3600	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	1980	1980	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	255 30	255 30	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	148	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	774	...	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	355	355	1100	1100	1100	América Br.	106 50	...						
					Couche	3600	36												

SICAV (sélection)

VALEURS		Rachet net		VALEURS		Rachet net		VALEURS		Rachet net	
Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.	
AL	1000 75	1005 12	Francia	854 50	833 78	Poivre G&B	56673 23	56673 23	56673 23	56673 23	56673 23
AL	220 87	214 86	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	789 54	765 54	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	7222 85	6944 85	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	632 18	617 77	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	6546 12	6335 94	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	372 01	363 94	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1254 44	1227 61	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1676 63	1643 75	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	109 48	106 29	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	157 15	150 38	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	7189 36	7188 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	131 12	127 17	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	114 65	109 71	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	118 28	108 95	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	123 33	118 02	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	5756 63	5749 88	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	8638 94	8652 16	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	30 78	29 95	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1222 70	1182 88	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	3194 68	3189 90	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	365 07	370 26	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	475 85	467 72	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1125 48	1124 23	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	945 69	908 28	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	250 48	231 85	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	152 20	145 85	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1052 42	1038 87	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	289 73	273 15	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1235 48	1225 08	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	310 63	303 90	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	210 87	210 87	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	410 09	398 15	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	60324 65	60324 65	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	35891 47	35891 47	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	2220 98	2220 98	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	2002 56	1982 73	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	330632 53	330632 53	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	229 94	222 95	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	3258 94	3258 94	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	4058 94	4054 26	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	24748 81	24712 54	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	9817 88	9720 67	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	814 44	814 44	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1735 76	1689 30	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1348 99	1285 85	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	191 25	189 13	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	12343 48	12343 48	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1101 22	1071 83	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1256 96	1256 92	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	446 30	432 46	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	120 80	1219 42	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	7678 36	7678 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	671 18	661 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1067 73	1067 73	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1391 22	1391 22	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	5681 71	5681 71	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	3000 29	3000 29	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	3577 36	3577 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	260 41	259 89	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	107 51	104 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	460 81	460 81	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	453 22	442 02	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	111 40	108 18	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1186 70	1161 84	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	38 33	38 33	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	28963 64	28963 64	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	228 89	228 89	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	21 81	21 81	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52

VALEURS		Rachet net		VALEURS		Rachet net		VALEURS		Rachet net	
Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.		Emission Fraie incl.	
AL	1000 75	1005 12	Francia	854 50	833 78	Poivre G&B	56673 23	56673 23	56673 23	56673 23	56673 23
AL	220 87	214 86	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	789 54	765 54	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	7222 85	6944 85	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	632 18	617 77	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	6546 12	6335 94	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	372 01	363 94	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1254 44	1227 61	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1676 63	1643 75	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	109 48	106 29	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	157 15	150 38	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	7189 36	7188 36	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	131 12	127 17	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	114 65	109 71	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	118 28	108 95	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	123 33	118 02	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	5756 63	5749 88	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	8638 94	8652 16	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	30 78	29 95	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	1222 70	1182 88	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	3194 68	3189 90	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	365 07	370 26	Francia	29 48	26 77	Private Equity	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52	10579 52
AL	475 85	467 72	Francia								

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

Estimant son équilibre menacé

La presse régionale refuse la publicité télévisée pour la distribution

Le nouveau ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, va trouver sur son bureau le dossier de l'accès de la distribution à la publicité télévisuelle, que le précédent gouvernement a laissé en souffrance. M^{me} Catherine Tasca et Véronique Neiertz, respectivement ancien ministre délégué à la communication et secrétaire d'Etat à la consommation, avaient émis deux avis différents.

La première s'y opposait, la seconde y était favorable. Une divergence gouvernementale qui reproduit l'affrontement de gros groupes de pression : la presse régionale d'un côté, les grands distributeurs, Union des annonceurs et Association des agences conseils en communication de l'autre. Avec, pour toile de fond, la nécessité de trouver pour les télévisions locales et nationales, affectées par une conjoncture difficile et confrontées pour certaines d'entre elles à un lourd déficit, de nouvelles ressources publicitaires.

Comme l'édition, le cinéma, la presse, les boissons alcoolisées de plus en plus d'un degré et certains produits (tabac, margarine), la distribution est interdite de publicité télévisée. Ce secteur économique représente, selon l'Institut de recherche et d'études publicitaires (IREP), un investissement publicitaire annuel de 6,1 milliards de francs, dont 36 % vont à la presse quotidienne régionale.

Les récentes déclarations de M^{me} Véronique Neiertz sur un éventuel accès de la distribution à la publicité télévisée, qui permettrait un alignement sur d'autres pays européens et une ressource supplémentaire pour les télévisions locales, ont fait réagir une nouvelle fois le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR). Dans une lettre adressée à l'ex-ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, M. Jacques Saint-Cricq, président du SPQR, estime que « rien n'impose, au titre de l'évolution du droit européen,

une modification de la réglementation des secteurs publicitaires en France ».

Pour M. Saint-Cricq, l'ouverture de la publicité télévisée à la distribution représenterait au moins 200 millions de francs de perte pour la presse régionale, soit 33 % de son cash-flow net et la quasi intégralité de son bénéfice net. Une perte insupportable pour les quotidiens régionaux, estime le SPQR, alors que ces derniers traversent une phase difficile se traduisant par un ralentissement des investissements publicitaires et un transfert des budgets des annonceurs au secteur du hors-média (marketing direct, promotion des ventes, relations publiques, etc.). Dans sa lettre, M. Saint-Cricq s'étonne aussi d'une déclaration de M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ce dernier expliquait que le transfert de la presse à la télévision d'une partie des investissements publicitaires de la distribution serait compensé par les « ressources considérables » apportées par une éventuelle autorisation de la publicité comparative. Le président du SPQR dénonce « l'incohérence » de cette déclaration, la publicité comparative ne représentant que 2 % à 3 % des dépenses publicitaires.

Le président du SPQR conclut sa lettre en demandant au ministre de la communication « de veiller à un traitement de ce dossier objectif, rigoureux tant au plan juridique qu'économique et en relation avec l'importance des enjeux ».

Y. - M. L.

La chaîne musicale MTV va s'étendre en Asie

La chaîne musicale MTV (Music Television) va compléter son réseau mondial d'affiliés, en diffusant à partir de septembre prochain une version asiatique. Destinée aux jeunes, et composée essentiellement de clips, MTV Asie reprend le concept de sa grande sœur américaine, mais en y ajoutant des artistes et des animateurs asiatiques.

Basée à Hong-Kong, MTV Asie sera diffusée sur le satellite AsiaSat 1, couvrant ainsi une zone peuplée de 2 milliards d'habitants, dont la moitié ou moins de quatre-vingt ans, de l'Asie soudeite à Taiwan, et de la Corée à Singapour. Le projet est mené conjointement par Viacom (la maison mère de MTV) et par HutchVision, une société de Hong-Kong qui compte exploiter un « bouquet » de chaînes sur le même satellite. Le groupe Hutchinson Whampoa, l'un des principaux groupes britanniques, est actionnaire à 50 % de HutchVision.

Actuellement, MTV et ses sœurs sont reçues dans près de 200 millions de foyers. MTV est présente aux Etats-Unis, mais aussi en Europe (MTV Europe, filiale de Viacom) et du groupe Maxwell, touche 22 millions de foyers câblés sur le continent), au Japon et même au Brésil.

Un séminaire sur la programmation de la télévision

Dans le cadre de son cycle de conférences sur « Les journées européennes de la télévision », l'Institut Multimédias organise les 28 et 29 mai prochains à Paris, une manifestation « Programmation et marketing des programmes » (1). Manifestation au cours de laquelle interviendront des professionnels français — comme M^{me} Hervé Bourges, PDG d'A 2-FR 3, et Etienne Mougeotte, vice-PDG de TF1 — ainsi qu'étrangers. M. Rudi Klausnitzer, directeur des programmes de Première (Canal Plus Allemagne) parlera ainsi de la spécificité de la programmation d'une chaîne à péage et M. Gianni Pilo, directeur du marketing de Reteitalia, de la fragmentation des publics et de la sélection des cibles. Italien et ancien directeur des programmes de la Cinq, M. Carlo Freccero tirera les enseignements d'une expérience multinationale de la programmation. Enfin, le directeur des programmes de la première chaîne de la BBC, M. Mark Shivas, retracera la lutte du service public britannique contre les chaînes commerciales.

► Renseignements et inscriptions : Institut Multimédias. Tél. : (1) 48-24-92-97.

CARNET DU Monde

Décès

— Juvisy, Versailles. Gisenyi (Rwanda). Mont-Royal (Canada). Saint-Aubin-de-Médoc.

— M^{me} André BOURELY, née Reute Drumm,

nous a quittés dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe sera célébrée le jeudi 23 mai 1991, à 9 h 45, en l'église Saint-Vincent de Carcassonne.

De la part de ses enfants, Paul et Monique, Charles et Michelle, Michel, Henri et Ginette, Marcel et Maggy, ses onze petits-enfants, ses deux arrière-petits-enfants, Les familles Bourelly, David et Valuy.

— M^{me} de Brébisson, Le colonel et M^{me} Erik de Brébisson et leurs enfants, M. et M^{me} Guy de Brébisson et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Brocard et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Raillard et leurs enfants, M. et M^{me} Olivier Raillard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

général d'armée de BRÉBISSON, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre national du Mérite,

survenu le 20 mai 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (hôtel des Invalides).

97, rue de Longchamp, 75116 Paris.

(Né le 7 avril 1905 à Vierzou (Cher) et ancien élève de Saint-Cyr, Michel de Brébisson, fait prisonnier en mai 1940, est repatrié en 1941 et sert, en 1943, au sein de la 1^{re} armée française, avec laquelle il effectue les campagnes de France, puis d'Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. Il est ensuite affecté en Indochine. En 1953 et 1954, le colonel de Brébisson est chef de l'état-major du ministre d'Etat, M. Jean Lecomte, puis chef de cabinet du secrétaire d'Etat, M. Marc Jacquet, et, enfin, chef du cabinet du secrétaire d'Etat, M. Frédéric Dupont, chargés successivement des relations avec les Etats associés. Promu général de brigade, Michel de Brébisson est membre du Collège français à la conférence de Genève, qui met fin à la guerre d'Indochine en 1954. Il commande ensuite la 9^e division d'infanterie en Algérie. Après 1957, il occupe plusieurs postes en France, avec le rang de général de corps d'armée. De 1960 à 1962, il commande la zone d'occupation militaire de l'Afrique occidentale française. Le 12 juillet 1962, le gouvernement l'appelle, avec le rang de général de corps d'armée, au commandement supérieur des Forces françaises en Algérie. Il quitte cette fonction en 1963, date à laquelle il est nommé, avec le rang de général d'armée, commandant en chef des forces françaises en Allemagne. En 1966, il devient secrétaire général de la Défense nationale (SGDN) à Paris. Le général de Brébisson avait été placé en deuxième section (réserve) en mars 1968.)

— Les membres du comité directeur du Club du cirque, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur collègue, M. Marcel DHEININ, président régional du Club du cirque pour le Nord, président fondateur du Salon européen des animaux de Lille, président du Syndicat national des directeurs de parcs zoologiques,

survenu le 16 mai 1991.

Club du cirque, 116, rue Damrémont, 75018 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

EN BREF

► Une conférence sur l'éthique. — M. Frédéric Lenoir donnera le jeudi 23 mai, à 20 heures, au siège de la Fédération nationale des enseignants du yoga (FNEY), une conférence sur le thème : « Vers une nouvelle éthique ». M. Lenoir est l'auteur d'ouvrages sur les Communautés nouvelles et sur les Risques de la solidarité.

► FNEY, 3, rue Aubriot, Paris-4. Tél. : 42-78-03-05.

► Revue : les dirigeables du comte von Zeppelin. — Pour que les amateurs de plus léger que l'air n'ignorent rien de l'épopée des dirigeables du comte von Zeppelin, la revue *Zeppelin* leur consacre sa dernière livraison. D'une iconographie toujours hors pair, ce numéro raconte les exploits militaires du comte contre les Français, en 1870, les fastes de la traversée transatlantique avec le *Graf Zeppelin* et les caractéristiques techniques des mastodontes pratiquement disparus de ceux.

► Revue *Zeppelin*, n° 135. Les Zeppelin, vol. 1, 115 francs, tour Esor 93, 14-16, rue de Scandicci, 93500 Pantin. Tél. : 49-42-20-89.

Remerciements

— M^{me} I. Mezer, remercie par cette voie tous ceux qui ont bien voulu lui témoigner leur sympathie à la suite du décès de son mari.

M^{me} Ernst MEZGER, docteur en droit, avocat honoraire à la cour de Paris, survenu le 4 avril 1991.

12, rue Marbeau, 75116 Paris.

— Le docteur Olivier Monod et sa famille, très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Olivier MONOD, née Yvonne Bruc, vous adressent leurs sincères remerciements.

— Infirmement touchée par vos marques de sympathie lors du décès de

Patrick TOFFOLI, survenu le 17 avril 1991,

sa famille vous remercie de tout cœur et vous prie de croire à ses sentiments très émus et reconnaissants.

12, avenue de Gravelle, 94220 Charenton-le-Pont. 3, square Gabriel-Farré, 92160 Antony.

Anniversaires

— M. Serge Borochovitch et son fils Patrick, M^{me} André Rosenthal, M^{me} Jean Rosenthal et toute la famille, Les anciens des maquis de l'Ain et du Haut-Jura, vous invitent à participer à la cérémonie anniversaire de la disparition de

M^{me} Michette BOROCHOVITCH, qui aura lieu le vendredi 24 mai 1991, à 11 heures, sur sa tombe, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

Rendez-vous à 10 h 30, au métro Raspail. 39, avenue Eglé, 75000 Maisons-Laffitte.

— Jean MUSY

disparaissait le 22 mai 1988. In memoriam.

— Mikael ROSSI

aurait eu vingt-cinq ans le 21 mai 1991.

Son sourire, sa voix, sa musique, nous manquent.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare : Jacques Adler, université de Melbourne, auteur de *Face à la persécution des organisations juives à Paris, 1940-1944* (Ed. Calmann-Lévy), et Bernard Friede, qui vient de faire paraître *Une mauvaise histoire juive* (Ed. Ramsay), examineront l'action des groupes juifs français durant la guerre. Jeudi 23 à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003. Tél. : 42-71-68-19.

— Société des études rennaises : mardi 28 mai 1991, à 16 h 15, salle 3 du Collège de France, assemblée générale annuelle, suivie à 17 h 15, d'une conférence de M. Caquot, professeur au Collège de France, président de la société : « De quelques œuvres peu connues de Renan ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5524

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Est visible sur du blanc. — II. Fait parler de lui en classe. Donne une représentation. — III. Sont à voir. La femme au foyer. — IV. Employée pour multiplier. A consommer avec modération. — V. De quoi « abatre » de l'ouvrage. Se retrouve souvent au milieu des flammes. — VI. Vois importante. Note. — VII. Source de richesses. Pour parvenir à une situation élevée, certains n'hésitent pas à s'en séparer. — VIII. Grosses bêtes. — IX. Fait penser à l'avenir. Pas mauvais. Adverbe. — X. S'avance dans

l'eau. Est capitale. — XI. Donne la fièvre.

VERTICALEMENT

1. Brisa de nombreuses chaînes. — 2. Pousse à se serrer la ceinture. Lieu d'échanges. — 3. Appartient à une espèce que l'on chasse. Ne progresse pas vite. — 4. Porte parfois des colliers. On certains sort de la partie. — 5. Note. On y met du bois. Source de réclamations. — 6. Reste entre deux portes. Est paresseux comme un loir. — 7. Il y a bien des choses qu'elle ne sauraient supporter. Réfléchi. — 8. A ne pas lécher. Amené à se réjouir. — 9. Résultat obtenu pendant certaines épreuves. Aime le grand air.

Solution du problème n° 5523

Horizontalement
I. Nicturie. — II. Os. Aronde. — III. Yeux. Ir. — IV. Errements. — V. Érie. — VI. Scandales. — VII. An. Ar. — VIII. Crinées. — IX. Ris. Ars. — X. Taffire. — XI. Epel. Sar.

Verticalement
1. Noyers. Crue. — 2. Yser. Car. — 3. Urbanistes. — 4. Taxe. Al. — 5. Ur. Médaille. — 6. Rônerie. — 7. In. Nil. Rats. — 8. Édée. Enra. — 9. Ers. Sasser.

GUY BROUTY

Le premier livre sur les pin's

La passion des pin's est inextinguible. Ces rejets de la broche et du badge que l'on peut épingler, isolés ou en cascade, sur une veste de couturier ou un jean — d'où leur nom d'épinglette — au Québec — avaient déjà leur magazine, leur Salon, leur festival et leur bourse d'échanges, installée au Carré Marigny. Les pin's ont désormais leur livre de référence, intitulé *Les Pin's*. Rédigé par une jeune journaliste, Emmanuelle Rosenzweig, il est publié chez Syros Alternatives. En 96 pages, l'auteur fait le

tour du monde des pin's, retrace leur histoire — ils auraient vu le jour en France en 1980, — indique les fabricants cotés, décrit les rites des collectionneurs et décortique le système d'attache particulier (tack nail) et les pièges à éviter. Ce livre sur la « pinsomanie » est le premier d'une nouvelle collection, baptisée « Collector's » et consacrée aux... collections. Elle comprend d'autres ouvrages, sur les briquets Zippo, les emballages de sucre et les échantillons de parfum.

EN BREF

► Guillaume Tabard nommé rédacteur en chef de *France-Catholique*. — M. Guillaume Tabard, vingt-sept ans, journaliste depuis novembre 1988 à la *Correspondance de la presse* éditée par la Société générale de presse (SGP) de M^{me} Marianne Bérard-Quélin, vient d'être nommé rédacteur en chef de l'hebdomadaire chrétien d'actualité *France-Catholique*. M. Tabard avait débuté en 1985 à la radio privée catholique-Radio Notre-Dame.

► Un magazine de collectivité locale diffusé en kiosque. — *92 Express*, le mensuel du conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par M. Charles Pasqua, est désormais vendu dans 640 points de vente des NMPP au prix de 12 francs. Le mensuel était auparavant diffusé uniquement par abonnements. Réalisé en quadrichromie et comportant 148 pages, *92 Express* est tiré à 65 000 exemplaires. Ce magazine, qui a obtenu en janvier le Prix du meilleur jour-

nal des collectivités locales, fournit notamment aux Hauts-Seinais, dans un encart détachable de 32 pages, l'agenda de toutes les manifestations artistiques et culturelles du département.

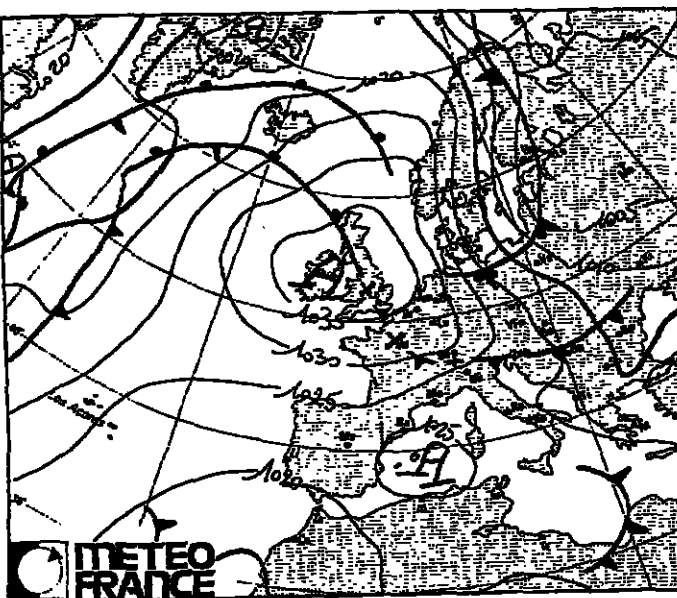
► *The Independent* et *The Independent on Sunday* regroupent leurs rédactions. — Le quotidien *The Independent* et son hebdomadaire, *The Independent on Sunday*, vont fusionner leurs rédactions afin de réduire les frais de la société éditrice, Newspaper Publishing PLC, affectée par « un contexte de profonde récession du marché publicitaire », selon le directeur général de la société et rédacteur en chef de *The Independent*, M. Andreas Whitam Smith. Ce dernier a également annoncé un certain nombre de suppressions d'emplois, sans autre précision. *The Independent on Sunday* est en déficit depuis son lancement en janvier 1990, malgré une diffusion moyenne de 360 000 exemplaires. Le quotidien, lancé en 1986, est bénéficiaire, avec une diffusion moyenne de 400 000 exemplaires.

مكتبة الامم

erie
ée ?

[illegible]

PRÉVISIONS POUR LE 23 MAI 1991 A 12 HEURES TU



FRANCE			TUULOSSE			LUXEMBOURG				
AJACCIO	18	7	D	N				19	18	D
ARRAS	16	10	N	N				16	10	N
BARCELONA	27	11	N	N				24	17	D
BRESCIA	14	9	F	F				14	9	F
CAEN	17	10	B	B				17	10	B
CHERBOURG										
CLEMONT-FERR										
GRENOBLE	19	9	F	F				19	9	F
LILLE	17	9	C	C				17	9	C
LIMOGES	18	11	D	D				18	11	D
LYON	20	20	D	D				20	20	D
MARSEILLE	24	16	F	F				24	16	F
NANCY	17	7	C	C				17	7	C
NANTES	20	9	B	B				20	9	B
NICE	19	12	D	D				19	12	D
PARIS-MONTS	19	11	N	N				19	11	N
PAU	12	14	F	F				12	14	F
PERPIGNAN	22	14	D	D				22	14	D
RENNES	19	16	C	C				19	16	C
ST-ETIENNE	18	5	C	C				18	5	C
TOULOUSE	12	9	D	D				12	9	D
TOURNAI	30	22	D	D				30	22	D
TOURNAI-FUTBE										
ÉTRANGER			LUXEMBOURG			LUXEMBOURG				
ALGER	21	8	D	D				21	8	D
AMSTERDAM	18	12	C	C				18	12	C
ANTWERP	26	17	C	C				26	17	C
BANGALORE	37	26	C	C				37	26	C
BARCELONA	14	19	N	N				14	19	N
BERGAMO	18	11	C	C				18	11	C
BERLIN	18	13	C	C				18	13	C
BOTTELLE	16	18	B	B				16	18	B
BOULOGNE	15	8	C	C				15	8	C
DASKAR	24	18	D	D				24	18	D
DJIBRA	22	13	D	D				22	13	D
GENEVE	13	3	C	C				13	3	C
HONGKONG	16	12	N	N				16	12	N
STANBUL	16	12	N	N				16	12	N
JEKUALAM	24	13	D	D				24	13	D
LE CAIRE	26	18	D	D				26	18	D
LISSABON	22	11	D	D				22	11	D
LONDRES	27	16	D	D				27	16	D
LYON-ANGLES	12	11	D	D				12	11	D
MADRID	19	18	D	D				19	18	D
MARRAKECH	34	17	D	D				34	17	D
MEXICO	27	12	C	C				27	12	C
MILAN	21	6	C	C				21	6	C
MONTREAL	32	9	D	D				32	9	D
MOSCOW	30	15	C	C				30	15	C
MURMANSK	26	12	C	C				26	12	C
NEW-DELI	37	27	C	C				37	27	C
NEW										

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4 138

IMAGES

CE fut une triste cérémonie, bien bâclée, entre deux tranches de pain, un palmarrès hamburger, à déguster avec appétit et sans plaisir. Comment la télévision peut-elle ainsi traiter le cinéma per-dieuux la rampe et transférer le palmarrès de Cannes en une sous-remise express des Césars? Comment peut-elle à ce point mépriser le téléspectateur, qui, ni forcément cinéphile ni nécessairement bilingue, aura même su du mal à entendre les noms des films, des réalisateurs et des acteurs primés?

En trois petits quarts d'heure, l'affaire fut faite. Prix du meilleur... deux mots, photo, suivant! Le

contre la montre, en Eurovision, un Paris-Cannes. Dernière aux, bien sagement alignés sur scène, les jurés faisaient face à la salle lointaine et, pour les caméras, définitivement anonyme.

Le président, Roman Polanski, un instant oublié, dit quelques mots pour expliquer combien le métier de juré est un rude métier et combien fut rude cette journée du choix, au-delà d'une Palme d'or ou attribuée, il convenait que cela fût dit, à l'unanimité. Puis commença l'appel de la chaire.

Ce direct de série B, sans émotion ni charme, sans cris ni vivats, sans contestation ni appel, fut lugubre. Comme si être primé à Cannes

était devenu d'un banal achevé. Comme si monter sur scène pour s'y voir distinguer constituait l'ultime corvée d'une quinzaine de convention. Comme si, sur la musique de cirque qui préside aux déplacements de ceux qui remettent et de ceux qui reçoivent, il convenait de traîner un ennui distingué.

La palme d'or nous valut d'apprendre qu'un des frères Coen avait imposé à l'autre de mettre, pour une fois, un smoking. Le prix d'interprétation masculine projeta sur scène en hibou ahuri John Turturro. Et celui d'interprétation féminine valut un « merci » bref mais sincère d'Irène Jacob. C'était bien le moins pour un premier grand rôle.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.25 Sport : Football.
Quart de finale de la Coupe de France : Cannes-Monaco, en direct de Cannes.

21.15 Météo.

21.30 Sport : Football (suite).

22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
Invité : Diane Foly.

0.20 Au trot.

0.25 Journal, Météo et Bourse.

0.50 Série : Intrigues (rediff. et à 2.55).

1.15 TF 1 Nuit. Reportages (rediff.).

20.45 Cinéma :
L'Armée des ombres. ■■
Film français de Jean-Pierre Melville (1969).
Avec Lino Ventura, Paul Meurisse, Simone Signoret.

23.15 Cinéma : **Le Journal d'un fou.** ■
Film français de Roger Coggio (1987).
Avec Roger Coggio, Fanny Cottençon,
Yvette Etiéven.

0.45 Journal et Météo.

1.05 Série : **Le Saint** (rediff.).

- 20.45 **Téléfilm : Le Biflard écarlate.**
De Bernard Quesenne, avec Ann-Gisel Glass, Hélène Vincent.
- 22.25 **Journal et Météo.**
- 22.45 **Télévision régionale.**
- 23.40 **Variétés : Eurotop.**
- 0.35 **Magazine : Espace francophone.**
Cinemas du Sud : Festival du film pénal-
cain de Ouagadougou (Fespaco) 1991.
- 1.00 **Musique : Carnet de notes.**

20.30 **Cinéma : Les Yeux de la forêt.** ■
Film américain de John Hough (1980).

21.50 **Flash d'informations.**

21.55 **Cinéma : Johnny Belle Gueule.** ■
Film américain de Walter Hill (1989).

23.25 **Cinéma : Le Choix.** ■
Film burkinabé d'Idrissa Ouedraogo (1986).

0.50 **Cinéma : La Fabuleuse Aventure de Marco Polo.** ■
Film franco-italo-yougoslave de Denys de La Pottelière et Noël Howard (1964).

20.50 **Cinéma :**
Un amour de Coccinelle. ■
Film américain de Robert Stevenson
(1969). Avec Dean Jones, Michele Lee,
David Tomlinson.

22.40 **Magazine :** Ciné Cinq.

23.00 **Cinéma :** Joy. □
Film franco-canadien de Serge Béro
(1983). Avec Claudia Udy, Gérard-Philippe
Laurier.

0.50 **Journal de la nuit.**

1.00 **Demain se décide aujourd'hui.**

1.05 **Le Club du Télé-achat.**

1.20 **Rediffusions.**

20.35 **Téléfilm : Le Dernier Ninja.**
De William A. Graham, avec Michael Beck
Nancy Kwan.

22.15 **Météo des plages.**

22.20 **Téléfilm :**
Le Fantôme de Beatrice Bow.
De Donald Crombie, avec Imogen Annesley
Peter Phelps.

TF 1	
14.30	Club Dorothée.
16.00	Discours de politique générale de M ^{me} Cresson devant l'Assemblée nationale, en direct.
17.00	Magazine : Y'a pas... d'hézar...
17.30	Série : Chips (rediff.).
18.20	Jeu : Une famille en or.
18.50	Fautillet : Sainte Barbara.
19.20	Jeu : La Rumeur de la fortune.
19.50	Divers : Minute : Le Bébé Show.
19.55	Tirage du Loto.
20.00	Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.50	Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
22.50	Sport : Football. Séance retour de la Coupe de l'UEFA
0.35	Au tout.
0.40	Journal, Météo et Bourse.
1.05	TF 1 Nuit. Revue de nuit.

15.05 Dessin animé : Les Simpson.
15.30 Téléfilm : Un silence coupable.
De John Patterson, avec Heather Fairfield
Mike Farrell.
17.10 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

22.15 Flash d'informations.
22.25 Sport : Boxe.
23.40 Cinéma : Les Bijoutiers
du clair de lune. □
Film franco-italien de Roger Vadim (1958)
1.15 Cinéma : Metamorphosis. □
Film italien de George Eastman (1989).

15.30 Série : Soko, brigade des stup.
16.20 Youpi ! L'école est finie.
17.25 Série : Star Trek.
18.15 Série : Mission casse-cou.
19.10 Jeu : La Ligne de chance.
19.40 Série : Les aventures de Léon Duras, chroniqueur mondial.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Histoires vraies.
La Mort au menu, téléfilm de Sylvia Hoffmann, avec Christian Doerner, Liane Hiercher.

0.00 Journal de la nuit.
0.10 Demain se décide aujourd'hui.
0.15 Le Club du Télé-achat.
0.45 Rediffusions.

14.05 Téléfilm :
Le Retour du docteur Casey.
De Joseph L. Scanlan, avec Vince Edwards,
Gwyneth Walsh.

0.00 Magazine : Dazibao.
0.05 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.

20.00 Documentaire : Live.
21.05 Danse : Ballet théâtre américain
San-Francisco. Chorégraphies de
Taylor, Anthony Tudor, Marius Petipa
Lynn Taylor Corbett.
22.50 Musique : Concerto pour piano
espace n° 2. De Michael Levinas.
23.10 Documentaire : Ferveur Comédien
Française. De Jean-Philippe Puvion.

20.30 Archipel science. Les fourmis arrivent.
21.30 Les jeunes Allemands, l'Allemagne unie et l'Europe. Reportages en Allemagne et en France.
22.40 Les nuits magnétiques. Pères, y êtes-vous ?
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les Birds.

20.30 Concert (donné les 12 et 13 janvier : radio de Berlin) : Symphonie n° 2 en ré bémol majeur D 125, de Schubert ; Concerto pour hautbois et petit orchestre de R. Strauss ; Symphonie n° 40 en mineur K 550, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazi ; sol. : Gordon Hunt, hautbois.

15.45 Jeu : Quiz cœur.
16.15 Série : Drôles de dames.
17.05 Jeu : Hit hit hit houra !
18.05 Série : Espion modèle.
19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm :
Un saphir pour des jumelles.
De Dennis Berry, avec Simon Dutton, Jo
Anlin.
22.15 Méfiez des places
22.20 Série : Equalizer.
22.30 Documentaire : 60 minutes.
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 Magazine : Dazibao.

17.00 Magazine : Avis de tempête.
19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes à 23.00).
20.00 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel Défi (2). Orages étonnants.
21.00 Documentaire : The French. De Villiam Klein.
23.05 Cinéma : Zappa. ■■
Film danois de Bille August (1983).
0.45 Court métrage : Les Photos d'Alix. Jean Eustache.

20.30 Tire ta langue. Le sexe des langues.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques langue française. Histoires fantastiques d'après Edgar Allan Poe.
22.40 Les nuits magnétiques. Pères y êtes-vous ?
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

20.30 **Concert** (donné le 21 avril lors du P
temps des arts de Monte-Carlo) : Sch
fantastique op. 3, de Stravinsky; Con
pour violoncelle et orchestre n° 2
mineur op. 104, de Dvorak; Pelléas et M
sande op. 80, de Fauré; Rhapsodie en
gnole, de Ravel, par l'Orchestre philhar
nique de Monte-Carlo, dir. Carlos Navar
sol : Gary Hoffman, violoncelle.

23.07 **Poussières d'étoiles.** Jazz club.

Selon un rapport des Nations unies

La catastrophe de Tchernobyl aurait eu des conséquences sanitaires moins graves que redouté

Le rapport élaboré sous l'égide de l'Organisation des Nations unies sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl sera discuté à Vienne à partir de ce 21 mai. Selon l'enquête, qui a duré plus d'un an et a permis d'étudier 825 000 personnes, les conséquences sanitaires seraient moins graves qu'on a pu le redouter.

Les conclusions du rapport de l'International Chernobyl Project que viennent d'accepter les membres du comité consultatif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) de Vienne (Autriche) ne manquent pas de surprendre. Selon ce document, qui a été élaboré sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, et qui devait être discuté à partir de ce mardi 21 mai à Vienne, on n'observe pas, cinq ans après l'explosion de la centrale nucléaire soviétique, d'augmentation notable de la fréquence

des maladies liées aux rayonnements, en particulier des cancers et des leucémies, chez les personnes vivant dans un périmètre de 500 kilomètres autour de Tchernobyl (les personnes habitant aux alentours de la centrale, dans un rayon de 30 kilomètres, avaient été exclues de l'étude).

L'enquête d'International Chernobyl Project a été réalisée à l'inspiration des Nations unies sur la demande des autorités soviétiques. Plus de deux cents médecins et scientifiques de vingt-cinq pays et pas moins de sept organisations internationales (dont l'Organisation mondiale de la santé) y ont participé. L'enquête, qui a duré plus d'un an, a permis d'étudier huit cent vingt-cinq mille personnes.

Du point de vue des conséquences sanitaires de la catastrophe, elle conclut qu'« aucun désordre sanitaire directement lié aux expositions aux radiations n'a pu être mis en évidence dans ces zones ». Le document insiste, en outre, sur les « conséquences psychologiques négatives en termes d'anxiété et de stress, dues en particulier aux incertitudes quant aux risques de contamination », qui ont pu être fréquemment observées.

Le rapport « n'indique pas qu'il ait pu se produire une augmentation marquée de l'incidence des leucémies ou des cancers ». Cependant, ces données ne sont pas suffisamment précises pour exclure la possibilité d'une augmentation de l'incidence d'un autre type de tumeurs ». Les rapporteurs ajoutent qu'il leur semble que les mesures de protection prises par les autorités soviétiques, juste après l'accident et par la suite, ont été « dans l'ensemble raisonnables ».

En matière de contrôle de la contamination de l'environnement et des denrées alimentaires, « les capacités d'analyse des laboratoires soviétiques semblent adéquates », estiment les auteurs du rapport, dont les conclusions ne remettent pas en cause les données officielles. Ces dernières ont même tendance, disent-ils, à « surestimer » la pollution par le strontium. Les mesures et vérifications menées dans le cadre de l'étude ont, en revanche, corroboré les niveaux de contamination de surface des cartes publiées en URSS pour le césium, et les analyses d'échantillons de sol ont abouti aux mêmes chiffres pour le plutonium.

Des mesures de protection cohérentes

Les concentrations en radionucléides mesurées dans l'eau potable et, « dans la plupart des cas », dans la nourriture se révèlent « significativement au-dessous » des niveaux autorisés pour le commerce international et même, parfois, « au-dessous des limites de détection ».

En ce qui concerne les doses de radiation dues aux poussières radioactives déposées sur le sol, la campagne de mesures menée de façon indépendante sous les auspices de l'IAEA a montré qu'elles étaient inférieures aux

données officielles. Sur les huit mille dosimètres distribués aux habitants de sept zones d'habitation, 90 % ont donné des résultats inférieurs au seuil de détection des appareils (0,2 millisievert pour une période de deux mois). A titre de comparaison, la limite annuelle d'exposition acceptée pour les populations ne doit pas dépasser 5 millisievert.

De même, pour ce qui est des doses d'irradiation internes reçues par les populations du fait de l'ingestion involontaire de particules radioactives, l'IAEA estime que les chiffres avancés par les officiels pour le césium et le strontium ne sont pas sous-estimés. On peut évaluer la dose totale qui sera reçue par ces populations surveillées à environ 60 à 130 millisieverts (80 à 160 pour les externes et à 20 à 30 millisieverts (60 à 230) pour les doses d'irradiation internes pour les soixante-dix années postérieures à l'explosion de la centrale.

D'une manière générale, les mesures de protection à long terme prises en matière d'évacuation des populations et de protection des aliments ont été cohérentes et conformes aux recommandations internationales. Toutefois, ajoute le rapport, elles auraient pu être moins importantes.

ALLEMAGNE

Deux anciens dirigeants de la RDA interpellés à Berlin

BONN

de notre correspondant

M. Willy Stoph, soixante-seize ans, ancien président du conseil des ministres de la RDA et M. Heinz Kessler, soixante et onze ans, ancien ministre de la défense, ont été interpellés à Berlin, lundi 20 mai, dans la soirée, à la demande du parquet de la ville.

Ces interpellations sont, selon le parquet, en liaison avec le rôle joué par les deux hommes au sein du Conseil de défense de la RDA qui avait, en 1974, établi les règles de tir sur les fugitifs à la frontière interallemande. Deux autres membres de ce conseil, MM. Fritz Seitz et Hans Albrecht, ont également été interpellés dans le cadre de la même procédure. M. Jutta Limbach, sénateur à la justice de Berlin a d'autre part précisé que des présomptions de fuite existaient pour Heinz Kessler.

M. Stoph était le numéro deux du régime. Il avait joué un rôle important dans la signature des accords entre la RDA et la RFA dans les années 70. Heinz Kessler, un proche d'Erich Honecker, avait succédé au général Heinz Hoffmann comme ministre de la défense après la mort de ce dernier en 1985.

Deux autres anciens hauts dirigeants de l'Etat et du parti est-allemand sont toujours incarcérés : M. Erich Mielke, l'ancien chef de la Stasi, et l'ex-responsable de l'économie, M. Günter Mittag.

L. R.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La rentrée, c'est la sortie

ALORS, les enfants, en forme après les grandes vacances, pas celles d'été, non, pas encore, celles d'un printemps prolongé de pont en pont jusqu'à ce mardi matin ? Là, s'agit plus de réguler, va falloir donner un sérieux coup de collier. Histoire d'être fin prêts à aborder ce troisième trimestre, le plus dur, le plus décisif, le plus pénalisant et le plus long. Pas une coupure d'ici le 6 juillet.

Sauf qu'il s'arrête dans quinze jours. Dans quinze jours, le bac, ça commence, et l'école, c'est fini. Quinze jours à tirer et les conseils de classe auront tranché : ou vous passez ou vous redoublez. Dans les deux cas, terminé ! Plus la peine de vous fouler. D'ailleurs, certains établissements envisagent de fermer début juin. Ils vont mettre la clé sous la porte. Carrément. Super, non ? Surtout pour les parents. Ils vous ont déjà sur le dos depuis des semaines. Des semaines à ne pas savoir comment organiser vos interminables loisirs. Là, ça va reprendre de plus belle. A qui vous confier ?

Pas aux profs, toujours ! Déjà qu'ils craquent, ils dépriment, avec plus d'un demi-million de candidats à surveiller, et le triple

de copies à corriger, on peut quand même pas leur demander d'accueillir nos gosses dans des classes transformées en garderies. Quelles classes, d'abord ? Elles sont toutes prises par cette machine infernale à fabriquer des chômeurs bacheliers tellement grippée, tellement surchargée qu'à chaque coup elle manque d'exploser.

La solution ? C'est pas ce crétin, cet abruti de Rocky qui aurait été capable de la trouver. C'est pourtant bête comme chou, hein, la Cresson ? Suffit de vider les lycées. Par les deux bouts. D'abord, les cancras, on les vire. L'école obligatoire jusqu'à seize ans ? Foutaise. Allez, ouste, balancez-moi ça sur le marché du travail ! Il est complètement saturé ? Oui, bon, peut-être, mais c'est pas le problème !

Ensuite, les candidats, on les déplace. On les installe avec leurs collantes et le reste dans des salles de fêtes. De conférences. Ou de théâtre, les jours de récréation. Pourquoi pas dans des églises désaffectées pour les élèves des écoles privées ? Ou même des cathédrales. Chartres, tienne, ce serait très bien. Les pèlerins y seront très sages, les genoux. Au tour des potaches !

L'ESSENTIEL

DÉBATS

L'opposition et l'échéance de 1993 : MM. Juppé et Méhaignerie tentent d'accorder leurs points de vue 2

ÉTRANGER

M. Kohl à Washington : La chancellerie allemande et M. Bush réaffirment leur soutien à M. Gorbatchev 8

Les élections en Inde : Un million et demi de policiers mobilisés contre la violence 8

POLITIQUE

La stratégie du PC : Les communistes accordent à M. Cresson le bénéfice du doute 10

SOCIÉTÉ

Feria de Nîmes : La grâce contestée de Peleon 12

CULTURE

Le Festival de Cannes : Bilans... de la compétition, de la Quinzaine des réalisateurs, du marché international. Et Thelma et Louise, de Ridley Scott, qui a clôturé les festivités 19

« Così fan tutte » à Bordeaux : Mozart sans concessions par Emmanuel Krivine 21

Diagonales : « Roman et péché », par Bertrand Poirot-Delpech 21

ÉCONOMIE

Apple supprime 1500 emplois : La constructeur américain victime à son tour de la crise de l'informatique 27

Violentes manifestations d'agriculteurs du Languedoc : Plusieurs attentats ont été signés par un « comité d'action viticole » 27

COMMUNICATION

La publicité à la télévision : La presse régionale contre la grande distribution 30

EDF fait la promotion du nucléaire : Campagne d'affichage et encarts dans les journaux 30

Services

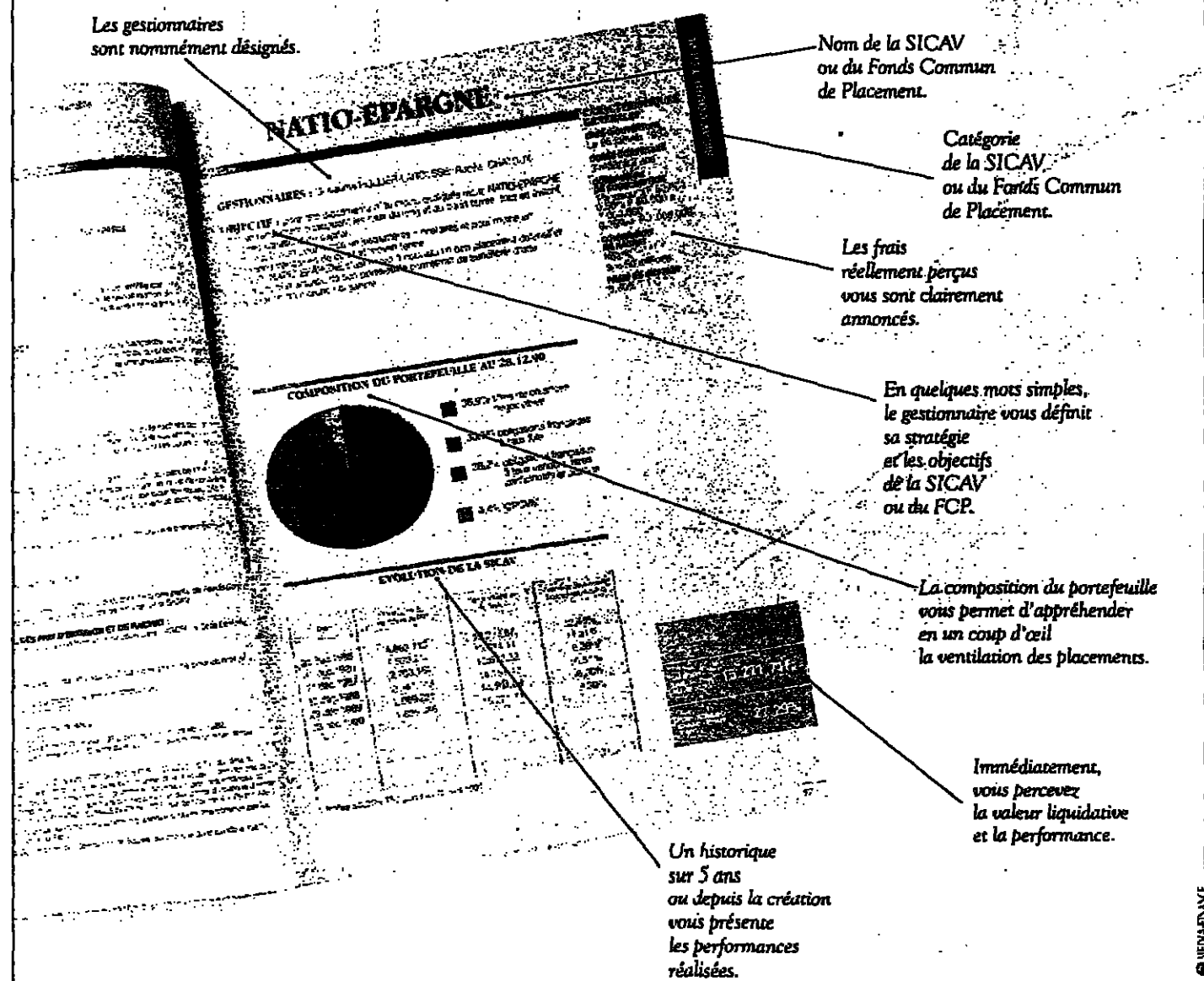
Abonnements 2
Carnet 30
Marchés financiers 28-29
Météorologie 31
Mots croisés 30
Radio-Télévision 31
Spectacles 22
La télématique du Monde : 3515 LEMONDE 3515 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XXII dans lequel on trouvera les annonces classées.

Le numéro du « Monde » daté 21 mai 1991 a été tiré à 396 318 exemplaires.

Guide semestriel 1991 des SICAV et FCP de la BNP

Voici pourquoi vous allez le trouver transparent.



Ce guide est destiné à vous donner une information complète et claire sur les SICAV et FCP de la BNP. Deux pages sont consacrées à chaque produit : celle de droite résume les critères financiers et celle de gauche, la fiche signalétique, vous apporte toutes les données réglementaires. Le guide des SICAV et FCP de la BNP vous permet ainsi de faire votre sélection.

Dans toutes nos agences, nos conseillers sont bien entendu à votre disposition pour conforter votre choix. Ce guide est disponible dans toutes les agences BNP.

BNP
BNP. TOUT CE QUE VOUS AVEZ BESOIN DE SAVOIR.

(1) Enquête effectuée du 4 au 6 mai 1991 auprès de mille personnes.

صكنا من الالاحل

PAGES

سكننا من الامل

La rentrée, c'est la sortie

Le Monde

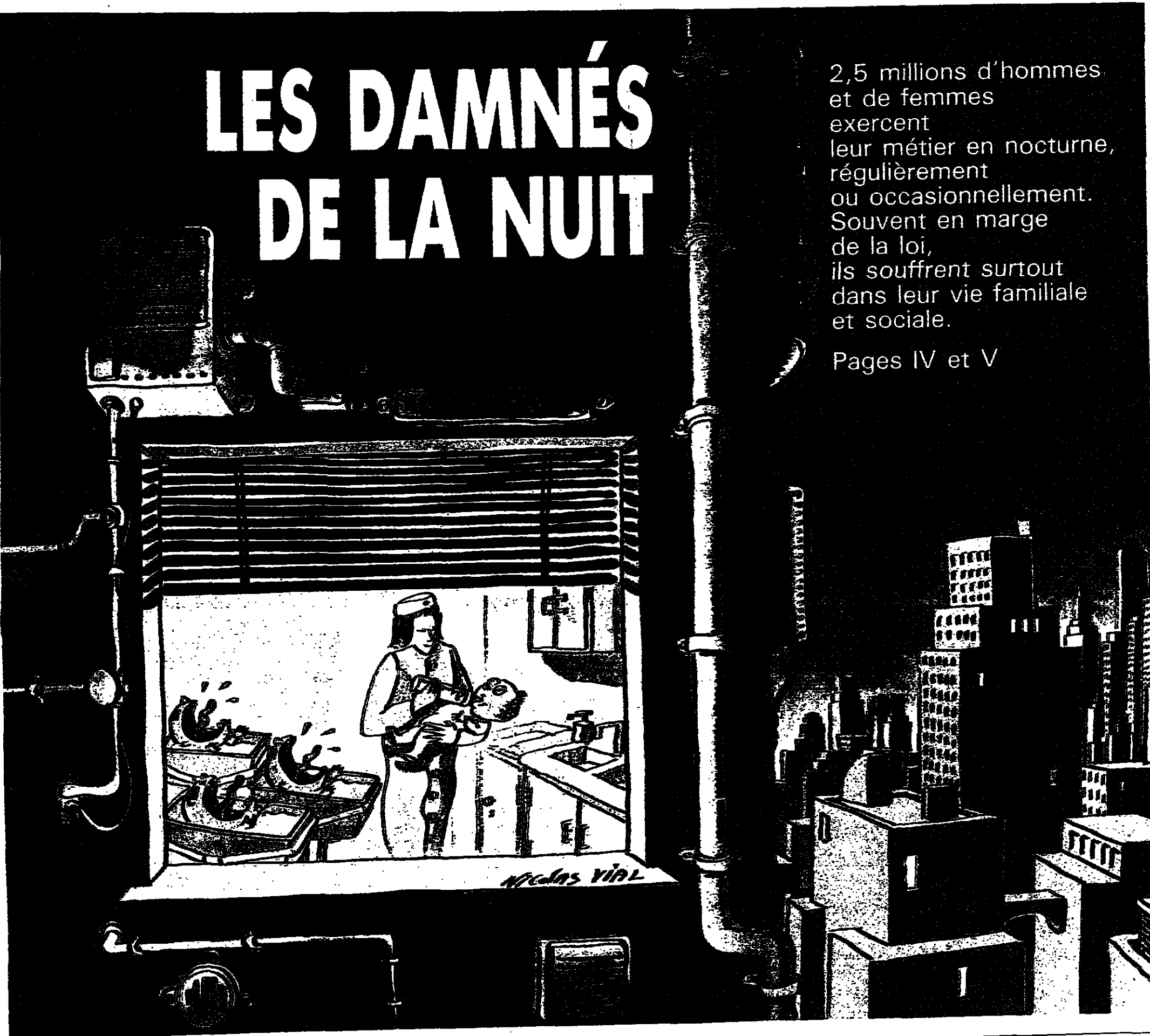
INITIATIVES

EMPLOI

LES DAMNÉS DE LA NUIT

2,5 millions d'hommes et de femmes exercent leur métier en nocturne, régulièrement ou occasionnellement. Souvent en marge de la loi, ils souffrent surtout dans leur vie familiale et sociale.

Pages IV et V



SOMMAIRE

Embaucher tout en diminuant les effectifs

Le secteur de la métallurgie illustre le paradoxe de la persistance du chômage et de la pénurie de main-d'œuvre. III

Les ingénieurs de l'ancien

Depuis la rentrée, la Limousin forme des cadres du bâtiment à la réhabilitation de constructions anciennes. VI

STAGES EN ENTREPRISE. II

16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

UNE PRESENCE MONDIALE



SEMINAIRE PROFESSIONNEL A SINGAPOUR

Du 2 au 9 juin 1991

Visites d'entreprises et de complexes industriels
Tables rondes et conférences, études de cas et de joint-ventures



INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

6/8, rue de Lota - 75116 PARIS - TEL. : 45 53 60 00
Pour tous renseignements complémentaires contacter Frédéric BEAURIN - Poste 6619

Direction du marketing et de la communication - Groupe ISG

ÉCHOS

Recrutement :
les cadres supérieurs
rajeunissent

□ Selon une enquête réalisée par le cabinet Berndtson International en Europe, l'âge des cadres supérieurs recrutés au cours de ces trois dernières années aurait tendance à diminuer. La part des moins de 35 ans dans les recrutements est passée de 23 à 35 % alors que celle des 35-45 ans, de loin la plus importante, est revenue de 58 à 45 %. Le groupe des candidats de plus de 45 ans est demeuré stable et se situe entre 19 et 20 %. L'explication ? Très recherchés, les 35-45 ans constituent maintenant un groupe démographiquement plus limité. Les jeunes ont davantage de chances et, dans certains pays tels que l'Espagne et la Suède, sont en général promus plus vite.

L'opinion
de plus en plus favorable
au travail des femmes

□ Selon le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), qui a réalisé une enquête pour le compte de la Caisse nationale des allocations familiales, l'opinion française est de plus en plus favorable au travail des femmes. Mais encore minoritaire : de 1978 à 1989, le nombre de ceux qui laissent les femmes libres du choix est passé de 29 à 43 %. Ce sont les diplômés du bac ou d'études supérieures qui, naturellement, sont le plus partisans : 70 %, contre à peine un tiers des non-diplômés. Et ils se recrutent surtout parmi les actifs, les jeunes, les habitants de la région parisienne, alors que les opposants, tout aussi logiquement, se retrouvent parmi les inactifs, les soixante-cinq ans et plus, les ruraux. Mais encore faut-il se méfier. On assiste à une stabilisation ou à une légère remontée du nombre de ceux qui refusent le travail des femmes quand celles-ci ont des enfants en bas âge, et qui représentent 30 % de la population. Avec des variantes, les femmes sont elles-mêmes plus favorables à la liberté de choisir, puisqu'elles sont 60 % dans ce cas. Le pourcentage va jusqu'à 80 % pour les titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au bac et descend jusqu'à 46 % pour les femmes actives non diplômées. 14 % des actives considèrent même que les femmes ne devraient travailler que si elles y sont économiquement contraintes. En réalité, la question du travail des femmes est déterminée par la situation de celles qui élèvent des enfants en bas âge, et l'on s'aperçoit que l'attitude des actives, diplômées ou non, est à cet égard de plus en plus équivoque. 72 % d'entre elles, contre 69 % en 1987, souhaiteraient des aides financières pour permettre une interruption temporaire de l'activité, plutôt que davantage d'équipements pour la garde des enfants, solution choisie à 28 % contre 29 % en 1987. Le « salaire maternel » est préféré par 79 % des femmes sans aucun diplôme et encore à 57 % par celles qui ont suivi des études supérieures.

Marque de zéro

Dans le numéro d'Initiatives consacré aux carrières syndicales, une erreur de transcription de chiffres a rendu plus pessimiste que nécessaire un des articles. En effet, dans l'article intitulé « Changer d'image », il fallait lire que le Centre de recherche et d'études du travail obtient « 100 % de réussites », et non 10 %, lorsqu'il gère des restructurations.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CAMPUS

TRIBUNE

Le droit du travail
et les nouvelles règles du jeu social

par Thierry Billet, Jean Métais et Claude Triomphe

LES pouvoirs publics ont pris une nouvelle fois des mesures pour lutter contre le travail illégal. Mais ont-ils vraiment mesuré le problème ? Car la situation actuelle découle d'un phénomène beaucoup plus central : la multiplication de la sous-traitance et l'extériorisation par les entreprises de leur personnel. Vouloir améliorer la répression des trafics de main-d'œuvre est certes louable. Mais peut-on continuer à ignorer que des pans entiers de certains secteurs d'activité échappent aujourd'hui aux règles du jeu social ? Essayons plutôt d'analyser les causes de cet archaïsme économique et social et d'imaginer des chemins pour en sortir.

En France, investir et miser sur le potentiel du personnel reste une pratique marginale. Nos entreprises sont parmi les championnes en Europe du recours généralisé et débridé à la flexibilité externe. Intérim, licenciements massifs puis embauches improvisées, sous-traitance en cascade, faux artisans et indépendants, voire délocalisation à l'étranger, en sont les manifestations les plus courantes. Un bâtiment, une ligne de produits, un service ne sont plus le résultat d'une entreprise mais d'un réseau d'entités productives et satellisées. C'est l'émergence de l'entreprise éclatée.

Est-ce un mal ? En soi, pas forcément. Mais dans une telle configuration, les règles du jeu social sont contournées et parfois inapplicables : nombreux sont ceux qui s'engouffrent alors dans les failles d'un droit devenu obsolète. Cette flexibilité externe génère les trafics de main-d'œuvre, elle est une cause fondamentale de la coexistence très française d'un taux de chômage élevé et de pénuries aiguës de personnels.

Aujourd'hui la prospérité d'une minorité de grosses entreprises est assise sur la fragilité de milliers de « prestataires de services » en tout genre et au statut précaire,

patrons et travailleurs confondus dotés de faibles moyens matériels et financiers, à la merci du moindre reflux du marché et devant répondre à tout moment aux exigences des maîtres d'ouvrage et donneurs d'ordres. Cette fragilité est source d'accidents du travail, de fraudes sociales et fiscales.

Renverser
la logique des textes

Lutter contre les trafics de main-d'œuvre, c'est d'abord appréhender une situation qui a très largement dépassé le problème de l'immigré clandestin et des bricoleurs « au noir ». C'est ensuite responsabiliser – à l'instar des créateurs et fabricants de machines qui, depuis 1976, doivent les concevoir pour qu'elles soient utilisées en toute sécurité – les concepteurs et les maîtres d'ouvrage pour associer à la régularité et à la qualité de l'emploi tous ceux qui participent à un processus de production. C'est enfin améliorer l'efficacité administrative tant en matière de prévention qu'en matière de répression.

Nous suggérons donc de renverser la logique des textes et comportements actuels qui se polarisent autour des effets et non des causes du travail illégal. Agir à la source est la condition de la prévention et de la prévention. A l'ensemble des partenaires sociaux d'imaginer et de négocier les nécessaires obligations de moyens, à la loi de fixer les obligations de résultats.

Quant à l'Etat, son retard est aussi grand que celui des entreprises. N'est-il pas urgent qu'il sorte de son cloisonnement paralysant et aveuglant ? Qu'il redéfinisse ses missions, son organisation et ses moyens afin de pouvoir mener une action véritablement crédible et cohérente en termes de prévention, de sanction et d'évaluation ? L'efficacité dans la lutte pour l'emploi, les conditions de travail et le dialogue social et contre l'exclusion n'est-elle pas à ce prix ?

Mais allons plus au fond. La sous-traitance et le développement – légal – des entreprises éclatées rendent obsolètes de nombreux principes du droit du travail. Construit sur le schéma de travailleurs subordonnés et rassemblés dans de grandes usines, elles-mêmes dirigées par des patrons-actionnaires, ce droit n'a plus grand-chose à dire à une nébuleuse de PME, à des salariés dispersés, à des dirigeants eux-mêmes subordonnés à une multitude d'actionnaires et donneurs d'ordres. Dans l'entreprise éclatée le jeu social réel est celui qui réunit l'ensemble des entités et des salariés qui y participent.

Mais notre droit ignore cet ensemble, il n'en connaît que les parties qu'il considère comme indépendantes les unes des autres. Se polarisant sur quelques-unes d'entre elles, il n'exige rien de l'ensemble en matière d'emploi, de santé au travail ou d'expression des intérêts collectifs. On s'étonne ensuite de son impuissance devant la montée des précarités et des insécurités. L'éclatement de l'entreprise exige un droit plus adapté et plus concerté – et donc mieux partagé et mieux appliqué – faute de quoi le non-droit déjà trop présent aujourd'hui sera la règle de demain.

Aux entreprises, aux salariés et à leurs organisations de se déterminer. En Europe, il y aura toujours moins cher et encore pire mais il y a déjà beaucoup mieux et nettement plus performant. Au jeu du moindre effort, de la moindre qualité et de la moindre exigence, nous trouverons plus fort que nous et souffrons beaucoup plus qu'hier. Au fil des années nous avons en grande partie construit notre prospérité sur la précarité. Aujourd'hui, le piège se referme et la seconde menace la première. D'autres voies ne méritent-elles pas d'être étudiées ?

Thierry Billet, Jean Métais et Claude Triomphe sont membres de l'association Viennaise.

LIBRAIRIE

Histoire du management

de Luc Boyer
et Noël Equilbey

Le management aurait sa préhistoire, son Antiquité, son Moyen-Âge et sa période moderne : c'est du moins ainsi que les deux auteurs ont divisé le premier chapitre de leur livre. Responsables du cabinet Hay, ceux-ci rendent hommage aux institutions religieuses et militaires, pionnières, en quelque sorte, dans le gouvernement des hommes.

A partir de l'ère industrielle, les auteurs replacent le management dans l'évolution des modes de production et de gestion de l'entreprise et dans l'histoire des idées sociales de la fin du dix-neuvième et du vingtième siècle. Le dernier chapitre est consacré aux rapports entre économistes et managers.

► Les Éditions d'Organisation.

A la recherche
du temps choisi

d'Hubert Landier

Avec pour sous-titre : « A propos du travail le dimanche. L'organisation du temps d'activité dans les entreprises de service en contact avec le public », cette brochure de l'Institut du commerce et de la consommation arrive en pleine actualité. « Enfin (...) si l'ensemble des arguments échangés – publication du moins – sont réputés être d'ordre moral et culturel, en réalité, les intérêts en cause, comme ceux qui veulent s'affirmer, sont, en définitive, matériels, économiques et importants... », note d'emblée dans sa préface Paul Camous, le délégué général de l'Institut du commerce et de la consommation.

Directeur de la revue *Management et conjoncture sociale*, l'auteur dresse d'abord un tableau juridique du problème, y compris au niveau européen. Il tente ensuite de mesurer en quoi l'état de l'opinion et la diversité des modes de vie ont pu en modifier les données. Les derniers chapitres sont consacrés à un rappel des travaux en cours pour modifier la législation et à un « balayage » des points de vue des différentes parties concernées : syndicats, consommateurs et représentants des commerçants.

► Institut du commerce et de la consommation, avril 1991.

STAGES

Le service JOBSTAGE du
CDTE est désormais accessible
en tapant directement :
3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'interrogeant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Rennes. Date : fin mai. Durée : 3/4 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 1/2/3 ou +. Mission : stage de management, poste de commandement, encadrement et gestion du personnel. 11703.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3000 F. Profil : bac + 2 BTS, GEA, IUT ges-

tion. Mission : création fichier client + travaux comptables. 12651. Lieu : Nanterre. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : toutes activités comptables liées à l'activité d'établissements et chantiers à l'étranger. 12655.

Lieu : Saint-Malo. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 2, BTS, DUTIGR. Mission : passation écritures, banques, participation aux travaux de fin d'exercices. 12666.

Personnel

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, anglais et informatique. Mission : chargée(e) de recherches, assistance des consultants, contacts candidats, suivi documentaire (fichier informatique). 13633.

Lieu : Bois-d'Arcy. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5000 F/mois. Profil : bac + 5, gestion du personnel ou équivalent. Mission : étude d'une réforme du système de salaires ouvriers. 13627.

Marketing

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 6 semaines mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 mini, marketing, gestion, commercial. Mission : contacts écoles et universités, études d'images, consti-

tution de dossiers sur les entreprises. 14002.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 1000 F. Profil : bac + 2, TTX, Apple, Excel, Mac Draw. Mission : assister le directeur de promotion. 14999.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7000 F. Profil : bac + 4. Mission : introduction du système 7.0 pour Macintosh ; réalisation du programme de test système et applications. 14985.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : selon compétences. Profil : bac + 2 mini, Mission : marketing direct et prise de rendez-vous auprès d'interlocuteurs de haut niveau dans les entreprises. Travail en équipe. 14986.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3 mini ; connaissance allemand obligatoire, TTX. Mission : relation presse ; mise au point catalogue et campagne pub directe ; étude de marché ; communication vidéo argumentaires. 14996.

Commerce

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 mini. Mission : vente d'espaces publicitaires dans divers titres de presse. 15727.

Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4000 F fixe + prime + commissions. Profil :

bac, homme (dégagé des OM) ou femme. Mission : prospecter, vendre, atteindre les objectifs, travail d'équipe. 15732.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 5000 F brut selon compétences. Profil : bac + 2. Mission : accueil des visiteurs et présentation en show-rooms de produits informatiques ; participation à l'organisation de cocktails. 15729.

Informatique

Lieu : Paris. Date : à partir du 20 mai. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 mini, micro-informatique. Mission : balayage et traitement de données textuelles pour importation sous SGBD. 17942.

Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini avec embauche éventuelle. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2, DUT informatique. Mission : participation à la réalisation de logiciels et progiciels bancaires et financiers, travail en équipe. 17945.

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Profil : bac + 2 mini, logiciel SAS sur micro. Mission : contrôle de exploitation de données économiques sur SAS micro. 17935.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 2, BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Lieu : Saint-Gratien. Date : à définir. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir, embauche possible. Profil : bac + 3. Mission : en mission chez clients, grosses banques et institutions financières ; importantes SSII. 17927.

Communication

Lieu : Asnières. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC +. Profil : bac + 2 mini, DUT ou écoles ingénieurs. Mission : participer aux travaux d'information du matériel spécifique de forage et d'injection d'une entreprise de fondation spéciale (TF). 18364.

Lieu : Compiègne. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F. Profil : bac + 3/4. Mission : assistance au service de communication interne. 18863.

Secrétariat

Lieu : Salsbery. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : 5000 F à 6000 F. Profil : bac + 2, Word 5. Mission : secrétariat et travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : à négocier. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 ou 3, connaissances en langues étrangères, TTX Word, base de données Base 3 + Oracle. Mission : secrétariat particulier du directeur. 24850.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : accueil + téléphone ; travaux administratifs, classement. 24840.

Autres

Lieu : R.P. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 70 % du Smic pendant 3 mois puis 7000 F. Profil : bac + 1 mini. Mission : stagiaire, chef de rayon ; peut devenir chef de département, directeur de magasin. 25903.

Lieu : Vitry-sur-Seine. Date : juin. Durée : 2 mois et demi. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4, anglais, allemand, expérience des séjours linguistiques, de leur fonctionnement et de l'encadrement. Mission : concourir à l'ensemble de la mise en œuvre d'un test produit (séjours linguistiques angl.-all.). 25904.

Lieu : Noisiel. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini, temps partiel ou complet. Ind. : 5398 F. Profil : expérience de la restauration souhaitée, bonne présentation. Mission : 50 hôtesses de table ; accueil, service, hygiène, rapprovisionnement, respect des normes et standards, encaissement. 25867.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Écoles d'Ingénieurs et de Commerce, Maîtrises et Bac + 5 universitaires, Cadres)

**CHOISISSEZ
LE 3^{ème} CYCLE
QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES
MAIS VOTRE ESPRIT
D'ENTREPRISE**

En 9 mois, grâce à 7 missions réelles dans 7 entreprises, vous allez devenir un cadre apte à gérer toutes les situations, recherché par les entreprises pour votre talent, votre caractère, votre goût du risque et votre créativité.

Formation du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992.
Admission sur dossier et entretiens.
Inscriptions avant le 14 juin.

Instituts Européens des Entrepreneurs
ANGERS-ANGOULEME-BEAUVAIS-GRENOBLE-LIMOGES-MONTPELLIER-MULHOUSE-NANCY-ROUEN

LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT TERRAIN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs
pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :
Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges **Tél. 55 79 86 51**

(Publicité)
EAP CENTRE MALESHERBES

1 formation... 3 résultats
En préparant vos examens

THE CERTIFIED DIPLOMA IN ACCOUNTING AND FINANCE
destiné aux cadres d'entreprise titulaires d'un moins une licence,
diffusé en France par l'ACCA - The Chartered Association of Certified
Accountants, en partenariat avec l'EAP

VOUS. Perfectionnez votre anglais. Maîtrisez les
techniques financières anglo-saxonnes.
Obtiendrez un diplôme anglais de haut niveau

**RÉUNION D'INFORMATION - jeudi 13 juin 1991, à
16 heures à l'EAP, 108, bd Malesherbes, PARIS-17^e.
Demandez un prospectus à Françoise COLLARD.
Tél. 47-34-65-00. Poste 67 91.**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LE PAYSAN

social

Embaucher tout en diminuant les effectifs

L'exemple de la métallurgie le prouve : on peut perdre de l'emploi et devoir recruter, y compris des ouvriers. Pour tout compliquer, il faut aussi élever les qualifications

Le paradoxe de la pénurie de main-d'œuvre qui cohabite avec la persistance du chômage n'est pas un phénomène unique. On peut également assister à une diminution globale des effectifs salariés, concentrée sur les emplois ouvriers, et dans le même temps constater l'existence de forts besoins d'embauche dans les mêmes catégories. Une situation qui, à son tour, peut se traduire par un manque de personnel, tout aussi imprévu, et qui va pourtant de pair avec la nécessité d'améliorer la formation. Car, parallèlement, le niveau des qualifications doit s'élever.

Ce nœud de contradictions se retrouve dans différentes études que vient de réaliser le BIPE pour le compte de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), sur les perspectives économiques et sociales du secteur de la métallurgie, et pour le Haut Comité éducation-économie, sur les évolutions de l'emploi et leur impact sur les niveaux de diplômes.

D'ici à 1994, apprend-on d'une part, les scénarios les plus probables laissent prévoir la disparition de 180 000 emplois pour l'ensemble des entreprises de la métallurgie, le phénomène étant particulièrement sensible dans la sidérurgie et l'industrie de transformation des métaux non ferreux. Globalement, cette branche, qui employait 2 186 000 personnes en 1986, verrait ses effectifs diminuer de 8,1 % avec, toutefois, des mouvements contraires selon les classifications. Le nombre de cadres devrait progresser de 4 %, celui des techniciens de 9,4 % (+ 23 000). Les contremaîtres et les agents de maîtrise, eux, reculeraient de 9,2 %, et les employés administra-

tifs de 5,3 %, malgré une tendance au développement des postes du tertiaire. Mais ce sont les ouvriers qui feraient surtout les frais de cette réduction. Le nombre d'ouvriers qualifiés baisserait de 6,6 % et celui des ouvriers non qualifiés plus encore, avec une chute de 27,9 %. A eux seuls, ces derniers perdraient 130 000 postes de travail.

TROIS HYPOTHÈSES. A plus longue échéance, à l'horizon 2010 par exemple, les évaluations du BIPE ne sont guère plus rassurantes, selon les hypothèses. Dans un scénario 1, dit de retour à la crise, où l'économie mondiale serait en proie à l'instabilité et ne parviendrait pas à résorber le « fordisme », la métallurgie s'affaiblirait de 50 000 emplois par an, contre 26 000 actuellement. Représentantes de la production de masse, l'automobile et la construction mécanique seraient les premières frappées avec, respectivement, une évasion annuelle de 14 000 et 10 000 emplois. Dans le scénario 2, où la croissance est qualifiée de « duale » parce qu'elle se traduirait par une exacerbation des disparités, les mécanismes anciens, en crise, se maintiendraient, tandis que se produirait un certain développement des activités nouvelles. En fait, la stagnation menacerait l'économie. Coexisterait une pénurie de travailleurs très qualifiés, dont les salaires flambent, et un excès de travailleurs peu qualifiés, « placés devant l'alternative du chômage ou d'un travail précaire mal payé ».

Dans ce cas, la métallurgie serait amputée de 11 200 emplois par an, et l'automobile de 8 000. Illusoire, puisqu'elle supposerait une croissance annuelle du PNB européen de 5 %, la troisième version serait la seule à être réellement profitable. En effet, la métallurgie créerait 40 000 emplois par an et ses locomotives seraient alors la fonderie, avec un excédent de 12 000 par an, et la construction électrique, avec 27 500. Mais il faudrait, pour cela, qu'un nouveau régime de croissance émerge, « qui absorbe et révolutionne les bases mêmes du régime fordiste », explique le BIPE. Les technologies et les nouveaux matériaux renouvelleraient les sources de productivité. Avec des ouvriers de métier, des unités de petite taille, pourraient fabriquer en petites séries.

Cette hypothétique éventualité mise à part, la cause serait donc entendue. La tendance étant clairement à l'élévation des niveaux de qualification, les postes ordinairement dévolus aux moins formés sont menacés. Même au sein des ouvriers, un déplacement s'effectuerait en faveur des qualifiés, qui met en péril le sort de tous ceux qui n'ont aucun diplôme.

OUVRIERS MAJORITAIRES. Mais encore faut-il nuancer. Bien qu'en régression, les postes ouvriers restent majoritaires dans cette partie de l'industrie, puisque leur poids, dans le personnel employé, passera de 58,5 % en 1986 à 54,4 % en 1994. En outre, et on le voit avec le prolongement de cette étude du BIPE, appliquée cette fois aux besoins des entreprises métallurgiques de la région Centre, la conversion des pourcentages en flux modifie sensiblement l'examen prospectif de l'emploi. Certes, là aussi, la « décroissance » entraînera une baisse de 4,7 % des effectifs totaux d'ici à 1995, mais les conséquences, en volume, ne sont pas comparables. La hausse de 9 % pour les ingénieurs correspondra à 520 embauches supplémentaires, celle de 16,4 % pour les techniciens équivaudra à 1 300

autres. Quant aux ouvriers, ils seront encore 64,4 % dans quatre ans, la nouvelle répartition se faisant au profit des ouvriers qualifiés, qui gagneront deux points, tandis que les ouvriers non qualifiés reculeront de six points. Au total, cette grande catégorie devrait donc perdre 6 000 emplois.

60 % ENTRE LE CAP ET LE BTS. Ce n'est pas tout. Si l'on examine les effets de la mobilité, qui tiennent compte des départs à la retraite, des promotions ou des changements naturels de secteur d'activité, ajoutés aux éventuelles créations de postes, la métallurgie du Centre devrait quand même, malgré ce mouvement prévisible de repli, recruter 3 600 personnes par an d'ici à 1995. Ce qui donne une idée de l'ampleur des rotations possibles dans un secteur apparemment en phase de déclin, et la dimension des problèmes de renouvellement des effectifs, quand l'image se détériore.

Mieux, on s'aperçoit que cette masse énorme de besoins en personnel n'est pas nécessairement répartie selon les critères d'évolution retenus pour les qualifications. Sur ces 3 600 embauches annuelles, 300 - seulement - concerneront les cadres, 300 également les agents de maîtrise, et 230 les employés administratifs. En revanche, 400 sont destinées au remplacement d'ouvriers non qualifiés. Plus significatif encore, 600 iront aux techniciens, et 1 600 aux ouvriers qualifiés. Autrement dit, 60 % des besoins s'adressent aux titulaires de diplômes moyens, compris entre le CAP et le BTS, contrairement à une opinion largement répandue. Et l'on peut pronostiquer aisément que cette observation ne vaut pas que pour la seule région Centre, ni certainement pour la seule métallurgie.

En fonction de ces éléments, la dernière étude du BIPE, réalisée pour le Haut Comité éducation-économie, ajoute à la perplexité, ou permet de mesurer les enjeux de cette situation, en termes de gestion sociale, dans les entreprises, et d'adaptation de l'appareil de formation, initiale ou continue. Si, dans tous les cas de figure, il faut augmenter très fortement le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, les objectifs peuvent varier pour les autres niveaux de formation, en fonction des options retenues, et l'on découvre vite que, en ne s'appuyant pas sur l'existant, certaines sont plus périlleuses que d'autres. Ainsi que le notent les auteurs de l'étude, le rapport peut s'inverser entre le niveau bac et le niveau CAP-BEP, selon que l'on fait appel, ou non, à la promotion interne. L'alternative est même évidente, entre « des recrutements au niveau bac et une faible mobilité promotionnelle pour les ouvriers et employés, ou des recrutements au niveau CAP qui permettront une mobilité promotionnelle plus importante, appuyée par la formation continue ».

FORMATION ET PROMOTION INTERNE. Pour étayer le raisonnement, le BIPE retient trois variantes. La première n'est jamais que la poursuite de la tendance de ces dernières années, les entreprises ayant pratiqué des recrutements largement centrés sur les niveaux de formation de niveau bac et supérieur pour répondre aux exigences de la modernisation technologique, plutôt que de s'engager dans des politiques de « mobilité promotionnelle interne ». Afin de suivre, l'éducation nationale devrait réduire le volume du niveau CAP, BEP et des sorties de l'enseignement général avant la terminale, et porter son effort sur les

diplômés de l'enseignement supérieur. Une réponse qui correspondrait peu ou prou aux 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000. Dans la deuxième hypothèse, cette tendance s'accroît et les entreprises augmentent leurs prétentions pour chaque qualification. Elles privilégient les embauches de jeunes diplômés au détriment de toute mobilité interne. Outre que ce schéma est socialement explosif, les conséquences sont très sélectives. L'éducation devrait alors « faire monter le niveau bac jusqu'à 83 % (des effectifs) et éliminer presque toute sortie sans qualification » ! Impossible.

A l'inverse, le dernier scénario s'appuie sur les promotions internes, qui devraient représenter 50 % des changements de catégorie, et utilise massivement la formation continue. Ainsi, un salarié de niveau bac pourrait devenir cadre, un niveau CAP accéder à un emploi de technicien, un jeune sans diplôme se transformer en ouvrier qualifié, etc. Dans ce cas, il suffirait de 54 % au niveau bac en l'an 2000 pour que la régulation fonctionne. Mais, et cela renvoie aux perspectives pour la métallurgie, illustrées par la situation de la région Centre, une politique plus proche de cette dernière hypothèse permettrait aussi de réussir plus facilement le passage de la structure actuelle des emplois à la composition future, tout en répondant à ses contraintes à la fois économiques et sociales.

Faut-il l'ajouter ? Une telle orientation implique des choix habiles en matière de gestion des ressources humaines et dépend de l'effort des entreprises en faveur de la formation continue.

Alain Lebaube

Le pays de Giono mise sur les arts graphiques

A Forcalquier, le chômage représente plus de 10 % des actifs
La petite ville provençale compte sur l'« économie culturelle » pour se revitaliser



FORCALQUIER

de notre envoyé spécial

GIONO reconnaît-il les collines de son pays de Forcalquier ? Sans doute pas. Car si cette petite ville de 4 050 habitants des Alpes-de-Haute-Provence - sous-préfecture tout de même - est à une heure d'autoroute de Marseille, et sera bientôt reliée à Grenoble par une nouvelle liaison, la « Cité des quatre reines » se languit, comme on dit en langue provençale.

« Le constat est alarmant, dit Raymond Franjou, son maire. Si la population croît en raison d'un fort apport extérieur, le taux d'activité reste très faible et le chômage représente plus de 10 % des actifs, soit exactement 185 personnes. Pour redresser la barre, il nous faut innover. Et le pari que nous faisons est de nous servir - sans abus de langage - de l'économie culturelle comme levier de notre action (1). »

Mais quelle recette et quel avenir pour ce qui est, somme toute, une ville-bourg, qui, comme le dirait Raymond Franjou, élu PS

en 1989, « a vu partir les entreprises porteuses des années 80, n'est pas située dans la riche vallée de la Durance sur l'axe Marseille-Manosque, possède davantage de « petites » que de « moyennes » entreprises, peine à maintenir une agriculture sèche, sans label pour ses fromages et ses melons, subsiste avec des moyens financiers modestes » ?

Bien que non dit, c'est de désertification rurale qu'il s'agit. Même si le mot magique de Provence, les parties de boules hautes en verbe et le très vivant marché du lundi matin viennent masquer cette réalité. Mais Forcalquier n'est pas Aix-en-Provence, encore moins Avignon, et n'a pas l'image parisienne du proche Lubéron. Que faire donc pour que l'« économie culturelle », par ailleurs tant galvaudée, ait un contenu réel ?

« GRATTE-PAPIER ». Pour Jacques Barouin, premier adjoint chargé de l'économie, il faut « un homme du terroir qui a appris à jongler avec les programmes de Bruxelles en faveur des pays méditerranéens. Nous n'attirerons pas ici d'entreprises phares. Avec 150 emplois, on rééquilibre ! »

Partie de ces bases-là, la jeune équipe municipale a pris le taureau par les cornes. La « revitalisation » du pays de Forcalquier est faite dans un esprit très managérial, et le fait que Raymond Franjou, par ailleurs PDG à Paris d'une importante filiale de la CEGOS, soit un homme rompu aux grands contrats internationaux y est sans doute pour beaucoup.

L'un des moteurs du développement est la création récente de l'Institut européen des arts graphiques, installé dans l'ancien couvent des Cordeliers. « N'oubliez pas qu'il y a ici une très forte tradition des arts et industries graphiques », insiste Alain Cuni, coordinateur du projet. Jusqu'à aujourd'hui, il existait quatre journaux pour cette petite ville, que ses voisins, en regard à son passé de capitale de comté, ont toujours appelée « le pays des scribes et des gratte-papier ».

But de l'institut : reconstituer les métiers de la chaîne graphique, du plomb au logiciel de

PAO, attirer les meilleurs professionnels, assurer des formations continues grâce, à terme, à six permanents. Cinq millions de francs ont été débouqués sur le budget municipal afin de câbler un immeuble proche des Cordeliers. « Nous pensons pouvoir proposer 300 journées/formateurs pour 4 200 journées/stagiaires en 1993 », assure de son côté Serge Chain, conseiller technique de l'institut.

On peut travailler à Forcalquier et faire de la prospective. Jacques Barouin sait que les industries graphiques - impression, composition, façonnage, photogravure, etc. - génèrent 120 000 emplois en France et comptent près de 10 000 entreprises. Et que le secteur est porteur. D'où l'idée, en aval de l'institut, de créer dans la zone artisanale une « pépinière » d'entreprises graphiques dont l'institut sera l'incubateur. Une trentaine d'emplois pourraient y être créés. « Ajoutez à cela un programme d'animation haut de gamme, festival littéraire, festival « Les voix », spectacles équestres, etc, pour que les stages et séminaires se fassent l'année durant, la venue, comme nous l'espérons, d'un lycée climatique, et la boucle de la revitalisation peut être bouclée », estime Raymond Franjou. C'est du moins le pari que tente le pays des gratte-papier.

Jean Menanteau

(1) Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, et Jack Lang, ministre de la culture, ont confié à M. Latarge, directeur de la Fondation de France, une mission d'étude en cours de réalisation ayant pour thème : « Investissement culturel et développement local et régional ».

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE
UNIVERSITE
DE PARIS
PANTHEON SORBONNE

SUMMER AT THE SORBONNE

STAGES INTENSIFS

d'une semaine en juillet

8 au 12 - 15 au 19 - 22 au 26

Niveau fort

Contact : 43-54-67-80 ou 40-46-28-64 ou 40-46-28-57

Retenue 1991 : COMMUNIQUER NEGOCIER

Inscription en septembre

JURISTES, VOUS AVEZ VOTRE PLACE A HEC

Jeunes diplômés : juristes, littéraires, ingénieurs, médecins, Sciences Po, économistes, architectes... HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun est d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambition d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2^e année grâce à une formule d'admission qui valorise votre formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise des techniques actuelles de la gestion et renforcerez vos capacités d'analyse et de décision. Depuis toujours, HEC forme, dans une perspective internationale, des hommes d'action dans tous les domaines du management. Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à :

HEC

Direction des Admissions et Concours
BP 51 - 78351 Jouy-en-Josas, France
Téléphone : 33 (1) 39 67 71 34

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

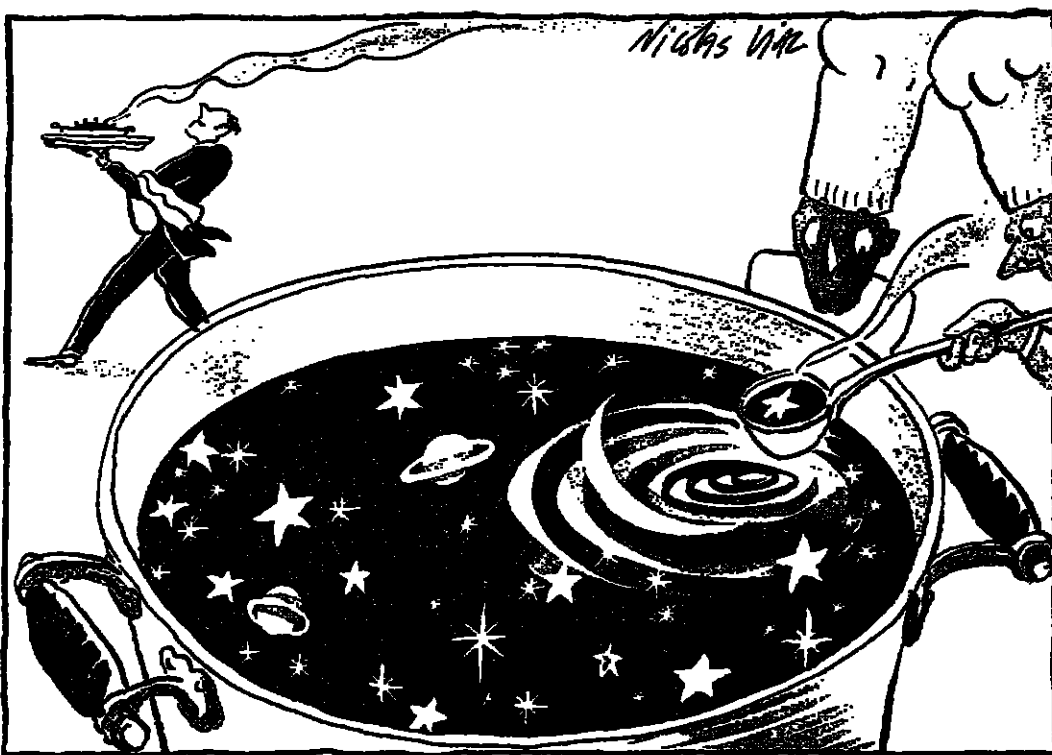
Les damnés de la nuit

« Il est 5 heures, Paris s'éveille : les strip-teaseuses sont habillées ; les cafés nettoient leurs glaces ; les banlieusards sont dans les gares : les boulangers font des bâtards... » La célèbre chanson de Jacques Dutronc constitue une sorte de répertoire de ces métiers qui, parce qu'ils relèvent de la sécurité, des services ou de la fête, s'exercent la nuit.

Il en va ainsi du gardiennage. Rome avait déjà un service public de vigiles nocturnes. Depuis lors, l'insécurité a augmenté et les diverses formes de surveillance se sont sophistiquées : policiers, gendarmes et pompiers ont des astreintes de nuit. Cette dernière profession est particulièrement sollicitée : la moitié déclare travailler en nocturne. A ceux-là s'ajoutent les agents de surveillance privée.

Les métiers de santé sont aussi de ceux qui se pratiquent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ainsi le gros des effectifs du travail de nuit féminin se trouve dans ce secteur : cent mille infirmières environ assurent, des gardes, souvent lourdes, où la disponibilité doit être totale. La pyramide des âges pose un problème crucial de recrutement. Plus sensibles que leurs aînées à la qualité de la vie et à l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, les jeunes infirmières sont plus réticentes devant les sacrifices qu'entraînent, sur le plan des loisirs et de la vie sociale, ces horaires atypiques.

Les exigences croissantes des consommateurs expliquent aussi l'augmentation des services la nuit. Les professions du spectacle (cabarets, cercles de jeux, casinos et danses) emploient des artistes, certes, mais aussi des ouvreuses, des croupiers, des hôtesses, des barmaids. Celles de la restauration ont une amplitude horaire de plus en plus grande : les brasseries ouvertes toute la nuit sont de plus en plus nom-



Vingt-quatre heures sur vingt-quatre

Infirmières, pompiers, chefs de gare ou serveurs de restaurant : autant de métiers qui s'exercent sans interruption

breuses. Avec l'hôtellerie, ce sont des professions où le tiers des salariés environ affirme avoir un service nocturne.

Depuis les lointains chevaux de poste, la poste est un secteur qui fonctionne traditionnellement en continu. Les transports s'y sont ajoutés : taxis, chauffeurs de poids lourds, conducteurs de train, chefs de gare et aiguilleurs du ciel et du rail, personnels navigant et technique de l'aviation

civile, officiers et matelots de la marine marchande et de la pêche. Dans les aéroports et le métro, les équipes de nettoyage et d'entretien prennent possession de lieux déserts par le public.

MITRONS. Les deux seuls métiers que les évolutions technologiques ont fait passer de la nuit au jour sont la boulangerie et l'astronomie. Les mitrons ne se lèvent plus à 3 heures pour cuire le pain, les

SORTIR de sous sa couette lorsque les autres se couchent et tenter de dormir au milieu de la journée : c'est le lot de ceux qui travaillent la nuit. Un emploi du temps qui ne fait pas bon ménage avec la vie familiale et que le corps ne supporte pas toujours bien.

Sans doute, est-il indispensable de donner des soins aux malades même la nuit, et pour arriver à destination le matin, les trains doivent-ils circuler au clair de lune. Mais le travail industriel est venu augmenter cette activité nocturne liée à la santé, à la sécurité ou aux transports. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'apparition des nouvelles technologies ne l'a pas réduite. Au contraire. Et bizar-

rement, sauf à l'interdire aux femmes, le législateur s'est peu préoccupé de réglementer le travail nocturne, et la plupart des activités échappent aux nombreux chapitres du code du travail.

Pourtant 750 000 personnes, soit 4 % de la population active, occupent régulièrement des emplois de ce type. 1,7 million d'autres y sont occasionnellement contraintes. Une étude du ministère du travail consacrée au travail en équipes, publiée en novembre 1989, constate : « Après avoir régressé de 1977 à 1982, le travail en équipes successives occupe une part croissante des salariés, dans les établissements de dix salariés et plus : entre 1984 et 1988, la part des salariés postés passe de 11,6 % à 12,2 % de l'ensemble des

En marge de la loi

La législation est loin de couvrir tous les secteurs d'activité. La tendance actuelle est plutôt à la négociation d'accords

AYTRÉ, en Charente-Maritime. Contrairement aux apparences, ce village ne dort que d'un œil en cette nuit de juin 1989 : neuf opératrices en informatique continuent en effet de travailler dans le laboratoire photographique qui les emploie. Soudain, à 4 h 20 précises, le diable fait son apparition sous l'aspect bien anodin d'un inspecteur du travail. A ses yeux, le délit est évident : l'employeur ne respecte pas le code du travail, qui interdit l'emploi de nuit des femmes dans l'industrie. Le contrevenant ne se laisse pourtant pas faire et plaide sa cause devant le tribunal de police. « Je ne respecte peut-être pas le code du travail, admet-il en substance, mais celui-ci est en contradiction avec une directive européenne de 1976 instituant le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes. » A la surprise générale, le tribunal de police de La Rochelle lui donne raison : le prévenu est purement et simplement relaxé.

Cette histoire illustre parfaitement les contradictions qui secouent la législation française, bien mal adaptée à l'évolution des mœurs et au droit international tel qu'il est défini à Bruxelles ou à la tribune de l'Organisation internationale du travail.

D'abord les faits. Contrairement à une idée reçue, le travail de nuit ne fait l'objet en France d'aucune interdiction de principe. Mieux : il n'en existe même aucune définition générale. Seule trois catégories de personnel ne peuvent, en principe, pas travailler la nuit : les ouvriers boulangers, qui ont besoin d'une autorisation préfectorale pour être au fournil entre 22 heures et 4 heures du matin ; les jeunes de moins de 18 ans, pour qui l'interdiction s'étend jusqu'à 6 heures du matin, mais qui peuvent obtenir une dérogation dans les établissements commerciaux ou de spectacles ; enfin les femmes, qui ne peuvent travailler entre 22 heures et 5 heures si elles exercent leur activité dans l'industrie ou dans « les offices publics et ministériels, les établissements de professions libérales, des sociétés civiles, des syndicats professionnels et des associations de quelque nature que ce soit ».

FEMMES. Des pans entiers de l'économie échappent donc à cette interdiction : en particulier les services (commerce...) et les professions de santé. Autre « exemption » : depuis 1979, les femmes qui occupent des postes de direction ou de caractère technique impliquant des responsabilités peuvent également travailler après 22 heures. Même dans l'industrie, l'interdiction n'est plus absolue. En 1987, et en application d'une convention de l'OIT, le travail de nuit des femmes est autorisé si des circonstances graves ou l'intérêt national l'exigent. Enfin, une branche industrielle, la métallurgie, a autorisé, avec l'accord des syndicats, le travail de nuit des femmes, à condition qu'un accord d'entreprise auquel ne s'oppose pas le syndicat majoritaire y consente : Peugeot peut ainsi faire travailler les ouvrières jus-

qu'à 2 heures du matin à Poissy, et Bull pourrait les faire travailler toute la nuit dans son usine d'Angers si son carnet de commandes l'imposait.

Ces deux arbres ne doivent pas cacher la forêt : beaucoup plus discrètement, des entreprises comme Entremont (en Haute-Savoie), Sprague-France (à Tours), Electro-Nite (en Moselle), la Biscuiterie nantaise (à Compiègne) ont signé l'an dernier des accords autorisant le travail de nuit des femmes, fondés la plupart du temps sur le volontariat. Face à ce phénomène, l'attitude des syndicats est contrastée : Force ouvrière et la CGT n'acceptent le travail de nuit pour les hommes comme pour les femmes qu'en cas d'obligation pour des raisons sociales, de sécurité ou de santé. Pas question de l'entériner au nom de la rentabilité économique. Quant au travail de nuit des femmes, la CGT refuse, « sous le fallacieux prétexte de l'égalité », de mettre celles-ci « dans la même mesure que les hommes ». Et Force ouvrière entend « lutter pour que les femmes conservent leurs garanties et que les hommes acquièrent les mêmes ».

COMPENSATIONS. Ces beaux principes ne sont pas toujours faciles à respecter. A Peugeot-Poissy, Force ouvrière a approuvé les nouveaux horaires à cause des créations d'emplois qui en découlaient. Mais en juin dernier, la CGT a été seule parmi plusieurs dizaines de syndicats présents à Genève à s'opposer à une nouvelle disposition de l'Organisation internationale du travail rendant possible, au nom de l'égalité, le travail de nuit des femmes dans l'industrie, pourvu qu'un accord collectif prévienne des compensations et qu'il soit entériné par l'Administration. La CFDT, quant à elle, se montre sensible à cette notion d'égalité professionnelle : « Nous pensons que tout travail de nuit doit être limité à des postes bien précis, que sa mise en place doit passer par la négociation, même pour les hommes, et qu'il doit y avoir une contrepartie en matière de réduction du temps de travail. »

Déjà fréquentes au niveau des branches, les compensations viennent d'ailleurs d'être rendues obligatoires par une loi de janvier dernier, qui oblige les partenaires sociaux à négocier soit une réduction du temps de travail, soit une hausse des rémunérations, soit les deux. Quant au travail de nuit des femmes dans l'industrie, un sujet encore tabou, qui n'est pas sans rappeler celui de l'ouverture des commerces le dimanche, le gouvernement pourrait être amené à trancher plus vite qu'il ne le souhaite : la date limite pour dénoncer ou renouveler la convention actuelle de l'OIT sur ce sujet est fixée à février 1992. En profitera-t-il pour ratifier les modifications de juin dernier ?

Frédéric Lemaître

Des veilleurs à haute technologie

La modernisation et l'informatisation des systèmes de production ont tendance à développer le travail en continu

« **A**BORD du Pasteur, dernier porte-conteneurs mis en service par la Compagnie générale maritime, on ferme la porte de la salle des machines à 18 heures. Et tout le monde s'en va. » Cet ancien officier mécanicien de la marine marchande, vieux bouillabaisse, est mi-admiratif, mi-dubitatif lorsqu'il évoque les progrès faits par les automatismes dans son métier.

Une chose est certaine : le navire - aux normes AUT, pour automatisé - fait route de nuit sans présence humaine dans les machines. Mieux, il peut même, théoriquement, manœuvrer dans un port. Les quarts de nuit qui ont rythmé la vie des mécaniciens depuis l'invention de la vapeur sont donc supprimés.

En réalité, ce cas est plutôt une exception, car les « high tech » mises en service dans la production peuvent avoir l'effet exactement inverse : la réintroduction du travail de nuit, comme cela vient de se produire dans l'automobile. « Notre philosophie est d'augmenter la production en gérant mieux l'outil industriel, qui a requis des investissements considérables », affirme-t-on sans ambages à la direction du groupe PSA. Résultat, depuis le 22 avril dernier, à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy, les nouveaux horaires de la « semaine de quatre jours » font que l'équipe du soir quitte son poste à 2 h 40 du matin (le Monde du 23 avril).

« Cette solution doit nous per-

mettre de réaliser 9 % de gain de productivité et d'accroître de 25 % la durée d'utilisation des équipements », estime Roland Vardanega, directeur central du personnel des Automobiles Peugeot. Les syndicats CGT et CFDT, quant à eux, expriment à cette occasion des critiques très anciennes sur la pérennité du rythme du travail de nuit susceptible d'accroître les accidents comme l'absentéisme.

VEILLE QUALIFIÉE. En revanche, à l'usine IBM de Corbeil-Essonnes (4 000 salariés), le *high tech*, qui fonctionne sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le travail de nuit relève du concept sociologique dans l'esprit des dirigeants. Et s'il y a encore du personnel de nuit, c'est pour effectuer certaines impressions légales sur papier en différé de la journée.

« Voilà deux ans que nous avons achevé le plan de stabilisation de l'usine », explique William Huchon, responsable du centre informatique de l'usine. Nos applications ont été revues pour qu'un processus automatique de reprise se mette en route chaque fois que la surveillance, à base de robots pilotés par micro-ordinateur, détecte une erreur. Dans ce cas précis, l'activité de nuit a tiré les qualifications par le haut. Il ne s'agit plus dans l'usine haut de gamme de « pilotes surveillants » mais de cadres « responsables de la vie des systèmes ».

Les outils de télésurveillance, en plein développement chez IBM, permettent par ailleurs, de

jour comme de nuit, le « pilotage par astreinte », encore appelé « pilotage par exception ». La panne détectée par le système, le responsable d'astreinte peut être appelé avec un Eurosignal, qu'il fasse ses courses, qu'il soit au cinéma ou encore dans son lit. Mieux : aujourd'hui des « cartes vocales » font leurs opérations, reliant l'homme à son travail. La montée en puissance des nouvelles technologies, automates programmables industriels (API), capteurs analytiques, microprocesseurs, microcalculateurs, ainsi que celle du télétransport de données, de la télésurveillance ont induit des PC de commande souvent éclatés où veillent les hommes d'astreinte.

SEUIL DE VIGILANCE. C'est ainsi que procèdent EDF et ses centrales nucléaires, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les distributeurs de can, les banques et leurs gros ordinateurs, les centres de réservation des compagnies aériennes, voire les places financières interconnectées entre elles de jour comme de nuit et en fonction des décalages horaires.

Les exemples peuvent être multipliés qui ont transformé le travail de nuit en une fonction de veille et de maintenance, augmentant ainsi les qualifications. Ou même, en extrapolant, qui ont généré des sociétés de télésurveillance avec pignon sur rue. Le veilleur de nuit n'est plus ce qu'il était.

« Les chefs de quart et les régulateurs-parking ont tous suivi une formation très poussée de six mois

à l'environnement aéroportuaire », dit à propos des qualifications Chantal Romand, responsable du nouveau PC rénové de Charles-de-Gaulle-2 (300 000 passagers, 400 mouvements d'avions par jour) qui donne aux avions leur emplacement de parking. Le jour, six agents sont en poste fixe. La nuit, ils sont deux, entre 22 heures et 2 heures. Et ce sont les nouvelles technologies très sophistiquées du PC - écrans tactiles de dernière génération notamment - qui permettent de faire face au trafic en augmentation, aux tâches de nuit appelées à se développer comme à l'arrivée en simultané de cinq ou six avions déroulés par le brouillard.

Autre cas de figure, toujours dans le monde de l'aéronautique, les nouvelles technologies viennent encore au secours de la formation tout en assurant l'amortissement du matériel, très coûteux : « Le nouveau simulateur du Boeing 747-400 qui vient d'arriver au centre d'instruction de Vilgenis tourne sept jours sur sept, sauf entre 2 heures et 4 heures du matin, pour assurer la formation de pilotes », indique-t-on à Air-France.

Y a-t-il des limites au processus continu ? « Si oui, indique un sociologue d'entreprise, elles sont liées à la sécurité, à la psychologie et au seuil de la vigilance humaine. »

Jean Menanteau

صلى الله عليه وسلم

salariés. Sur une plus longue période, la comparaison est encore plus éloquent : en 1957, 10,3 % des ouvriers travaillaient en équipes ; en 1986, ils étaient 21 %.

Cette étude passe au crible les différents secteurs industriels. Si, dans celui des biens intermédiaires, le travail en équipes reste à peu près stable, l'évolution est plus contrastée dans les biens d'équipement. Ainsi le recours au travail posté baisse dans l'automobile ou la construction aéronautique, mais il augmente dans la construction mécanique, électrique et électronique. Mais le phénomène le plus marquant de ces dernières années est la progression du travail posté dans les industries de biens de consommation : de 2,8 % à 4 % des salariés dans le cuir et la chaussure, de

15,6 % à 18,8 % dans l'imprimerie-pressé-édition et de 18,4 % à 21,1 % dans le textile-habillement.

L'organisation de la production, qui répond à la volonté d'utilisation maximale des machines, est la grande responsable de ces nouveaux rythmes de travail. Au même titre que le travail du week-end, le travail de nuit fait partie de l'aménagement du temps de travail, dont le but est de faire fonctionner au maximum des installations fort onéreuses.

Par ailleurs, la sophistication de ces installations a entraîné un important développement des fonctions d'entretien et de maintenance. Du coup, les «cofs blancs» se retrouvent, eux aussi, contraints au travail nocturne. Pas question en effet d'épousseter les écrans des

consoles ou de vérifier un ordinateur au moment où tout le monde utilise le système.

Depuis quelques années, la législation tente de s'adapter à cette évolution de la production. En juin dernier, l'Organisation internationale du travail (OIT) a arrêté de nouvelles normes, notamment en ce qui concerne les femmes, qui sont soumises à la ratification des Etats. Par ailleurs, une instance a été engagée devant la Cour européenne de justice sur la compatibilité de la législation française, qui limite fortement la possibilité pour les femmes de travailler la nuit, avec la directive de 1976 sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Sur ce sujet, la France avance à petits pas : 55 accords d'entreprises sur le travail de nuit

des femmes ont été signés en 1988 et 51 en 1989. La plupart de ces accords s'appliquent dans le secteur de la métallurgie-électronique où un accord de branche existe et a été ratifié par les pouvoirs publics. Ceux-ci, en revanche, ont refusé de le faire dans l'industrie du lait, où ils ont estimé que le nombre d'heures de nuit déjà autorisé était suffisant.

Mais les réticences au travail de nuit des femmes viennent quelquefois des hommes, surtout lorsqu'ils en profitent. Ainsi la direction de l'usine Bull d'Angers (Maine-et-Loire) a dû renoncer à embaucher des femmes sur la ligne de production de cartes électroniques. Les syndicats s'y sont opposés. Résultat : ces postes seront tenus par des hommes.

Françoise Chivot

Nuisances et pénibilité

Selon le directeur de l'ANACT, «les salariés se plaignent plus des dérèglements familiaux et sociaux que des effets sur leur santé»

Au cours des dernières années, le travail de nuit a plutôt progressé. Pour les salariés, ce phénomène est généralement synonyme de pénibilité dans les conditions de travail et dans l'organisation de la vie familiale.

En ce qui concerne les conséquences sur la santé et la sécurité, Pierre-Louis Rémy, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), estime que pour les chefs d'entreprise les risques encourus par les travailleurs nocturnes apparaissent secondaires par rapport aux enjeux économiques. Il est vrai que ces risques «sont difficilement quantifiables et extrêmement variables d'un individu à un autre». Mais le directeur de l'ANACT met en garde les entrepreneurs contre ce mode de raisonnement fondé sur l'amélioration de la productivité : «Il risque de masquer d'autres coûts, plus progressifs et déductibles, susceptibles de devenir à terme de plus en plus lourds : absentéisme, défauts dans la qualité de la production, stabilité du personnel...»

Le degré de nocivité de l'activité de nuit sur la santé varie d'abord en fonction de «l'équilibre physiologique propre à chacun». Il dépend également de l'âge des travailleurs, dans la mesure où la plage nocturne est souvent plus difficilement supportable pour les salariés âgés de



plus de quarante-cinq ans en moyenne. Faisant, en revanche, allusion à la polémique sur le travail de nuit des femmes, Rémy estime que, «sauf dans les cas particuliers (femmes enceintes, par exemple), le sexe n'est pas en lui-même un critère déterminant».

GARDE D'ENFANTS. Ce degré de tolérance varie aussi en fonction de la nature du travail à effectuer. «Plus une activité nocturne est pénible et moins elle accorde d'autonomie à celui qui la réalise, plus lourdes en seront les conséquences sur sa santé et sa sécurité», indique le directeur de l'ANACT. Tout dépend, enfin, de l'organisation du temps de travail : «Les

équipes qui tournent très rapidement ou, à l'inverse, très lentement, voient leur rythme biologique préservé. A contrario, les rotations mal réglées entraînent chez les travailleurs de fréquentes périodes de réadaptation, périodes toujours très coûteuses pour l'organisme».

Les salariés ont, pour leur part, davantage tendance à se plaindre des dérèglements familiaux et sociaux qu'ils subissent du fait de leur activité nocturne plutôt que des risques qui pèsent sur leur santé, précise Rémy. Ainsi, les modes de garde d'enfants ou de transports en commun par exemple ne sont pas adaptés aux activités nocturnes. De même, la

qualité du repos est souvent sujette à caution du fait d'une mauvaise isolation des murs des habitations.

Pour le directeur de l'ANACT, le système législatif français apparaît «assez complet» pour faire face à cette extension du travail de nuit. De toute façon, ajoute-t-il, «la norme ne permet pas de traiter les problèmes dont les effets sont aussi variables : tout juste pouvons-nous veiller à ce que les minima définis soient appliqués partout». En revanche, les négociations collectives relatives à un aménagement global du temps de travail (et pas seulement de nuit) devraient, souligne Rémy, encore se développer.

Valérie Devillechabrolle

Entre minuit et 5 heures

Régulièrement ou occasionnellement, 2,5 millions de personnes exercent leur profession du soir au matin

SELON les premiers résultats de l'enquête emploi de l'INSEE pour 1990, quelque 750 000 personnes (soit 4 % de la population active) travaillent habituellement de nuit, tandis qu'un peu plus de 1,7 million (9 % de cette même population) le font «occasionnellement». Les femmes constituent un peu moins du quart des habitués du travail nocturne et moins de 20 % des pratiquants épisodiques ; soit 2 % de la population active féminine dans le premier cas, 4 % dans le second. Pour les hommes, ces pourcentages atteignent respectivement 6 % et 14 %.

C'est parmi les policiers et militaires (catégorie qui inclut les pompiers et les agents de sécurité ou de surveillance) qu'on trouve la plus forte proportion de travailleurs de nuit : la moitié le sont occasionnellement et 22 % habituellement. Viennent en deuxième position les chauffeurs (routiers, de taxi...) mais avec une proportion inférieure de plus de moitié aux précédents : 22 % et 10 %.

Les «professions intermédiaires de la santé et du travail social» suivent de près, talonnées par celles «de l'information, des arts et des spectacles», qui ont un peu

moins de «réguliers» de la nuit mais beaucoup plus d'occasionnels. Un ouvrier d'industrie sur 17 et autant d'artisans se trouvent dans le premier cas, de 8 % à 17 % (selon les catégories) sont dans le second. Enfin plus d'un quart des membres du clergé disent travailler occasionnellement de nuit.

Les industries agroalimentaires sont celles qui recourent le plus au travail nocturne : plus de 1 salarié sur 6 y est régulièrement contraint, et 1 sur 10 occasionnellement. Suivent les industries productrices de biens intermédiaires, puis les transports et les télécommunications.

Dans l'enquête emploi de 1990, la notion de travail de nuit est pour la première fois utilisée dans un sens particulièrement rigoureux : elle englobe obligatoirement la période de minuit à 5 heures du matin. Cette définition étant nouvelle, il est impossible de faire des comparaisons entre les données de 1990 et celles des années précédentes, du moins tant que ses premiers résultats n'auront pas fait l'objet d'études plus approfondies.

Marie-Claude Berbedor

Un supplément de revenu

Dès sa première tournée, à 20 heures, Françoise sait à quelle nuit elle peut s'attendre. Une vingtaine de portes à ouvrir et, derrière chacune d'elles, les malades sous son entière responsabilité.

Les premiers contacts sont les bons. «Je viens me faire connaître et vérifier que tout va bien. Je sens tout de suite si le malade est agité ou si il va dormir tranquillement.» Au début de sa carrière, Françoise ne dormait jamais pendant ses gardes de nuit. Après onze ans de métier, son oreille ne la trahit plus. Ce soir, elle aimerait se reposer un peu, étendre le matelas par terre dans la salle de soins, mais elle craint que «les trois enfants opérés des dents de sagesse ne soient trop inquiets pour réussir à dormir». Ce sera donc une nuit blanche de plus. «C'est moralement et physiquement très épuisant. L'organisme n'est pas fait pour veiller toute une nuit. Je ne dois pas m'efforcer et surtout je n'ai pas le droit à l'erreur.»

Pour Françoise, c'est bien la fatigue qui domine. Si l'expérience lui dicte d'instinct les gestes à faire en cas d'urgence, en revanche elle supporte mal physiquement ses gardes de nuit à la clinique et son service régulier de jour dans un grand hôpital parisien. «Il est en principe interdit de cumuler les deux, explique-t-elle, mais tout le monde ferme les yeux. Les cliniques ont besoin des vacataires qu'elles trouvent facilement

auprès du personnel hospitalier beaucoup trop mal payé.»

FINS DE MOIS. Un bac + 3 en poche, onze ans d'expérience... Françoise gagne 9 000 francs net à l'hôpital. Une nuit à la clinique (de 20 heures à 8 heures du matin) lui rapporte 650 francs. «Je ne cours pas après l'argent, mais j'ai commencé à travailler la nuit pour arrondir les fins de mois. Il est ensuite difficile de revenir en arrière.»

Plusieurs de ses amies tiennent le même raisonnement. Si certaines ne sont pas assez solides pour cumuler deux postes, elles choisissent la nuit pour deux raisons essentielles : les primes qui augmentent les salaires d'environ 10 %, et les économies ainsi réalisées sur les frais de nourriture ou de garde des enfants.

D'autres en font un choix stratégique compte tenu des contraintes inhérentes au métier d'infirmière. «C'est une profession où l'on est usé au bout de dix-quinze ans, commente Françoise, on a envie de changer. C'est pourquoi certaines d'entre nous décident de suivre une formation professionnelle le jour et de travailler la nuit.»

A l'étage en dessous, un étudiant en médecine travaille pour payer ses études. Il fait, lui, un temps-plein, quatorze nuits payées 7 200 francs net. Le personnel de nuit de la clinique est composé à 90 % de vacataires. Souvent des mères de famille, jeunes en général, mais pas toutes.

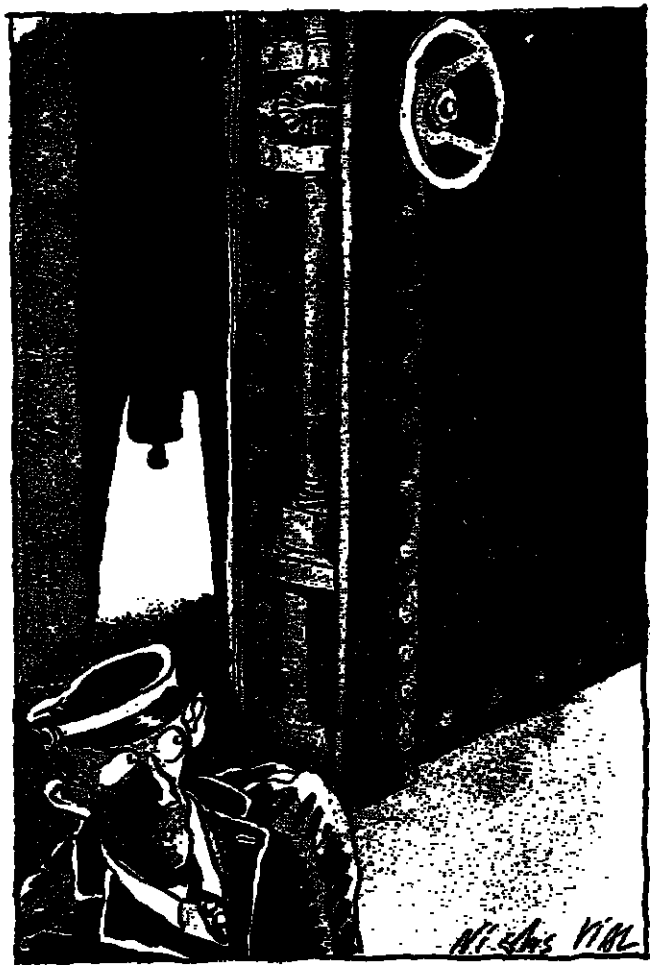
Marie-Béatrice Baudet

La solitude de la ronde

Un bungalow vitré dans la cour d'une fabrique de produits pharmaceutiques ; le décor quotidien et nocturne de Raymond, agent de surveillance. Univers lugubres, qu'il retrouve chaque soir à 22 heures pour une longue nuit de solitude. Car Raymond est la seule âme qui vive de l'établissement. «Quand je prends mon service, je suis le patron de l'usine !», s'exclame-t-il. Il n'en tire cependant aucune gloire. Tant de responsabilités, cinquante-six heures par semaine, pour 6 800 francs par mois, au service d'une société de gardiennage qu'il considère comme un «négrier». Pas de quoi se réjouir...

A 23 h 30, première ronde d'une heure, une clé à la main, qu'il glisse dans l'horloge de la trentaine de mouchards qui jalonnent son parcours. Un appareil resté branché, une cuve de produits chimiques mal refermée, une fenêtre ouverte : rien ne doit lui échapper. En cas d'incident, un début d'incendie, par exemple, à lui d'évaluer s'il pourra le maîtriser seul ou s'il doit alerter les secours. Toutes les deux heures, il reprendra le même chemin pour s'assurer «qu'il n'y a pas de gens malveillants, de voleurs qui sont entrés».

Raymond n'a pas peur, mais il ne se sent «pas tranquille», redoutant particulièrement l'éventuelle incursion de drogués, attirés par les produits pharmaceutiques. C'est pourquoi, à l'insu de son employeur, il porte une arme, un 7,65, dont il ne s'est encore jamais servi. Autre angoisse :



ne pas être secouru en cas de maladie ou d'accident. Il n'a pas oublié cette douleur au cœur survenue au cours d'une ronde. Assis sur les marches d'un escalier, il a attendu qu'elle s'apaise. Le lendemain,

son médecin lui a expliqué qu'il avait eu un infarctus. Depuis, il ne se sépare jamais de son aérosol à utiliser dès les premiers symptômes.

Un système de sécurité existe pourtant. «Chaque fois

que je pars faire une ronde, je téléphone au central, puis je rappelle au retour. Si une heure et demie plus tard je n'ai pas appelé, le central doit prévenir un responsable, qui se rendra à l'usine. Dans la réalité, le téléphoniste s'en moque complètement. J'en ai fait l'expérience ! Il faudrait être au moins deux par poste de garde, mais c'est rare.» Entre deux rondes, l'oreille aux aguets, le radio en sourdine, l'ennui et la fatigue s'installent, qu'il combat à coups de tasses de café et de cigarettes.

Le coup de barre arrive vers 2 h 30-3 heures du matin. «Le pire, c'est quand on n'a pas dormi dans la journée, soit parce qu'on était trop énérvé, soit parce qu'il y avait du bruit, comme le mercredi quand les enfants restent à la maison.» Le moral remonte vers 5 heures, quand arrivent les premiers ouvriers qui le saluent en passant. A 8 heures, il sera dans son lit, au moment où ses enfants partent à l'école et sa femme au travail.

Raymond était entré dans cette société à la suite de son licenciement de Thomson, où il était OS en fabrication de composants électroniques. Il travaillait aussi la nuit, «mais le métier était intéressant et le salaire autre». A quarante-six ans, avec son seul certificat d'études en poche, aucun reclassement ne lui avait été proposé. Diplômé du brevet national de secouriste, il avait alors postulé à cet emploi d'agent de surveillance. Il comptait n'y rester que quelques mois. C'était il y a dix ans.

Françoise Abzicovici

Les ingénieurs de l'ancien

Difficile dans le bâtiment de faire du neuf avec du vieux. Des formations spécifiques ont été mises en place

LA réhabilitation de constructions anciennes constitue aujourd'hui la moitié de l'activité du bâtiment. Et la demande de confort, de salubrité, d'agréabilité est telle que ce phénomène devrait durer pendant une trentaine d'années dans l'ensemble de la communauté européenne. Or aucune formation ne préparait à ce type de travaux, pourtant bien particuliers, jusqu'à ces derniers temps.

Le Limousin, traditionnelle région de bâtisseurs, peut se targuer d'avoir été le premier en Europe à combler cette lacune. Ces dernières années, l'Association régionale pour la formation continue dans le BTP (AREF-BTP), antenne locale du Groupement pour la formation professionnelle continue dans les industries du BTP (GFC-BTP), avait progressivement mis en place les éléments d'une véritable filière allant de l'ouvrier au technicien supérieur. Mais il manquait encore la possibilité de former des cadres de haut niveau. Depuis l'automne 1990, ce vide est comblé : à Limoges, douze salariés venus de toute la France se préparent actuellement à devenir les premiers « ingénieurs du bâtiment spécialisés en réhabilitation et gestion de projets ».

Mise en chantier avant que n'existe la filière Decompas, cette formation est sans rapport avec cette dernière : elle ne recourt pas au système de l'alternance et ne forme pas d'ingénieurs des techniques. Construite dans le cadre d'un partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), elle s'insère dans la tradition de celui-ci : avec deux ans de cours intensifs assurés par le Centre associé CNAM de Limoges, puis une troisième année consacrée à la réalisation d'un projet en entreprise complété par un mémoire.

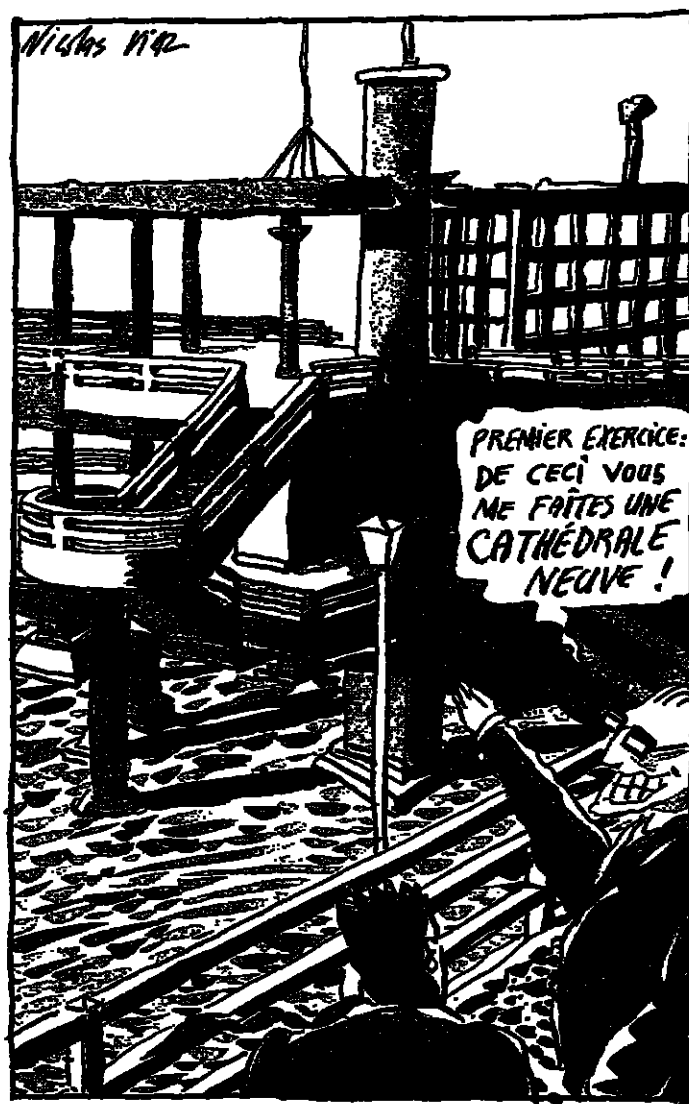
Le diplôme décerné se présente comme un aménagement de celui d'ingénieur en bâtiment déjà existant, réalisé sous le contrôle du

président du département « techniques de production » du CNAM, Francis Kern, et avec la participation des professionnels de l'AREF-Limousin. Comme l'indique l'intitulé choisi, les futurs ingénieurs seront également des gestionnaires : les travaux de rénovation sont en effet le plus souvent réalisés par des PME et ces dernières ont besoin de cadres qui ne soient pas seulement des spécialistes mais qui aient une connaissance globale de l'entreprise.

Le coût de la formation est pris en charge pour l'essentiel par le GFC-BTP. Mais le contrat de plan Etat-région a apporté un complément d'un million de francs. Quant aux stagiaires, ils conservent leur rémunération habituelle en tant que bénéficiaires d'un congé individuel de formation (CIF) : une fois de plus, on constate à cette occasion que la formule n'est pas utilisée seulement quand les salariés viennent de leur propre chef mais aussi quand ils le font à la demande de leur entreprise.

COMPÉTENCES. La formation s'adresse aux titulaires d'un DUT ou d'un BTS du bâtiment ayant au moins trois ans de pratique professionnelle. Les douze de la première promotion sont âgés de vingt-cinq à quarante ans. Plusieurs ont commencé leur vie professionnelle comme ouvriers et ont atteint le niveau bac +2 par la voie de la formation continue. Pour presque tous, cette nouvelle plongée dans la formation est le fruit d'une démarche individuelle à laquelle leurs patrons respectifs ont fini par se rallier de plus ou moins bon gré. Les motivations sont diverses : si beaucoup sont animés par un désir de promotion, d'autres s'inquiétaient de se voir confier des responsabilités qui dépassaient parfois leurs compétences.

Certains sont venus habiter à Limoges avec leur famille, d'autres traversent la France une ou deux fois par mois pour la retrouver. Malgré cela, et un programme très lourd, ils s'estiment très chanceux :



« Limoges est une ville paisible où il fait bon vivre, surtout avec de jeunes enfants. » Ayant presque tous pensé à se former par cours du soir, ils estiment disposer d'« une qualité de vie inespérée ».

Le temps plein leur paraît préférable à l'alternance : « Nous sommes obligés de nous plonger dans la théorie, de faire un saut culturel très dur... Mieux vaut une vraie coupure. » La découverte du

bouleversement des techniques depuis leur précédente période de formation a constitué pour tous un choc : « Nous avons pris une claque en constatant nos retards, nos ignorances. Il ne faudra plus cesser d'apprendre, nous l'avons tous compris. »

Ils s'entraident beaucoup et apprécient la pédagogie tant des professeurs du CNAM que des professionnels : « Rien à voir avec le cours magistral classique. Le programme n'est pas figé : il tient compte de nos questions et est très souvent traité à partir de problèmes concrets. » Environ un tiers du temps de formation se passe sur le terrain, dans des chantiers. « D'assez nombreuses collectivités locales, souligne Guy Théillet, de l'AREF-Limousin, nous demandent de faire des études sur des problèmes qui se posent à elles : équipements sportifs à réaliser, anciennes usines à réhabiliter, locaux divers à aménager. Autant d'occasions d'appliquer ce qui est appris en cours. »

Si tout cela a coûté fort cher à mettre en place, en temps comme en argent, les premiers résultats sont jugés très satisfaisants. « Le niveau atteint en six mois est largement égal à celui que nous espérons, juge Francis Kern. Tous devraient devenir d'excellents ingénieurs. »

La prochaine promotion devrait démarrer à l'automne 1992. On évalue à vingt ou trente le nombre de personnes à former chaque année pour répondre aux besoins. « Mais, soulignent les responsables de l'AREF-Limousin, on peut penser qu'il en faut bien davantage si l'on tient compte du fait que nos futurs ingénieurs seront aptes à gérer une entreprise : ne faut-il pas voir en eux les successeurs dont ont besoin tant de patrons de PME du bâtiment proches de la retraite ? »

Marie-Claude Bethedat

Les jeunes passent de la petite à la grande entreprise

UNE enquête du CERQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) démontre formellement ce que l'on savait déjà. Les jeunes — et parmi eux les moins diplômés, et moins les femmes — commencent leur vie professionnelle dans une petite entreprise et la poursuivent dans une plus grande unité.

Il s'agit autant d'une stratégie personnelle que d'une réponse aux difficultés d'insertion : ce sont les petites sociétés qui licencient ou « rejettent » le plus facilement. Parmi une cohorte de jeunes sortis de l'enseignement secondaire en 1979, près de 80 % déclaraient neuf mois après être employés dans une entreprise de moins de deux cents salariés. Cinq ans plus tard, les 28,3 % qui se trouvaient dans un établissement de moins de dix salariés ne sont plus que 20,5 %.

En revanche, les 9,9 % présents dans les établissements de plus de cinq cents salariés sont devenus 16,2 %. La déperdition de jeunes débutants est constante et l'on constate que les jeunes quittent les petits employeurs indépendants, qu'ils soient artisans (BTP, alimentation, coiffure) ou salariés commerciaux (hôtels, restaurants), pour se diriger vers les grandes entreprises, notamment du secteur public (EDF, SNCF, fonction publique).

Les secteurs dont les effectifs de débutants ont le plus diminué de 1979 à 1984 sont constitués en majorité par les établissements de moins de cinquante salariés, et surtout de moins de dix. Mais les jeunes ne quittent pas tant les secteurs que les plus petits établissements qui les composent : ce qui est particulièrement vrai du BTP. Plus d'un jeune sur quatre démissionne volontairement d'un établissement de moins de dix salariés, contre un jeune sur dix, dans un établissement de cinq cents salariés.

RUPTURES DE CONTRAT. Ses motivations sont évidentes : il recherche un meilleur salaire, des perspectives de carrière et des conditions de travail moins difficiles. Ce mouvement peut à lui seul expliquer une bonne part des difficultés de recrutement des petites entreprises ainsi que la pénurie de main-d'œuvre dont elles se plaignent.

Mais il faut aussi savoir que les « rejets » ou les licenciements sont plus élevés dans les petites entreprises. Celles-ci rompent plus facilement un contrat de travail à durée indéterminée et se séparent « quasi systématiquement », note le CERQ, de tous les jeunes embauchés en contrat à durée déterminée.

Ce que ne font pas les grandes entreprises qui emploient encore, cinq ans plus tard, deux sur cinq des embauchés en contrat à durée déterminée. Ce sont les moins qualifiés, ouvriers ou employés, qui sont les victimes de ce mouvement et qui cherchent progressivement à gagner la sphère plus tranquille des grandes entreprises, avec des destinées variables selon le type de diplôme et le sexe. La détention d'un BEP ou d'un CAP favorise l'accès à l'administration, à l'égalité pour les filles et les garçons, et aux entreprises publiques, à 80 % pour les garçons.

Avec peu ou pas de diplôme, les hommes sont davantage pour aller vers les établissements du privé. Les jeunes filles connaissent plus de difficultés et, proportionnellement, la féminisation des entreprises de moins de dix salariés s'accroît avec le temps. Touchées par les « rejets », elles alternent plus fréquemment le chômage avec des postes d'employées non qualifiées.

Marie-Béatrice Boudet

Une association intermédiaire pas comme les autres

AIRE envoie des demandeurs, d'emploi en difficulté dans des firmes, pour des missions qui n'excèdent pas deux mois

LES locaux sont tout petits et le personnel inexistant. AIRE (Association intermédiaire pour la recherche d'emploi) repose sur les épaules de Pierre-Brice Lebrun, son jeune fondateur de trente ans, et sur la bonne volonté d'une secrétaire embauchée ailleurs mais qui, de temps en temps, donne un coup de main.

Dans l'escalier qui mène au bureau, le va-et-vient est incessant. La nouvelle se transmet de bouche à oreille depuis maintenant quatre ans, date de la création d'AIRE, rue de la Jonquière, dans le XVII^e arrondissement, à Paris. Beaucoup d'immigrés,

essentiellement des ressortissants d'Afrique noire, habitent ce quartier qui jouxte la porte de Saint-Ouen. On sait que là-bas, « à AIRE », on peut trouver du travail sérieux avec des papiers en règle. Les locaux ne désemplissent pas.

AIRE est devenue, depuis janvier 1990, la plus importante association intermédiaire en France. Ce n'est pas là son seul palmarès et sa seule originalité. Développée en 1986 par Philippe Seguin, alors ministre du travail, qui leur accorde des exonérations sociales spécifiques, les associations intermédiaires créent surtout des emplois dits de proxi-

mité, en mettant en contact des chômeurs en difficulté et souvent incapables de retrouver du travail à temps plein dans une entreprise avec des particuliers qui leur confient des « petits boulots ». Un schéma qui correspond à celui retenu par l'antenne autonome d'AIRE située rue d'Aubigny, dans le XVII^e, gérée par deux bénévoles.

PARTENAIRE EN RECRUTEMENT. AIRE, maison mère, fonctionne tout à fait différemment. « Nous ne travaillons pas du tout avec des particuliers », confirme Pierre-Brice Lebrun, toujours très dynamique. Nous sommes uniquement en rapport avec des entreprises qui nous considèrent comme un partenaire en recrutement. AIRE fonctionne en fait comme une agence d'interim. Les demandeurs d'emploi y sont salariés et détachés dans des entreprises pour des missions qui n'excèdent pas en général deux mois. L'entreprise d'accueil règle juste le coût de la mission, tandis qu'AIRE se charge des contrats de travail, des feuilles de paie, etc.

Le système séduit surtout les entreprises de restaurants collectifs qui proposent des places de plongeurs, de serveurs et d'aides dans les cuisines. Principaux clients : la SODEXO, la chaîne Mélodine, les restaurants universitaires gérés par le CROUS, la société Les restaurants parisiens (LRP) de loin le partenaire le plus important. « Nous faisons régulièrement appel à AIRE », explique Gérard Delvigne, responsable de secteur à LRP. Nous servons quotidiennement sur Paris quarante mille repas. Il faut tenir une gestion du personnel très pointue quand on travaille dans la restauration collective car les frais de personnel représentent une part très importante du coût d'un repas. C'est pourquoi, pour faire l'appoint, nous travaillons avec des intérimaires d'AIRE. »

Les avantages sont certains. Le premier, et non des moindres, est effectivement le prix. Il est de 54 francs par heure pour une mission de moins de 250 heures par trimestre civil. Au-delà, il passe à 66 francs. Une différence qui s'explique facilement : 250 heures est la limite supérieure qui autorise AIRE à bénéficier d'une exonération totale de ses charges patronales. Cette mesure accordée par Philippe Seguin en 1986 permet à l'association de proposer des prix tout à fait avantageux aux entreprises d'accueil.

Quoi qu'il en soit, à 54 ou 66 francs, le tarif d'AIRE est toujours moins élevé que celui des agences d'interim classiques, qui facturent en moyenne aux alentours de 80 francs l'heure. Les clients d'AIRE semblent aussi satisfaits quant à la qualité des salariés mis à leur disposition : « Nous remarquons très peu d'absentéisme », confirme Gérard Delvigne. Qui plus est, ceux qui travaillent chez nous montrent clairement leur envie d'être embauchés. Or, en général, les intérimaires classiques souhaitent rester intérimaires. D'ailleurs, les agences n'aiment pas qu'on leur vole leurs salariés. AIRE, c'est différent, nous avons déjà embauché six personnes sans que cela pose aucun problème. »

VINGT-CINQ CANDIDATS PAR JOUR. « Bien au contraire, précise Pierre-Brice Lebrun. Notre slogan c'est « Un emploi j'y crois ». Nous nous refusons à assister les gens. Ceux qui viennent chez nous, à 90 % des immigrés, doivent remplir leur contrat, ne pas être absents, offrir un travail de qualité. Ceux que cela n'intéresse pas ne restent pas. Nous ne faisons rien pour quelqu'un qui n'a pas envie de travailler. »

Ces règles du jeu trouvent leurs racines. AIRE facture aujourd'hui

entre 1 000 et 1 500 heures de travail par mois, ce qui permet de salarier au minimum cent personnes. Entre cinq et quinze réussissent, en moyenne, à se faire embaucher. Mais les listes d'attente restent longues. « J'ai cent cinquante demandeurs d'emploi qui souhaitent venir chez nous. Tous les jours vingt-cinq candidats se présentent », comptabilise Pierre-Brice Lebrun, qui aimerait bien en garder quelques-uns, mais avoue « être véritablement débordé ».

AIRE doit donc s'agrandir. Cette année, l'association doit occuper de nouveaux locaux et une secrétaire à plein temps. L'arrivée d'un « orientateur » et celle d'un psychologue, présent un jour par semaine, est moins sûre. « Nous fonctionnons sans aucune subvention. Les dernières mesures prises en faveur de l'emploi par Jean-Pierre Soisson devraient nous permettre de toucher 300 000 francs sur deux ans. Mais c'est la seule aide publique à laquelle nous voulons faire appel. AIRE ne doit pas être assistée. Elle doit prouver sa viabilité. »

Un pari qui a toutes les chances d'être tenu. Pierre-Brice Lebrun veut d'abord pouvoir donner sa chance à tous ceux qui viennent le trouver. Parmi eux, de nombreux réfugiés politiques de l'Est ou d'Afrique. Mais il souhaite aussi progresser en termes de qualité. L'objectif est donc de donner un « coup de main » si nécessaire. Le terme « formation » lui semble un bien grand mot. Il préfère parler en bon pragmatisme de lutte contre l'illettrisme ou d'accès au logement.

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION JEUNES DIPLOMÉS (BAC + 4) AVEC PREMIERE EXPERIENCE

Proposées par l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE à temps plein (8 mois dont 2 en entreprise), elles préparent aux fonctions de :

- Direction de personnel et formation à la gestion sociale,
- Management et développement des ressources humaines,
- Information et gestion du personnel.

Ouverture : Septembre / Octobre 1991.



Envoyer lettre de motivation + CV + photo à :
IGS - Mme FLOIRAC
120 rue Danton - 92300 LEVALLOIS
Tél. : 47.57.31.41.

صحة من الامم

صكنا من العمل

Les jeunes
passent
de la petite
à la grande
entreprise

Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de la Recherche

La recherche motivée par les plus grandes ambitions industrielles

Imaginez vos futurs domaines d'intervention : le développement d'outils logiciels pour les systèmes de communication de demain (intégration parole, données, image), la gestion informatisée des grands réseaux de transport d'énergie et de télécommunications, la réalisation de robots mobiles pour des applications futures dans les domaines ferroviaires, spatiaux, nucléaires et militaires et l'automatisation des futurs moyens de transports ferroviaires (métro automatisé, TGV de

l'an 2000). Vous explorerez les plus hauts niveaux technologiques dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications et conforterez ainsi la position de leader mondial d'ALCATEL ALSTHOM. La recherche industrielle et la préparation de l'avenir du groupe représentent la vocation d'ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE. Plus que jamais dans une nouvelle grande phase de développement du groupe de nouvelles voies sont à ouvrir.

ingénieurs informaticiens

- **Intelligence artificielle.** Vous réaliserez différentes applications en conduite de réseaux, supervision, surveillance ou maintenance. Des connaissances en gestion des contraintes ou raisonnement temporel, langages orientés objets, apprentissage, temps réel, et traitement des langues naturelles seront utiles (réf. M.I.A.).
- **Informatique temps réel distribuée sécuritaire.** Votre travail recouvrira les domaines de l'exécutif temps réel ou sûreté de fonctionnement, contrôle et algorithmique distribués. (réf. M.I.T.R.).
- **Génie logiciel.** Vous serez associés à des projets dans les secteurs des techniques

- objets (méthodes, environnements, bases de données), des méthodes formelles (spécification, vérification), de l'ingénierie des grands logiciels (qualité, certification, reverse-engineering). (réf. M.G.I.).
- **Robotique mobile.** Vous travaillerez sur la navigation, la locomotion, les systèmes multi-robots, les intégrations de prototypes pré-industriels. (réf. M.R.N.).
- **Algorithmique, automatique, contrôle, reconnaissance des formes ou réseaux de neurones.** Les applications en diagnostic et contrôle de procédés industriels feront partie de vos secteurs d'intervention. (réf. M.A.A.).



Explorez de nouveaux domaines d'applications et adressez votre candidature en indiquant la référence choisie à Philippe PASTOR, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE - route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

Cap sur la Recherche et Développement

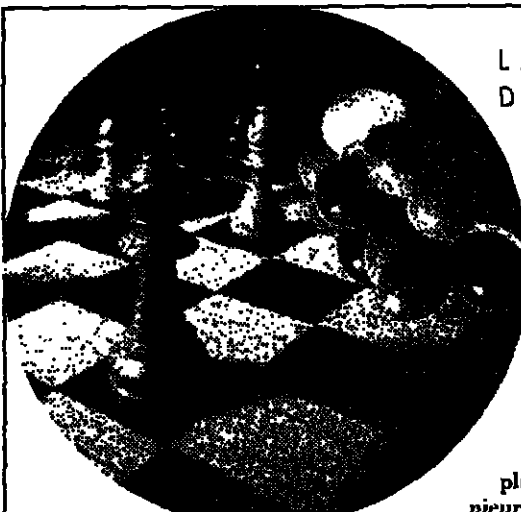
Le service Etudes de Réseaux de la Direction des Etudes et Recherches d'EDF regroupe 200 chercheurs de haut niveau et de tous horizons s'impliquant dans la préparation des grandes innovations d'aujourd'hui et de demain. Rejoignez-les!

Immédiatement plongé dans le concret et l'action, vous dirigez votre projet, entretenez des contacts fréquents, aussi bien en interne avec les autres services de l'entreprise qu'en externe avec les industriels, les laboratoires de recherche français et étrangers. Afin d'intervenir dans votre spécialité de la façon la plus pointue, vous bénéficiez d'une formation poussée et de tous les moyens techniques


pour exprimer vos talents d'innovation. Jeunes ingénieurs, débutants ou possédant de 1 à 5 ans d'expérience, si vous souhaitez vous faire connaître et reconnaître, briser le cadre des habitudes et évoluer dans une entreprise dont le rayonnement international s'appuie sur une politique de partenariat croissante, vous avez trouvé votre voie... Postes à pourvoir dans le sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous référence M/2105, à Philippe Rabut, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

- JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITÉS
- RECHERCHE OPÉRATIONNELLE
- AUTOMATIQUE
- INFORMATIQUE
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- ELECTRONIQUE
- TÉLÉCOMMUNICATIONS
- STATISTIQUES
- GÉNIE ÉLECTRIQUE



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE



LA DIRECTION DES APPLICATIONS MILITAIRES (D.A.M.) du COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE est un organisme de recherche de plus de 6.500 personnes (dont 2.000 cadres ingénieurs et chercheurs) aux compétences très diversifiées, offrant une grande variété de métiers à la pointe de la science et de la technique.

En vue d'étudier le comportement des matériaux soumis à des conditions extrêmes de vitesse, de pression et de température, le Centre d'Etudes de VAUJOURS-MORONVILLIERS (banlieue Nord-Est de PARIS) recrute des

INGENIEURS PHYSICIENS

attirés par la recherche finalisée (Ingénieurs Grandes Ecoles et Docteurs d'Université).

En collaboration avec les EXPERIMENTATEURS et NUMERICIENS de différentes unités de la D.A.M. :

- Vous serez chargés d'analyser les problèmes de physique avancée dans le domaine correspondant à votre spécialité et à vos aspirations : Mécanique des Fluides et des Solides, Lois de Comportement Dynamique de la Matière, Physique des Plasmas, Thermodynamique Statistique, Neutronique.
- Vous réaliserez la MODELISATION des phénomènes et participerez activement à la CONCEPTION et à l'INTERPRETATION des EXPERIENCES de validation.

Ces études nécessitent, en particulier, l'utilisation d'outils informatiques puissants (ordinateurs CRAY XMP et YMP, stations de travail SUN...).

- Vous travaillerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire où vous trouverez un contexte adapté à la fois à l'approfondissement de vos compétences et à l'acquisition de formations supplémentaires.

A terme, de nombreuses possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes à l'intérieur de la D.A.M. ou dans une autre Direction Opérationnelle du C.E.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence LM1 au CEV-M - M. Daniel FERRI Responsable du Personnel - B.P. 7 - 77181 COUNTRY

Cordis

Le Centre de Sophia Antipolis (près de Nice) développe et produit des dispositifs implantables pour les applications neurologique, oncologique et de lutte contre la douleur distribués par le réseau mondial de vente CORDIS. Nous recherchons :

Responsable H/F évaluations cliniques

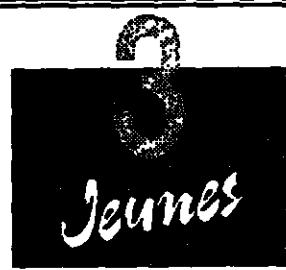
Basé à Sophia Antipolis mais dépendant de la Direction de la Recherche Clinique installée à Bruxelles, vous aurez pour mission d'évaluer les performances cliniques des nouveaux produits dans différents centres hospitaliers européens. Les résultats sont analysés avec les services Recherche-Développement et Marketing afin d'optimiser ces produits.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer :

- un ingénieur diplômé, de préférence généraliste (centrale, INSA...),
- un pharmacien
- ou un médecin

ayant plusieurs années d'expérience du monde médical dans le domaine des dispositifs implantables. La pratique de l'Anglais est indispensable. Une autre langue serait un plus.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite en Anglais, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. IEC/LM à Anne-Marie VIRLOGEUX, CORDIS S.A., 2905, route des Dolines, SOPHIA ANTIPOLIS 06560 VALBONNE



Chercheurs

- H / F -

DIPLOMES GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU 3e CYCLE UNIVERSITAIRE

Débutants ou 1re expérience


- Vous réaliserez des Etudes d'architecture de réseaux de distribution à large bande. Réf. GU
- Vous mènerez des Etudes en modulation numérique et codage de Canal. Réf. BLF

Ces 2 postes nécessitent des connaissances en traitement du signal et une très bonne maîtrise de l'anglais.

- Vous étudierez les techniques liées à l'interface homme-machine dans le cadre de la conception des nouveaux terminaux de la famille MINTEL. Une formation de haut niveau informatique/électronique ainsi qu'un intérêt prononcé pour la conception de dialogues et services télématiques constitueront deux atouts primordiaux. Réf. AM

Ces postes sont à pourvoir sur RENNES.

Merci d'adresser votre dossier de cand. (lettre de motivation, c.v., prêt.) en précisant la réf. du poste choisi à P. Foulachon, Groupement Ressources Humaines, CCETT, B.P. 58, 35512 Cesson Sévigné Cedex.



Des **Dirigeants**

TEXTILE-HABILLEMENT

Directeur général-futur PDG
2 MF +

Pour un grand groupe industriel, spécialiste du vêtement (1 milliard de CA, 1 200 personnes).

Sa mission : • Déterminer les axes de la production industrielle, de la politique commerciale et marketing.

• Développer l'image industrielle en améliorant le service au client.

• Être le responsable de la rentabilité de l'ensemble des opérations.

Il faut avoir fait la preuve de sa stabilité et avoir managé avec succès un groupe d'importance comparable.

La connaissance du monde du textile est un atout important.

Poste basé à Paris.



Veillez adresser votre dossier sous réf. CR, à Bernard Krief Management, 115 rue du Bac, 75007 Paris.

BERNARD KRIEF MANAGEMENT
WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Division électromécanique

Société française privée de premier plan, nous produisons et commercialisons dans le monde entier à travers un réseau de filiales, des équipements de haute technicité. Notre marché est très porteur pour les années à venir et nous procédons à une restructuration de notre organisation afin de faire face à notre développement.

Dépendant directement du Directeur général, vous supervisez le département de la production (fabrication, ordonnancement, méthodes, achats, magasin, contrôle), les bureaux d'études et deux services ingénierie regroupant les chefs de produits et ingénieurs d'affaires (au total plus de 300 personnes). Vous entretenez aussi des relations fonctionnelles avec la division électronique, les services commerciaux et services généraux de la société.

Vous avez une formation ingénieur grande école (ENSAM,

Centrale, ESE...) et pouvez justifier d'une réussite complète dans un poste similaire dans le secteur de l'électromécanique opérant sur des séries moyennes.

Homme de charisme, vous êtes à la fois un bon technicien, un gestionnaire rigoureux et un organisateur. Evidemment, vous saurez mettre en avant vos qualités relationnelles.

Le poste est basé dans une métropole régionale sur les bords de la Loire. Une bonne connaissance de la langue anglaise est impérative en raison de l'activité internationale du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 18995, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75840 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

Ingénieur d'affaires

400.000 ±

Recherché pour société fabriquant des produits industriels à forte valeur ajoutée.

Minimum 30 ans, Ingénieur Grande Ecole et expérience concrète de la vente de produits industriels à l'exportation.

Nous invitons les personnalités intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur **Minitel** sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature (taper 5 et envoi pour Ingénieurs et Cadres).

Après consultation adressez tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES

France

Notre organisation française compte 450 personnes (production, ventes, administration). Avec une petite équipe, vous y assurez la gestion optimale des Ressources Humaines : évaluations, plans de recrutement, de formation et de carrière. Vous êtes responsable de la communication interne et des relations sociales.

Membre du comité de Direction, vous déterminez la politique des Ressources Humaines en fonction des grandes orientations stratégiques du Groupe.

A 30/35 ans, diplômé de grande école de gestion, Sciences Po... vous avez déjà une bonne expérience de la fonction en PME, anglo-saxonne ou au sein du département Ressources Humaines d'un groupe international. Votre maîtrise de l'anglais est parfaite (instructions et déplacements fréquents en Europe), vous avez une autorité naturelle mais aussi de l'humour et une grande ouverture d'esprit.

De solides responsabilités vous attendent, compte tenu de l'importance que nous accordons à la gestion des hommes et des systèmes performants que nous avons développés à l'échelon international.

Pour ce poste situé sur Paris, adressez lettre en anglais, CV, photo sous réf. 51.4917/LM à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex.

Mercuri Urval

Service

REPRODUCTION INTERDITE

4 RAISONS ESSENTIELLES POUR VIVRE UNE FONCTION UNIQUE :

Parce qu'à partir d'une idée originale, JCDcaux est à la source du Droit du Mobiliier Urbain ; vous intervenez dans un environnement juridique unique.

Parce que directement rattaché au Directeur des Affaires Juridiques d'une entreprise privée vous intervenez sur un domaine relevant du droit public ; vous appréhendez la législation sous un angle passionnant.

Parce que dans l'exercice de votre fonction, vous serez en relation avec les maires, rédigerez les contrats et conventions avec les collectivités locales ; mais apporterez également support et assistance à nos Managers dans le cadre de la conquête de nouveaux marchés ; vous apprécierez une fonction unique où vous alliez rigueur, sens du relationnel et capacité à communiquer.

Parce que votre formation (BAC + 4 minimum) votre connaissance du droit des marchés et domaines publics, ainsi que la maîtrise d'une langue étrangère font de vous le candidat unique que nous recherchons.

Un important Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal, recherche pour son service d'Assistance aux Professions Libérales un

Fiscaliste/Juriste

Lyon

Chargé de gérer de façon autonome un portefeuille de 200 clients professions libérales, vous intervenerez à titre de conseil tant pour l'établissement des déclarations fiscales (BNC, IR) que lors de consultations dans des domaines variés (droit des sociétés, droit social...).

De formation fiscale supérieure (ENI, DEA, DESS...) et fort d'une expérience réussie d'environ 5 ans au sein d'un cabinet, d'une association agréée ou de l'Administration Fiscale, vous souhaitez vous investir dans cette création de poste offrant de réelles perspectives d'association.

Contactez Florence Mouret au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. FM7002MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



recherche pour sa
Direction du Personnel
et des Relations Humaines

UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé de l'animation, de la coordination et de l'encadrement d'un secteur regroupant :

- les activités d'études et de réglementation en droit social (négociation d'accords collectifs, élaboration de textes d'application, conseil et assistance à l'encadrement).

- la gestion des affaires sociales (logement, médecine du travail, assistance sociale).

Le candidat âgé d'au moins 40 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit du travail, justifie d'une expérience réussie de plus de 10 ans dans un poste de contenu similaire.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, expérience de l'animation d'une équipe, goût du dialogue social.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

Schlumberger Technologies

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électroniques, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure, des systèmes de CAO, FAO...

Avec une formation de base en Droit Français, un 3^e cycle universitaire DEA, DESS, DJCE, vous avez une expérience réussie de 2/3 ans dans une entreprise industrielle. Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous souhaitez développer la dimension internationale de votre carrière.

Vous seconderez, à Paris, notre Directeur Juridique Europe et participerez aux négociations contractuelles. Vous conseillerez également les composantes du Groupe et coordonnerez les changements sociaux. Le goût de l'initiative et des responsabilités ainsi que la faculté de communiquer, vous permettront de vous intégrer comme membre à part entière dans notre équipe.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité, indispensables chez Schlumberger, seront les garants de votre évolution à moyen terme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence M/1305, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Electronics Transactions Group - BP 620-04
50, avenue Jean-Jaures - 92542 Montrouge Cedex

صكنا في الامم

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Juristes

• Le Monde • Mercredi 22 mai 1991 IX

Juriste Instruments Financiers

Paris

En qualité de juriste au sein de la Direction de la Trésorerie et des Changes, vous serez responsable des problèmes juridiques se rapportant aux opérations de marché (SWAPS, CAPS, FLOORS, options...).

Juriste unique à la D.T.C., vous assurerez un rôle de conseil interne (analyse et rédaction de contrats) et metrez en place la documentation requise.

Doté d'une solide formation juridique (maîtrise, 3ème cycle), vous pouvez faire état d'une

expérience réussie de 3/5 ans dans une Banque ou en cabinet, et avez pu acquérir une bonne connaissance des instruments et des marchés financiers. Une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Contactez Thierry Virol, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n°réf + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. TV6848MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

L'univers industriel pour démontrer vos talents



JURISTE D'AFFAIRES EXPERIMENTE

Après d'une de nos filiales, vous interviendrez dans la préparation, la négociation et le suivi de contrats en démontrant de réelles capacités à appréhender un projet industriel dans son ensemble.

A votre formation juridique, (maîtrise de droit des affaires ou DJCE, complétée par Sciences Po ou équivalent), vous alliez une expérience de 3 à 5 ans minimum en entreprise et une parfaite maîtrise de l'anglais. Si vous êtes un réel "meneur d'affaires", nous saurons vous confier des projets dont l'envergure vous permettra d'exprimer votre potentiel.

Le poste est basé à Grenoble.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence JGIA/2, à Isabelle Arbogast, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

JURISTE D'AFFAIRES

A VOCATION INTERNATIONALE

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE, 1 600 PERSONNES, C.A. PRÈS DE 3 MILLIARDS DE FRANCS, LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DE LA GÉOPHYSIQUE, RECHERCHE DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SON DÉPARTEMENT JURIDIQUE, UN

Au sein du Département Juridique, vous rejoindrez une équipe de 5 personnes.

Le poste, basé à MASSY (91), impliquera une grande disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger.

Vous serez responsable de la négociation, de la rédaction et du suivi des contrats internationaux. Vous assurerez le contentieux international et aurez un rôle de conseil auprès des différentes directions.

Agé d'environ 30 ans, de formation DJCE, DESS, DEA Droit des Affaires, vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans dans une entreprise à vocation internationale et maîtrisez parfaitement l'anglais. Qualités relationnelles, esprit d'équipe et faculté d'adaptation seront vos principaux atouts.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à C.G.G. - Direction du Personnel - 1, rue Léon Migaux - 91341 MASSY Cedex.



Compagnie Générale de Géophysique

Société Centrale pour l'Équipement du Territoire, filiale de la Caisse des Dépôts-Développement nous recherchons pour notre Direction Régionale Sud-Est à Marseille un

JURISTE

Vous assurerez des missions de conseil auprès des Sociétés d'économie mixte spécialisées dans l'urbanisme et le développement local ou service des collectivités locales.

Vous possédez une maîtrise en Droit ainsi qu'un D.E.S.S. spécialisé en Droit Immobilier-Urbanisme et Fiscalité.

Une expérience dans une fonction similaire est indispensable.

Merci d'envoyer votre CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à SCET - 28 allée Cervantes - Roy d'Espagne - 13009 MARSEILLE.



Le Monde

de la Gestion

JEUNE CADRE COMPTABLE

Au sein d'un service de 7 personnes, vous participerez à l'élaboration des résultats comptables et fiscaux de la Banque. Vous serez chargé de gérer le dispositif de centralisation des informations comptables et fiscales émanant des différentes directions de la Banque, de contrôler et d'analyser la formation des résultats. Nous vous offrons l'opportunité d'approfondir des techniques comptables et fiscales complexes, et d'exercer progressivement un rôle de conseil auprès des départements de la Banque pour le traitement d'opérations spécifiques. Un intérêt marqué pour l'informatique constituera un atout important.

Vous êtes de formation ESC, MSTCF ou DESCF débutant ou avec une première expérience (1 à 2 ans) acquise en cabinet ou en entreprise. Vous recevrez pour ce poste à caractère évolutif une formation de haut niveau aux techniques utilisées.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 25550 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

En audit et contrôle de gestion votre ascension passe par Schindler !

Que vous soyez sup de co, maîtrise de gestion ou ingénieur, après 2 ou 3 ans en cabinet d'audit ou en société (contrôle de gestion ou audit), votre aspiration aujourd'hui est d'être acteur dans une entreprise qui "bouge". Développer et mettre en place des outils de gestion, créer une fonction, intervenir dans un secteur d'activité diversifié - à la fois services et industriel - voilà ce qui vous attire désormais.

Filiale du groupe suisse Schindler, n° 1 en Europe pour les ascenseurs et les escalators, nous concevons, fabriquons, installons et maintenons des appareils à forte technologie. Après la mise en place d'un logiciel performant et convivial (SAP sur gros système IBM), nous sommes en phase active de décentralisation. Nous créons 2 postes d'audit au sein d'une nouvelle cellule de contrôle comptable et opérationnel, ainsi que 2 postes de contrôleur de gestion pour dialoguer avec les directeurs régionaux et la production/logistique.

A 26/27 ans, professionnels rigoureux, vous êtes également autonomes et disponibles. L'anglais et surtout votre équilibre et un bon sens de la communication vous seront utiles. Ils vous permettront d'évoluer dans un groupe en croissance rapide (1,5 Md de francs - 3 000 personnes en France ; 15 Md de francs - 32 000 personnes dans le monde). Pour en savoir plus sur ces postes situés à Vélizy (78), écrivez à notre conseil Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussman, 75008 Paris, en précisant la référence 272 412 C LM (contrôle de gestion) ou 272 412 A LM (audit).

Sirca

Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

Membre de Syntec

Schindler

Le Monde de la Gestion

RESPONSABLE AUDIT Banque

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche son responsable audit. Basé au siège et rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction audit (commercial et financier) pour l'ensemble du réseau (90 agences) et les différents départements du siège. Assisté d'une petite équipe, il sera chargé de la rédaction de notes et synthèses à destination de la direction générale et du contrôle à poste-

riori des anomalies constatées. Ce poste évolutif conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne technicité dans le domaine de l'audit bancaire. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9855M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE PARIS

Ensemble entreprenons le futur

Aujourd'hui la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS représente une quarantaine d'établissements industriels, commerciaux et d'enseignement ainsi qu'un budget de plus de 2 Milliards de Francs. Le Contrôle de Gestion y est donc indispensable, passionnant et varié. Nous recherchons :

ADJOINT DU RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

- Agé de 30 ans environ, de formation supérieure plus DECS, vous êtes vif, ouvert, adaptable et autonome. Vous aimez former et encadrer des équipes. Grâce à une expérience de 6/8 ans dans les fonctions Comptabilité/Gestion au sein d'organisations performantes, vous dominez bien la technique et vous souhaitez, à présent, évoluer.
- Nous vous offrons de seconder le Responsable du Contrôle de Gestion dans l'animation des quatre équipes du Service (20 personnes), la coordination et le contrôle de leurs missions, la recherche d'harmonisation et d'amélioration des procédures ainsi que la consolidation des résultats.
- Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence F304 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

CRYOVAC

800 millions de CA
10 000 produits
15 marchés dans 5 pays

**RESPONSABLE
DE GESTION COMMERCIALE**

Agé de 30 ans environ, vous possédez une expérience réussie dans la gestion commerciale et l'administration des ventes et maîtrisez l'outil informatique. Dans un premier temps, nous vous confierons la gestion du budget commercial (plan à 5 ans marketing et produits) afin de vous familiariser avec notre activité. Vous serez chargé, à terme, d'optimiser la gestion de l'ensemble des services commerciaux, vous analyserez et améliorerez les systèmes d'informations destinés à supporter les décisions commerciales. Cette mission requiert une forte capacité d'analyse et de synthèse. Le contexte international du Groupe GRACE implique une bonne maîtrise de l'anglais, une ouverture d'esprit ainsi qu'une réelle autonomie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 112/M à Christelle NICOLAS - GRACE SA BP 9 - 28231 EPERNON CEDEX.

GRACE

Société du secteur de la distribution, filiale d'un groupe de tout premier plan, recherche pour assister son Directeur Général un cadre de valeur.

SECRETAIRE GENERAL

400 000 +

Ses missions principales seront :

- l'animation des fonctions comptabilité, trésorerie et des services généraux,
- la mise en place et le suivi d'un système efficace du contrôle de gestion,
- la prise en charge de la gestion des ressources humaines et des questions juridiques (droit des sociétés) en relation avec les experts extérieurs.

Ce poste sera confié à un candidat, d'environ 35 ans, de formation supérieure (Bac + 5) disposant d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans des fonctions polyvalentes (gestion, juridique et administration). Un tempérament opérationnel, des qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables. Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 21 B 2144-1M. - Discretion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**SPECIALISTE
SECTORIEL**

Responsable du suivi économique et financier des secteurs qui vous sont confiés, vous analysez les stratégies d'entreprise. Interlocuteur des directions opérationnelles du groupe Crédit National, vous développez également des prestations de services auprès de nos clients. De formation supérieure (ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP... ou Ecole d'Ingénieurs), complétée si possible par une première expérience professionnelle, vous avez le sens de la synthèse, de bonnes capacités rédactionnelles et le goût des contacts. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.

Crédit National

Nous sommes un important Cabinet d'avocats international. Notre direction du Chiffre d'Affaires recherche son

Directeur

POUR :

- Assurer en liaison directe avec nos associés l'émission des notes d'honoraires du Cabinet.
- Gérer et contrôler nos comptes clients.
- Contribuer, avec la direction comptable, à la mise en place de notre nouvelle informatique comptable.
- Concevoir et suivre la formation des "utilisateurs internes".

Vous êtes motivé par un contexte en fort développement. Vous justifiez d'une expérience significative du contrôle de gestion et de la démarche commerciale. Vous savez convaincre et organiser.

Merci d'adresser CV - PHOTO - LETTRE MANUSCRITE A :
Cabinet GIDE LOYRETTE NOUËL
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
26 Cours Albert 1er 75008 PARIS

Responsable Financier

Paris - Notre Banque (800 MF de total de bilan, 30 pers. filiales incluses), filiale d'un groupe bancaire réputé, est spécialisée dans le financement des professionnels de l'immobilier. Afin d'optimiser notre développement, nous créons le poste de responsable financier. Outre la direction des services comptables (7 pers.) et la prise en charge de la Consolidation, de la Fiscalité et de la Trésorerie, vous aurez pour principale mission de concevoir et mettre en œuvre de nouvelles procédures de traitement des opérations ainsi qu'un nouveau système informatisé de gestion adapté à notre évolution.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de l'expertise comptable, vous avez plusieurs années d'expérience similaire, acquise de préférence en milieu bancaire et immobilier. Vos qualités d'animateur, d'organisateur, votre sens concret et votre souci de performance vous permettront de réussir dans ce poste aux responsabilités variées et évolutives.

Merci d'adresser votre CV, avec lettre manuscrite et prétentions sous référence D.205/M à notre conseil D. FOSSAT OBERTHUR CONSULTANTS 49, rue Saint Roch 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

"VOTRE PROJET EST LE NOTRE"

BANQUE POPULAIRE DE BRETAGNE ATLANTIQUE
recherche

**DIRECTEUR
DE
GROUPE**

A 35 ans minimum, vous justifiez d'une expérience réussie de direction d'agence bancaire importante (+ de 15 personnes). La rémunération proposée sera fonction de votre expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. M1970 à André EGRON BPBA - Direction des Ressources Humaines et de la Communication 14, Bd Winston Churchill - 3X 44040 NANTES Cedex 01.

**BANQUE POPULAIRE
BRETAGNE ATLANTIQUE**

GUERARD VIALA

**CHEFS DE MISSION
AUDIT**

A nos clients, nous offrons : • des prestations de qualité marquées par la rigueur et le sens du service • notre expérience de certains secteurs dans lesquels nous sommes spécialisés : banque, assurance.

A nos collaborateurs, nous offrons : • la responsabilité des équipes et la gestion des interventions - de la mise en œuvre du programme à la synthèse finale • une formation permanente à nos méthodes • la reconnaissance de votre activité et de vos qualités • une bonne ambiance au sein d'une équipe soudée.

Votre Profil : • Etudes supérieures et expérience de 4 à 6 ans en cabinet d'audit • méthode, rigueur, autonomie • sens de l'écoute et force de conviction.

Merci d'adresser CV, lettre, photo à
ADJ Consultant, 34 Boulevard
Haussmann 75009 PARIS en
précisant la réf. 1266 sur la lettre et
l'enveloppe ou de télécopier au
45.23.18.30

**ADJ
CONSULTANTS**

Vous souhaitez être un

Conseil Généraliste

(AUDIT, EXPERTISE, CONSEIL, ORGANISATION, INFORMATIQUE)

Notre groupe est composé de plusieurs sociétés de conseil. Il intervient dans les domaines de l'Expertise Comptable et l'Audit, le Droit des Affaires, l'Organisation, l'Informatique, l'Economie Sociale.

Pour faire face à un fort développement, et à une stratégie d'implantation nationale, nous souhaitons renforcer notre équipe. Vous pourrez vous développer avec nous en maîtrisant toutes les facettes de l'activité de conseil "multi-compétences".

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous êtes : concret, rigoureux, efficace, dynamique ; vous saurez vous intégrer à notre équipe et en devenir éventuellement l'un des partenaires.

Envoyer dossier de candidature complet à D. LANGMANTIL, TRANSPARENCE, 13/15 rue Buffon - 75005 PARIS.

صكنا من الامم

Le Monde de la Gestion

Une banque de la région parisienne recherche un

Organisateur Confirmé

Proche Banlieue Nord

250-280 KF

Directement rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez en charge la conduite de missions d'organisation dans lesquelles vous vous impliquerez totalement : diagnostic et négociation de plans de réorganisation du réseau, études sur l'organisation générale des services de la Banque...

A 30/35 ans, vous êtes un professionnel de la Banque et justifiez d'une expérience de l'organisation du travail en milieu bancaire.

Homme de terrain vous êtes capable d'être reconnu d'emblée par chacun de vos interlocuteurs.

Contactez Yves le Levreux au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous réf. YLL6932MO.



Michael Page Banking & Insurance

Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Directeur financier

Groupe Américain, leader dans son domaine, recherche pour sa filiale française, son Directeur Financier.

Directement dépendant de la Direction Générale France, vous prendrez en charge les secteurs Comptabilité (procédures de reporting et de comptabilité anglo-saxonne), Contrôle de Gestion et Administration, animer une équipe de cinq personnes.

Agé d'une trentaine d'années environ, de formation École Supérieure de Commerce ou Formation Supérieure Universitaire (MAGE - IAE - DESS), vous pouvez justifier d'une expérience similaire de 3 années minimum de préférence dans des sociétés à vocation de service.

Rompu à la micro-informatique, vous devez également parler anglais couramment.

Le poste est basé à Paris mais comporte de nombreux contacts européens.

Adressez votre candidature (lettre + C.V. + photo) à notre Conseil sous la réf. 979 à : TCA, 29, Bd Henri Ruei Résid., au Clos d'Orléans N°3, 94120 FONTENAY SOUS BOIS.



THIBONNIER CONSULTANTS ASSOCIES

2.500 collaborateurs en France et à l'étranger, 5 Milliards de Chiffre d'Affaires, un important réseau d'agences et de filiales, notre réussite repose, en particulier, sur notre capacité à nous remettre en cause. En tant qu'

Auditeur Interne

vous saurez porter un regard critique et objectif sur nos méthodes et procédures administratives, comptables et de gestion, avant de proposer, s'il y a lieu, une organisation plus efficace et fiable dont vous garantirez ensuite le respect.

Curieux, créatif, bon relationnel, bien entendu excellent professionnel (une première expérience à un poste similaire est impérativement venue confirmer votre formation supérieure spécialisée), vous êtes prêt, en comptant d'abord sur vous-même, à vous investir sans réserve pour faire évoluer votre carrière de manière décisive. Cette création de poste auprès de la Direction Générale de notre groupe doit pouvoir répondre à vos aspirations.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, sous référence 25497.LM à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Adjoint du Directeur Comptable

Paris

240 KF

Les activités de notre groupe se situent dans les domaines financier et immobilier.

Dans le cadre de notre réorganisation, vous seconderez le Directeur Comptable et prendrez plus directement sous votre responsabilité la comptabilité générale, la consolidation et certains problèmes fiscaux. Vous dirigerez et animerez un service d'une quinzaine de personnes.

Vous possédez une solide formation comptable, du type DECF et l'expérience de l'encadrement d'une petite équipe.

Vous avez bien sûr, une bonne maîtrise de l'outil informatique. Enfin, votre sens de la communication auprès d'interlocuteurs variés sera valorisé dans le cadre de vos relations avec nos filiales.

En vue d'une prochaine rencontre, merci de bien vouloir adresser votre candidature, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous la réf. M/91176 à : GDA, 17, rue Tronchet, 75008 Paris.



Garnier Demoinet & Associés

Banque spécialisée dans le financement immobilier, nous recherchons un

ANALYSTE DE CRÉDIT

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Economiques, I.A.E.), vous justifiez d'une expérience de quelques années dans le financement des opérations immobilières de promotion et marchands de biens.

Votre mission :

- Analyser le montage financier de dossiers de Crédit aux professionnels pour présentation au Comité des Risques.
- Assurer un suivi rigoureux des principaux risques de la région Paris Ile-de-France.
- Animer le réseau commercial en apportant une assistance technique (formation, accompagnement...).

Esprit de synthèse, sûreté de jugement, aptitudes relationnelles seront des éléments déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 16928 à notre Conseil IMPACT DEVELOPPEMENT - 26, rue Brunel - 75017 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



LE CONSEIL ET L'ACTION

Controller

BRETAGNE

350-400 KF

LA SOCIÉTÉ : Division française (CA 500 MF) d'un groupe industriel français de premier plan.

LE POSTE : A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez chargé de la mise en place et du suivi de la comptabilité générale, du contrôle de gestion industriel et de l'informatique.

LE CANDIDAT : Fort d'une expérience d'au moins 7 ans en milieu industriel, vous recherchez un poste polyvalent et autonome avec de réelles perspectives d'évolution.

Merci de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1272/IAM à NORMAN PARSONS 12 rue de Pontbieu - 75008 Paris.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

Chef de Projet Gestion Commerciale



Leader Européen dans les four pour automobiles recrute pour son Centre situé près d'EVRY (91) un Chef de Projet Gestion Commerciale.

Rattaché au responsable de l'équipe Gestion Commerciale, vous aurez pour mission de définir, mettre en place et gérer notre nouveau système d'informations commerciales (AS 400 + PC), ce qui implique :

- la définition et la prise en charge du Plan à Moyen Terme venant,
- la mise en place et l'alimentation d'une base de données MARCHÉ et CONCURRENCE,
- la détermination des outils d'extraction des données statistiques (QUERY...) et la mise au point d'un système de suivi des projets industriels.

Parallèlement, vous participerez à la réalisation d'audits et d'études ponctuelles et élaborerez les procédures et les manuels d'utilisation.

Agé de 25/28 ans, de formation supérieure type ESC, Maîtrise de Gestion..., vous possédez une expérience d'1 ou 2 ans au cours de laquelle vous avez acquis de réelles connaissances de l'informatique et de la Micro (Tableur - SOBD, etc).

Rigueur, faculté d'adaptation mais aussi esprit pédagogique et capacités rédactionnelles seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à VALEO VISION - DRE - 2 rue Gustave Eiffel - Bondoufle - BP 1129 - 91811 EVRY CEDEX 8.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.



Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Le Directeur Administratif et Financier d'une SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE à Boulogne (92), filiale d'un important groupe

recherche

son ADJOINT(E)

25/30 ans, BTS/IUT gestion-finances, libre rapidement.

- Salaire intéressant.
- Possibilité d'évoluer au sein d'une équipe dynamique et motivée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous n° 8312.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Préparez votre avenir dans un groupe international !

Filiale d'une société américaine leader dans le domaine des résines de haute technologie, HEXCEL FRANCE SA recherche son :

RESPONSABLE D'APPLICATIONS "GESTION"
(COMMERCIAL, PRODUCTION, FINANCE)

Votre profil : MAGE, Ingénieur au 3ème cycle équivalent.

Vous aurez la responsabilité du suivi de notre système informatique de gestion (GPAO, COMPTA ANALYTIQUE, GESTION COMMERCIALE). Outre des tâches d'organisation et de formation vous assurerez l'analyse des documents produits. Vous connaissez déjà l'environnement micro MS DOS et si possible VAX VMS. Après 3 ans d'expérience professionnelle, autonome, dynamique et très disponible, vous avez le sens des responsabilités et vous savez prendre des initiatives. Poste basé à ST OUBIN L'AUMONE.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HEXCEL FRANCE - BP 444 - 95005 Cergy Cedex.



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Analyste financier

RISQUES INTERBANCAIRES

Vous analysez l'ensemble des informations du marché permettant de définir le risque à nos contreparties et mettez en place un suivi informatisé des limites. Pour remplir cette mission vous jouez en plus un rôle de "correspondant banking".

A 28/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, écoles d'ingénieurs, Bac + 4/5...), vous évoluez au sein du métier bancaire en tant qu'analyste financier depuis 3 à 5 ans.

Vous connaissez donc bien "la place" mais aussi le marché bancaire étranger et les méthodes comptables anglo-saxonnes. Bien sûr, vous parlez anglais.

Vos compétences en micro-informatique seront très appréciées.

Si ce poste très évolutif vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. N0221, à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT

2, PLACE ANDRÉ MALRAUX 75008 PARIS

صلى الله عليه وسلم

صكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

• Le Monde • Mercredi 22 mai 1991 • XIII

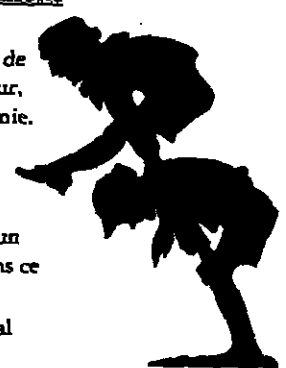
Directeur financier

CONSULTANT SENIOR

Si vous avez décidé de changer le monde, notre méthode va vous intéresser

Profil du senior selon Herbemont César & Associés

C'est à la fois un homme d'action et de synthèse, il a des qualités d'animateur, d'organisateur et une bonne autonomie. Il est diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, d'une université (Bac + 5). Il a déjà trois ans d'expérience dans un Cabinet de Conseil et veut rester dans ce métier. Il a moins de 30 ans. Il peut prétendre participer au capital très rapidement.



Portrait de Herbemont César & Associés

Cabinet de Conseil en Ressources Humaines et Communication interne, 8,9 MF de CA, 10 consultants, Objectifs en 1995 : 30 MF, 30 consultants.

Valeurs

- Il faut écouter avant de parler.
- Rien ne résiste au travail.
- Un homme d'élite ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR ■ ASSOCIÉS

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite à : Herbemont César & Associés - 3 rue nationale - 92100 BOULOGNE - Tél. : 46 21 48 60

■ Groupe français de restauration et de services, leader international, SODEXHO réalise aujourd'hui, avec 35000 personnes réparties dans plus de 40 pays, 7,7 milliards de CA.

■ Cette réussite, c'est avant tout une formidable vocation : "améliorer sans cesse la restauration et les services pour apporter aux hommes, lorsqu'ils sont ensemble, une existence plus agréable".

■ Collaborateur direct du Directeur des Ressources Humaines de notre filiale Hôtellerie et Santé (3000 personnes), vous prendrez en charge la fonction de

RESPONSABLE GESTION SOCIALE

■ Excellent généraliste, vos compétences en matière juridique alliées à votre pratique du terrain, votre sens de la négociation et du dialogue font de vous l'interlocuteur privilégié de la hiérarchie et des partenaires sociaux.

■ Doté d'une solide formation supérieure spécialisée en gestion du personnel, muni d'une expérience de plusieurs années (si possible au sein d'une entreprise de services), âgé d'environ 35 ans, vous savez faire preuve de disponibilité et d'engagement personnel dans une fonction autonome et évolutive.

■ Pour ce poste basé à St Quentin en Yvelines, merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. LM/141/RGS à Patrick TORDJMAN - SODEXHO - BP 67 - 78185 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex ou consultez notre serveur en tapant 3616 Code SODEXHO.



Nikon

Un des leaders mondiaux de l'optique et de l'électronique, recherche pour sa filiale française le :

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

et du NOUVEAU CADRE DE VIE PROFESSIONNEL

Rattaché à la Direction Générale, il prendra en charge la gestion et l'administration du personnel en mettant l'accent sur la motivation des collaborateurs et la réalisation de leur potentiel.

Il sera également Responsable de la gestion matérielle et de l'optimisation fonctionnelle des nouveaux bâtiments de Champigny (94) où la Société emménagera fin 1991.

Ce poste convient à un candidat de 30/40 ans environ, de formation supérieure (IEP, droit, ESCA, DESS de gestion du personnel) souhaitant élargir ses responsabilités après avoir acquis une expérience diversifiée dans la fonction personnel ou le secrétariat général (incluant si possible les services généraux).

Ses connaissances juridiques l'auront aussi sensibilisé au droit des sociétés. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Notre Conseil en recrutement Eric de CABROL vous remercie de lui adresser sous réf. 7112/M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle) CEGOS - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



La Cité des Sciences et de l'Industrie, établissement public de 1 000 personnes recherche pour sa direction communication un

Attaché de Presse

Vous avez une solide formation en sciences qui vous a permis d'acquérir des connaissances approfondies dans les domaines scientifiques ou techniques renforcée par une expérience d'au moins 10 ans dans une fonction de communication.

Vous intégrerez un service chargé de l'ensemble des relations presse.

La capacité à animer une équipe et la maîtrise de langues étrangères sont des atouts supplémentaires.

Lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf. 1443 au responsable du personnel, cité des Sciences et de l'Industrie, 75930 Paris cedex 19.

LES COMPÉTENCES D'UN CONSULTANT LES QUALITÉS D'UN MANAGER

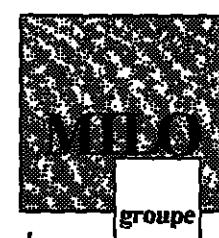
Prochaine étape de votre carrière avec nous : la responsabilité totale de notre équipe de Consultants intervenant dans plusieurs domaines liés aux ressources humaines.

A leur tête, vous assurerez avec nous le développement commercial de MILO R.H. vous vous impliquerez dans ses missions et dans ses projets. Garant de la qualité des prestations, vous conduirez des chantiers importants et vous ferez évoluer les compétences de nos Consultants. Vous mettrez en œuvre des méthodes et des approches que vous découvrirez chez nous.

A ce stade, vous ferez déjà partie de l'équipe de Direction de notre groupe (4 sociétés, dont une à l'étranger) et vous serez associé à ses stratégies d'avenir. Vous vous y préparez à votre futur rôle de dirigeant d'une de nos unités, éventuellement en tant qu'associé.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un solide professionnel du Conseil (10 à 15 ans d'expérience en Recrutement, Organisation, Stratégies d'entreprises...), sûr de ses qualités de développeur et d'animateur, sûr aussi de posséder les moyens de ses ambitions.

Votre dossier de candidature sera étudié en toute confidentialité par notre Direction Générale. Merci de nous l'adresser, sous la référence M.238 / MC.



Groupe MILO, 3 avenue des Termes 75017 PARIS.

GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

- un professeur permanent de gestion de ressources humaines

(4 jours/semaine)

Profil : - Diplômé de l'Enseignement Supérieur niveau Doctoral. - Expérience préalable de l'entreprise. - Maîtrise de la micro informatique et connaissance logiciels de sa spécialité. - Compétence pédagogique confirmée.

Prise de fonction : 1er Septembre 1991

- un (e) chargé (e) de la communication du Groupe E.S.C. Pau

Profil : - Agé (e) de 30 ans minimum, diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur il/elle aura une expérience préalable réussie dans la communication et les relations avec la presse. - Doté (e) d'un sens aigu du contact et de la communication aura en charge le développement : - De la communication externe et interne du Groupe E.S.C. PAU. - Du partenariat avec les entreprises en vue de développer l'image, la notoriété et la présence du Groupe E.S.C. PAU dans son environnement.

Prise de fonction : 1er Septembre 1991

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo récente à : J.P. LAGET - Directeur Groupe E.S.C. PAU Campus Universitaire - 3, rue Saint-John Persa - 64000 PAU

LE CONSEIL GENERAL DE L'ISÈRE

recrute par voie de détachement ou mutation deux fonctionnaires de catégorie A pour la direction de la santé et de la solidarité.

Sous-Directeur des AIDES et ACTIONS SOCIALES DÉPARTEMENTALES

PROFIL : - Administrateur ou Directeur territorial ou grade de l'Etat équivalent, ou Attaché Principal ayant vocation à être nommé Directeur. - Connaissance de l'Action Sociale appréciée. - Bon gestionnaire. - Excellentes qualités d'encadrement.

MISSIONS : - Encadrer et coordonner les activités de la Sous-Direction qui regroupe les services de l'Aide Sociale Générale (bénéficiaires individuels) et des Actions Sociales Départementales (établissements et services subventionnés sur le budget du Conseil Général). - Mettre en place des indicateurs permettant une vision financière globale.

CHEF DU SERVICE de L'AIDE SOCIALE GÉNÉRALE

PROFIL : - Poste ouvert aux fonctionnaires titulaires de catégorie A (Etat ou Collectivités Territoriales). - Une expérience au sein des Collectivités Territoriales, en rapport avec le domaine d'activités concernées (régulation et réglementation de l'Aide Sociale). - Le sens de l'organisation, des relations humaines. - Pratique de l'informatique.

MISSIONS : - Assurer sous l'autorité du Sous-Directeur des Aides et Actions Sociales, l'encadrement et la coordination du Service de l'Aide Sociale Générale. Ce service regroupe une cinquantaine d'agents répartis entre : - le Service d'instruction des demandes d'aide - le Service Comptable de la liquidation

Ces deux postes sont à pourvoir le plus rapidement possible. Adresser les candidatures et CV détaillés avant le 15 juin 1991 à : Monsieur le Président du Conseil Général de l'Isère - Direction de l'Administration Générale Service du Recrutement et de la Formation - BP 1096 - 38022 GRENOBLE cedex.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France

recrute pour le 1er Septembre 1991

UN DIRECTEUR

pour son Centre La Coteau G. Amado sis à VITRY S/ SEINE (94) d'une capacité de 180 lits pour enfants handicapés

- Rémunération brut annuel 185.000 F sur 13 mois 66.
- Les candidats répondront aux dispositions réglementaires (Art. 10-D, 88-758 du 27-10-88).
- Le certificat d'aptitude aux fonctions de Directeur d'Etablissement Social ou de l'Enfance Inadaptée serait apprécié.
- Logement assuré.

Pour renseignements Mr Gallard - 40.0532.52. Adresser candidature à Mr le Directeur du Personnel de la CRAMIF 17/19 rue de Flandre 75954 Paris cedex 19

Le Monde des Cadres

DIRECTEUR DU MUSÉE DE L'AUTOMOBILE DE LA SARTHE

FORMATION

- Environ 35 ans.
- Études supérieures de Marketing et de Gestion (Sup. de commerce, EDHEC...).
- Pratique courante de l'anglais indispensable (Allemand ou Espagnol également souhaité).
- Expérience professionnelle indispensable en Marketing et Gestion.

DESCRIPTION DU POSTE

- Etre responsable :
 - d'une équipe de sept à treize personnes ;
 - de la gestion, de l'animation, de l'entretien et de la vie du Musée.
- Etre un responsable dynamique :
 - valoriser l'image du Musée ;
 - assurer son développement par la mise en œuvre d'une politique de communication performante.
- Etre un responsable gestionnaire :
 - assurer la gestion du Musée (chiffre d'affaires : environ 5 millions de francs) ;
 - rendre compte au Conseil de Surveillance de la Société d'économie mixte chargée de la gestion du Musée.

Pour un salaire de base d'environ 250 000 F brut annuel avec intéressement aux résultats.

Le Musée est situé dans l'enceinte du circuit des 24 Heures du Mans.

MODE DE RECRUTEMENT

Les candidatures sont à adresser AVANT LE 1^{er} JUIN à l'adresse suivante :

MUSÉE DE L'AUTOMOBILE DE LA SARTHE

Circuit des 24 Heures du Mans
Automobile-Club de l'Ouest - 19 X - 72040 LE MANS Cedex

INGENIEUR (INSA, ENSAIS...) MANAGEZ UN CENTRE DE PROFIT

GRENOBLE
(IEM42)

BEAUVAIS
(IEM93)

ESYS

Société de services, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, ESYS est l'un des leaders français en matière de gestion et maintenance d'équipements thermiques et climatiques.

En liaison directe avec le Directeur d'agence, vous avez la responsabilité complète d'un centre d'exploitation :

- managériale : encadrement et animation d'une équipe de 14 à 20 personnes (techniciens et agents de maîtrise),
- technique : vous êtes responsable d'un ensemble d'installations,
- commerciale : interlocuteur privilégié de vos clients (habitat, industrie, tertiaire), vous maintenez et développez votre portefeuille d'affaires.

Nous vous voyons Ingénieur Grande Ecole disposant d'une première expérience dans le domaine du génie climatique.

Vos qualités d'animateur seront essentielles pour réussir dans ce job varié qui vous assure une large autonomie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à l'attention de Séverine DE CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associations nos énergies

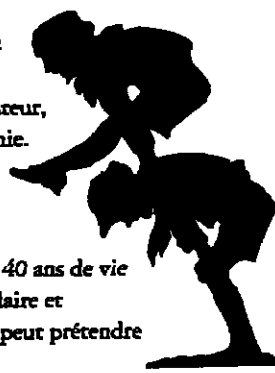
CONSULTANT JUNIOR

De mémoire de consultant, on n'a jamais vu un junior plan-plan rejoindre Herbemont César & Associés

Profil du junior selon Herbemont César & Associés

C'est à la fois un homme d'action et de synthèse, il a des qualités d'animateur, d'organisateur et une bonne autonomie. Il est diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, d'une université (Bac + 5).

Il est prêt à apprendre son métier en 40 ans de vie très active, son encadrement est solidaire et disponible, dès 5 ans d'ancienneté il peut prétendre participer au capital.



Portrait de Herbemont César & Associés

Cabinet de Conseil en Ressources Humaines et Communication interne, 8,9 MF de CA, 10 consultants. Objectifs en 1995 : 50 MF, 50 consultants.

Valeurs

- Il faut écouter avant de parler.
- Rien ne résiste au travail.
- Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR ■ ASSOCIÉS

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite à : Herbemont César & Associés - 3 rue nationale - 92100 BOULOGNE - Tél. : 46 21 48 60

"PARTAGEZ NOTRE AVENIR"

DISTRICT DU GRAND CAEN NORMANDIE

200 000 habitants
18 communes

JMLP Consultants Sa
ACTIS TECHNOPOLE - 12, rue du Col Rémy -
14000 CAEN - Tél : 31 43 67 67.

A 2 heures de Paris, au centre de l'Arc Atlantique, l'agglomération caennaise ouvre une nouvelle phase de son développement. Elle forme un ensemble harmonieux et équilibré, où prime la qualité de la vie.

Créé en 1980, le District sera notre outil pour aborder le XXI^e siècle. Afin d'être l'acteur de ce grand projet, nous vous proposons la fonction de

DIRECTEUR

Avec votre équipe, vous aurez la responsabilité d'organiser et de gérer les services qui relèvent de la compétence du District. Avec pour partenaires privilégiés, les services de l'Etat, de la Région, du Département, vous interviendrez sur d'importants projets, soit en maîtrise d'ouvrage, soit en participation et fonds de concours.

Votre mission : définir et mettre en œuvre les nouveaux axes de développement.

Vos principaux champs d'action : Infrastructures et communications, formation et culture, urbanisme et environnement.

De formation supérieure, vous appartenez à la fonction territoriale : Secrétaire Général d'une commune de 40 000 à 80 000 habitants, Directeur de services en Conseil Général ou en Conseil Régional, nous vous proposons de valoriser votre compétence et de partager notre avenir.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous la référence 2870-01 à notre Société Conseil. Confidentialité assurée.

JMLP

Cariane

Nous sommes un des tous premiers groupes français de Transport de voyageurs par autocar. Nos 30 filiales emploient 2300 personnes et gèrent 2000 véhicules. Notre développement nous conduit à rechercher des

DIRECTEURS DE FILIALE

Vos responsabilités sont celles d'un Chef d'entreprise à part entière : vous motivez vos équipes, optimisez l'exploitation, maîtrisez vos marges et suivez les évolutions techniques. Vous multipliez les initiatives commerciales auprès des collectivités locales et vous développez la diversification de nos prestations, notamment dans le tourisme. Vous bénéficiez de l'appui du Directeur Régional et des services fonctionnels du Groupe.

Ingénieur ou ESC, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'animation d'un centre de profit. Votre objectif : un poste autonome dans un groupe en forte croissance.

Merci de confier votre dossier (CV, let. man., photo, sal. act.) à Gisèle GUILLOU s/réf. CAR16M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS, 57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.

h/b

DIRECTEUR D'AGENCE

Nous sommes un des leaders du marché de l'immobilier d'habitation en Ile-de-France. Notre fonctionnement en Agences décentralisées nous amène à proposer un poste de direction et d'animation d'une de nos équipes.

Votre mission est prioritairement d'animer, de motiver, de dynamiser, de coordonner et de gérer votre Agence. Vous êtes notre représentant local et, à ce titre, vous êtes chargé de veiller à une gestion et à un développement homogène d'un véritable centre de profit pour lequel une grande autonomie vous est accordée.

35/40 ans, diplômé d'une école de commerce ou de gestion, votre expérience se situe dans le domaine de l'animation d'équipe dans les métiers de l'immobilier ou, éventuellement, dans un secteur d'activité similaire. Nous vous proposons d'intégrer une société en pleine expansion avec de réelles possibilités d'évolution.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3432A/LM

BOSSARD
Carrières
4, rue Quentin Baubert
75008 PARIS

Ingénieur responsable d'un centre de profit

Entreprise ayant une activité à dominante mécanique (300 personnes) nous appartenons à un groupe français, leader dans son domaine. Chargé de réorganiser l'un de nos secteurs d'activité (20 personnes), en le rendant rapidement compétitif, vous favoriserez son regroupement avec une autre unité et deviendrez le "patron" de ce nouveau centre de profit. Ingénieur de formation et parlant anglais, vous possédez de solides connaissances en mécanique et êtes familiarisé avec l'utilisation des robots. Après une expérience de 5 à 10 ans dans un poste d'encadrement, et en production, vous recherchez maintenant un nouveau "challenge".

Merci d'écrire sous référence 125/M à A.I. Conseil, 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

A.I. conseil

RENNES

Société d'économie mixte en développement recherche un CHARGÉ DE MISSION

FONCTION :

Le candidat retenu participera, au côté du Directeur, à l'élaboration de montages et de propositions sur des dossiers intégrant l'ensemble des problématiques du fonctionnement urbain.

Il aura la responsabilité d'études préopérationnelles et opérationnelles, essentiellement dans le cadre de restructurations de quartiers existants dans le centre et le périurbain de Rennes.

Il pourra être chargé de la conduite d'une ou plusieurs de ces opérations.

Il pourra participer à tout ou partie du montage, de la programmation et de la réalisation de bâtiments publics ou à vocation économique.

PROFIL :

Formation architecte ou ingénieur, ayant une grande capacité d'imagination, des qualités de rigueur et une bonne sensibilité aux démarches de programmation.

Expérience opérationnelle appréciée.

S2R

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à :
S2R - BP 3732 - 35037 RENNES Cedex

JEUNES DIPLOMES

Ecoles de Gestion (HEC, ESSEC, SUP DE CO) ou Ecoles d'Ingénieurs

Comme nous, vous êtes passionnés par la vie des entreprises, l'organisation qui les régit, les hommes qui la composent, les projets qui l'animent.

Nous vous formerons à nos méthodologies au travers de missions variées. Vous pourrez ainsi vous orienter vers l'un de nos secteurs d'intervention : Stratégie, Organisation, Management des Ressources Humaines et des Systèmes d'Information.

Vous souhaitez amorcer votre carrière professionnelle - ou valoriser une 1^{re} expérience - au sein d'une structure humaine, où l'on privilégie la recherche, l'innovation, l'enrichissement constant des compétences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 871 M, à Danielle Boules, Sérèys Consult Associés, 29, rue de Mogador 75008 PARIS.

Sérèys Consult Associés

L'AGENCE D'URBANISME DU MANTOIS recrute son

DIRECTEUR

PROFIL :

- Ingénieur ou économiste, avec formation complémentaire en aménagement.
- Expérience de direction et de gestion d'organismes d'études.
- Capacité d'animation et de négociation.

MISSION :

- Administration et encadrement d'une équipe de 15 personnes.

Suivi des missions : Schémas directeurs locaux, études logements et économiques, grands projets urbains, urbanisme opérationnel.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à : M. le Président, Agence d'Urbanisme du Mantois, rue des Pierettes - 78200 MAGNANVILLE

Organisation professionnelle agricole nationale

Responsable communication

D'abord chargé de développer l'information et la communication institutionnelle interne auprès des adhérents et externe avec la presse spécialisée, vous aurez dans un second temps à mettre en place une communication plus commerciale afin de diffuser les produits et le savoir-faire de notre laboratoire.

Une expérience dans un poste similaire de 3 à 4 ans vous a conforté dans une bonne maîtrise de l'écrit. Une formation supérieure AGES-AGRO est requise. Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser très rapidement votre candidature (pél. LMC) à notre conseil : Juliette DOUILLON, TEAM MAKER, 28 bis rue de la Clarté-Dieu, 37100 TOURS.

صلى الله عليه وسلم



Le Groupe Générale des Eaux est devenu, à travers ses filiales TELESERVICE, le premier opérateur français de réseaux de télévision par câble. TELESERVICE RHONE-ALPES (200 personnes, 5 sites) crée le poste de

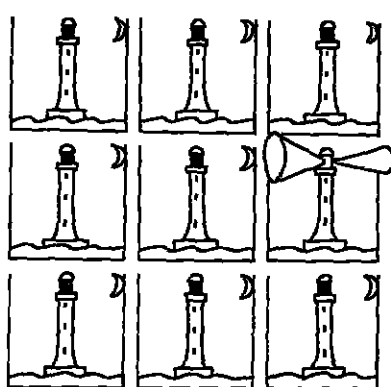


Secrétaire général

Assurer la synthèse de l'information financière des sociétés : commenter et transmettre les résultats aux différents partenaires, améliorer les procédures administratives, prendre en charge le juridique et être le garant des contrats signés avec les collectivités, abonnés, chaînes TV, etc., mettre en place une gestion des ressources humaines et la développer, sont les missions principales que nous confierons à un candidat d'environ 35 ans, de formation E.S.C., SCIENCES PO, DROIT, souhaitant valoriser une expérience réussie de "généraliste". Il élargit ses responsabilités dans un contexte évolutif et s'exprime par des réalisations concrètes. Assisté par une petite équipe très motivée, il seconde la Direction générale au quotidien en proposant et mettant en place une organisation adaptée à une activité en très forte croissance. Le poste est basé à Lyon. Dominique-Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 2061.



19 place Tolozan - 69001 Lyon.



LA CULTURE DES DIFFERENCES

Filiale du groupe américain QUAKER OATS, nous sommes l'une des plus grandes références de l'agro-alimentaire avec des marques à très forte notoriété (CRUESLI, MUESLI, OHI, CROUSTY MIEL, FIDO, FIDEL, STEAKY, DELIKAT, GATORADE). Pour intégrer notre groupe et partager nos différences, nous recherchons un

ASSISTANT QUALITE PROCESS ET PRODUITS FINIS

Sous la direction du responsable qualité et sanitation de l'usine, vous serez chargé de gérer la qualité du process et des produits finis, afin d'en analyser, corriger et prévenir les anomalies.

Cette mission est offerte à un Ingénieur Agro ou MST Qualité débutant connaissant le monde industriel et ses outils de contrôle qualité, ou à un Technicien Agro-alimentaire avec une expérience d'au moins trois ans en usine.

Après formation à nos méthodes, vous traduirez vos capacités d'analyse ainsi que vos qualités de contact et d'animation, par des interventions concrètes sur la qualité de nos produits, en toute autonomie.

Ce poste basé à Veauche (près de Saint-Etienne), requiert des connaissances d'anglais et offre de réelles perspectives d'évolution dans une société à haut niveau de technicité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), chef 110M à QUAKER FRANCE - Monsieur P. Le Sier - ZI de la Plaine - 42340 VEAUCHE



QUAKER FRANCE

NOS DIFFERENCES NOUS RASSEMBLENT

Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de F de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan. Nous recherchons un

Responsable de formation

pour notre Centre de recherche du Bouchet (Essonne), qui regroupe 600 personnes dont un tiers d'ingénieurs et cadres.

Chargé de définir les axes de formation spécifiques à l'établissement et d'organiser les stages correspondants, vous mettez parallèlement en œuvre les actions "Groupe" en concertation avec la DRH et les Divisions. Vous avez un rôle permanent de conseil auprès de la hiérarchie. Vous assurez les relations avec la commission de formation.

De formation Bac + 4, + 5 (maîtrise, DESS), à 25-28 ans, vous avez acquis une première expérience d'environ 3 ans dans des fonctions opérationnelles en secteur industriel. Dynamisme, rigueur et sens de la confidentialité seront vos meilleurs atouts. La réussite dans ce poste vous offrira de réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV, prétentions), sous réf. M/215, à SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.



Enfin un guide pour recruter des universitaires...



850 DESS, DEA, MIAGE, MSTCF, MAGISTÈRES, 140 LABORATOIRES ET 69 UNIVERSITÉS ANALYSES EN FONCTION DES MÉTIERS DE L'ENTREPRISE

PEBLISCITE PAR LES PROFESSIONNELS ET LA PRESSE

- "Ce Guide Université Entreprise est un outil précieux pour les recruteurs" M. de Bary (Citroën)
- "Enfin un document qui permet de mettre fin à la méconnaissance réciproque des entreprises et des universités" M. Schier (Bouygues)
- "Excellente initiative!" Mme Momméja (Alcatel Alsthom)
- "Ce guide devrait aider les professionnels à mieux connaître les compétences qui sont à leur disposition" Frédéric Gausson (Le Monde)
- "Bien pratique pour un recruteur!" Agnès Baumier (Express)

Contact : La lettre Recrutement & Formations (1) 42 02 01 60

GROUPE DE PME :

ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL DOMINANTE GESTION

Avec plus d'un demi-milliard de Francs de chiffre d'affaires, nous sommes un Groupe de PME en croissance et cherchons à renforcer à PARIS notre équipe de Direction.

Notre Secrétaire Général souhaite trouver un Adjoint qui, au départ, s'impliquera plus particulièrement dans des missions de contrôle de gestion industrielle et commerciale pour les diverses branches du Groupe ainsi que dans la vie juridique de la Société (droit des sociétés - contentieux social...).

A 35 ans environ, diplômé d'études supérieures (ESC, IEP + DECS, Dauphine...), vous avez l'expérience du contrôle de gestion acquise au moins en partie dans le secteur industriel au sein d'une grosse PME ou en filiale.

Vous êtes rigoureux, concret, travailleur et... discret.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil COR'EX 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la réf. ASG/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP

WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS

recherche

Directeur de projet pour le conseil en stratégie Directeur de projet pour le conseil en organisation

(X, MBA, HEC, ENA, Sciences Humaines)

MISSION : concevoir et diriger des interventions complexes auprès d'entreprises performantes et évoluées.

IL FAUT : pouvoir travailler en anglais et en français. Avoir au moins 5 ans d'expérience dans un cabinet de conseil réputé. Avoir une vision internationale. Posséder des qualités d'entrepreneur. Aimer changer de résidence. Avoir une formation en rapport avec les missions à accomplir.

IL EST OFFERT : la possibilité de travailler sur des "chantiers" passionnants où il faut mettre en œuvre toutes ses qualités : analyse, pédagogie, communication, esprit pratique, rapidité intellectuelle. Une possibilité d'association importante au capital lors d'implantations nouvelles.

Merci d'adresser votre dossier sous pli personnel à M. Bernard KRIEF, 115 rue du Bac, 75007 Paris.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group



Producteur mondial de composants électroniques, dans un contexte de forte croissance technologique, recherche, pour son site européen basé à TOURS (700 personnes - 500 MF de C.A.), un ingénieur

Responsable de production

A 30 ans environ, ingénieur généraliste (A.M., INSA, ou équivalent) vous avez le goût de l'encadrement et des réalisations concrètes, une expérience de 4 ans du management de production en milieu industriel (électronique, électrochimique ou électromécanique).

Sous l'autorité du Directeur de production, vous aurez la responsabilité, en tant que manager industriel d'une organisation bien structurée de 120 personnes, d'assurer avec l'ensemble de nos partenaires (R & D, Marketing, Finances et Ressources Humaines)

• la production en qualité (contrôle du process), en valeur (contrôle des coûts), en quantité (maîtrise des flux), du composant majeur de notre activité,

• le développement de la productivité de votre organisation (flux tendu, SPC, automatisation...) Si la réussite de cette mission, exigeante autant que passionnante, suppose un candidat pragmatique et compétent, elle constitue, à terme, un tremplin vers des responsabilités plus importantes encore au sein de la Compagnie.

Motivé pour ce challenge, envoyez votre dossier de candidature complet (C.V., photo, salaire actuel) sous la référence LM 1182 à Claude BERNARD au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

Jeune inspecteur IARD

Grand Ouest de Paris

BANQUE REGIONALE D'UN GRAND GROUPE

Fortement implantée à l'Ouest de Paris, avec 50 agences et plus de 40 % du marché, nous recherchons le responsable du développement de la branche d'assurance IARD. Nous vous confierons le pilotage de cette activité et l'animation de l'équipe. Vous organiserez et superviserez le contrôle de la souscription, en consultant le réseau. Tout en suivant la gestion, vous coordonnerez les actions avec les autres acteurs concernés de la banque. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels, de formation Ecole d'assurance, ESCAE ou maîtrise de gestion, avec une première expérience réussie en IARD. Une bonne maîtrise des procédures de gestion informatisées, la pratique de la micro et la connaissance des techniques d'assurance, autant d'atouts requis pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 1071M à notre Conseil FINANCEARCH - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS



TAILLANDIER CONSEIL FINANCEARCH

ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

PARIS - BORDEAUX

TOULOUSE - ORLÈANS

Le Monde des Cadres



Filiale du Groupe SCIC spécialisée dans la prestation de services immobiliers organisée en réseau de directions régionales nous recherchons :

Adjoint du responsable des ressources humaines

Vous assisterez le responsable des Ressources Humaines dans le domaine des relations sociales, droit social, gestion des carrières, recrutement... Vous prendrez en charge l'élaboration du plan de formation en collaboration avec les responsables opérationnels des directions régionales et la création d'outils permettant d'évaluer l'impact réel de la formation. Vous réaliserez l'analyse du bilan social ainsi que certaines études sur des dossiers spécifiques. De formation BAC + 4 ou 5 (Maîtrise de gestion, 3ème cycle en gestion du personnel, SC. PO., Droit). Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience dans des fonctions similaires et vous êtes utilisateur de la micro-informatique. Le poste est basé à PARIS dans le 5ème arrondissement. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous la Réf. 35050 à M.F. ALETTI - CEGOS division RECRUTEMENT Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX

L'Immobilier en Action

URBAT
PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR
40 personnes, 38 nouveaux programmes en 1991
TOULOUSE, MONTPELLIER, MARSEILLE, LYON, NICE, PARIS ET ÎLE DE FRANCE
RECHERCHE

CHARGE D'OPERATIONS (H/F)

Devrait être un cadre expérimenté URBAT recherche un cadre expérimenté chargé d'opérations pour son Agence de Lyon. Nous recherchons :
- l'expérience d'un promoteur constructeur multi-régional de 15 ans
- une maîtrise d'une organisation performante
- la maîtrise totale des relations à gérer, de la mise au point à la réalisation des ouvrages
- la possibilité d'avoir un rôle de médiateur entre une société en pleine expansion et le monde bancaire et financier d'un organisme d'habitat à caractère commercial. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 5 minimum et avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction équivalente. (Préciser la spécialité de l'expérience).
Veuillez contacter Sergio AVGALENO, Directeur des Ressources Humaines au 67.14.18.25 ou envoyer votre candidature à l'adresse suivante :
URBAT 47, quai de Verdanson - 34000 MONTPELLIER

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recrute
DES ENSEIGNANTS DE GESTION

Spécialistes recherchés :

- marketing/commercial
- stratégie/management
- comptabilité/finance.

Diplômes souhaités :

- Thèse de gestion en cours ou obtenue.

Expérience pédagogique en études de cas
Expérience professionnelle d'entreprise et de consultation appréciée.

Envoyer préférences, CV et lettre manuscrite à :
INT - Secrétariat Général
9, rue Charles-Fourier - 91011 ÉVRY CEDEX
Tél. : 60-76-41-01 - Télécopie : 60-77-60-82.

Attaché(e) à la Direction Générale de la holding

à partir de 300 KF

Sc. Po (ou formation supérieure juridique-économique) pour assumer, auprès du Président et du Directeur Général d'un groupe important, un ensemble de responsabilités, notamment :

- politiques sociale et salariale des filiales,
- gestion administrative des cadres supérieurs,
- immobilier,
- représentation auprès des instances légales et professionnelles.

Une première expérience de quelques années, par exemple au secrétariat général ou à la DRH d'une grande entreprise, est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Alain SARTON, PDG de PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recrute
CHEF DE DÉPARTEMENT D'ENSEIGNEMENT-RECHERCHE EN GESTION

Pour son Département Gestion (une vingtaine d'enseignants-chercheurs environ) :

- marketing/commercial
- stratégie/management
- comptabilité/finance.

L'INT recrute un responsable, soit d'origine universitaire, soit d'origine « entreprises ». Expérience dans les domaines de l'enseignement de la recherche et/ou de la consultation. Aptitudes dans le management d'équipe.

Envoyer préférences, CV et lettre manuscrite à :
INT - Secrétariat Général
9, rue Charles-Fourier - 91011 ÉVRY CEDEX
Tél. : 60-76-41-01 - Télécopie : 60-77-60-82.

Valence (Drôme)

Dans le cadre de son expansion économique, le Syndicat Intercommunal de l'Agglomération Valencinoise a décidé de créer un parc technologique de haut niveau (180 ha). Pour assurer la promotion économique du technoparc, rechercher et accueillir les investisseurs, le Syndicat recherche pour diriger la société d'économie mixte un

Directeur Général de SEM

Âgé de plus de 30 ans, vous avez une formation supérieure, votre expérience commerciale a été acquise en entreprise et vous avez une bonne connaissance des relations avec les collectivités. Vous êtes plus de 30 ans, diplômé d'études supérieures, bon négociateur, persuasif, vous savez convaincre. Vous aimez la région et vous avez envie de vous investir dans une mission passionnante.

D. Barré vous remercie de lui écrire (Réf. 9233 LM).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTec

Ville de Valence

R. PESCE, Maire de la ville de VALENCE (Drôme), recrute pour diriger son service économique un

Directeur du développement économique

L'étendue de sa fonction portera sur le Syndicat Intercommunal de 108 000 habitants. Ses principales missions seront de développer le tissu économique de l'agglomération, suivre l'installation des nouvelles entreprises, la formation des créateurs d'entreprises, les pépinières d'entreprises. Vous avez plus de 30 ans, diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience de l'entreprise et une bonne connaissance des relations avec les services publics, si vous avez envie de participer activement au développement d'une agglomération particulièrement dynamique et entrepreneuriale.

D. Barré vous remercie de lui écrire (réf. 9233 LM).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTec

S.A.N. de SENART
(classé 30 000 à 150 000 habitants)
Ville Nouvelle de MELUN-SENART recrute

RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATION

Mission :

- gérer les relations avec la presse locale, régionale et nationale,
- prendre en charge le suivi et la réalisation des supports d'information internes et externes,
- collaborer à la mise en place de campagnes de communication sous la responsabilité du Directeur de la Communication.

Qualités rédactionnelles exigées - Expérience minimale de 2 ans souhaitée.

Adresser candidature, CV et photo à : Monsieur le Président du S.A.N. de SENART - BP 6 - 77567 LIEUSANT CEDEX

Melun-Senart, un nouveau visage de ville

plein emploi

Organisme de recherche PARIS 18^e recherche en vos centres 91

Professeur de commerce international

pour R.T.S. C.I. minimum 10 ans + 3 ans d'expérience
Tél. : 48-05-16-47.

Lycée collège sous contrat 15 minutes gare de l'Est recherche pour rentrée septembre 1991

PROF. EXPÉRIMENTÉS

Si possible certifiés ou agréés, plein-temps et mi-temps, MATHS, SC. PHYSIQUES, ANGLAIS, INFORMATIQUE, ARTS PLAST., HIST.-GEO. Connaissances des techniques d'enseignement. Envoyer C.V. 16, avenue Maurice 92250 Villeneuve.

PROFIL RECHERCHÉ ARCHITECTE

3 à 4 ans d'expérience dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme (régionalisme et opérationnel).

QUALITÉS REQUISES

- esprit d'initiative et de synthèse
- sens « aigu » du contact

POSTE A POURVOIR FIN JUIN 91

C.V. à adresser à : Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine 11, bd des Fédérales 31400 Toulouse

VILLE DE BLOIS

60 000 habitants
1 000 agents
recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

par voie de mutation ou de détachement d'un administrateur

- Candidat expérimenté, motivé, désireux de s'investir à la tête d'une direction générale, dynamique, d'apporter ses qualités relationnelles et de manager.
- Prime de responsabilité et logement de fonction.

Cand. (lettre manus., C.V., photo) à adresser à : M. le Maire HOTEL DE VILLE Bureau du recrutement Place Saint-Louis 41012 BLOIS CEDEX AVANT LE 10 JUIN 1991

PROFS. FRANÇAIS PROF. ANGLAIS

Diplôme minimum requis : licence ou ingénieur

PROFS MATHS/SCIENCES PHYS.

Diplôme minimum requis : licence ou ingénieur

Env. CV + photo à : GARAC/DE 2 - BP n° 4 98102 ARGENTEUIL CEDEX

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Assoc. de Consommateurs et d'Usagers

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

à mi-temps, C.D.D. Env. C.V. et références sous n° 8309 Le Monde PubliCité 5, rue de Montreuil 75007 Paris

CHIEF D'ÉTABLISSEMENT

Ecole privée sous contrat d'association. Expérience école internationale. Bilingue anglais-français. 2 langues étrangères souhaitées.

C.V., photo, préférences sous n° 8322 Le Monde PubliCité 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA MOSELLE

recrute pour son Service Aménagement et Urbanisme

UN CHARGÉ DE MISSION

pour mettre en œuvre « La Politique de la Ville » dans le bassin d'industrialisation et la région Moselle

Profil souhaité : Titulaire D.E.A. ou D.E.S.S. (sociologie urbaine ou équivalent) - 2 à 5 ans d'expérience professionnelle

Poste à METZ

Adresser C.V. à DDE/SAU 17, quai Richemont - 57038 Metz Cedex 1 (urgente).

JOURNALISTE

pour :

- Reportages et magazines
- Animation d'une équipe de 5 personnes.
- Développement de l'activité.

Profil :

- Exp. radio ou télé.
- Connaissance de l'est de la France, Allemagne, Suisse.
- Pratique de l'allemand.
- Tél. : 88-32-70-87.

GROUPES EUROPÉEN

spécialisés dans les Risques Financiers Internationaux en forte croissance, basés à Paris, recherche

CADRES FINANCIERS

25-30 ans environ, exp. internationale, bilingue, autre langue d'acquisition et capacité de travailler au niveau européen.

RESPONSABILITÉ : Evaluation des risques et financements internationaux, analyse des contrats, développement commercial.

Adresser dossier de candidature à : Marie-Christine Hodge P.A.R.I.S. 6, rue de Lisbonne, 75008 Paris

VILLE DE 12 000 HABITANTS DU PAS-DE-CALAIS

recrute

Son Responsable des Services Culturels Municipaux

25/40 ans, sur statut à négocier. Formation supérieure. Maîtrise en équivalences sur aspects professionnels. Bonne connaissance des réseaux culturels de création et de diffusion nécessaires.

Faire parvenir C.V. détaillé sous n° 8307 Le Monde PubliCité 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

DES ANIMATEURS DE QUARTIER

pour la période des vacances scolaires d'été 1991

DISPONIBLES DU 1^{er} JUILLET AU 15 SEPTEMBRE

chargés de l'animation en direction des jeunes de 10 à 25 ans

- en milieu ouvert
- encadrement de loisirs courts et week-ends.

Niveau BAC

Expérience similaire souhaitée, 23 ans minimum. Permis de conduire indispensable.

Adresser C.V. accompagné d'une lettre motivée à : M. le Maire Place Gambetta 83168 LE BLANC-MESNIL

DEMANDES D'EMPLOI

CADRE SOCIAL BILINGUE JAPONAIS + all.-angl.

11 ans d'exp. domestique import-export, charbon, poste cadet, basé en France ou étranger. Disponibilité, dynamisme et perspicacité sont mes principaux atouts personnels.

Ecrire sous n° 8306 Le Monde PubliCité 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ

Homme 32 ans. Étude toutes propositions. Tél. : 30-52-21-16.

MAURITANIE MAROC

H. 43 a. Bac + 2, réf. ch. job agriculture, commerce, enseignement, autre. Ex. MONDE PUBLIÉ sous n° 8308 S. rue de Montreuil 75007 Paris.

Ing. Informatique (IAG), spécialiste de système PC, tech. propos. dans domaine gestion de patrimoine ou actif immobilier.

Ecrire sous n° 8308 Le Monde PubliCité 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

Notaire, 43 a., maîtrise en droit, finance, L.C.H., expert immobilier, auditeur des missions n.p. est de Paris.

Tél. : (1) 85-23-37-08.

Aggravative de lettres modernes, it. ital. dipl. Ecole du Louvre, cherche poste enseignant pour rentrée 1991 à Paris, proche banl. 1.

Ecrire sous n° 8304 LE MONDE PUBLIÉ 5, rue de Montreuil, 75008 Paris, qui transmet.

J.F. études sup. sc. hum., all., angl., italien, esp., plurilingue, talent, créativité, rigueur, qual. rel., propose collaboration.

43-74-88-01

Journaliste (F) 10 a. d'exp. radio, TV et presse écrite, spécialiste de la culture, société et économie rech. poste fixe ou intervention en pleine France ou étranger.

Tél. 45-76-01-78

Technico-Commercial TRANSPORTS INTERNATIONAUX

cherche alt. M. ou Fem. dipl. HAVAS RESS. 7, rue de Turenne 92130 GRASSE n° 8780.

CENTRALEN, 32 ans, exp. en management, marketing, organisation en France, USA, Japon, ch. poste à responsabilité de service, salaire moyen.

Ecrire sous n° 8302 LE MONDE PUBLIÉ 5, rue de Montreuil 75007 Paris

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

Province

DEAUVILLE

Dans immeuble résident., part. vd beau studio, près. Hôtel Royal, 150 m. plage. 27 m² hab., 19 m² jard. priv. Parf. cov. et conf. État. Inspect. 43-59-89-74 marit.

locations meublées demandes

Paris

Étudiant sérieux en stage recherche chambre meublée pour juin et juillet.

Tél. : (1) 23-62-49-73 ap. 19 h.

bureaux Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL À L'ETOILE

16^e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, bureaux, sds, vides, jacs. Domest. : 170 à 350 F/M. CIDES 47-23-84-21.

locaux commerciaux Ventes

Murs en meuble 524 m² 5 400 000 TTC. Locataire inspec. loyer 640 400 TTC. Tél. : 64-88-95-48.

L'AGENDA

Cours

Gymnastique à domicile par professe. diplômé d'Etat de culture physique. Ense. exp. Travail sérieux.

Tél. : 42-39-04-83 (le matin) 8 h - 13 h.

Vidéo

V.O. ONLY

spécialiste du vidéoclip en v.o. en Europe (Pal, NTSC), s'engage

En plus de ses 4 000 titres en vidéoclip, V.O. ONLY vous propose des sélections 3 000 vidéos 17 en v.o. (Pal et NTSC). Ouvert 7 jours sur 7, 25, bd de la Somme 75017

M. Porte-de-Champagne Tél. : 42-67-76-17 ou 42-67-76-27.

DEVELOPPEMENT

ANALYSE

ANALYSE

صكا من الامم

صكرا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 22 mai 1991 XVII

Le Monde de la Fonction Commerciale

A la conquête du marché allemand

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Très présent et très performant sur le marché français de l'automobile, de l'aéronautique et de l'armement, nous avons un savoir-faire véritablement reconnu dans la conception et la réalisation de composants industriels. Désireux de développer notre spécialité sur le marché allemand, nous souhaitons intégrer dans notre équipe un spécialiste parfaitement à l'aise dans le milieu de l'automobile et maîtrisant bien les techniques de la fondrie.

A la fois ingénieur et commercial, vous savez agir en toute autonomie et vous appuyer avec brio sur la structure de notre groupe : réseau important de représentants, stratégie commerciale efficace, présence remarquée dans les principaux salons et congrès professionnels internationaux.

Parfaitement bilingue allemand, intuitif et volontaire, vous saurez saisir les opportunités qu'offre cette mission.

La Poste est basée à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Châteauroux Fondries - Direction des Ressources Humaines - ZI de la Châtre 36028 Châteauroux Cedex.

CHATEAUROUX Fondries

Un chef de publicité Média-System, c'est quelqu'un de bien dans sa peau, c'est quelqu'un qui aime ses clients et qui aime la communication. Il sait vendre, créer, conseiller. Il aime écrire, il est sensible au marché de l'emploi et aux grands courants de communication. Il est fier de savoir

rendre service à ses clients, il aime se valoriser à travers des actions qui se remarquent et qui marchent. Non, ce n'est pas une personnalité hors du commun, c'est tout simplement quelqu'un de compétent capable d'humilité et de modestie mais aussi audacieux et créatif sachant convaincre.

Vous vous reconnaissez ? Vous avez déjà une expérience de la publicité et vous intéressez à la communication pour les ressources humaines. Vous avez une formation supérieure école de commerce ou Bac + 4. Si vous vous sentez capable de gérer des grands comptes

prestigieux au sein d'une équipe très compétente. Si vous parlez l'anglais...

Merci d'adresser votre candidature à Média-System à l'attention de Pascale Locmane, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, ou téléphonez au 42.27.40.27.

On naît chef de publicité ou on ne l'est pas

PS : Nous sommes la première agence française de communication pour les ressources humaines, filiale de Publicis.

42.27.40.27

Le Monde de l'Informatique

L'INTERNATIONAL EST NOTRE METIER.

Doublément implantée en France à Fontainebleau et aux Etats-Unis dans l'Etat de Washington, MORPHO SYSTEMES (300 personnes), leader mondial sur ses applications de traitement d'image, commercialise ses systèmes dans le monde entier.

Dans le cadre de notre développement nous recherchons des :

INGENIEURS D'ETUDES

Débutants à 2 ans d'expérience

TESTS LOGICIELS

réf. 341

Votre mission : au sein d'une équipe de 8 personnes : - vous analyserez les spécifications de nos nouveaux produits afin d'en préparer les plans de tests. - vous réfléchirez aux outils, procédures... à mettre en place pour améliorer la qualité des tests.

Vos compétences : de formation ingénieur, vous avez une première expérience dans le logiciel. Poste évolutif vers des tâches d'encadrement.

TRAITEMENT D'IMAGE

réf. 342

Votre mission : Au sein du département Recherche, vous aurez en charge l'étude complète de problèmes de traitement d'image : - analyse du problème, conception d'une solution - développement - test et documentation d'une implémentation informatique de cette solution.

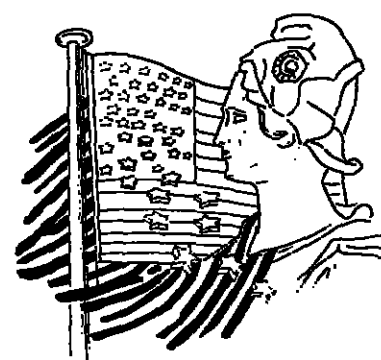
Vos compétences : de formation Bac + 5, vous connaissez UNIX, le langage C et le traitement d'image.

Pour ces postes nous recherchons des personnalités souhaitant évoluer dans un environnement technologique de très haut niveau et parlant l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à l'attention de Madame de MONTALIVET - MORPHO SYSTEMES - 33, route de la Bonne Dame - 77300 FONTAINEBLEAU.

Pour plus d'informations et CV, tapez 3615 JOB LEADER code JONCTION 341 ou 342 en fonction du poste choisi.

MORPHO SYSTEMES



SYSECA, société de Service et d'ingénierie en Informatique (2100 personnes dont 80% d'ingénieurs) est partenaire d'un grand groupe industriel international. Evoluant dans un contexte de haut niveau technologique, nos équipes de génie logiciel représentent un savoir-faire reconnu au niveau mondial (PCTE, Entreprise ID) et offrent une gamme de prestations complètes et personnalisées à chaque client. Notre Division Génie Informatique recherche :

RESPONSABLE COMMERCIAL

Animateur de l'équipe, vous assurez le suivi et la prospection de grands comptes ainsi que la vente de prestations intellectuelles liées à nos produits (AGI, outils de génie logiciel).

Ce poste vous permettra de valoriser votre acquis informatique et votre expérience de la fonction commerciale. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1345 à : SYSECA 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex

SYSECA

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT DEBUTANTS

conception et réalisation de projets

Le Groupe des Fromageries Bel, présent dans 85 pays : 6 500 personnes, 4 milliards de CA dont 50 % à l'étranger. Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de sa puissance, d'une équipe performante et de moyens solides : 1 centre serveur IBM 4381, VM, VSE, CICS, SQR, NOMAD, un réseau d'IBM 36 et AS 400, micro PC/PS, OPUS 4000... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Vous serez intégré aux équipes de développement qui conduisent des projets dans cet environnement technique et méthodologique motivant. Vous avez une formation Bac + 5 informatique, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de réalisation.

Votre lieu de travail : Paris-Madeleine/Concorde.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. 025/02, à Marie-Christine LE GARFF - Temps Dense - 3, rue de l'Église 75009 Paris.

TEMPS dense INGENIERIE DES CARRIERES



Sigma Conseil a l'honneur de vous annoncer la création de

Filiale spécialisée dans la recherche de Cadres Dirigeants et le Conseil en Ressources Humaines



Sigma Management

10, rue Marbeuf - 75008 PARIS. Tél. (1) 47.20.57.02.

Nous développons des logiciels spécifiques pour gros systèmes. Pour faire face à notre croissance, nous recherchons notre :

Ingénieur Développement Région Aix-en-Provence

A 30 ans environ, Ingénieur de formation, vous avez si possible une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel.

Vous maîtrisez parfaitement ADABAS, NATURAL V2 en environnement IBM 3090 ainsi que la méthode MERISE.

Après analyse des besoins, rédaction du cahier des charges ; réalisation et suivi des projets constitueront votre nouvelle fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous réf. MV/M/010 ou :

CNFG PROVENCE COTE D'AZUR

Parc d'Arène, lot 8 avenue de la Grandelumière 13090 AIX-EN-PROVENCE

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieurs technico-commerciaux rejoignez la coopération internationale MATRA ERICSSON

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, a pour vocation de concevoir, construire et installer des centraux téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger. Ingénieur électronicien option télécommunication ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans la téléphonie. Votre mission sera à la fois technologique et relationnelle : promotion et commercialisation d'études sur de nouveaux produits et services (RNS, Radio-Mobile...), négociations, suivi de marchés.

Vous agirez en relation permanente en interne, avec les différentes directions de MET, en externe avec les groupes MATRA et ERICSSON et les clients. Vous évoluerez donc dans un contexte international et serez amené à des déplacements fréquents. Votre anglais est courant. Voilà pour vous l'occasion d'exprimer vos qualités d'autonomie, d'analyse, de synthèse, d'organisation, de coordination et de négociation. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ITC à Martine Videau



MET - 19 avenue Carnot
91348 Massy Cedex

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Filiale d'un important groupe industriel français, nous concevons et réalisons des systèmes mécaniques complexes, intégrant des techniques de pointe. Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons pour notre centre de production situé dans le CENTRE de la France :

INGENIEURS MECANICIENS

- Vous assurerez l'industrialisation et la mise en fabrication de produits au sein d'une équipe de méthodes usinage. Pratique de l'outil informatique et de la CAO souhaitée. Réf. 05/91.
- Vous réaliserez des études industrielles ou modifications de fabrications de produits ou d'équipement. Vous concevrez des outillages de contrôle en fonction des spécifications techniques et assurerez l'interface entre la fabrication et la qualité. Réf. 06/91.

Pour ces postes, la connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil - Christine MONNIER

10, rue de la Paix - 75002 PARIS. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

Des métiers pour inventer les systèmes de communication de demain

Pour réussir sa vie professionnelle, mieux vaut ne rien laisser au hasard. Avant d'engager votre carrière, posez-vous les bonnes questions : quel type de poste vous propose-t-on ? Sur quel projet ? Quelle est la stratégie de l'entreprise pour les cinq ans à venir ? Quelles sont les différentes évolutions de carrière envisageables ?

Chez MATRA COMMUNICATION nous répondrons à chacune de vos questions : vous pouvez donc vous décider en toute connaissance de cause. Acteur majeur sur le marché des télécommunications en France, MATRA COMMUNICATION (8100 personnes et un C.A. de près de 6 milliards de Francs) relève aujourd'hui le défi international

INGENIEURS

Débutants ou première expérience

Parce que nos projets dans le domaine des radiocommunications numériques (PAN EUROPEEN ou RUBIS), des réseaux d'entreprise de quatrième génération et de l'image (visiophonie, D2 MAC) sont l'illustration même de la réussite de nos équipes, nous recrutons de jeunes ingénieurs, capables d'évoluer parmi l'ensemble de nos projets et de nos métiers.

Le développement logiciel : un point de départ pour votre carrière...

Vous participerez à la réalisation d'un projet depuis sa conception, en définissant les spécifications fonctionnelles, jusqu'à la phase de validation et d'intégration. Le développement logiciel couvre les principaux domaines de notre activité : transmission de données, protocoles de réseaux (RNS), interfaces homme/machine, traitement du signal, logiciel intégré temps réel, systèmes d'exploitation.

Cette formation essentielle vous permettra d'évoluer plus loin ou au-delà de la technique : responsable d'intégration ou d'architecture systèmes, responsable d'affaires (France ou international), responsable marketing...

Le talent commence par savoir choisir son entreprise. Posez-vous vos questions.

Merci de nous envoyer un dossier de candidature sous référence IGE/3

MATRA COMMUNICATION
Service Recrutement
B.P. 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud
78392 Bois d'Arcy Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



Avec plus de 2 milliards de C.A., nous sommes l'un des leaders européens de l'équipement de chauffage. Nous poursuivons notre croissance et renforçons notre organisation. Pour notre Fonderie de Soissons, qui a ouvert l'un des chantiers les plus modernes d'Europe dans son domaine, nous recherchons le futur :

RESPONSABLE FABRICATION

Rattaché au Responsable de la Fonderie, il a pour mission d'organiser son service et d'animer l'équipe de fabrication (30 personnes) en optimisant la réalisation des programmes de fabrication, en délais et qualité.

Environ 32 ans, vous avez une formation d'Ingénieur A&M, ENSI... (option Mécanique ou Electrotechnique) et une expérience réussie d'au moins 4 ou 5 ans en milieu industriel automatisé avec process lourd, dans un poste aux Méthodes et/ou en Fabrication.

Homme de terrain, rigoureux, organisé, tenace, excellent animateur, vous souhaitez élargir et approfondir votre expérience dans une unité moderne et dans un groupe qui vous offrira des opportunités d'évolution.

La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand sera un plus.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la réf. 1926/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251, Bd Péreire - 75017 Paris



AUSSEDAT REY

Leader Européen du Papier pour Reprographie

Grand Groupe papeter français (4.400 personnes, 6 milliards de F de C.A. 10 usines), filiale du Groupe américain INTERNATIONAL PAPER, nous recherchons pour notre usine de SAILLANT (Région de Limoges - 860 personnes - C.A. 1 milliard de F) dont la capacité de production de pâte à papier va doubler en 2 ans grâce à un investissement de 2 milliards de F, un

INGENIEUR PROCEDE

Sous l'autorité directe du Chef de Département de la nouvelle unité, vous participerez, dans un premier temps à la mise en route et aux essais des nouvelles installations et dans un second temps, à l'optimisation des procédés ; ceci avant de prendre des responsabilités opérationnelles de conduite des installations et d'animation de structure.

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE (ENSAM, Mines, ENSI, Chimie...), débiteur libéré des obligations militaires ou ayant déjà participé à des programmes d'investissement de productivité ainsi qu'à des études d'optimisation ou d'automatisation des fabrications, vous exercerez vos activités dans une unité reconnue comme la plus performante d'Europe dans sa spécialité. Il existe des perspectives d'évolution au sein de notre société et du Groupe pour un candidat de valeur.



Pour un premier contact, vous pouvez téléphoner ou écrire, sous réf. 321 - A, à notre Conseil :

PHILIPPE BARANGER CONSULTANT
21, Bd Georges Périn - 87000 LIMOGES - Tél. : 55 32 25 40.

Groupe International

Un démarrage prometteur : la Maintenance

Le fait d'appartenir à un Groupe International, aux activités multiples, présent sur les marchés mondiaux n'est pas le moindre de nos atouts. Nous bénéficions, de plus, d'un outil en continu performant dont la fiabilité de fonctionnement est primordiale. D'où l'importance pour nous de la fonction "entretien".

Nous vous offrons l'occasion d'acquies la connaissance de nos structures, nos techniques, nos process... de vous confronter à l'animation d'une équipe, à la gestion d'un budget... et d'évoluer à terme vers d'autres responsabilités.

Après du "second" de l'entretien de notre usine, vous animez et supervisez les équipes qui interviennent en atelier comme sur le site. Vous organisez leur activité, suivez les opérations et participez ainsi au triple objectif de l'optimisation des moyens, de l'accroissement de la sécurité et de l'amélioration de la qualité. Nos équipements font appel aux techniques traditionnelles (mécanique, chaudronnerie) comme aux plus évoluées (automatismes...).

Vous, jeune ingénieur généraliste (AM, INSA, ENSM) possédant si possible de bonnes notions en automatisme et régulation, vous souhaitez rejoindre un groupe industriel performant. Vous y assurez de réelles responsabilités humaines et techniques et y acquies la dimension nécessaire à un intéressant développement de carrière dans un contexte international.

Le poste à pourvoir se situe en Loire-Atlantique en bord de mer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MIE 557 M à notre Conseil, SEFOP, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS



MEMBRE DE SYNTec

UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

Vous êtes titulaire d'une Maîtrise, d'un D.E.A. ou d'un Doctorat scientifique et vous avez un réel intérêt pour l'INFORMATIQUE.

Notre jeune société, en pleine expansion a pour vocation la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion dans les grandes entreprises. Elle vous propose une FORMATION initiale, un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes et une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à vos mérites.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et C.V.) à INGESOFT 69, rue Dutot, 75015 PARIS.



صكنا من الاجل

Le Monde des Secteurs de Pointe

(Publicité)

« AIDE-TOI, HP T'AIDERA »

MEDIA PA

HP ET LE CAPITAL CONFIANCE : DES VALEURS TOUJOURS EN HAUSSE

"Quelle que soit votre fonction chez HP, on vous accordera du crédit" déclare un superviseur de production.

"Pour moi, c'est ça la spécificité HP : faire confiance aux gens. Peu importe si vous vous trompez du moment que vous êtes capable d'analyser cet échec et d'apporter une solution. Une erreur ne cassera pas le capital confiance qu'on a placé en vous".

Jean-Pierre Maillet est particulièrement bien placé pour apprécier ce fameux droit à l'erreur. Amoureux de littérature, ce technicien hors-normes s'est occupé, entre des postes d'opérateur de saisie et de supervision de production, de la communication d'HP auprès des grandes écoles. Il se souvient d'un incident qui aurait valu à n'importe quel salarié... normal de se préoccuper sérieusement du numéro de téléphone de l'ANPE locale : "A la fin d'une annonce de recrutement, je me suis trompé dans l'adresse de HP. On ne m'en a pas tenu rigueur. On a refait une campagne, les candidatures sont arrivées. Chez HP, on ne veut pas appuyer là où ça fait mal". "Il faut arriver à gagner la confiance des autres en commençant par son manager",

complète Marie-Claude Diomard, agent d'approvisionnement. "Si on vous accorde cette confiance, vous travaillerez dans des conditions idéales voire idylliques. Mais avant, il faut faire vos preuves".

Ce jeune ingénieur voulait lui aussi faire ses preuves malgré un parcours professionnel déjà riche. "C'est peut-être un peu maso de ma part, raconte-t-il, mais lorsque je suis rentré ici je cherchais un encadrement strict, des structures lourdes, en fait exactement le contraire de ce que j'avais connu jusque là. Heureusement je n'ai rien trouvé de cela. Qu'est-ce que j'ai trouvé chez HP ? Des relations de confiance à tous les niveaux. Maintenant, je ne pourrais plus jamais supporter un chef autoritaire filtrant l'information".

Information : le mot est lâché. Il a été prononcé par toutes les personnes interviewées à un moment ou un autre de la conversation. De l'ouvrier sur la chaîne de production au directeur industriel de passage à Lyon entre deux avions pour Singapour ou la Californie. Chez HP, l'information implique la prise de responsabilités et une autonomie totale.

LES HP PEOPLE : TOUS DES JOBS-TROTTERS

Cent fois sur le métier tu remettras ton ouvrage. Ce proverbe pourrait figurer en lettres d'or au fronton de HP. Axiome : on ne rentre pas chez HP comme on rentrait aux... Pour être clair, il y a peu de chances pour que vous fassiez le même métier trente ans après être entré pour la première fois dans l'entreprise. Autant dire que le jeune diplômé qui pense en termes de plan de carrière sera bien malheureux chez HP. Dites "plan de carrière" et chez HP, on traduira avec le sourire... "plan-plan". Michel Bady est fier de ses vingt cinq années de maison. Son diplôme d'ingénieur informaticien de l'ENSERHIT et son MS en poche, il intègre HP aux Etats-Unis en 1965. Allez trouver un fil directeur dans ses fonctions de directeur du service après-vente, de responsable de l'atelier support, d'ingénieur marketing, de directeur du service qualité ou des services généraux, de responsable de la trésorerie et enfin (mais pour combien de temps ?) de la production... La tête vous tourne ? C'est normal. "Je suis un généraliste capable de faire travailler une équipe dans sa spécialité, explique-t-il. Il faut avoir une grande confiance en soi. Et être extrêmement humble en même temps. Si les gens sentent que vous êtes confiant en vous-même, alors ils vous feront confiance. Il faut pouvoir rayonner par son influence. De toute

façon, l'environnement vous y aidera". Voilà donc le profil recherché en priorité par le service recrutement de chez HP comme le résume Martine Gauthier, chef du personnel. "On aime l'idée que quelqu'un vienne chez HP plus pour son environnement que pour un poste précis". Message particulièrement bien reçu à l'époque par Patrice Fitzner, tout récemment diplômé de l'ENSAM Lille. Il répond à une annonce d'HP pour un poste d'acheteur à Grenoble. On le reçoit. Il explique franchement que le poste ne lui convient pas mais que ses compétences pourraient être utilisables dans un autre métier. Conclusion : le voilà à L'Isle d'Abeau dans un poste de superviseur de production qui le passionne. "J'apprends et en même temps je m'amuse", indique-t-il. Autre profil atypique dans n'importe quelle entreprise mais caractéristique d'HP, celui de cet ingénieur de haut niveau. Son parcours ? Classique : Math Sup, Math Spé puis Supélec. Son intégration chez HP relève-t-elle d'une volonté délibérée ? "Absolument, répond-il. Celle du hasard ! Du pur hasard. Mis à part de très vagues généralités, HP n'évoquait rien pour moi. Comme je suis un esprit curieux, j'ai visité, j'ai discuté avec des managers, ça m'a plu. C'est aussi simple que ça. Avant d'acheter une voiture, il vaut mieux l'essayer".

A une trentaine de kilomètres de Lyon, le site industriel de Hewlett-Packard à L'Isle-d'Abeau, c'est d'abord du gris, du bleu et du vert. Le vert avec des immenses étendues de pelouse, le gris et le bleu pérennisant, dans le monde entier, l'image de cette société américaine d'informatique fondée il y a cinquante-deux ans par William Hewlett et David Packard. Etonnant : la structure intérieure de l'usine et la neutralité des gens qui y travaillent reflètent cette aération tous azimuts. Pour y voir plus clair, un journaliste est passé de l'autre côté du miroir.

UNE tête qui se déplace toute seule ! Qui tourne à droite, oblique sur sa gauche puis qui disparaît. Stupeur, la machine du docteur Guillotin fonctionnerait-elle encore chez Hewlett-Packard ? « Si vous êtes grand, vous avez peu de chances de passer inaperçu chez nous, c'est sûr, s'amuse Béatrice Jouanneau, chargée du recrutement chez HP, ici le bureau traditionnel n'existe pas. Il n'y a pas de mur, pas de porte, rien que des cloisons amovibles à hauteur d'homme. Pour vous rassurer, on ne raccourcit pas les gens ici, on aurait plutôt tendance à les aider à se développer. »

LYON-L'ISLE D'ABEAU : LA PLAQUE TOURNANTE DE HEWLETT-PACKARD EN EUROPE.

Le développement est plus que jamais à l'ordre du jour chez HP depuis qu'a été créé en 1985 le site de L'Isle d'Abeau. Forte de ses trois cents employés, L'Isle d'Abeau constitue la plaque tournante européenne de la politique industrielle de Hewlett-Packard. Outre le matériel de cardiologie, on fabrique ici des produits réseaux, on procède aussi à l'assemblage final des terminaux. Très prochainement sera installée une chaîne de production de PC. De plus, L'Isle d'Abeau, qui abrite le centre de formation européen des

ingénieurs du service après-vente, constitue l'un des cinq centres d'expertise de HP en Europe. C'est pour faire face à l'extraordinaire expansion du secteur micro-informatique des années 80 que HP France a démarré ce second site industriel. Le premier en date a été Grenoble. L'an dernier, la direction mondiale de l'activité micro-ordinateurs de HP y a été transférée. Cette décision confirme le poids grandissant de la France dans la stratégie mondiale de la société. L'Isle d'Abeau en constituera le fer de lance.

JEUNES DIPLOMÉS

VISITEZ, ESSAYEZ, CONFRONTEZ

Charles Anres va commencer sa carrière comme ingénieur production, puis ingénieur système automatisé industrielle, puis chef de projet en recherche et développement (R&D). De retour à la production, le voilà à L'Isle d'Abeau, responsable du groupe méthode, en charge de dix mille terminaux par mois. "J'aime bien que les horizons restent ouverts devant moi. J'aime aussi fouiller un domaine à fond. Mais lorsqu'il ne reste plus rien à creuser, lorsque vous ne vous amusez plus, je crois qu'il faut passer à un autre métier". Attention, cela ne veut pas dire que les spécialistes ne réussiront pas chez HP. Les spécialistes sont recherchés et appréciés. Il est simplement dommage que par manque de curiosité intellectuelle ils se ferment des portes. De toutes les manières, on ne leur en tiendra pas rigueur. "Chez HP, s'il fait bien son travail, le patron va encourager les gens à faire d'autres métiers, poursuit Charles Anres (NDLR : il existe même une messagerie informatique interne qui informe les employés des opportunités d'emploi, mais ceux-ci peuvent d'eux même faire leurs propositions de service aux "managers de leur rêve"). Je me souviens que lorsque j'étais en R&D, j'avais l'autorisation de partir chez moi avec l'ordinateur sur lequel nous travaillions dans la journée. Je parlais avec une machine qui à elle seule coûtait un million de francs. Je l'immobilisais simplement pour jouer avec". Jean-Marc Julia est un autre de ces "job-trotters". Son ascension très rapide l'a placé à 41 ans à la tête de la

production à L'Isle d'Abeau. Longtemps directeur en R&D, cet ancien Supélec a eu envie de passer à un métier diamétralement opposé. "J'ai un tempérament d'aventurier. Je ne me sentais plus à l'aise dans la peau de l'hyper spécialiste. En plus, j'ai considéré qu'à quarante ans la vie professionnelle ne devait pas s'arrêter, ni même stagner. Voilà pourquoi je suis passé de la R&D à ce poste de manufacturing manager (équivalent de directeur industriel)". Résumé en forme de pirouette : "Ce n'est pas ce qui est écrit sur ma carte de visite qui est important. A la limite, je m'en fiche". Il ajoute : "Je suis bien plus satisfait si les gens prennent plaisir à travailler ensemble et si nous obtenons de bons résultats". Ingénieur process, le Suisse Serge Dougoud avait de son futur passage chez HP une idée très précise. "Je m'étais dit, tu resteras chez HP trois ou cinq ans, tu y confronteras tes savoirs et après, avec ton bagage, tu trouveras du travail de qualité n'importe où. Mais cela ne m'intéressait plus car j'ai ici plus d'opportunités de carrière que dans dix entreprises différentes". Conséquence de ces sants dans le vide répétés, les organigrammes ont une durée de vie (très) moyenne de trois mois. Et les chasseurs de tête font régulièrement chou blanc avec les salariés d'HP. "Je n'ai jamais été tenté par les sirènes de l'extérieur car celles de l'intérieur étaient beaucoup plus séduisantes" conclut cet ingénieur.

Information : « Aide-toi HP t'aidera ».

L'information chez HP, c'est le petit plus qui vous permettra d'être "plus que bon" et de prendre les meilleures décisions à votre niveau. "Il faut être capable de comprendre ce que désire votre boss", explique ce manufacturing manager. "Je sais ce qu'il veut. A partir de ce moment, je suis 100 % autonome. Idem à tous les autres niveaux". Un raisonnement qui découle du bon sens : la prise de responsabilités individuelles permet le fonctionnement le plus souple de l'entreprise. "Ce n'est pas tout rose l'autonomie", poursuit le directeur industriel. "Si je me plante et mon équipe avec, j'en rendrai compte à mon patron. Mais à tout prendre, il vaut mieux se planter sans avoir demandé l'autorisation que subir (NDLR : traduction HP de "faire son boulot") sans jamais prendre de risques". Attention, dans la plupart des cas, l'info ne viendra pas à vous, ce sera à vous d'aller la chercher : on ne vous mènera pas le travail. Aide-toi, HP t'aidera. "Si vous ne demandez rien, vous n'aurez rien chez HP. Pourquoi ? Parce qu'on suppose... que vous savez. En revanche, si vous demandez, vous aurez tout ce que vous voulez. Sans limite", confirme un ingénieur. En clair : lancez-vous et on vous suivra. Alors, inutile bien sûr de jouer les Albert Londres ou les PPDA, vous apprendrez bien plus peut-être devant une brioche à la pause-café du matin qu'à un brief dans les règles. "Si je suis passé à la production, explique ce jeune embauché, c'est grâce au croissant du matin. C'est là que j'ai rencontré les gens de la production. J'ai sympathisé avec eux, ils m'ont expliqué le métier. J'ai proposé ma collaboration au manager du service production et me voilà ingénieur process". Chez HP, travailler dans les meilleures conditions est avant tout une histoire de "feeling" : "Quelle que soit l'activité, il s'agit de savoir si on veut ou si on ne veut pas travailler avec une personne".

Ils se ressemblent tous... et pas un ne ressemble à l'autre.

Si on dit qu'il faut de tout pour faire un monde, Hewlett-Packard ne faillit pas à ce principe. A L'Isle d'Abeau, toutes les personnalités sont représentées. Avec leurs défauts et leurs qualités. Il y a des curieux, des malins, des inquiets, des rigolards, des masos, des artistes. Ils sont pratiques ou conceptuels. Ils sont experts ou pas. Certains gagnent beaucoup d'argent, d'autres pas encore. Ils se ressemblent tous... et pas un ne ressemble à l'autre. Pourquoi se leurrer ? La perfection n'existe pas chez HP, ce serait trop beau. Au contraire, HP est rempli d'êtres humains. Les seules machines fabriquées ici s'appellent ordinateurs personnels ou terminaux. Si êtres humains et machines se côtoient en harmonie, en revanche, il est trois espèces d'animaux qui comme le faisait remarquer justement un journaliste ne rentreront jamais chez HP : les poussins, les requins et les mamouths. Les poussins ou le cocoon salarial : voilà qui occasionne un grincement de mâchoires de la part de tout le personnel de HP sans exception. Pour continuer sur cette lancée odontologique, certains ont même la dent très dure, on évoque le manque de courage des patrons tolérant une certaine médiocrité. "La mentalité HP veut que l'on vous juge sur ce que vous faites, non pas sur ce que vous êtes", reconnaît cet ingénieur. "Il y a des parcours fulgurants chez HP, des gens qui assument des fonctions directrices à 35 ans. Il faut être capable de focuser mais sans œillère. Le HP Way n'est pas fait pour les pantouflards". Chez HP, on aurait pu organiser le casting de la pub Damart, vous savez le célèbre "Froid, moi ? Jamais !".

"Il n'y a pas de gens frileux chez HP", corrobore un responsable de production. "Prends des risques, ose, c'est le premier conseil que je donnerais à un jeune ingénieur. Plante-toi peut-être mais ose". Passons à un deuxième personnage peu recommandable : le requin. Il a de grandes dents le requin, des grandes dents qui rayent le parquet et qui font désordre dans une société où les gens ont depuis longtemps pris l'habitude de jouer collectif. Dans une équipe de football, l'avant-centre ne marquera des buts que si le milieu de terrain lui fournit des bons ballons. Dans ces conditions, le syndrome de la grosse tête ne peut exister chez HP. Si l'on reçoit beaucoup, en contrepartie il faudra énormément donner. Sans marcher sur les autres. C'est la règle du jeu. Si le mamouth a disparu de la planète, c'est parce qu'il a été incapable de s'adapter à l'évolution. Les choses vont très vite chez HP. Tellement vite on l'a vu, qu'un organisme peut être caduque en l'espace de quelques semaines. "Un jour, raconte Eric Vincent, opérateur de production, on m'a dit : tu pars en formation demain pour la Hollande. Moi, ça me plaît". Si vous redoutez le changement, si pilotez dans le brouillard vous terrifie, si l'incertitude vous paralyse, alors vous trouverez vite HP "illisible".

Aussi différents soient-ils, les HP people sont tous emportés par une ligne directrice : la passion. Vous ne trouverez pas de gens tièdes chez HP mais des gens qui, à tout moment, ont eu, ont ou auront la faculté de se remettre en cause.



**HEWLETT
PACKARD**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Hewlett Packard France Service Recrutement - boulevard Steve Biko - 38090 VILLEFONTAINE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieur Electronicien Expert Sécurité

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Soucieux de la conformité et de la sécurité de nos produits, nous recherchons pour notre direction technique un ingénieur confirmé.

Vous apporterez une expertise sécurité des la conception de nos matériels : vous veillerez à leur conformité avec les obligations normatives et réglementaires, dont vous assurerez la prise en compte par nos bureaux d'études.

Vous représenterez également notre entreprise dans les différentes instances internationales et vous participerez à leurs groupes de travail.

Vous êtes diplômé en électronique avec de solides connaissances en informatique.

Vous maîtrisez l'anglais (et si possible l'allemand) ; vous avez quelques années d'expérience industrielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DE 12 au Service Recrutement - GENERAL ELECTRIC CGR - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.



General Electric CGR

Le Centre
National d'Etudes des
Télécommunications
recherche

INGENIEUR SECURITE

DE FORMATION SPECIFIQUE EN SECURITE, CONDITIONS DE TRAVAIL
ET ENVIRONNEMENT (MST, HYSIDI OU EQUIVALENT)

Vous serez basé à notre laboratoire de Bagneux où se trouve concentré l'essentiel de vos futures activités. Vous serez également amené à intervenir sur l'ensemble des sites du Centre (730 personnes, majoritairement en Région Parisienne).

Le Centre conduit des études en recherche fondamentale et en recherche appliquée :

- en opto/micro-électronique,
- sur les systèmes de transmission hertzien ou sous-marins et par satellites,
- en physique de l'environnement terrestre et planétaire.

Il met en œuvre les techniques les plus modernes dans son secteur.

Votre rôle consistera à :

- procéder aux analyses de risques,
- conseiller les responsables d'études sur la définition et la mise en œuvre des mesures de sécurité et d'amélioration des conditions de travail relatives aux installations techniques : aménagement de locaux, nouvelles manipulations de laboratoire,
- animer les actions générales de sécurité du Centre.

Pour réussir dans votre mission, vous disposerez de larges moyens.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 711488 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou taping 3615 Code PCONTACT qui transmettra.

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

cnet

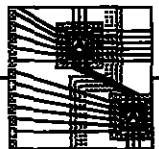
Recherche et développement : l'option de votre carrière

Dans le cadre de l'expansion de son laboratoire de Strasbourg, THOMSON CONSUMER ELECTRONICS développe son équipe d'étude de systèmes de télévision. Cette équipe a deux missions : d'une part, développer des algorithmes et des systèmes pour améliorer la qualité de l'image standard ; et d'autre part, développer des algorithmes et les circuits correspondants pour le décodage des nouveaux standards HDTV.

INGENIEUR TRANSMISSIONS NUMERIQUES EXPERIMENTE

Au sein de cette équipe, votre objectif sera de développer un noyau de compétences capable d'évaluer les performances de modulations analogiques ou numériques. Vous serez chargé de réaliser des ensembles de réception et de spécifier des composants.

Une expérience de 2 ou 3 ans dans le domaine des transmissions analogiques et/ou numériques est nécessaire. Réf. IT1



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

INGENIEUR D'ETUDE

Avec une première expérience dans l'étude de systèmes numériques, vous participez à la conception des nouveaux systèmes de télévision (TVHD et TV), de la mise au point des algorithmes à la spécification des circuits intégrés en passant par l'analyse des possibilités de réalisation. Réf. IE1

INGENIEUR D'ETUDE

Avec une expérience de 2 à 3 ans minimum dans un laboratoire d'études électroniques, vous participez à la création de nouveaux algorithmes. Créatif et innovateur, vous aurez pour mission de faire progresser le traitement du signal dans le domaine de la TV améliorée et de la TVHD. Réf. IE2

INGENIEUR D'ETUDE

Avec une première expérience dans l'étude de produits électroniques, vous prenez la responsabilité de l'étude de modules destinés à nos futurs récepteurs TV. En plus de vos compétences techniques, ce poste vous permettra de mettre en valeur votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités. Réf. ID3

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à : THOMSON CONSUMER ELECTRONICS LEKREA - Michèle PERRIN - BP 120 - 67403 ILLKIRCH.

La Matière Bleue
l'audace d'aller
jusqu'au bout
en informatique
technique

Force d'un projet par l'ampleur

de la vision initiale, et par l'audace

de le réaliser jusqu'au bout.

elle permet de mettre la haute

technicité de nos interventions au

dispositif de notre connaissance

des secteurs les plus en pointe.

La Matière Bleue est

force et élan.

Elle est la force que

Sema Group confère à

son projet, elle est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

La Matière Bleue est

la force qui porte le

projet jusqu'au bout.

INDUSTRIE ET TRANSPORT

Le tunnel sous la Manche, les systèmes de régulation des flux autoroutiers, ferroviaires et maritimes, les systèmes de réservation, les systèmes d'aide à l'exploitation des réseaux métro-autobus, la GPO d'ensembles industriels complexes en France et hors de France, l'architecture de systèmes et de réseaux industriels... sont autant d'opérations à porter à notre crédit. Nos équipes maîtrisent toutes les phases des projets : étude, spécification, conception, réalisation, installation, mise en service, suivi...

Ingénieurs (ESIEA, ENSI, INSA, ESME...) ou universitaires 3ème cycle, nous vous offrons un contexte idéal pour valoriser votre expérience en informatique industrielle :

- **INGENIEURS GENERALISTES** : vous intervenez sur des projets diversifiés : suivi de produit, gestion industrielle (de production, de qualité et de maintenance).

- **INGENIEURS INFORMATIQUES** : vous menez vos missions dans un environnement technologique de pointe : temps réel, graphique, SCADA, UNIX, VMS, MICRO, C, ADA.

- **JEUNES INFORMATIQUES** : nous vous offrons, pour réussir votre carrière, une formation complémentaire aux méthodes et outils mis en œuvre par nos équipes.

Postes à pourvoir en Région Parisienne et province avec opportunités d'affectation hors de France.

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

SEMA GROUP

INGENIEUR ELECTRONICIEN VIDEO PROFESSIONNELLE

SONY FRANCE (2 500 personnes, 7 Mds de CA) produit et commercialise des équipements de haute technologie pour le grand public et les professionnels du son et de l'image. Afin d'accompagner le développement de notre activité et d'assurer le suivi de grands projets, le responsable de la Maintenance des produits professionnels recherche un nouveau collaborateur qui intégrera une équipe jeune et motivée. Pour nos clients professionnels (chaînes de TV, sociétés de post-production...), vous assurerez la maintenance de nos produits audio et vidéo (magnétoscopes digitaux, systèmes vidéo, effets numériques, mélangeurs...) principalement sur le terrain. Par la remontée d'informations aux

équipes marketing et commerciales, vous participerez au développement des ventes et à l'amélioration de nos produits. Enfin, votre sens du service et de la qualité vous fera reconnaître comme l'interlocuteur technique privilégié de nos clients. Vous avez valorisé votre formation d'ingénieur électronicien par une première expérience, et vous maîtrisez l'anglais. Mais vous êtes surtout motivé pour vous investir dans un poste où le goût de la technique est aussi important que le sens commercial. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre et prétentions), sous la réf. 2105/E, à Fabienne MARGOTTEAU, SONY FRANCE, 15 Rue Floréal, 75017 Paris.

SONY
Le créateur

socata
1100 personnes



Filiale de l'Aérospatiale, notre société conçoit, produit, commercialise la gamme d'avions légers, et développe des programmes de sous-traitance et de coopération.

La Direction technique recherche pour son bureau d'études (65 personnes) :

Chef de groupe calcul

Vous aurez pour mission d'encadrer un groupe de calculateurs structures en matériaux métalliques et composites. Ingénieur confirmé (ESTACA, ENSICA, ENSMA) ou BTS bureau d'études avec environ 10 ans d'expérience plus études complémentaires, vous connaissez les structures primaires aéronautiques métalliques et/ou composites, le prédimensionnement, les efforts généraux. Une expérience de la rédaction de dossiers de justification et du calcul par éléments finis sera très appréciée.

Chef de section dessin

Sous l'autorité d'un Chef de programme, vous serez chargé de coordonner l'activité d'une équipe de projeteurs et dessinateurs. Ingénieur confirmé ou BTS avec 15 ans d'expérience, vous avez une bonne connaissance des structures métalliques et/ou composites, du prédimensionnement, des lisses prototype et série, et si possible de la CAO.

Pour ces deux postes à responsabilité, un bon niveau d'anglais est nécessaire.

Notre proposition vous intéresse, confiez votre dossier de candidature à notre conseil : FM Consultants, 2 rue du Rempart-Villeneuve, 31000 Toulouse. Tél. : 62.27.29.78.

FM
Consultants

CONSEIL EN RECRUTEMENT

سوتا من الالاح

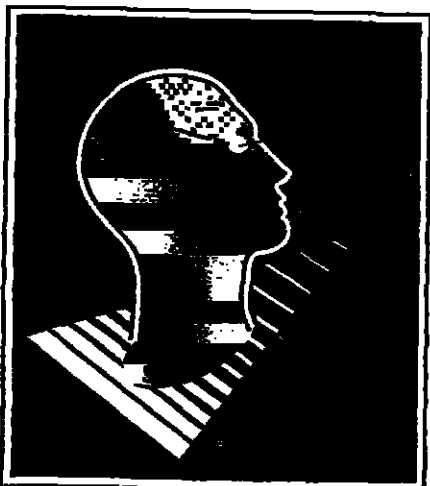
صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Secteurs de Pointe

Le Monde • Mercredi 22 mai 1991 XXI



L'objectif

TECHNIQUES DE POINTE

ALTRAN TECHNOLOGIES : société de conseil et d'ingénierie de haut niveau, cotée en Bourse, 1000 ingénieurs. Pour assurer notre forte croissance et la qualité de nos prestations, **NOUS RECRUTONS :**

INGENIEURS GRANDES ECOLES CONSULTANTS (1^{ère} EXPERIENCE OU DEBUTANTS)

Evolution : Responsabilité de projets, expertise de haut-niveau, postes de direction.

Mission : conduite de projets, spécifications système, études et développement dans les domaines suivants :

Secteurs :

- Aéronautique, Espace, Défense,
- Télécommunication, Réseaux,
- Automobile, Transport,
- Nucléaire, Ingénierie Pétrolière,
- Banque, Assurance, Finance.

Métiers :

- Logiciels Systèmes IBM (VM, MVS), DEC, UNIX,
- Réseaux SNA, Ethernet, FDDI, X25 ; EDI,
- SGBD (ORACLE, DB2,...), Systèmes répartis,
- Applicatifs, Architectures Temps réel (VRTX, PSOS...),
- Génie Logiciel, Méthodologie (SADT, SA-RT,...).

Pôles de Développement : Région Parisienne, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Sud-Est, Europe.

Merci de nous adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la référence JM/05.

GROUPE ALTRAN 58, Boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75858 PARIS CEDEX 17

Filiales : ALTRAN SYSTEMES D'INFORMATION - DELTA - ALTRAN FORMATION - SEGIME - LORE - ALTRAN EUROPE - ALTRAN CANADA

DE LA GUERRE ELECTRONIQUE AUX GRANDS SYSTEMES INFORMATIQUES

ASSOCIEE AUX GRANDS PROJETS DE DEFENSE NATIONALE ET INTERNATIONALE PAR SA REPUTATION ET SON EXPERIENCE, CEE DEFENSE SYSTEMS ASSURE LA QUALITE DE SES REALISATIONS. CEE DEFENSE SYSTEMS ASSURE LA QUALITE DE SES REALISATIONS. CEE DEFENSE SYSTEMS ASSURE LA QUALITE DE SES REALISATIONS.

Nous développons nos compétences pluridisciplinaires pour assurer la conception et l'intégration de systèmes embarqués de haute technologie impliquant ADA, UNIX, systèmes experts... dans les domaines de l'auto-défense navale et de l'informatique militaire.

Ingénieurs high-tech

De l'ingénieur d'études au Responsable de projet, toutes vos compétences s'épanouiront dans des missions motivantes en :

- INFORMATIQUE TEMPS REEL ET GRANDS SYSTEMES
- TRAITEMENT DE L'IMAGE ET DU SIGNAL
- ELECTRONIQUE NUMERIQUE ET GRAPHIQUE
- ELECTRONIQUE DE PUISSANCE
- MARKETING ET COMMERCE INTERNATIONAL

Vous voulez participer à la forte croissance d'une entreprise à taille humaine et de dimension européenne, caractérisée par la collaboration étroite entre les équipes impliquées et sa pratique d'une large délégation de responsabilités.

De nombreux postes sont à pourvoir aussi bien dans nos Centres d'études d'Orsay et de Toulon, notre unité d'intégration de Riom, que dans notre filiale de Services Informatiques.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à Louis Morel, Service des Ressources Humaines, CSEE Défense, ZA de Courtabœuf, 6 avenue des Tropiques, BP 80, 91943 Les Ulis Cedex



LA COMPETITION, NOTRE MODE DE VIE, VOTRE MODE D'ACTION.

Ingénieurs débutants ou première expérience. Peugeot a l'objectif d'être leader européen des constructeurs. Son savoir-faire, sa solidité financière, son dynamisme, et sa qualité de management sont pour vous l'occasion de concrétiser vos projets. Vous rêvez de défis quotidiens, d'un travail motivant, de responsabilités de premier plan, alors choisissez la direction de votre première expérience.

personnalisées, vous vous verrez confier d'importantes responsabilités humaines et techniques.

Direction Commerciale (Paris et région parisienne). Vous mettez en œuvre la nouvelle organisation logistique ou développez de nouveaux services à la clientèle.

Direction Informatique (Paris et provincial). Vous développerez et mettez à la disposition de toutes les Directions de notre Société de puissants outils de traitement de l'information.

Rejoignez-nous dans la compétition. Écrivez à :



Franz KRAUTTER
Direction générale du personnel
75, avenue de la Grande Armée, 75016 PARIS



FOSTER WHEELER

FOSTER WHEELER CONCEPTION ETUDES ENTRETIEN, Société d'ingénierie internationale, participe à de nombreuses réalisations dans les domaines pétrolier, pétrochimique et pharmaceutique. Notre activité couvre aujourd'hui l'ensemble du secteur industriel. Notre croissance nous amène à développer nos activités dans l'Est de la France et à créer une agence dans la région de STRASBOURG. Afin de mener à bien cette implantation, nous recherchons :

INGENIEURS PROJET

réf. 157/M
De niveau ingénieur (BTS minimum), vous possédez une expérience professionnelle de 5 ans dans une fonction similaire. Vos capacités d'autonomie vous permettent de prendre en charge la direction, la gestion, la coordination et la réalisation de projets.

INGENIEURS SPECIALISTES

réf. 158/M
De niveau ingénieur (BTS minimum), vous avez acquis 5 ans d'expérience dans votre spécialité : • Electricité, • Génie-Chim/Bâtiments (expérience des salles blanches, propres ou stériles), • Tuyauterie (installation), • Mécanique et Conditionnement d'air (HVAC). Nous vous confierons la direction de l'ensemble des études : ingénierie de base, calculs, études de détail.

PROJETEUR/CHEF DE GROUPE

réf. 159/M
De niveau BTS/DUT avec 5 ans d'expérience, vous serez chargé de l'exécution des études de détail en tuyauterie, instruments, génie civil/bâtiments/électricité.

POUR TOUTS CES POSTES, LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND EST NECESSAIRE.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à FOSTER WHEELER - BP 214 - 75024 Paris Cedex 01.



Soyez formateur en commutation rejoignez la coopération internationale MATRA ERICSSON

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, a pour vocation de concevoir, construire et installer des centraux téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger. Nous accordons une importance primordiale à la formation. Nos collaborateurs et clients en bénéficient régulièrement. Ainsi sortis à la pointe de la technique. De formation informatique (système ou temps réel), électronique ou télécoms, vous avez une première expérience professionnelle dans un secteur high tech ou si possible dans la téléphonie. Vous avez surtout les qualités

pédagogiques nécessaires à un formateur : aisance relationnelle et rédactionnelle, bon niveau de culture générale. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Après formation à votre nouvelle fonction et à nos produits de commutation, vous formerez nos collaborateurs et clients. Ayant ainsi renforcé vos compétences techniques et relationnelles, vous aurez ensuite, si vous le souhaitez, la possibilité d'intégrer d'autres directions. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence FC à Martine Videau



MET - 19 avenue Carnot
91348 Massy Cedex

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Le Monde des Secteurs de Pointe

Au cœur de nos systèmes médicaux, participez au challenge qualité.

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous recherchons pour notre site d'Issy les Moulineaux (92) un

Ingénieur Méthodes Contrôle

Dans un souci d'optimiser le programme qualité, vous avez en charge l'analyse des non-conformités et réalisez le suivi des actions correctives que ce soit en interne ou chez nos fournisseurs. Vous définissez également les cahiers des charges des équipements de contrôle, en pilotez la sous-traitance et/ou en assurez la mise en place. Enfin, vous établissez les gammes du contrôle entrée sur les tubes et sources RX.

L'ensemble de vos actions est orienté de façon à mettre en place la norme ISO 9001.

De formation Ingénieur ou diplômé d'un 3^e cycle Physique ou Electronique, vous possédez des connaissances en statistiques et travaillez sur micro-informatique (SPC). Pour mener à bien cette mission et évoluer dans vos responsabilités, vous avez déjà une expérience professionnelle et une bonne maîtrise de l'anglais.

Pour nous rencontrer, merci de nous envoyer votre dossier de candidature sous réf. IMC à Pascal GUICHARD - GENERAL ELECTRIC CGR 52, bd Gallieni - 92193 ISSY LES MOULINEAUX.



General Electric CGR

FORMATION PROFESSIONNELLE

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

departement de formation permanente

Offrez-vous une nouvelle carrière avec les années 90

Spécialiste en droit du commerce international et européen

- ★ Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux Etats-Unis.
- ★ Cours en droit du commerce international et de la CEE enseignés en anglais par des avocats (4 mois en cours du jour ; 7 en cours du soir).
- ★ Assister à une session d'information gratuite à Paris le 30 mai à 18 h 30 ou le 1^{er} juin à 10 heures.
- ★ Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite, contactez :
The American University of Paris,
The Institute for Paralegal Studies,
88, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.
Tél. : 45-51-64-58. FAX : 45-51-56-20.

Technologies de pointe au Japon ...

Partez acquies vos talents...

Vous êtes Ingénieur ou chercheur salarié d'une entreprise française... Postulez auprès du COMITE FORME pour obtenir un de ses 6 stages au Japon... Vous étudierez intensivement le japonais (6 mois), travaillerez en laboratoire d'Etat ou Universitaire (12 mois) et vous effectuerez un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

DOMAINE : Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.

DEPARTS : Automne 1991 et Printemps 1992.

Envoyer CV + photo et contactez :
COMITE FORME - 17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16
TEL : (1) 47 27 21 67

ソサエティ フランス-日本工業技術協会
SOCIETE FRANCO - JAPONAISE
DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES



RECRUTEMENT POUR LA FILIERE DE FORMATION SUPERIEURE "METIERS DE LA GESTION ET DU DEVELOPPEMENT CULTURELS"

Cette filière forme des cadres culturels capables de concevoir, de mettre en œuvre et de diriger un projet ou une entreprise artistique et culturelle. Elle rassemble un D.E.S.S., une Licence et une Maîtrise.

— Recrutement des candidats pour le D.E.S.S. "Développement et Gestion d'Entreprise Culturelle" à l'ARSEC, 11 place Bellecour 69002 Lyon, tél. 72.41.92.13.

— Recrutement des candidats pour la Licence "Conception et mise en œuvre de projet culturel" à la Faculté d'Anthropologie, Université Lumière Lyon II, avenue Pierre Mendès-France 69676 Bron Cedex, tél. 78.77.23.23.

Date limite des candidatures : le 14 juin 1991.

Provence

Groupe important en sous-traitance aéronautique, ayant pour activités principales l'usinage, le traitement de surface, le traitement thermique de pièces mécaniques de précision et le montage de sous-ensembles, recherche :

Chargé d'affaire technique

- Directement rattaché au Directeur industriel du groupe, il mettra à la disposition des filiales ses compétences afin de participer aux actions de développement technique des sociétés.

- Ingénieur en mécanique (ENI, ENSAM...), vous avez 5 ans d'expérience environ dans le domaine industriel. Anglais souhaité. Poste basé à Marseille.

Responsable d'exploitation d'une de ses filiales

- Rattaché à la Direction Industrielle, bon gestionnaire, il aura à manager une équipe d'acheteurs de sous-traitance et un atelier de montage. Il participera au développement de l'activité d'assemblage de sous-ensembles mécaniques.

- Ingénieur de formation (ESIM, INSA...), vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le domaine de la mécanique, idéalement dans le secteur aéronautique et/ou les négociations de sous-traitance. Vous maîtrisez l'anglais et êtes ouvert à l'informatique. Poste basé à Marseille.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à notre conseil Brigitte Ferrari, Z.I. Les Milles, 13852 Aix-en-Provence Cedex 3. Réf. BF/43-KP/LM.

Hay Recrutement & Carrières

HayGroup
CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

U R G E N T

Pour division Electronique d'une grande société aéronautique proche banlieue Ouest de Paris

INGENIEUR ELECTRONICIEN D'ETUDES ANALOGIQUES

(Expérience 3 ANS)

ACTIVITES : pilotage du développement des composants intégrés analogiques spécifiques • suivi de ce développement chez les fabricants aux Etats-Unis.

QUALITES REQUISES : connaissances en électronique analogique, 3 ans d'expérience industrielle • autonome, capable de prendre des décisions techniques dans les réunions avec les interlocuteurs américains • bon contact, disponible, bilingue ANGLAIS.

Adressez C.V. et présent. à T2L 92 rue St Lazare 75009 PARIS ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 85 38 41

CRITTEMECA

organisme de Transfert de Technologie vers les PME d'Ile-de-France recherche

1 INGENIEUR

possédant une expérience industrielle et ayant été concrètement au contact de la recherche, pour exercer la fonction de conseiller technologique : appui aux entreprises mécaniciennes dans les secteurs de la production et des nouveaux matériaux.

Adressez lettre de candidature + CV à :

CRITTEMECA
ESE - Plateau du Moulon - 91192, Gif-sur-Yvette CEDEX

chef de produits

LYON INSTRUMENTS DE POINTE

En 40 ans, nous sommes devenus des partenaires privilégiés des Entreprises de BTP, des Géomètres, des principaux Bureaux d'Etudes et des Administrations. Nous importons et commercialisons en France des matériels de mesure topographique et nous en assurons la maintenance.

La mission que nous vous proposons sera de prendre en charge :
• une gamme de produits de haute technologie (stations totales, télémètres, mesure par satellite, applicatifs logiciels de topographie et photogrammétrie terrestre),
• d'entretenir les relations avec les fournisseurs européens afin d'actualiser en permanence notre avance technologique,
• d'assurer la promotion et la vente de produits High Tech. La connaissance de la topographie sera un plus. Vous parlez nécessairement l'anglais ou l'allemand.

Vous êtes ingénieur, ou géomètre, ou universitaire. Vous avez un tempérament commercial et vous êtes fort d'une première expérience d'environ cinq ans dans la vente de produits High Tech. La connaissance de la topographie sera un plus. Vous parlez nécessairement l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la réf. PL 71 à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON
2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16

COCEPLAN
à l'écoute des talents

Soyez un acteur des technologies de demain

Les SCTF Services Communs de Technologie et de Fiabilité, ont pour mission le conseil et la définition des orientations technologiques du groupe dans le cadre de grands projets européens et internationaux. Pour mener à bien leur mission, nos experts s'appuient sur des laboratoires high tech en électronique et physicochimie. Nous recherchons pour renforcer nos équipes :

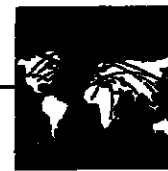
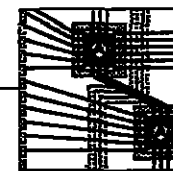
INGENIEURS ELECTRONICIENS/INFORMATIENS

De formation Grande Ecole ou Universitaire, débutant ou avec une première expérience, venez assurer un rôle de conseil déterminant pour les choix technologiques futurs dans les domaines suivants :

- XAO ELECTRONIQUE
- LE PACKAGING
- LES SYSTEMES ET TRAITEMENTS

Votre réelle ouverture d'esprit à l'évolution des hautes technologies, vos capacités d'écoute et de conseil pour vos interlocuteurs à haut niveau d'exigence sont vos meilleurs atouts pour réussir dans cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à : THOMSON SCTF Mme BOUIC - L'Orée de Corbeville - BP 56 - 91401 Orsay Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

TELECOMMUNICATIONS NUMERIQUES

AETA (350 Personnes), recrute :

INGENIEURS DEBUTANTS

Grandes Ecoles ou D.E.A.

Spécialisation en Electronique et Logiciel "Temps Réel" indispensable, connaissances en Télécommunication appréciées. Ils seront, dans un premier temps, intégrés au sein d'équipes expérimentées et rapidement amenés à prendre la responsabilité de projets.



Adressez Curriculum-Vitae détaillé sous la référence J.F. à
AETA - Service du Personnel
62 à 70, rue Blanchard - B.P. 54
92263 FONTENAY-AUX-ROSES.

RHEA

(Leader Technologique Mondial en Hydrologie Radar)

recrute

UN INGENIEUR D'ETUDES

pour industrialiser des logiciels de traitement d'informations hydrométéorologiques en temps réel.

PROFIL DU CANDIDAT :

Ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire (débutant accepté)
Grande motivation pour l'informatique scientifique
Disponibilité personnelle requise pour assister les utilisateurs lors d'événements plus ou moins intenses

Langue obligatoire : anglais. Langue très appréciée : allemand.

Lieu de travail : Versailles et Roissy-Charles de Gaulle.

Téléphonez pour rendez-vous au : 39-50-65-21.

SOCETEC

Société d'Ingénierie Industrielle - 280 personnes - Filiale du Groupe SOFRESID - Spécialisée dans la production et la maîtrise de l'énergie, les services généraux des Industries de base, les installations off-sites et unités des raffineries de pétrole et usines pétrochimiques.

RECHERCHE DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SES STRUCTURES

INGENIEURS DE PROJET EXPERIMENTES

Pour conduire des projets pluridisciplinaires dans les spécialités : Energie et Installations générales pétrochimiques.

Les candidats devront maîtriser parfaitement la technologie et la conception des installations d'équipements thermiques et de turbomachines.

INGENIEURS AUTOMATIENS

Spécialistes des réseaux locaux hétérogènes.

INGENIEURS GENIE CIVIL

Bâtiment, structures pour la conception d'ouvrages la rédaction d'avant-projets, projets, notes techniques, spécifications et le suivi complet d'opérations.

JEUNES INGENIEURS

A fort potentiel "Centrale - ENSAM - INSA" 2 à 3 ans d'expérience en bureau d'études ou dans le secteur industriel.

Adressez C.V. et prétentions à SOCETEC - 5, Rue Chante-Coq 92800 PUTEAUX.

صلى الله عليه وسلم